

IMRAN N. HOSEIN

CALIFAT

LE HIDJÂZ ET L'ÉTAT-NATION
SAOUDO-WAHHÂBITE




Fiat Lux
Editions

IMRAN N. HOSEIN

CALIFAT

LE HIDJÂZ ET L'ÉTAT-NATION SAOUDO-WAHHÂBITE

Une des caractéristiques principales de la religion musulmane est son insistance pour que, quand un peuple reconnaît Allah Le Très Haut comme « Souverain », il doive veiller à ce que l'État et toutes ses institutions se soumettent à l'autorité suprême de Dieu et à sa loi suprême. Si l'État, plutôt que Allah, est reconnu comme souverain – ce qui est l'essence même de la laïcité –, l'islam considère que c'est du shirk (associationnisme), constituant le plus grand péché, irrémédiable. Dans le monde, aujourd'hui, l'État laïc moderne est universellement reconnu comme souverain. Son autorité est affirmée comme suprême, et donc sa loi. Ainsi, l'humanité entière a maintenant adopté un shirk politique (blasphème).

C'est, en fait, l'un des principaux signes que nous vivons à présent à l'ère du Dajjal, le faux Messie ou Antéchrist, qui a trompé l'humanité dans l'adoration en dehors d'Allah le Très Haut. Le Dajjal est le cerveau derrière l'ordre mondial d'aujourd'hui, à propos duquel le hadith déclare qu'une proportion de 999 pour 1000 de l'Humanité entrera dans le feu de l'enfer. Mais, même les musulmans semblent ne pas être conscients de cela. Cet ouvrage documente et expose la complicité de l'alliance arabo-wahhabite dans la chute du Khilafat et les obstacles ultérieurs imposés pour empêcher le rétablissement de cette autorité islamique légitime. Une lecture obligatoire pour les musulmans en quête de donner un sens au monde d'aujourd'hui.

D'origine indienne, Imran Nazar Hosein est né dans les Caraïbes, dans l'île de Trinité en 1942. Il étudia l'islam, la philosophie et les relations internationales dans de nombreuses universités et institutions d'enseignement supérieur dont l'université Al-Azhar au Caire. Il a exercé plusieurs années en tant que fonctionnaire des Affaires étrangères de Trinité-et-Tobago mais abandonna son travail en 1985 afin de consacrer sa vie à l'islam.

Il a vécu à New York pendant dix ans, période durant laquelle il exerça la fonction de directeur des études islamiques pour le comité collectif des organisations musulmanes du Grand New York. Il donna des conférences sur l'islam dans de nombreuses universités américaines et canadiennes, des collèges, églises, synagogues, prisons, salles communautaires, etc.

Il a écrit plus d'une douzaine d'ouvrages sur l'islam. Le premier livre d'Imran Hosein, intitulé L'islam et le bouddhisme dans le monde moderne, a été écrit alors qu'il avait 29 ans.

Les analyses d'Imran Nazar Hosein offrent une interprétation du Coran et des hadiths mis en adéquation avec le monde moderne. Il vit et enseigne aujourd'hui à Kuala Lumpur, en Malaisie. Il a un site internet :

[www.imranhosein.org]



Disponible ici :
www.editionsfiatlux.com
Amazon et librairies

Prix France : 16 € / ISBN : 979-10-91157-05-6

Code français de la propriété intellectuelle (CPI)
Tous droits réservés pour tous pays.

Couverture réalisée par Artwork : Mesjeudis.
Courriel : mesjeudis@gmail.com

© Éditions Fiat Lux
Édition – mars 2015
ISBN : 979-10-91157-05-6
Dépôt légal : 1^e trimestre 2015



LE CALIFAT, LE HIDJÂZ
ET
L'ÉTAT-NATION SAOUDO-WAHHÂBITE

IMRAN N. HOSEIN


Fiat Lux
- Éditions -



Cette édition est dédiée à

Abid Siddiqui (du Centre Musulman de New York)
ainsi qu'à
Mounir (du Bangladesh)

qui m'ont tous deux soutenu dans mon humble travail
avec un amour et une dévotion extraordinaires.

IMRAN N. HOSEIN

LE CALIFAT, LE HIDJÂZ

ET

L'ÉTAT-NATION SAOUDO-WAHHÂBITE

SECONDE VERSION

Série Commémorative Ansâri

MASJID JÂM'IAH CITY DE SAN FERNANDO
TRINIDAD ET TOBAGO

Traduction : Samir Boulhila

© Imran N. Hosein

Première édition publiée en 1997 par
Masjid Dâr al-Qur'ân,
1514 East Third Avenue,
Bayshore, NY 11760
États-Unis.

Deuxième édition publiée en 2013 par
Masjid Jâmi'ah
Mucurapo Street
San Fernando
Trinidad et Tobago

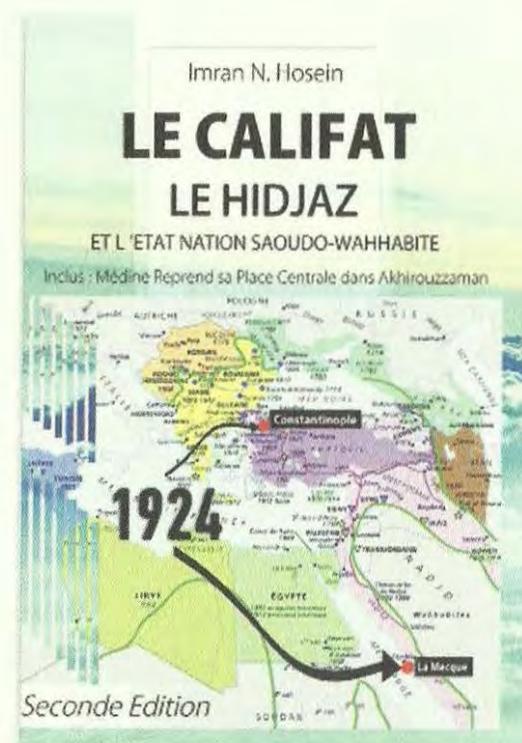
Email : inhosein@hotmail.com

Site web : www.imranhosein.org / www.imranhosein.fr

Boutique : www.imranhosein.com

Vidéos & lives streaming: www.imranhosein.tv

La carte de la couverture de l'édition anglaise, réalisée par 'Abdullah Abu Muhammad 'Abdurrahmani de Skopje, en Macédoine, révèle les frontières de l'Empire Ottoman au moment de l'abolition du califat ottoman à Constantinople en 1924. Le califat ottoman fut remplacé quelques jours plus tard, à La Mecque, par un califat arabe, et ce fut ce califat arabe que détruisirent les Saoudo-wahhâbites qui étaient des alliés de l'état hégémonique britannique, judéo-chrétien et sioniste. Il n'a jamais été restauré depuis. L'eschatologie islamique apporte cependant la garantie absolue que le califat islamique (c'est-à-dire l'État Khilâfah) sera restauré au moment de l'avènement de l'Imâm al-Mahdi ('alayhi as-Salâm).



LA CORNE DE SATAN

« Ô Allah, accorde Tes bénédictions à notre Châm.

Ô Allah, accorde Tes bénédictions à notre Yémen. »

Les gens dirent : « Ô Messager d'Allah, et notre Nadjd. »

Je pense qu'à la troisième fois, le Prophète, *sallAllabou 'alayhi wa sallam*, dit :

« Il (le Nadjd) sera le lieu de tremblements de terre, d'épreuves et de tribulations, et c'est de là-bas qu'apparaîtra la Corne de Satan. »

(*Sabîb Boukhâri*)

Les Saoudo-wahhâbites, qui sont issus du Nadjd, sont la confirmation de cette sinistre prophétie.

SÉRIE COMMÉMORATIVE ANSÂRI

La série commémorative Ansâri est publiée en l'honneur de l'éminent érudit islamique, philosophe et cheikh soufi, Maoulânâ le Dr. Muhammad Fadlur Rahman Ansâri (1914–1974). La publication de cette série a débuté en 1997 pour commémorer le 25^{ème} anniversaire de sa mort.

Maoulânâ Ansâri était un érudit islamique, un professeur et guide spirituel qui a consacré toute sa vie à la lutte pour la cause sacrée de l'islam, dans ce qui était désormais devenu un monde essentiellement impie. Son dur labeur au service de cette cause sacrée l'amena à effectuer des voyages tout autour de la terre plusieurs fois, à l'occasion de tournées de conférences islamiques, des années 1950 aux années 1970. Il quittait son nouveau domicile de Karachi (il avait émigré d'Inde quand le Pakistan fut créé en 1947) et voyageait vers l'ouest pour ne revenir chez lui qu'après plusieurs mois, par l'est.

Maoulânâ Ansâri était diplômé de l'université musulmane Ali-garh, en Inde, où il étudia la philosophie et la religion. Sa pensée islamique philosophique et spirituelle unique découle de l'érudit islamique le Dr. Muhammad Iqbâl, qui est l'auteur du chef-d'œuvre d'érudition islamique « La reconstruction de la pensée religieuse en islam ». L'œuvre majeure d'érudition islamique de Maoulânâ Ansâri, « Fondations et structure coraniques de la société musulmane » (en deux volumes), constitue en soi une réponse magistrale à l'appel d'Iqbâl pour une « Reconstruction de la pensée religieuse en islam ».

Il reçut sa formation spirituelle de son mentor Maoulânâ Muhammad 'Abdul 'Aleem Siddiqui, un savant islamique renommé, cheikh soufi et missionnaire itinérant de l'islam. Le fait le plus important est qu'il reçut l'épistémologie soufie à la fois d'Iqbâl et de Maoulânâ Siddiqui et la transmit à ses étudiants. L'épistémologie soufie reconnaît que lorsqu'on embrasse la Vérité (c'est-à-dire

que l'on accepte l'islam) et qu'on la vit avec sincérité et dévotion à Allah le Plus Haut, elle finit par pénétrer le cœur (c'est-à-dire que l'islam s'élève et se transforme en Imân). Il est rapporté, dans un hadîth Qoudsi, qu'Allah le Plus Haut a déclaré :

قال سبحانه وتعالى في الحديث القدسي الذي أخرجه الإمام أحمد في الزهد :
إن السموات والأرض لم تطق أن تحملني وضقن من أن تسعني ☉ وسعني قلب
المؤمن الوداع اللين.

« Mes cieux et Ma terre sont trop étriqués pour Me contenir, mais le cœur tendre et apaisé de Mon serviteur fervent peut Me contenir. »

Ce hadîth décrit de façon éclatante les implications de l'entrée de la Vérité dans le cœur. Quand la Vérité entre dans le cœur, alors une lumière divine (NourouLlah) finit aussi par pénétrer le cœur, et cette lumière confère au croyant des pouvoirs d'observation et de clairvoyance intérieure, intuitive et spirituelle capables de pénétrer au-delà de l'apparence extérieure des choses pour atteindre leur réalité interne. À ce stade d'épanouissement de la Vérité dans son cœur, le croyant voit désormais avec deux yeux : l'externe et l'interne (Dajjâl le faux Messie ne voit que d'un œil, l'externe). Le croyant qui poursuit le Djihâd fillah (le combat « en » Allah) est béni par l'élévation de son Imân au stade de l'Ihsân. C'est ce que l'on connaît aussi comme le Tassawwouf, mais qui est mieux reconnu comme al-Ihsân.

Ce n'est qu'à la lumière intérieure du cœur clairvoyant du croyant véridique que les Signes d'Allah (AyâtouLlah) qui se déroulent continuellement peuvent être reconnus, et qu'ainsi le monde actuel peut être lu et correctement compris. Ceux qui perçoivent la réalité du monde d'aujourd'hui savent que nous vivons à l'ère des fitan (pluriel de fitna ou épreuve), c'est-à-dire le Dernier Âge ou l'âge d'al-Qiyâmah (qui connaîtra un premier paroxysme avec la fin de l'histoire et le triomphe de l'islam puis, ultérieurement, un deuxième avec la fin du monde et sa transformation en un nouveau monde).

Ceux qui voient avec le Nour d'Allah reconnaissent que, dans tout ce qu'Allah le Plus Haut a créé, règne une harmonie entre forme externe et

substance interne. C'est ainsi que la forme externe de la religion mène à sa substance interne, autrement dit l'adhésion à la Chari'ah rend possible, grâce à al-Tariqah (Voie) et al-Ma'rifah (Connaissance), la pénétration d'al-Haqiqah (Vérité).

Le Dajjâl, a contrario, présente un monde dans lequel les apparences sont systématiquement à l'opposé de la réalité. C'est la nature du monde actuel. Un savoir dénué de Nour ne peut pas pénétrer, par exemple, l'argent papier du Dajjâl au-delà de sa forme externe pratique pour atteindre sa réalité interne frauduleuse, factice et empoisonnée. Ce qui est valable pour les monnaies papier est aussi vrai pour un millier d'autres créations des temps modernes du Dajjâl. Les savants de l'islam protestant en particulier sont constamment trompés par le Dajjâl ; ils s'égarent et égarent les autres.

La connaissance est essentiellement du Nour. Mais ce n'est que lorsque le Dhikr [Ndt : rappel] d'Allah précède, accompagne et enrichit le processus de Fikr [Ndt : réflexion] que la connaissance est transformée en Nour. La quintessence même de l'érudition de Maoulânâ Ansâri était la transformation de son vaste savoir en un océan de Nour. Ce qui valait pour ce cheikh soufi était aussi vrai de son professeur et guide, le cheikh soufi Muhammad 'Abdul 'Aleem Siddiqui (rahimahoumouLlah).

Maoulânâ Ansâri consacra les dix dernières années de sa vie (1964–1974) à l'établissement de l'institut Aleemiyah d'Études islamiques à Karachi (Aleemiyah Institute of Islamic Studies). Au sein de l'institut Aleemiyah, il s'efforça de former une nouvelle génération de savants de l'islam qui seraient spirituellement et intellectuellement capables d'utiliser le Coran et les ahadith [Ndt : pluriel de Hadîth ou parole prophétique] pour comprendre la mystérieuse ère moderne, et pour ensuite relever ses défis terrifiants de façon appropriée. Fruits de son dur labeur, des savants se sont révélés tels que le Dr. Waffie Muhammad et Imran N. Hosein (Trinidad, Antilles), le Dr. Abul Fadl Mohsin Ebrâhîm, le Dr. Abbâs Qasim (rahimahouLlah), Muhammad Ali Khân et d'autres (Durban, Afrique du Sud), Siddiq Ahmad Nâssir, Raouf Zamân et Muhammad Saffie (Guyane, Amérique du Sud), Ali Mustafa (Surinam, Amérique du Sud), Bashir Ahmad Kino (Île Maurice), et tant d'autres diplômés de l'Institut Aleemiyah d'Études islamiques de Karachi, au Pakistan.

Ceux qui ont succédé à Maoulânâ Ansâri à la direction de l'institut Aleemiyah d'Études islamiques ont été des personnes à qui, jusqu'à ce

jour, son érudition islamique a fait défaut ; par conséquent, l'expérience consistant à créer un nouveau modèle d'enseignement islamique supérieur pour produire des savants de l'islam capables de relever les défis de l'âge moderne ne survécut pas à sa mort.

La série commémorative Ansâri est composée des ouvrages suivants, tous écrits par un des étudiants du Maoulânâ :

- Jérusalem dans le Coran – un regard islamique sur la destinée de Jérusalem.
- Sourate al-Kahf : texte, traduction et commentaire contemporain.
- Sourate al-Kahf et les Temps Modernes.
- La religion d'Abraham et l'État d'Israël à la lumière du Coran.
- Les Signes du Jour Dernier dans l'Ere Moderne.
- L'Importance de l'interdiction du Ribâ en islam.
- L'interdiction du Ribâ dans le Coran et la Sounnah.
- Les Rêves en islam – une fenêtre ouverte sur la Vérité et sur le cœur.
- Le Califat, le Hidjâz et l'État-nation saoudo-wahhâbite.
- L'importance stratégique du jeûne de Ramadân, et l'Isrâ et le Mi'râj.
- Une Jamâ'ah, un Emîr : l'organisation d'une communauté musulmane à l'Ere des Fitan.
- Une vision islamique de Gog et Magog dans le monde moderne.
- Le dinâr d'or et le dirham d'argent – L'islam et l'avenir de l'argent.
- Médine reprend sa place centrale dans Âkhirouz-Zamân.
- Iqbâl et l'heure de vérité du Pakistan.
- Des explications sur le mystérieux programme impérialiste d'Israël.
- Jeûne et Pouvoir, *etc.*

La série, qui reflète (au moins) quelques-uns des fruits de l'arbre planté par Maoulânâ, a pour vocation de tenter de comprendre la « réalité » du monde moderne, de l'expliquer avec précision et de relever les défis sans précédent qu'il pose, de façon appropriée.

Plusieurs nouveaux livres ont été récemment inclus à la série. Trois d'entre eux, sur sourate al-Kahf, font partie d'un projet de quatuor que nous proposons sur cette sourate. Le livre sur Gog et Magog est le troisième de cet ensemble, alors que nous envisageons d'écrire *Une vision isla-*

mique de Dajjâl le Faux Messie ou Antéchrist qui serait le quatrième et dernier ouvrage.s

La série serait incomplète sans une biographie du grand érudit lui-même – sa vie, ses travaux, sa pensée. Le travail sur cette biographie a commencé et nous espérons pouvoir le compléter avec succès incha' Allah.

Maoulânâ Ansâri rendit hommage à son propre cheikh, Maoulânâ Muhammad 'Abdul 'Aleem Siddiqui, en fondant l'Institut Aleemiyah d'Études Islamiques au Pakistan et en publiant la série commémorative Aleemiyah. La série commémorative Ansâri et l'Institut Ansâri d'Eschatologie Islamique que nous envisageons d'établir bientôt – incha' Allah – représentent un humble effort pour perpétuer cette noble tradition.

PRÉFACE À LA SECONDE VERSION

Ce livre, écrit il y a 38 ans, en 1976, est en fait un chapitre de ma thèse – « L’islam post-Califat et la quête d’un nouvel ordre public islamique » – de doctorat en relations internationales à l’Institut des Hautes Études Internationales de Genève. J’ai quitté Genève en 1979 sans soutenir cette thèse de doctorat (quasiment achevée) et j’ai passé les cinq années suivantes au service du Ministère des Affaires Etrangères du gouvernement de Trinidad et Tobago.

J’ai finalement réalisé, après avoir quitté Genève, que ma recherche sur ce sujet de thèse resterait largement incomplète sans une étude et une compréhension appropriées de l’eschatologie islamique. Il m’a fallu de nombreuses années pour appréhender l’eschatologie islamique et, malgré cela, je dois avouer que certains pans du sujet échappent encore à ma compréhension. J’ai néanmoins décidé d’établir, incha’ Allah, un Institut d’Eschatologie Islamique où le sujet pourra être enseigné. À ma connaissance, aucune institution de ce genre n’existe où que ce soit dans le monde musulman aujourd’hui.

Cette version revisitée du livre, avec une nouvelle « introduction », inclut cette analyse eschatologique du sujet qui faisait défaut à la première.

Nous savons à présent, grâce à l’eschatologie islamique, que le Califat islamique sera restauré avec l’avènement de l’Imâm al-Mahdi et le retour de Jésus (‘alayhi as-Salâm) dans, peut-être, quelque 25-30 ans ; mais nous savons aussi qu’il ne peut pas être restauré tant que l’ordre mondial de Gog et Magog perdurera.

Le manque de temps ne me laisse pas la liberté de réécrire le livre, et j’ai donc dû me contenter d’écrire une nouvelle introduction et certaines autres parties. Cependant, il existe nombre de mes conférences sur des thèmes tels que « l’Imâm al-Mahdi et le retour du Califat », « l’Imâm al-Mahdi et la fin des temps », « Pax Islamica : la conception islamique d’un ordre international », « La conquête de Constantinople dans Âkhirouz-Zamân », *etc.*, des livres comme *Jérusalem dans le Coran* et des essais comme « Les musulmans peuvent-ils voter dans les élections de l’État moderne laïc ? »,

qui, visionnés ou lus de concert avec le livre, offriront une meilleure compréhension de la dimension eschatologique du sujet, incha' Allah.

Trois importants documents ont été ajoutés en annexes. Ils ont tous près de 100 ans et sont tous du domaine public.

Puisse Allah bénir Monowara Begum, récemment décédée au Bangladesh, au nom de qui une aimable donation a été faite pour couvrir les frais d'impression de cette nouvelle version du livre. Je suis également des plus reconnaissant au Fonds de Commémoration Syed-Syeda (Syed-Syeda Memorial Trust) du Bangladesh (fondé par Mohammad Ezharul Hoque (rahimahouLlah) en mémoire de ses parents Syed Ahmed (rahimahouLlah) et Syeda Khatoun (rahimahaLlah)) pour une aimable donation qui a aussi aidé pour les frais d'impression du livre. Puisse Allah le Tout Compatissant accorder à leurs âmes la miséricorde et leur accorder Djannah al-Firdaus. Amîn !

PRÉFACE À LA PREMIÈRE VERSION

Ceci est le troisième volet de la Série commémorative Ansâri publiée en l'honneur de mon professeur et cheikh de mémoire bénie Maoulânâ le Dr. Muhammad Fadlur Rahman Ansâri (rahimahou Allah, 1914 – 1974). Les deux précédentes publications étaient intitulées : « La Religion d'Abraham et l'État d'Israël à la lumière du Coran » et « L'importance de l'interdiction du ribâ en islam ».

La plus grande partie du travail de recherche nécessaire à la rédaction de ce livre a été effectuée entre 1975 et 1979 à la Bibliothèque des Nations-Unies, au Palais des Nations à Genève, pendant mes études de doctorat en Relations internationales à l'Institut des Hautes Études internationales de Genève, en Suisse.

Au moment même où j'écris ces lignes, le monde musulman connaît une situation critique qui empire rapidement avec des conflits sanglants en Bosnie, au Cachemire, en Algérie, en Palestine, en Tchétchénie, *etc.* infligeant des souffrances inimaginables à d'innocents musulmans. Hier, cinquante mille musulmanes étaient violées en Bosnie ; aujourd'hui, l'horreur s'illustre en Bosnie avec le récit de ce fils obligé d'arracher les testicules de son père musulman avec les dents, ou encore avec la condamnation aux États-Unis à la prison à perpétuité d'un innocent cheikh musulman aveugle, Omar Abdul Rahmân, (car il représentait une trop grande menace pour le régime laïc pro-occidental qui dirige l'Égypte) et qui est sexuellement humilié par les gardiens chaque fois qu'il reçoit un visiteur à la prison où il est incarcéré.

J'ai aujourd'hui acquis la conviction qu'il est enfin temps pour ce livre d'atteindre le public musulman qui devrait, maintenant, être assez secoué pour sincèrement chercher à comprendre les raisons de notre impuissance. Il devrait, par conséquent, prendre ce travail au sérieux et balayer d'un revers de main les critiques prévisibles des savants institutionnalisés, et des gouvernements qu'ils soutiennent, partout à travers le monde musulman !

J'implore Allah de bien vouloir agréer et bénir cet humble effort dans la voie de la Vérité. Puisse ce livre toucher assez profondément les musul-

mans pour leur ouvrir les yeux sur le fait que le régime saoudo-wahhâbite qui contrôle aujourd'hui les Haramayn et le Hidjâz a eu un rôle actif dans la destruction du Califat islamique et qu'il constitue, depuis lors, un obstacle à la restauration du pouvoir de la Oummah. Amîn !

Imran N. Hosein

Masjid Dâr al-Qur'ân, Long Island, New York.

Djournâdâ al-Thâni, 1417/Novembre 1996.

INTRODUCTION

*L'INSTITUTION DU CALIFAT EN ISLAM REPRÉSENTE BIEN PLUS QU'UNE
SIMPLE FONCTION DANS UN ÉTAT. ELLE REPRÉSENTE L'ÉTAT LUI-MÊME.*

L'ÉTAT KHILÂFAH ISLAMIQUE ET SON SUBSTITUT FACTICE

Le système moderne d'états-nations laïcs du Dajjâl, qu'ils soient républicains ou monarchiques, qui a mis sous son emprise le monde entier – y compris le monde de l'islam – est un substitut factice et frauduleux de l'État Khilâfah [Ndt : Califat] de l'islam. Ce fait élémentaire semble avoir mystérieusement échappé à l'entendement du Dr. Muhammad Iqbâl qui fut l'un des éminents érudits de l'islam des temps modernes. Le point de vue de Iqbâl, exprimé dans son œuvre maîtresse d'érudition *La reconstruction de la pensée religieuse en islam* était en accord total avec l'Ijtihâd mensonger de la Turquie laïque selon lequel « en accord avec l'esprit de l'islam, le Califat ou Imamat peut être conféré à un groupe de personnes ou à une Assemblée élue » (*cf.* note de bas de page n°8, page 94, pour la citation complète).

Qu'il s'agisse du Pakistan, de l'Arabie saoudite, de la Turquie, de la Malaisie, de l'Iran ou de l'Égypte, ce sont tous des états laïcs modernes dans le sens où ils sont tous soumis à l'autorité séculière du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui est une création sioniste. Tous doivent se soumettre à l'autorité séculière du Fonds Monétaire International qui interdit l'utilisation du dinar d'or comme monnaie.

Quand les musulmans participent à la politique de l'État moderne laïc, par exemple en votant dans ses élections, ou en s'y présentant sous les couleurs de partis prétendument islamiques, ou même en prêtant allégeance au Roi, au Président, à l'Amîr [Ndt : l'émir], à la Constitution, *etc.*, ils donnent une validité à ce substitut fallacieux. En outre, ils enfoncent un clou de plus dans le cercueil de l'État Khilâfah.

Ce livre est présenté à ces musulmans-là afin de s'assurer qu'ils ne puissent pas implorer le pardon le Jour du Jugement avec la piètre excuse : « Je ne savais pas ! ».

QU'EST-CE DONC QUE L'ÉTAT KHILÂFAH ?

L'une des caractéristiques fondamentales de la religion de l'islam réside dans son insistance sur le fait que, dès qu'un peuple reconnaît qu'Allah le Plus Haut est « Souverain » (al-Malik), il s'assure que son Ordre public ou État et toutes ses institutions se soumettent à la souveraineté, à la suprême Autorité et à la suprême Loi d'Allah. C'est précisément ce que faisait l'État Khilâfah islamique !

Si l'État, plutôt qu'Allah le Plus Haut, est reconnu comme souverain, si son autorité est reconnue comme suprême, et si sa loi est reconnue comme la loi suprême – et c'est l'essence même de la laïcité politique de la civilisation occidentale moderne – alors une telle philosophie politique laïque et un tel modèle laïc d'état seraient fondés sur le Chirk (l'associatisme donc le blasphème).

L'islam reconnaît le chirk comme le pire de tous les péchés et le Coran dit du chirk qu'il est le seul péché qu'Allah le Plus Haut ne pardonnera jamais. Considérons les déclarations suivantes qu'Allah le Plus Haut fait dans le Coran béni concernant la question de « pardonner le chirk » :

إِنَّ اللَّهَ لَا يَغْفِرُ أَنْ يُشْرَكَ بِهِ وَيَغْفِرُ مَا دُونَ ذَلِكَ لِمَنْ يَشَاءُ وَمَنْ يُشْرِكْ بِاللَّهِ فَقَدْ ضَلَّ ضَلَالًا بَعِيدًا ﴿١٧٦﴾

[En Vérité, Allah ne pardonne pas qu'on attribue la divinité (ce qui implique le statut divin, le pouvoir, l'autorité et les fonctions qui sont les Siennes) à quoi que ce soit en dehors de Lui (c'est-à-dire qu'on commette le chirk), même s'Il pardonne tout péché moindre à qui Il veut : car ceux qui attribuent la divinité à tout autre qu'Allah (ceux qui commettent le chirk) se sont vraiment égarés d'un égarement lointain.] (Coran, an-Nissâ, 4 : 116).

(Veuillez soigneusement noter que les explications et commentaires de l'auteur sont notés entre parenthèses).

إِنَّ اللَّهَ لَا يَغْفِرُ أَنْ يُشْرَكَ بِهِ وَيَغْفِرُ مَا دُونَ ذَلِكَ لِمَنْ يَشَاءُ وَمَنْ يُشْرِكْ بِاللَّهِ فَقَدْ افْتَرَىٰ إِثْمًا عَظِيمًا ﴿٤٨﴾

[En Vérité, Allah ne pardonne pas qu'on attribue la divinité à quoi que ce soit en dehors de Lui (c'est-à-dire qu'on commette le chirk), même s'Il pardonne tout péché moindre à qui Il veut : car ceux qui attribuent la divinité à tout autre qu'Allah (ceux qui commettent le chirk) ont vraiment commis un péché ignoble.]. (Coran, an-Nissâ, 4 : 48).

لَقَدْ كَفَرَ الَّذِينَ قَالُوا إِنَّ اللَّهَ هُوَ الْمَسِيحُ ابْنُ مَرْيَمَ وَقَالَ الْمَسِيحُ يَبْنَىٰ إِسْرَائِيلَ أَعْبُدُوا اللَّهَ رَبِّي وَرَبَّكُمْ إِنَّهُ مَن يُشْرِكْ بِاللَّهِ فَقَدْ حَرَّمَ اللَّهُ عَلَيْهِ الْجَنَّةَ وَمَأْوَاهُ النَّارُ وَمَا لِلظَّالِمِينَ مِنْ أَنْصَارٍ ﴿٧٢﴾

[Ils rejettent vraiment la vérité (quand) ils disent « en vérité, Allah est le Messie, fils de Marie » alors que le Messie [lui-même] a dit : « Ô fils d'Israël ! Adorez Allah [seul], Qui est mon Seigneur-Dieu tout autant que votre Seigneur-Dieu. Quiconque commet le chirk se verra interdire le Paradis par Allah, et son refuge sera le Feu : et de tels malfaiteurs n'auront personne pour les secourir ! » (Coran, al-Mâ'idab, 5 : 72).

Il est clair, d'après le verset ci-dessus, que les Israélites commettaient le Chirk – d'où la mise en garde divine contre le feu de l'Enfer.

حُنَفَاءَ لِلَّهِ غَيْرَ مُشْرِكِينَ بِهِ وَمَنْ يُشْرِكْ بِاللَّهِ فَكَأَنَّمَا خَرَّ مِنَ السَّمَاءِ فَتَخْطَفُهُ الطَّيْرُ أَوْ تَهْوَىٰ بِهِ الرِّيحُ فِي مَكَانٍ سَحِيقٍ ﴿٣١﴾

[...] [inclinés] vers Allah, [et] détournés de tout ce qui est faux, sans attribuer de qualités divines à qui que ce soit en dehors de Lui (c'est-à-dire sans commettre de chirk) : car celui qui attribue la divinité à tout autre qu'Allah (celui qui commet le chirk) est comme tombé du haut des cieux d'où les oiseaux l'ont lâché, ou balayé par le vent vers un lieu très lointain.] (Coran, al-Hajj, 22 : 31).

Nous avons déjà établi que lorsque l'état est reconnu comme souverain (al-Malik) à la place d'Allah le Plus Haut, cela constitue du chirk. Mais le chirk est aussi commis lorsque l'état (et le gouvernement) légifère pour rendre Harâm ou illicite ce qu'Allah le Plus Haut a déclaré Halâl ou licite. La preuve de cela se trouve dans la Sourate *al-Taoubah* du Coran :

أَتَّخَذُوا أَحْبَارَهُمْ وَرُهَيْبِنَهُمْ أَرْبَابًا مِّن دُونِ اللَّهِ وَالْمَسِيحَ ابْنَ مَرْيَمَ وَمَا أُمِرُوا إِلَّا لِيَعْبُدُوا إِلَهًا وَاحِدًا لَا إِلَهَ إِلَّا هُوَ سُبْحَانَهُ عَمَّا يُشْرِكُونَ ﴿١٦﴾

[Ils ont pris leurs rabbins et leurs prêtres – ainsi que le Messie, fils de Marie – pour seigneurs-dieux en dehors d'Allah, alors qu'il leur avait été ordonné de n'adorer nul autre que Le Dieu Unique, en dehors de Qui n'existe aucune dèité ; l'Unique, complètement étranger, dans Sa Gloire sans limite, à quoi que ce soit auquel ils attribuent une part de Sa divinité !] (Coran, *al-Taoubah*, 9 : 30).

Le Coran avait déjà dirigé l'attention sur cette adoration par les chrétiens et les juifs de leurs prêtres et de leurs rabbins dans un autre verset comme suit :

قُلْ يَا أَهْلَ الْكِتَابِ تَعَالَوْا إِلَى كَلِمَةٍ سَوَاءٍ بَيْنَنَا وَبَيْنَكُمْ أَلَّا نَعْبُدَ إِلَّا اللَّهَ وَلَا نُشْرِكَ بِهِ شَيْئًا وَلَا يَتَّخِذَ بَعْضُنَا بَعْضًا أَرْبَابًا مِّن دُونِ اللَّهِ فَإِن تَوَلَّوْا فَقُولُوا اشْهَدُوا بِأَنَّا مُسْلِمُونَ ﴿١٤﴾

[Dis : « Ô vous, les gens de la précédente révélation ! Venez à une doctrine commune entre nous et vous : de n'adorer personne qu'Allah et de n'attribuer la divinité à nul autre que Lui, et de ne pas nous prendre les uns les autres pour seigneurs-dieux en dehors d'Allah. » Et s'ils se détournent, alors dis : « Soyez témoins que c'est nous qui nous sommes soumis à Lui. »] (Coran, *Âle Imran*, 3 : 64).

La question se posa malgré tout : les chrétiens et les juifs adoraient-ils vraiment leurs prêtres et leurs rabbins ?

« Adî bin Hâtim, qui avait été chrétien avant d'accepter l'islam, vint un jour voir le Prophète (sallAllahu 'alayhi wa sallam). Quand il l'entendit réciter le verset ci-dessus, il dit « Ô Messenger d'Allah, mais ils ne les

adorent pas (c'est-à-dire les chrétiens et les juifs n'adorent pas leurs prêtres et leur rabbins). » Le Prophète Mohammed répondit « Si : ils interdisent aux gens ce qui est halâl et leur autorisent ce qui est Harâm, et les gens leur obéissent. C'est en fait de cette façon qu'ils les adorent. » » (*Sounan Tirmîdhî*).

Non seulement nous savons maintenant à quel acte de Chirk les Israélites se livraient, mais nous sommes de plus en mesure de poser la question plutôt simple suivante : si cet acte est du Chirk lorsqu'il est commis par les prêtres et les rabbins, ne serait-ce pas aussi du Chirk quand l'État et le gouvernement le commettent ?

Le Coran est insistant et énergique dans ses mises en garde répétées à l'attention de ceux (comme les musulmans) qui possèdent la Vérité révélée et qui pourtant se tournent vers d'autres qu'Allah pour conférer la souveraineté à l'état, et l'autorité suprême au gouvernement et à la loi. Cet avertissement prend tout son sens quand l'état légifère pour interdire (rendre harâm) ce qu'Allah a autorisé (a rendu halâl). À travers le monde aujourd'hui, l'état moderne a interdit beaucoup de choses qu'Allah a autorisées, et autorisé beaucoup de ce qu'Allah a interdit. À travers le monde aujourd'hui, toute l'humanité (illa ma cha' Allah) [Ndt : sauf ceux qu'Allah a voulu] a accepté ce que l'état a fait. Et donc, à travers le monde aujourd'hui, toute l'humanité (illa ma cha' Allah) est tombée sous l'emprise du chirk. La condamnation divine d'un tel comportement est rude.

Exemples évidents d'un tel chirk dans l'état moderne, l'autorisation de prêter de l'argent avec intérêt et l'interdiction de l'usage des pièces d'or et d'argent (les dinâr et les dirham) comme monnaies (pour vendre et acheter).

Considérons les versets suivants de la sourate *al-Mâidah* et, en particulier, les parties soulignées du texte traduit :

إِنَّا أَنْزَلْنَا التَّوْرَةَ فِيهَا هُدًى وَنُورٌ يَّحْكُمُ بِهَا النَّبِيُّونَ الَّذِينَ أَسْلَمُوا لِلَّذِينَ هَادُوا وَالرَّهْبَانِيُّونَ وَالْأَحْبَارُ بِمَا اسْتَحْفَظُوا مِنْ كِتَابِ اللَّهِ وَكَانُوا عَلَيْهِ شُهَدَاءَ فَلَا تَخْشَوُا النَّاسَ وَآخِشُوا وَلَا تَشْتَرُوا بِآيَاتِي ثَمَنًا قَلِيلًا وَمَنْ لَّمْ يَحْكَمْ بِمَا أَنْزَلَ اللَّهُ فَأُولَئِكَ هُمُ الْكَافِرُونَ ﴿٤٤﴾

[Vraiment, c'est Nous qui avons fait descendre la Torah, qui recelait guidance et lumière. C'est sur la base de sa force que les prophètes qui se sont soumis à Allah rendent des jugements entre ceux qui ont suivi la foi juive ; et c'est ce que firent également les hommes d'Allah [des premiers temps] et les rabbins, dans la mesure où certains écrits d'Allah avaient été confiés à leurs soins ; et ils témoignèrent [tous] de sa véracité. Par conséquent, [Ô Fils d'Israël] ne craignez pas les hommes mais craignez Moi ; et ne marchandez pas Mes messages pour un gain insignifiant : car ceux qui ne jugent pas selon ce qu'Allah leur a accordé d'en haut sont, en fait, des Kouffâr (c'est-à-dire des gens qui ont rejeté la vérité).]

وَكَتَبْنَا عَلَيْهِمْ فِيهَا أَنَّ النَّفْسَ بِالنَّفْسِ وَالْعَيْنَ بِالْعَيْنِ وَالْأَنْفَ بِالْأَنْفِ وَالْأُذُنَ
بِالْأُذُنِ وَالسِّنَّ بِالسِّنِّ وَالْجُرُوحَ قِصَاصًا فَمَن تَصَدَّقَ بِهِ فَهُوَ كَفَّارَةٌ لَّهُ وَمَن لَّمْ
يُحْكَمْ بِمَا أَنزَلَ اللَّهُ فَأُولَئِكَ هُم الظَّالِمُونَ ﴿٤٥﴾

[Et Nous avons prescrit pour eux dans la Torah : vie pour vie, et œil pour œil, et nez pour nez, et oreille pour oreille, et dent pour dent et pour chaque blessure son [égale] rétribution [soit le talion] ; mais qui y renonce par charité, un de ses péchés passés sera expié. Et ceux qui ne jugent pas selon ce qu'Allah a révélé, ce sont eux les injustes !]

وَقَفَّيْنَا عَلَىٰ آثَارِهِم بِعِيسَى ابْنِ مَرْيَمَ مُصَدِّقًا لِّمَا بَيْنَ يَدَيْهِ مِنَ التَّوْرَةِ وَإِنَّا لَنَظُنُّهُ
الْإِنجِيلَ فِيهِ هُدًى وَنُورٌ وَمُصَدِّقًا لِّمَا بَيْنَ يَدَيْهِ مِنَ التَّوْرَةِ وَهُدًى وَمَوْعِظَةٌ
لِّلْمُتَّقِينَ ﴿٤٦﴾

[Et Nous avons envoyé Jésus, fils de Marie, à la suite [des premiers prophètes], pour confirmer la véracité de ce qui restait de la Torah ; et Nous lui avons accordé l'Évangile, où se trouvait guidance et lumière, et confirmant la véracité de ce qui restait dans la Torah, et comme guide et exhortation pour les pieux.]

وَلَيَحْكُمَنَّ أَهْلَ الْأَنْجِيلِ بِمَا أَنزَلَ اللَّهُ فِيهِ وَمَن لَّمْ يُحْكَمْ بِمَا أَنزَلَ اللَّهُ فَأُولَئِكَ
هُمُ الْفٰسِقُونَ ﴿٤٧﴾

[Que les gens de l'Évangile jugent d'après ce qu'Allah y a révélé : car ceux qui ne jugent pas à la lumière de ce qu'Allah a fait descendre, voilà les pécheurs avérés !]

(Coran, *al-Mâ'idah*, 5 : 44-47).

Puisque la participation au processus électoral dans un tel état se fait dans le but de constituer un gouvernement qui exercera le pouvoir au nom de l'état, ceux qui fondent des partis politiques (y compris les partis politiques islamiques) et qui s'affrontent dans ces élections, ainsi que ceux qui votent dans de telles élections sont donc partie prenante du chirk.

À travers le monde aujourd'hui, à quelques très rares exceptions près, pour peu qu'il en existe, l'état laïc moderne (et cela inclut le Pakistan) est universellement reconnu comme souverain, son autorité est reconnue comme suprême et de même pour sa loi. Et donc, à travers le monde aujourd'hui (et cela inclut le monde de l'islam), l'humanité a embrassé un chirk politique universel. C'est, en fait, l'un des signes majeurs que nous vivons à l'ère de Dajjâl, le faux Messie ou Antéchrist, qui – par voie de tromperie – a persuadé l'humanité de reconnaître d'autres qu'Allah le Plus Haut comme souverains, et donc d'adorer d'autres qu'Allah le Plus Haut.

Le fait que tant de savants musulmans et de groupes et mouvements islamiques tels que les musulmans salafistes, de nombreux ordres soufis, Ikhwân al-Mouslimouîn en Égypte et ailleurs dans le monde arabe, Jama'at-i-Islami au Pakistan, le Parti Islam en Malaisie, al-Nahda de Tunisie, le Parti pour la Justice et le Développement (AKP) de Turquie, *etc.*, demeurent incapables ou non disposés à reconnaître que ce substitut occidental laïc à l'État Khilâfah de l'islam est fondé sur le chirk demeure encore un mystère non élucidé du monde de l'islam moderne. Les chouyoukh [Ndt : pluriel de cheikh] soufis semblent tout aussi aveugles que leurs opposants salafistes/wahhâbites !

Ils ne réalisent pas davantage que le système électoral de démocratie politique «un homme/une voix» du Dajjâl est conçu pour briser et éradiquer la diversité des nations et des tribus qu'Allah le Plus Haut a créée. Les identités et les loyautés nationales et tribales étaient Divinement conçues pour fonder et préserver la cohésion de micro-sociétés qui, à leur tour, assureraient une stabilité de la macro-société. À l'inverse, le système politique du Dajjâl a reconnu l'individu comme l'élément de base de l'état et cela a détruit petit à petit les loyautés tribales qu'Allah le Plus Haut avait créées. Le résultat est, qu'à travers le monde moderne, la société se désagrège à un tel point que certaines parties du monde vivent maintenant l'effondrement

de l'ordre social avec une criminalité galopante qui frise l'anarchie.

Les mouvements et groupes prétendument islamiques (les chyououkh soufis y compris) se font stupidement enregistrer comme partis politiques sous la bannière de la constitution laïque de l'état moderne et poursuivent ensuite leur chemin de croix en politique électorale afin de gagner des élections et prendre de son pouvoir politique à l'état laïc. Ils espèrent alors que cette méthodologie digne de Disneyland, en violation directe et manifeste de la Sounnah, et qui ne réussit que lorsqu'ils proclament des Fatâwa [Ndt : pluriel de fatwa ou avis juridique] dénonçant le terrorisme et qu'ils s'alignent sur l'Occident sioniste terroriste (comme les Ikhwân al-Mouslimouïn semblent l'avoir fait en Égypte), pourrait d'une façon ou d'une autre rendre possible l'établissement de ce qui est décrit comme un état islamique. Il est très clair que leur état islamique n'est pas semblable à l'État Khilâfah de l'islam mais représente plutôt une entité curieusement conçue, capable, on ne sait comment, de s'accommoder de l'étreinte empoisonnée du monde des états modernes du Dajjâl au sein de l'Organisation des Nations Unies, du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, etc.

Peut-être l'échec désastreux des savants (politiques) musulmans et des ordres soufis engagés en politique électorale à l'ère moderne est-il dû à leur incapacité à pénétrer et saisir la réalité interne de l'ère moderne – une réalité qui ne peut être pénétrée et saisie sans avoir recours à l'étude de l'eschatologie islamique ('Ilmou Âkhirouz-Zamân) ou la conception islamique de la Fin des Temps.

Dajjâl, le faux Messie, est le cerveau et l'architecte qui a mis au point et fabriqué le mystérieux ordre mondial laïc actuel à propos duquel un Hadîth célèbre déclare que 999 personnes sur 1000 entreront en enfer. Mais même les musulmans ne semblent pas être au courant de ce hadîth :

« Rapporté par Abou Sâ'id al-Khoudri, le Prophète dit : Le Jour de la Résurrection, Allah dira : « Ô Adam ! ». Adam répondra : « Labbaïk notre Seigneur, et Sa'daïk. » [Ndt : « Me voilà, je réponds à Tes appels et j'obéis à Tes ordres »]. Retentira alors un appel puissant (disant) : « Allah t'ordonne de prendre une partie de ta descendance pour le Feu (de l'Enfer) ». Adam dira : « Ô mon Seigneur ! Combien sont-ils (ceux) pour le Feu (de l'Enfer) ? » Allah dira : « De chaque millier, prends 999. » À ce moment-là, toute femelle enceinte se débarrassera de son fardeau (fera fausse couche)

et l'enfant aura les cheveux gris. » Et tu verras les hommes comme saouls alors qu'ils n'ont pas bu, mais durs sont les tourments d'Allah. » (Coran, *al-Hajj*, 22 : 2) (Quand le Prophète mentionna cela), les gens étaient si désespérés (et effrayés) que leurs visages se décomposèrent, sur quoi le Prophète dit : « Les 999 seront issus de Ya'jouj et Ma'jouj et le dernier sera d'entre vous. Vous les musulmans (comparés à la masse des gens) serez comme un poil noir sur le flanc d'un bœuf blanc ou un poil blanc sur le flanc d'un bœuf noir et j'espère que vous formerez un quart des gens du Paradis. Sur quoi nous dîmes : « Allahou Akbar ! » Il dit alors : « J'espère que vous formerez un tiers des gens du Paradis. » Nous dîmes à nouveau : « Allahou Akbar ! » Il dit alors : « (J'espère que vous formerez) la moitié des gens du Paradis. » Alors nous dîmes : « Allahou Akbar ! » (*Sabîh Boukhârî*).

Lorsque les musulmans reconnaîtront vraiment Allah le Plus Haut comme al-Malik ou Souverain, ils cesseront de reconnaître la Constitution, le Parlement, la Cour suprême, le gouvernement, etc., comme souverains. La Souveraineté d'Allah implique la suprématie de la religion de l'islam et, en particulier, de la Loi sacrée ou Chari'ah. L'institution du Califat symbolisait cette suprématie de l'islam sur l'État et sur la vie publique. Le Khalîfah [Ndt : le calife] était connu comme Amîr al-Mou'minîn [Ndt : l'émir des croyants] ou l'Imâm, et il était le chef de la Jamâ'ah ou communauté des musulmans. Les membres de la Jamâ'ah prêtaient serment d'allégeance à l'émir par le biais de l'institution de la Bay'ah. Le territoire où se trouvait cette Jamâ'ah était nommé Dâr al-Islam. Il était ainsi désigné parce que l'émir avait la liberté et l'autorité d'appliquer la Loi sacrée d'Allah dans ce territoire comme Loi suprême.

DE L'EURO-CHRÉTIENTÉ À LA CIVILISATION OCCIDENTALE MODERNE DU DAJJÂL

La civilisation chrétienne européenne orientale fut fondée sur sa reconnaissance de la souveraineté divine. Dans cette civilisation, cependant, c'est l'Église qui était reconnue comme la représentante de Dieu sur terre et elle mit en place l'État. C'était l'essence de l'état chrétien byzantin basé dans la cité historique de Constantinople.

Quand Dajjâl, le faux messie, orchestra la scission entre l'Europe occidentale et Constantinople, il s'attacha ensuite à échafauder un conflit

entre la religion et l'état qui déboucha sur la défaite de l'Église européenne occidentale. La conséquence de cette défaite fut que l'Europe occidentale vécut une transformation si révolutionnaire des fondements mêmes de l'Euro-Chrétienté que l'état et la politique furent laïcisés. Le chapitre final de ce conflit, qui scella le sort de la religion en Europe occidentale et permit l'avènement d'une civilisation essentiellement athée, fut les révolutions américaine et française. La sphère de la religion fut réduite à une pratique individuelle et de groupe, et la religion fut exclue de la politique et de la conduite de l'état. Dieu n'était plus reconnu comme souverain (al-Akbar). À Sa place, c'est le peuple qui était souverain et il conféra la souveraineté au nouveau modèle laïc d'état. L'état était désormais al-Akbar. C'était l'essence même de la laïcité européenne – dans laquelle le Dajjâl est adoré à la place du Dieu d'Abraham ('alayhi as-Salâm).

Le lecteur devrait comprendre que l'état laïc moderne constitue une partie essentielle de la stratégie politique globale par le biais de laquelle l'Europe judéo-chrétienne occidentale a tout fait pour asseoir son pouvoir politique sur le monde. En d'autres termes, l'état laïc moderne était spécifiquement conçu pour fonctionner comme l'instrument de mondialisation politique qui devait conférer à l'ordre mondial judéo-chrétien sioniste le pouvoir politique de régner sur le monde entier. Ce processus de mondialisation politique était, à son tour, lié à la création d'un état euro-juif d'Israël qui serait amené à devenir l'État dirigeant du monde. Le Dajjâl était l'architecte de ce plan.

Etrangement, pendant que l'Europe occidentale succombait à cette nouvelle philosophie politique impie et laïque, le christianisme orthodoxe d'Europe de l'est et les chrétiens non européens ne montrèrent pas beaucoup d'entrain à lutter contre cette destruction laïque du modèle sacré d'État créé par les prophètes David et Salomon ('alayhima as-Salâm) et qui ne reconnaissait aucune séparation entre religion et politique, entre l'Église et l'État.

Les rôles mystérieux joués par l'empire ottoman prétendument islamique, par la révolution bolchevique orchestrée par les juifs de Wall Street, et par une Europe occidentale belliciste dans la destruction qui s'est continuellement abattue sur le christianisme d'Europe de l'est, en général, et la Russie en particulier n'ont encore fait l'objet ni d'une investigation ni

d'une analyse eschatologiques islamiques. Il devrait être clair cependant qu'une telle étude révélerait très certainement que le Dajjâl était l'acteur principal à l'œuvre dans cette tentative d'affaiblir et de séculariser (aussi) le christianisme orthodoxe oriental.

Le Dajjâl non seulement transforma la chrétienté européenne occidentale en une civilisation occidentale moderne impie, mais il dota aussi cette civilisation d'un pouvoir sans précédent. Il réalisa cela au moyen d'une mystérieuse révolution scientifique et technologique encore en cours dans le monde. La civilisation occidentale utilisa alors ce pouvoir unique pour s'engager dans une croisade immorale sans fin et sans répit pour obliger – à la pointe d'une épée croisée – le reste du monde à se soumettre au contrôle européen occidental. Cela fut principalement réalisé au moyen de guerres d'agression, mais aussi réalisé – en ayant recours parfois à l'espionnage et parfois au travail sous couverture et à l'infiltration – par procuration, avec le concours volontaire de clients autochtones (comme l'alliance saoudo-wahhâbite et les Jeunes Turcs de Moustafa Kémal) qui furent intelligemment encouragés à devenir soit des serviteurs volontaires de l'Occident, soit des marionnettes inconscientes de l'Occident.

Les épées croisées n'épargnèrent pas même leurs frères dans la foi chrétienne. Les croisés attaquèrent Constantinople en 1204 et saccagèrent la ville avec l'objectif de forcer les chrétiens orientaux à se soumettre à la chrétienté occidentale. Byzance reconquit bien la ville quelque 80 ans plus tard, mais ce succès fut de courte durée. La civilisation occidentale trouva un ami en l'empire ottoman expansionniste qui maintint le christianisme oriental sous son joug meurtrier pendant les 500 années suivantes.

La toute puissante civilisation occidentale usa de son pouvoir fraîchement établi pour perpétrer des guerres d'agression manifeste qui se conclurent par la colonisation occidentale de la majorité du monde non européen. L'Occident saisit alors l'occasion de transformer des civilisations entières, en les refondant dans le moule du nouveau modèle européen d'état laïc et de société impie. Même lorsque le reste du monde fut décolonisé, il ne recouvra jamais vraiment sa liberté dans la mesure où il resta fermement entravé par des organisations internationales créées et contrôlées par l'Occident telles que l'Organisation des Nations Unies, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, *etc.* Ainsi, le monde

non européen fut-il aussi, finalement, laïcisé et pris au piège de l'étreinte politique et économique mortelle de l'Occident, et sa société a rapidement été réduite à une société impie. Le monde de l'islam n'y a pas échappé. En fait, le monde de l'islam était l'objectif privilégié de la civilisation européenne impie.

Le processus de réduction du monde musulman à une société impie commença avec la laïcisation de la vie publique. L'empire ottoman, qui avait longuement et fidèlement servi les intérêts stratégiques des Européens occidentaux (notamment en menant d'incessantes guerres contre le christianisme orthodoxe byzantin oriental qui demeure le plus grand concurrent du christianisme occidental et en transférant le califat hors du monde arabe) avait cessé d'être utile et devait être pris pour cible et détruit. Une occasion classique de « faire d'une pierre deux coups » se présentait. Le monde de l'islam perdrait son empire autrefois puissant, et vu que les Arabes avaient perdu le califat arabe depuis tant de siècles, une destruction du califat ottoman pourrait très probablement aboutir à la destruction du califat lui-même. Ce coup-double pourrait tellement abasourdir les Arabes et les musulmans que leur assimilation à l'ordre politique du monde occidental laïc du Dajjâl en serait facilitée. Cela, à son tour, permettrait au Dajjâl d'établir un gouvernement mondial unique qui dirigerait le monde pour lui.

DE L'EMPIRE OTTOMAN PRO-OCCIDENTAL À L'ÉTAT SAOUDIEN PRO-OCCIDENTAL

La destruction de l'empire ottoman, qui fut effectuée durant la première guerre mondiale, se solda par l'émergence de l'état laïc de Turquie. Le gouvernement était composé de nationalistes Turcs occidentalises et laïcisés qui travaillaient main dans la main avec un mouvement judéo-sioniste secret. Ils réduisirent d'abord le califat à une fonction qui ressemblait à celle du pape. Cependant, lorsque le Mouvement Khilâfat d'Inde menaçait le pouvoir britannique en Inde, la Grande-Bretagne conseilla à Moustafa Kémal de faire le nécessaire pour abolir le califat lui-même.

Le processus de sécularisation dans le monde musulman fut scellé quand le Hidjâz, sous la domination de 'Abd al 'Azîz Ibn Saoud, rejoignit les nationalistes Turcs dans le rejet de la suprématie de l'islam sur l'état. Quand l'Arabie Saoudite accepta la Charte de l'Organisation des Nations

Unies, elle scella le processus de laïcisation politique. Et c'est ainsi que l'Arabie, berceau de l'islam, embrassa elle aussi le modèle laïc d'état et l'ordre international laïc du Dajjâl. Cela représentait la destruction finale du Dâr al-Islam que le Prophète Mohammad (sallAllahu 'alayhi wa sallam) avait établi.

Lorsque le Hidjâz était Dâr al-Islam, tout musulman avait le droit d'entrer sur ce territoire – il ou elle n'avait pas besoin de visa. Il n'existait rien qui s'apparente à la souveraineté saoudienne. Il n'existait rien qui s'apparente à la citoyenneté saoudienne. Le droit d'entrer dans n'importe quelle partie de Dâr al-Islam était l'un des nombreux droits que possédaient les musulmans dans ce modèle islamique d'état. Les musulmans avaient le droit d'habiter Dâr al-Islam – ils n'avaient pas besoin de permis de résidence. Ils avaient le droit de gagner leur vie n'importe où dans Dâr al-Islam – ils n'avaient pas besoin de permis de travail, *etc.* La laïcisation par l'Arabie Saoudite du berceau même de l'islam et le remplacement – par Moustafa Kémal – du califat ottoman par l'état de Turquie à la laïcité militante aboutirent à la négation et finalement à la suppression de tous ces droits des musulmans.

La destruction de l'institution du Califat et l'émergence d'États-nations musulmans laïcs singeant l'Occident laïc furent des événements qui modifièrent le visage même du monde de l'islam d'une façon inégalée dans toute son histoire. Dâr al-Islam qui avait été établi par le Prophète lui-même n'existe plus aujourd'hui, pas même à La Mecque et à Médine. Si l'on considère son existence collective en tant que Oummah, le monde de l'islam est en fait revenu au stade pré-Hijri [Ndt : pré-hégirien] de l'islam. Aujourd'hui, le monde de l'islam, comme le reste du monde non européen, a été intégré à un système matérialiste et laïc d'organisation politique dont l'élément de base est l'État-nation laïc moderne fondé sur le chirk, et c'est l'antithèse de Dâr al-Islam.

Aux yeux du monde, la civilisation islamique semble aujourd'hui être entrée de façon permanente dans l'ère post-Califat de son histoire. Et comme ce fut le cas à La Mecque il y a mille quatre cents ans, la communauté musulmane à travers le monde est aujourd'hui victime d'une Djâhiliyah [gentilité] qui englobe tout et qui domine le monde. Cette Djâhiliyah c'est bien entendu la civilisation occidentale judéo-chrétienne moderne,

laïque et matérialiste du Dajjâl. Comme son concepteur, Dajjâl, le faux messie, c'est une civilisation entre les yeux et au front de laquelle est (symboliquement) écrit le mot Kâfir [Ndt : incroyant].

Rappelons-nous à présent quelle fut la réaction du monde de l'islam quand la Grande Assemblée Nationale Turque annonça l'abolition du Califat et quand Moustafa Kémal eut fini de substituer la république laïque de Turquie au Califat.

L'Université Al-Azhar réagit avec une déclaration dénonçant l'initiative turque comme une Bid'ah (c'est-à-dire une innovation) tout en insistant sur le fait que le Califat est une composante essentielle de l'islam.

La déclaration fut appuyée de la citation d'un hadîth du prophète (sallAllahu 'alayhi wa sallam) concernant la nécessité de l'institution de la Bay'ah, c'est-à-dire le serment d'allégeance du peuple par le biais duquel la nomination au poste de chef de la oummah est légitimée :

عن ابن عمر قال : سمعت رسول الله صلى الله عليه وآله وسلم يقول : مَنْ خَلَعَ يَدًا مِنْ طَاعَةٍ لِقَى اللَّهَ يَوْمَ الْقِيَامَةِ لَا حُجَّةَ لَهُ وَمَنْ مَاتَ وَلَيْسَ فِي عُنُقِهِ بَيْعَةٌ مَاتَ مِيتَةً جَاهِلِيَّةً

[...] Quiconque retire une main de l'obéissance (due à l'émir légalement désigné) rencontrera Allah le Jour du Jugement en étant dépourvu de toute preuve (de foi). Et quiconque meurt sans Bay'ah [Ndt : sans avoir prêté allégeance] est certainement mort d'une mort de Djâhiliyah (cela pourrait inclure une mort à une époque témoin d'un retour à la Djâhiliyah pré-hégirienne).] (*Sabîh Muslim*).

La déclaration se concluait par un appel à la convocation d'une Conférence Islamique du Califat au Caire qui répondrait de façon appropriée à la décision de la Grande Assemblée Nationale Turque, en mars 1924, d'abolir le califat.

La conférence elle-même, qui se tint en 1926, adopta des résolutions qui incluaient le hadîth du prophète (sallAllahu 'alayhi wa sallam) ci-dessus et affirmait la nécessité de l'institution du califat, et donc de l'Ordre Public Islamique, pour le monde de l'islam.

Le défi que doit relever la oummah aujourd'hui est la restauration de Dâr al-Islam (l'Ordre Public Islamique) et de l'institution du califat. Même si notre avis, du point de vue de l'eschatologie islamique, est que le califat ne peut pas être restauré avant l'avènement de l'Imâm al-Mahdi, il n'en demeure pas moins obligatoire pour les musulmans de continuer à tendre vers cet effort. Il est, par conséquent, impératif d'enseigner aux musulmans l'histoire de l'effondrement progressif de l'État Khilâfah et de son remplacement final, dans le berceau de l'islam, par l'état-nation saoudo-wahhâbite laïc. Il est encore plus important que les musulmans comprennent quel rôle hautement sournois l'empire ottoman a joué dans cet effondrement puisque nous sommes sur le point d'assister à une tentative de reviviscence de l'empire ottoman. Ce livre espère contribuer à cet effort d'éducation publique.

DE LA DESTRUCTION DE L'ÉTAT KHILÂFAH À LA DESTRUCTION DU HAJJ

Cette étude revêt une importance stratégique encore plus grande parce que les ennemis qui ont détruit le califat ont maintenant les yeux rivés sur le Hajj – une institution religieuse qui fonctionne de manière ininterrompue depuis son premier établissement par Nabi Ibrahim (le prophète Abraham 'alayhi as-Salâm) il y a plusieurs milliers d'années. Le Hajj se perpétua même quand l'Arabie embrassa l'idôlatrie. Les ennemis de l'islam ont maintenant, parmi leurs objectifs suprêmes à long terme, la destruction du Hajj.

Abou Sâ'id al-Khoudri rapporta un hadîth du Prophète (sallAllahu 'alayhi wa sallam) dans lequel il – le prophète – déclara que :

قال صلى الله عليه وسلم « ليحجن هذا البيت ● وليعتمرن بعد خروج يأجوج ومأجوج... » لا تقوم الساعة حتى لا يحج البيت.»

[Les gens continueront à accomplir le Hajj et la 'Oumrah à la Ka'aba même après l'apparition de Ya'jouj (Gog) and Ma'jouj (Magog).] Chou'ba rapporta en plus : La (dernière) heure ne sera pas établie tant que le Hajj à la Ka'aba ne sera pas abandonné.] (*Sabîh Boukhâri*).

Notre étude du sujet nous a amené à conclure que l'objectif d'arrêter le Hajj est désormais à portée de main des ennemis de l'islam. Tout ce qu'il reste à faire pour atteindre cet objectif est, pour Israël, de lancer une série de nouvelles guerres d'agression éhontée contre les Arabes et les musulmans ou, pour la mosquée al-Aqsâ, d'être détruite. L'état juif d'Israël peut faire cela à tout moment. Il n'est plus question que de choisir le moment opportun. L'actuel régime saoudien a trahi le monde de l'islam à tel point qu'il est maintenant un allié stratégique des sionistes ainsi que de l'état d'Israël. Les nouvelles guerres sionistes éhontées et/ou la destruction de la mosquée al-Aqsâ provoqueront une opposition interne et externe accrue au régime saoudien. Le régime sera incapable de contrôler la colère que les musulmans exprimeront à l'occasion du Hajj – offrant ainsi l'opportunité à l'opposition interne en Arabie saoudite d'utiliser le Hajj pour déstabiliser le régime. C'est le scénario qui devrait le plus vraisemblablement mener les Saoudiens à suspendre le Hajj pour préserver leur règne.

Si le monde musulman devait perdre le Hajj après avoir perdu le califat, cela représenterait un autre énorme pas en arrière vers la Djâhiliyah de la Mecque pré-hégirienne. Notre situation sécuritaire délicate deviendrait tout aussi précaire qu'elle l'était dans La Mecque pré-hégirienne. Seul le plus fort des Imân possible survivra à cette terrible épreuve. Que pouvons-nous y faire ? Le premier pas à faire dans toute stratégie potentielle de contre-attaque est de s'engager dans une lutte pour recouvrer le califat et Dâr al-Islam, d'où la nécessité d'une étude critique de l'histoire de cette période durant laquelle le califat et Dâr al-Islam furent perdus. C'est ce que nous tentons de faire – quoique brièvement – dans ce livre.

CHAPITRE PREMIER

LA DIPLOMATIE BRITANNIQUE ET L'ATTAQUE DU CALIFAT

Si la civilisation occidentale devait un jour venir finalement à bout de l'islam, le contrôler et intégrer le monde de l'islam dans son ensemble à un nouvel ordre international laïc fondé par l'Occident, la stratégie exigeait que le Hidjâz soit contrôlé par procuration par la civilisation judéo-chrétienne occidentale afin que ce qu'il restait de l'État Khilâfah islamique, établi et maintenu à Constantinople pendant des siècles, soit affaibli et finalement éliminé. Le contrôle du Hidjâz devait se faire par procuration plutôt que par une colonisation directe de l'Occident car le Dajjâl savait que les musulmans se soulèveraient comme une force de combat unie pour libérer La Mecque et Médine des mains des kouffâr. Mais, même s'il se faisait par procuration, le contrôle n'en était pas moins un contrôle effectif – et le prophète béni avait déjà été prévenu que le Dajjâl réussirait à s'assurer le contrôle de La Mecque et du Hajj dans Akhirou-z-Zamân. Après tout, le prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) ne déclara-t-il pas qu'il avait eu une vision où il vit le Dajjâl effectuer le Tawâf autour de la Ka'aba ?

Tant que le califat avait survécu, il était toujours resté une menace potentielle aux yeux de l'Occident, un puissant symbole de l'Ordre Public Islamique « théo-centré » et de la Pax Islamica, et un point de ralliement à partir duquel le monde de l'islam pouvait être mobilisé en une puissante force de combat. « Pouvoir » et État Khilâfah étaient indissociablement liés en islam !

La fonction du califat agissait comme le symbole ultime de l'islam en tant que force dominante dans la vie publique musulmane. En outre, il existait un lien indéfectible entre le califat et le contrôle du Hidjâz (et en particulier des Haramayn, c'est-à-dire des territoires sacrés des cités Hidjâzites de La Mecque et de Médine). Un calife devait asseoir et maintenir son contrôle du Hajj qui est l'un des cinq piliers de l'islam, et, comme le Hajj a lieu dans le Hidjâz, il devait donc contrôler le Hidjâz. Quiconque parviendrait à rompre ce lien entre le siège du califat et le contrôle du Hajj et du Hidjâz pouvait paralyser l'institution du Califat et rendre finalement le monde de l'islam impuissant !

Tout au long des 1400 ans de l'histoire de la oummah du prophète Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam), personne ne réussit jamais à

être nommé calife et à voir sa nomination unanimement légitimée par la Bay'ah, ou serment d'allégeance des musulmans, sans que cette personne n'ait soit le contrôle effectif, soit la capacité d'exercer le contrôle sur le Hidjâz en général et les Haramayn en particulier. Ainsi, les rapports historiques eux aussi, établissent un lien indéfectible, dans la conscience politico-religieuse de la oummah, existant entre la fonction de calife d'une part et l'autorité sur le Hidjâz et les Haramayn d'autre part.

Ce lien indissociable trouve également son origine dans la chari'ah dans la mesure où le Hajj est une institution à caractère obligatoire pour tous les membres de la oummah et le Hajj implique de se rendre physiquement dans le Hidjâz. Personne, par conséquent, ne pouvait être reconnu comme chef suprême des musulmans sans avoir l'autorité et les moyens d'assumer la responsabilité de l'organisation et de l'administration du Hajj. Cela impliquait bien entendu de garantir la liberté et la sécurité des pèlerins, et donc de contrôler le Hidjâz. De ce fait, même lorsque le siège du califat fut transféré du Hidjâz à Koufa (Iraq), à Damas, à Bagdad et au Caire, les Khoulafâ (les califes) firent toujours tout leur possible pour maintenir leur autorité et leur contrôle sur le Hidjâz.

La première étape d'envergure dans la stratégie de destruction de l'institution du califat était de créer un État Khilâfah qui serait situé en dehors du monde arabe. La seconde étape, plus facile, consistait à couper le contrôle de cet État Khilâfah non-Arabe des Haramayn et du Hajj et à porter ainsi un coup fatal à sa légitimité.

Les Turcs ottomans furent choisis pour faire office d'hôtes, conscients ou inconscients, de cet État Khilâfah qui devait être situé en dehors du monde arabe pour la première fois dans l'histoire de l'islam. En fait, les sionistes firent d'une pierre deux coups quand cet État Khilâfah non Arabe fut établi dans la capitale même de Constantinople. L'alliance judéo-chrétienne sioniste se limitait aux chrétiens d'Europe de l'ouest et ne comprenait pas les chrétiens désignés sous le nom de Roum et qui sont chaleureusement et positivement reconnus dans le Coran. En fait, le nom de ces chrétiens fut donné à une sourate entière du Coran, la sourate *ar-Roum*. Constantinople était la capitale des Roum.

Les Turcs ottomans contrôlèrent les Haramayn et le Hajj sans interruption pendant des siècles, jusqu'à ce que les sionistes parviennent, durant

la première Guerre Mondiale, à interrompre ce contrôle, portant ainsi un coup fatal à la légitimité du califat ottoman. Non seulement ce dernier périt, mais l'État Khilâfah ottoman périt également.

Tout ce qu'il restait désormais à accomplir dans le plan sioniste de destruction de l'État Khilâfah de l'islam était de s'assurer qu'aucun État Khilâfah ne puisse voir le jour à sa suite, pour succéder à l'État Khilâfah Ottoman. L'alliance saoudo-wahhâbite est apparue dans l'histoire pour assumer précisément cette fonction pour le compte des sionistes. Personne ne pourrait plus revendiquer le califat avec succès tant que les Saoudo-wahhâbites contrôlèrent les Haramayn et le Hajj.

Dajjâl, le faux Messie, et les forces du sionisme avaient prêté la plus minutieuse attention à l'étude et à la compréhension du lien unissant le califat, le pouvoir de l'islam en tant que force mondiale et le contrôle des Haramayn ; et ils avaient élaboré leur stratégie diabolique pour rendre l'islam impuissant et le confiner à une foi privée sans aucune autorité sur la vie publique. En fait, ils avaient planifié leur stratégie pour laïciser l'islam et, ce faisant, enfermer les musulmans politiquement et économiquement tout en les transformant en imitateurs fidèles du mode de vie européen impie.

Si la civilisation occidentale devait un jour venir finalement à bout de l'islam, le contrôler et intégrer le monde de l'islam dans son ensemble à un nouvel ordre international laïc fondé par l'Occident, la stratégie exigeait que le Hidjâz soit contrôlé par procuration par la civilisation judéo-chrétienne occidentale afin que ce qu'il restait de l'État Khilâfah islamique, établi et maintenu à Constantinople pendant des siècles, soit affaibli et finalement éliminé. Le contrôle du Hidjâz devait se faire par procuration plutôt que par une colonisation occidentale directe car le Dajjâl savait que les musulmans se soulèveraient comme une force de combat unie pour libérer La Mecque et Médine des mains des Kouffâr. Mais, même s'il se faisait par procuration, le contrôle n'en était pas moins un contrôle effectif – et le prophète béni avait déjà été prévenu que le Dajjâl réussirait à s'assurer le contrôle de La Mecque et du Hajj dans Âkhirouz-Zamân. Après tout, le prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) ne déclara-t-il pas qu'il avait eu une vision où il vit le Dajjâl effectuer le Tawâf autour de la Ka'aba ?

Réalisant l'importance capitale du Hidjâz et des Haramayn pour la légitimité voire la survie du califat ottoman, les Britanniques concentrèrent tous leurs efforts diplomatiques pour arracher le Hidjâz au contrôle du califat ottoman durant la première Guerre Mondiale. Ce fut chose faite au cours du premier « Printemps arabe » élaboré par les sionistes lorsque le Chérif al-Husseyh, le Chérif de la Mecque nommé par les Ottomans et arrière-grand-père de feu le roi Husseyh de Jordanie (qui fut remplacé par son fils 'Abdoullah), fut incité par les Britanniques – avec succès – à se rebeller contre le califat ottoman et à exercer sa propre autorité sur le Hidjâz, sous la bienveillante protection de son alliance avec les Britanniques.

Pas plus tard qu'en 1916, au cœur de la première Guerre Mondiale, le calife ottoman avait perdu le contrôle de La Mecque et de Jeddah, soit le sud Hidjâz. Son contrôle de Médine fut maintenu tout au long de la guerre mais prit fin en 1919 quand certaines troupes ottomanes de la cité de Médine furent incitées à se rebeller contre leur leader héroïque, Fakhri Pasha¹. Après que le califat ottoman eut perdu le contrôle du Hidjâz, le califat fut si handicapé qu'il ne vivota que quelques années de plus à Constantinople avant de s'effondrer totalement. Et ce fut une réussite véritablement extraordinaire pour la diplomatie britannique. L'affaiblissement du califat déstabilisa la structure de l'empire islamique ottoman dans son ensemble. Il s'effondra finalement. En 1919, sous le commandement du général Allenby, les troupes britanniques s'emparèrent de Jérusalem. Il est important de noter qu'Allenby, en entrant dans la ville Sainte, proclama : « les croisades sont enfin terminées ». S'il persistait le moindre doute concernant l'extrême danger pour l'islam que représentait la diplomatie britannique dans la péninsule arabique, ces propos d'Allenby devaient pouvoir le dissiper.

Ce qu'Allenby voulait dire c'est que l'islam était désormais un tigre édenté. Son sort était de demeurer définitivement impuissant et donc incapable de réagir à la perte de Jérusalem comme Salahouddin Ayyoubi (Sala-

1. Élie Kedourie dans un chapitre intitulé "La Chute de Médine, janvier 1919" (*L'Islam dans le Monde moderne*, Holt Rinehart et Winston, NY, 1980, pp. 277-296) nous livre une description saisissante et une excellente analyse de la défense héroïque de Médine par le commandant ottoman, Fakhri Pasha, jusqu'à ce qu'en janvier 1919 une partie de ses troupes le trahisse.

din) avait réagi à la perte de Jérusalem au profit des croisés.

Des Arabes s'étaient battus aux côtés d'Allenby pour arracher Jérusalem au commandement du calife ottoman. Ils étaient désormais prêts à fondre sur la carcasse laissée par la victoire britannique sur Constantinople. Le « Printemps arabe » était conçu pour les amener à convoiter un règne local sur le Hidjâz et un califat arabe au sein d'un monde arabe unifié ; c'est pourquoi ils attendirent de voir si le calife ottoman pourrait un jour reprendre suffisamment de force pour tenter de réimposer son règne sur le Hidjâz.

Quand le 3 mars 1924 le califat ottoman fut aboli, il apparut clairement que rien de tel n'était à craindre. Et ce fut précisément ce jour-là que les clients de la Grande-Bretagne commencèrent à se disputer la carcasse laissée par l'effondrement de l'empire ottoman.

Le 7 mars 1924, à titre préventif, le chérif al-Husseyh revendiqua le poste de calife. Sa meilleure référence pour ce poste était le contrôle local qu'il exerçait de facto sur le Hidjâz. Il se vanta en outre d'être un Hachémite, c'est-à-dire d'appartenir au même clan de la tribu des Qoureyh – les Banou Hachim – que le prophète lui-même (sallAllahou 'alayhi wa sallam). En fait, cela pesa si lourd dans la balance parmi les oulémas que le cadî en chef de Transjordanie accepta promptement sa revendication et reconnut Husseyh comme calife.

Autre titre de compétence, d'une valeur douteuse aux yeux des masses musulmanes mais lourd dans la balance du pouvoir politique péninsulaire, le chérif était un allié de la Grande-Bretagne, la superpuissance du moment, et avait reçu d'elle un appui militaire, diplomatique et financier considérable dans sa rébellion réussie contre l'autorité ottomane dans le Hidjâz.

Cependant, en revendiquant le califat, le Chérif al-Husseyh commit l'erreur monumentale de ne pas demander au préalable la permission des Britanniques pour agir de la sorte. C'est l'essence même du statut d'état-client que de voir sa liberté fortement entravée. Le chérif al-Husseyh avait enfreint la règle de conduite fondamentale des états-clients. Comment les Britanniques réagiraient-ils ?

La diplomatie britannique dans Djazîratoul 'Arab (la péninsule arabe) était pluridimensionnelle et pourtant intégrée. Son tout premier

objectif était d'arracher le contrôle des Haramayn au calife de Constantinople. Ceci avait pour but d'affaiblir sa légitimité et donc son influence sur le reste du monde de l'islam pour ainsi faciliter la défaite des Ottomans durant la guerre mondiale. Deuxièmement, la Grande-Bretagne voulait un régime ami aux commandes du Hidjâz (c'est-à-dire aussi amical que les Ottomans avaient pu l'être envers la Grande-Bretagne pendant quasiment toute leur histoire) afin de lui permettre de mieux manipuler la politique de la péninsule. Enfin, la politique dans la péninsule et l'établissement d'un régime succédant aux Ottomans dans le Hidjâz étaient stratégiquement liés aux efforts du sionisme pour parvenir à un consensus diabolique avec la Grande-Bretagne concernant sa quête pour la création d'un foyer national juif en Palestine. Cette diplomatie intégrée porta finalement ses fruits de façon spectaculaire avec les Accords Sykes-Picot de 1916 et la déclaration Balfour de 1917.

La superpuissance du moment et le peuple [prétendument] élu s'étaient visiblement unis dans une étreinte inextricable aux conséquences véritablement capitales pour eux ainsi que pour le reste de l'humanité.

L'objectif de la diplomatie intégrée était de démanteler l'Ordre Public Islamique dans son ensemble afin de rendre l'islam incapable d'empêcher le sionisme d'atteindre son objectif. D'ores et déjà, les institutions islamiques dépendant intégralement de l'Ordre Public Islamique – Ahl al-Dhimma² et al-Djizyah – avaient été abolies dans l'empire ottoman en 1855, en conséquence directe de la pression sioniste européenne. Mais tant que l'institution du califat subsistait, l'Ordre Public Islamique pouvait toujours survivre et, finalement, ressusciter. Attaquer l'institution du califat était donc d'une importance vitale si l'objectif judéo-européen final devait un jour être atteint.

Il était bien clair pour les Britanniques et les sionistes qu'un foyer national juif – l'état juif d'Israël – ne pouvait être établi en Palestine musulmane, et qu'il n'avait aucune chance de survie tant que le monde de l'islam

2. Ahl al-Dhimma est un peuple non musulman protégé et autorisé à résider dans Dâr al-Islam. La Djizyah est une taxe punitive imposée par le Coran à un peuple vaincu dans un Djihâd et qui désire continuer à résider sur son ancien territoire. Le paiement de cet impôt punitif est destiné à symboliser leur soumission à la loi de l'islam en vigueur sur ce territoire.

posséderait un calife capable de mobiliser ses formidables ressources et sa ferveur religieuse pour les orienter à des fins militaires. Aussi, le contrôle du Hidjâz, dont l'importance dans la politique de la péninsule était capitale, devint-il l'objet de la plus haute attention de la diplomatie britannique.

L'aspiration au califat du Hachémite, le chérif al-Husseyh, était incompatible avec les objectifs diplomatiques britanniques car la possibilité que cette aspiration se concrétise avec succès subsistait. Le chérif al-Husseyh aurait alors pu mobiliser le monde de l'islam au point de rétablir l'Ordre Public Islamique et la Pax Islamica dans le berceau symboliquement puissant de l'islam, et ainsi constituer une menace à l'influence et au contrôle de la Grande-Bretagne sur de grandes régions de Dâr al-Islam. Un monde de l'islam revitalisé aurait aussi rendu le contrôle juif de la Palestine et de Jérusalem bien impossible. Israël n'aurait jamais été créé.

La Grande-Bretagne donna donc sa bénédiction à l'autre client britannique de la péninsule, 'Abd al 'Azîz Ibn Saoud, pour contrer Husseyh et lui arracher le contrôle du Hidjâz. L'art de la trahison et de l'hypocrisie était ici porté à son paroxysme. Un client était utilisé pour éliminer un autre client. Husseyh et les Ottomans allaient désormais subir le même sort. Le message était clair : le Dajjâl utilisait des clients jusqu'à ce qu'il n'ait plus besoin d'eux ; il s'en débarrassait alors et les remplaçait par de nouveaux clients (cela ressemble fort à l'onction des présidents américains – républicains comme démocrates – qui se succèdent les uns aux autres tout en servant fidèlement le Dajjâl. Quiconque sort du rang se fait assassiner par le Mossad israélien).

La Grande-Bretagne avait entretenu son alliance et son amitié avec Ibn Saoud durant la guerre et, comme à son habitude, avait eu recours à la diplomatie financière (c'est-à-dire l'avait soudoyé) pour adoucir l'accord. Ibn Saoud recevait une somme mensuelle de 5000 livres sterling du Trésor Britannique en échange de sa bienveillante neutralité dans la rébellion de Husseyh contre le Calife, l'instauration d'une administration Hachémite dans le Hidjâz et les efforts diplomatiques et militaires de la Grande-Bretagne dans la péninsule dirigés contre l'état islamique ottoman. En fait, il était devenu le client de la Grande-Bretagne. Il trouva une excuse diaboliquement rationnelle à cette violation manifeste du commandement d'Allah le Plus Haut et de Son Prophète en disant que ce n'était qu'une

Djizyah³. Mais la diplomatie britannique avait pour Ibn Saoud des ambitions d'une importance bien plus stratégique qu'une simple neutralité complaisante dans la guerre et l'élimination du déraisonnable Chérif al-Husseyn. Ibn Saoud avait un bien plus grand potentiel – que la Grande-Bretagne se faisait fort d'exploiter suite à la revendication du califat par le chérif al Husseyn.

Le pouvoir saoudien dans le Nadjd, réapparu avec la prise de Riyad en 1902, était le fruit d'une vieille alliance entre un chef tribal et le leader religieux de la secte puritaine et fanatique wahhâbite dont le profil religieux se définit le mieux comme de l'islam protestant. Cette alliance assurait aux descendants du chef tribal l'exercice du pouvoir politique sur le territoire administré par l'alliance tandis que les affaires religieuses relèveraient de l'autorité des descendants du chef religieux. Par conséquent, les Saoudiens du Nadjd devaient inévitablement subir, à terme, la pression des wahhâbités si désireux de forcer le berceau de l'islam (le Hidjâz) à se plier à la conception wahhâbite de la foi véritable.

La Grande-Bretagne n'était que trop heureuse de donner son feu vert à son client britannique, Ibn Saoud, pour envoyer ses forces wahhâbités contre l'autre client britannique, Husseyn bin Ali. C'est ce que fit Ibn Saoud seulement quatre jours après que le hachémite eut revendiqué le califat. Ibn Saoud était impatient d'en découdre car, aussi étrange que cela puisse paraître, le contrôle juif de Jérusalem et le contrôle wahhâbite du Hidjâz étaient tous deux confrontés à une menace similaire. Ni l'un ni l'autre ne pouvait être établi ou espérer survivre si le monde de l'islam était uni sous le commandement d'un calife.

En apportant leur soutien à Ibn Saoud, les Britanniques s'assuraient désormais que tant que les Saoudo-wahhâbités règneraient sur le Hidjâz, le califat ne pourrait jamais être ranimé. Les Britanniques poussèrent leurs calculs plus loin encore : sans califat, l'Ordre Public Islamique ne pourrait

3. "Ô vous qui croyez (dans ce Coran), ne prenez pas pour amis et alliés (ces) Juifs(-là) et (ces) Chrétiens(-là) qui sont, eux-mêmes, amis et alliés les uns des autres (c'est-à-dire ne concluez pas d'alliance ou d'amitié avec l'alliance judéo-chrétienne sioniste). Et quiconque parmi vous se tourne vers eux pour une amitié et une alliance est désormais l'un des leurs (c'est-à-dire qu'il/elle a perdu son islam). Certainement, Allah ne guide pas les injustes." (Coran, *al-Mâ'idah*, 5 : 51).

pas survivre et le monde de l'islam serait alors si affaibli qu'il ne pourrait jamais se mobiliser pour empêcher la création de l'état juif d'Israël. La Grande-Bretagne savait également que les wahhâbités ne pourraient jamais revendiquer le Califat dans la mesure où un calife wahhâbite/salafiste serait toujours totalement inacceptable pour l'écrasante majorité des musulmans à travers le monde. Aussi, en retirant son soutien à Husseyn et en supportant Ibn Saoud, la Grande-Bretagne ne faisait en fait que poursuivre son attaque incessante contre l'institution du Califat et l'Ordre Public Islamique théocentrique.

Il ne fallut que quelques mois à Ibn Saoud pour conquérir La Mecque, et à Husseyn pour s'enfuir à Jeddah. Les Britanniques intervinrent finalement pour débarrasser physiquement la péninsule de ce dernier en lui offrant un confortable exil à Chypre (aujourd'hui, l'exil des politiciens et généraux des forces armées pro-américains du monde musulman se fait vers Miami ou Los Angeles). Peu de temps après, Médine et Jeddah passèrent elles aussi sous contrôle saoudo-wahhâbite.

Pourtant, plus d'un siècle auparavant, l'alliance saoudo-wahhâbite était venue à bout des défenses de Tâïf et de La Mecque ce qui avait donné lieu à un bain de sang d'une ampleur véritablement effrayante. Les wahhâbités, avec le zèle fanatique qui est le leur, considéraient que les musulmans résidant dans le Hidjâz étaient des Mouchriqoun (c'est-à-dire des associateurs, gens coupables du crime de blasphème) et soutenaient qu'il était donc permis de les tuer ; et ils se livrèrent à un massacre d'innocents musulmans avec une cruauté et une démesure comme l'histoire islamique n'en avait jamais connu. À l'heure où nous écrivons, les soldats du Dajjâl sont réapparus pour faire exactement la même chose en Libye, et réitérer cela en Syrie. Un raisonnement théologique en tous points identique explique sans doute la cruauté sans pitié et la démesure avec lesquelles leurs successeurs d'aujourd'hui (les soldats du Dajjâl) ont récemment tué tant d'innocents en Libye, et sont actuellement en train de tuer, sans retenue, tant d'innocents en Syrie dans leur tentative de récupération de ces territoires au profit du Dajjâl. Il semble que le Pakistan et l'Algérie aient à craindre le même sort.

À l'époque du grand bain de sang wahhâbite, le calife de Constantinople fit en sorte que le Khédivé [Ndt : Seigneur] Mamelouk d'Égypte,

Mohammad Ali, dépêchât une armée dans le Hidjâz sous le commandement de son fils Ismaïl. Les soldats saoudo-wahhâbites du Dajjâl furent expulsés du Hidjâz et renvoyés dans le désert sans ménagement. Un siècle plus tard, cependant, il n'y avait plus de calife et toutes les communautés musulmanes puissantes étaient sous domination coloniale occidentale. En outre, Ibn Saoud jouissait de l'amitié protectrice de la superpuissance du moment, la Grande-Bretagne. Il n'y avait donc, pour l'heure, vraiment aucune possibilité immédiate de déloger des Haramayn et du Hidjâz les soldats saoudo-wahhâbites du Dajjâl.

Bien qu'Ibn Saoud contrôlât le Hidjâz en toute sécurité, il était malgré tout confronté à un problème vraiment redoutable en ce début de règne sur le Hidjâz en 1924. À savoir : il devait mettre au point une stratégie qui pourrait éviter toute possibilité à long terme de voir se reproduire le scénario catastrophe qu'avait connu le précédent règne saoudo-wahhâbite sur le Hidjâz. Il semblerait qu'il ait tout d'abord pensé à une politique de conciliation avec les musulmans non wahhâbites et à l'utilisation de son contrôle du Hidjâz pour propager la cause de l'unité de la oummah. Ainsi, peu après sa prise de contrôle de La Mecque et la reconnaissance de son statut de sultan du Hidjâz par ses habitants, fit-il une déclaration à l'attention du monde musulman dans son ensemble pour affirmer que le Hidjâz, avec ses Haramayn, appartenaient au monde de l'islam dans son ensemble et que lui, Ibn Saoud, ne détenait de pouvoir sur le Hidjâz que celui qui lui avait été confié et ce au nom du monde de l'islam dans son ensemble⁴. Il invita alors le monde de l'islam à envoyer ses représentants à La Mecque afin de mettre en place, sur la base de la Chourah et de l'Ijmâ'ah [Ndt : la consultation mutuelle et le consensus ou l'unanimité], un gouvernement juste, efficace et représentatif dans le Hidjâz.

Cette annonce importante était tout à fait cohérente avec les dispositions de l'Ordre Public Islamique. Le Hidjâz était toujours le Dâr al-Islam instauré par le prophète. Aucun indice ne pouvait alors laisser penser qu'un état saoudien revendiquerait une « souveraineté territoriale » sur le Hidjâz. Les droits des musulmans sur le territoire de Dâr al-Islam étaient publiquement reconnus et respectés. Mais malheureusement, ce souci

d'unifier le monde de l'islam et cette fervente déclaration concernant le Hidjâz ne représentaient pas les véritables ambitions saoudo-wahhâbites pour le Hidjâz. Il ne s'agissait là que d'un cas d'opportunisme politique, trompeusement conçu pour protéger les Saoudo-wahhâbites suite à une remarquable initiative entreprise par l'université Al-Azhar, au Caire, peu après l'abolition du califat ottoman.

En effet l'initiative d'Al-Azhar pouvait mettre en péril Ibn Saoud et le règne saoudo-wahhâbite dans le Hidjâz. Elle était aussi un douloureux « caillou dans la chaussure » des sionistes et des Britanniques victorieux. Al-Azhar proposa de convoquer un Congrès International du Califat Islamique (Mou'tamar al-Khilâfah) au Caire dans le but, en autres, de désigner un nouveau calife pour le monde de l'islam.

Si la secte wahhâbite avait été sincèrement dévouée à la cause de l'islam, elle aurait salué cette tentative d'Al-Azhar pour se mettre en conformité avec une exigence essentielle de la Chari'ah, à savoir l'instauration d'un califat authentique. Les wahhâbites n'avaient cessé de soutenir que le califat post-Rachidoun était invalide parce que, entre autres raisons, le califat n'avait pas été mis en place d'une manière conforme aux exigences de la Chari'ah. Maintenant que le califat invalide avait été aboli et que le principal centre d'enseignement islamique allait réunir un congrès islamique international pour aborder la question du califat et nommer un nouveau calife, les wahhâbites auraient dû non seulement faire bon accueil à cette initiative mais ils auraient dû aussi élargir le champ de toutes les coopérations possibles et auraient dû s'impliquer sérieusement dans le congrès afin de s'assurer que le califat authentique fût restauré. Or le dévouement des wahhâbites à l'islam n'était nullement sincère. Leur attitude était essentiellement celle de la religiosité de circonstance, de l'opportunisme et de l'esprit de clocher. En fait, les preuves de cela sont si douloureusement évidentes que, en près de 100 ans – depuis l'abolition du califat ottoman en 1924 et l'imposition de la domination saoudo-wahhâbite sur La Mecque la même année – les wahhâbites/salafistes n'ont jamais tenté de restaurer le califat islamique dans le Hidjâz. L'auteur redoute que le seul moment où ils pourraient tenter de le faire serait lorsque le Dajjâl aura besoin de l'annonce d'une possibilité de restauration ou de la déclaration de la restauration effective du califat dans le but d'effrayer les foules et de permettre

4. Toynbee, Ed. Survey of International Affairs, 1925.

aux sionistes d'exploiter ce casus belli pour justifier ses grandes guerres contre les Arabes en particulier.

L'islam wahhâbite savait que le monde musulman n'aurait jamais accepté un calife wahhâbite, aussi les wahhâbités jugèrent-ils opportun de refuser d'honorer une exigence essentielle de l'Ordre Public Islamique. Ils rassemblèrent toutes leurs énergies afin de saboter le Congrès du Califat du Caire. Leur stratégie fut d'organiser un contre congrès à La Mecque pendant le Hajj de 1926. Cela signifiait que le congrès de La Mecque devait se tenir moins d'un mois après le congrès du Caire, rendant difficile la tâche des émissaires qui voudraient assister aux deux conférences (puisque le transport aérien n'existait pas alors). Comme la conférence de La Mecque était programmée pour coïncider avec le Hajj et comme elle bénéficiait du soutien actif des Britanniques, elle avait un avantage certain sur la conférence du Caire.

Deuxièmement, ils exclurent spécifiquement la question du califat de l'ordre du jour du congrès de La Mecque. Cette tentative claire de saboter la conférence du Caire et d'enterrer le Califat était une preuve plus qu'évidente du caractère creux de la prétention des wahhâbités à se poser en (soi-disant) champions de la chari'ah et de l'islam.

La réaction du monde de l'islam à cette rivalité – entre le Congrès du Califat du Caire de mai/juin 1926 et son rival le Congrès Musulman Mondial de La Mecque de juillet 1926 – est un sujet qui mérite une recherche sérieuse. À quel point la diplomatie britannique s'impliqua-t-elle pour s'assurer, par exemple, que l'importante communauté des musulmans d'Inde – qui avait soutenu le califat ottoman tant et si bien qu'ils fondèrent le formidable Mouvement Khilâfah – délaisserait mystérieusement le Congrès du Califat du Caire et assisterait plutôt au congrès rival de La Mecque, malgré le fait que la question du califat avait été spécifiquement exclue de son ordre du jour ? Très peu de recherches ont été menées à ce sujet.

Il était clair, néanmoins, que dans cette rivalité le congrès de La Mecque remporta une victoire tactique sur celui du Caire – une victoire aux conséquences énormes pour la survie même de l'institution du Califat et l'Ordre Public Islamique orthodoxe (c'est-à-dire Dâr al-Islam). Ceux qui organisèrent le congrès du Caire avaient à cœur de se mettre

en conformité avec le système islamique orthodoxe d'organisation politique. Mais non seulement ils furent intellectuellement incapables de formuler clairement une conception de l'Ordre Public Islamique (Dâr al-Islam) et la conception Islamique d'un Ordre International susceptibles de convaincre un monde de l'islam sceptique, mais, plus grave encore, ils n'avaient aucun pouvoir politique puisque la Grande-Bretagne dirigeait de facto l'Égypte.

Ceux qui organisèrent le congrès de La Mecque, quant à eux, ne voulaient pas – à cause de leurs intérêts personnels – rester fidèles à l'Ordre Public Islamique orthodoxe avec son califat, Dâr al-Islam, etc. Ils choisirent au contraire d'accepter le système d'organisation politique concurrent – qui avait émergé de la civilisation occidentale moderne et qui venait juste de s'infiltrer jusqu'au siège même du califat ottoman – à savoir le système d'états-nations laïcs. Et ils agirent de la sorte parce que ce n'était que dans le système des États-nations que les Saoudo-wahhâbités pouvaient, de façon réaliste, poursuivre leurs efforts pour obtenir la reconnaissance et la légitimité de leur gouvernance du Hidjâz. Ils savaient fort bien aussi que toute tentative de leur part pour restaurer l'État Khilâfah islamique se solderait par une réaction britannique hostile qui menacerait dans l'œuf la survie de l'état saoudo-wahhâbite imposteur qui devait bientôt être instauré. C'est pourquoi ils dissimulèrent leurs véritables objectifs et élaborèrent une ruse complexe pour tenter de tromper le monde musulman et leur réussite dans ce jeu de dupes fut amplement démontrée par la représentativité que la conférence de La Mecque de juillet 1926 afficha.

La victoire tactique de la conférence de La Mecque dans sa rivalité avec le congrès du Caire joua un rôle décisif pour ouvrir la voie menant le reste du monde de l'islam, y compris le berceau même de l'islam, à finalement suivre l'exemple de Moustafa Kémal et de son modèle d'état laïc de Turquie. L'histoire du monde de l'islam depuis 1924 témoigne, d'une part, de tous les maux qui furent continuellement injectés dans le corps de la oumma par le biais de ce système d'organisation politique étranger et témoigne, d'autre part, des tentatives superficielles, confuses et naïves des savants musulmans revivalistes modernes et des leaders politiques musulmans laïcs pour construire un système d'états-nations

laïcs, factices, mensongers et prétendument islamiques, système qui serait *in fine* présenté au monde musulman comme un substitut adéquat au califat islamique.

Il fut avancé, comme justification islamique théorique à ce substitut hybride à l'État Khilâfah islamique, que l'islamisation de l'état laïc le transformerait en état islamique ; et cet état islamique devait ensuite pouvoir, d'une façon ou d'une autre, trouver sa place au sein du système des états-nations. Or ces deux objectifs étaient vains dans la mesure où il était – et il est toujours – impossible de les atteindre sans démanteler au préalable une partie de la machinerie essentielle de l'état-nation, essentielle, sous-entendu, pour sa survie en tant qu'institution laïque.

Le Dr. Muhammad Iqbâl et son protégé politique Maoulânâ Abul 'Alâ Maududî (rahimahoum Allah) en Inde ainsi que des savants et des activistes politiques comme Hassan al-Banna en Égypte se risquèrent à un Ijtihâd (c'est-à-dire une réflexion indépendante) pour reconstruire un Ordre Public Islamique dans l'islam post-Califat. Leurs efforts débouchèrent sur le concept nouveau et unique d'État Islamique. Mais malheureusement, les efforts déployés pour l'instaurer se traduisirent par la relégation à l'obscurité la plus totale du système islamique orthodoxe d'organisation politique de la oumah ou Ordre Public Islamique (c'est-à-dire de la Pax Islamica et de Dâr al-Islam). Par conséquent, la pensée politique dans le monde de l'islam fut extrêmement mal orientée, et l'immense confusion ainsi créée a persisté jusqu'à nos jours où, à travers le monde musulman, les mouvements islamiques se font recenser comme partis politiques sous la bannière de la constitution laïque de l'état moderne puis se disputent les élections afin de s'accaparer le pouvoir et ainsi prendre le contrôle du gouvernement. Il est maintenant clairement prouvé que le seul moment où ils parviennent à prendre le contrôle de gouvernements est lorsqu'ils acceptent de devenir clients des sionistes.

Quand les sionistes décidèrent, par exemple, que la Libye et la Syrie devaient changer de régime, car les chefs des états libyen et syrien étaient des « dictateurs assoiffés de sang » qui « tuaient » leurs

propres peuples pour s'être soulevés contre eux et leurs « régimes oppressifs », il devenait obligatoire pour les clients sionistes qui s'étaient hissés au pouvoir en remportant des élections islamiques de soutenir l'appel sioniste à un changement de régime.

CHAPITRE SECOND

L'EFFONDREMENT DU CALIFAT OTTOMAN ET L'ÉMERGENCE DE L'ÉTAT-NATION SAOUDO-WAHHÂBITE

Parmi les enjeux politiques et militaires britanniques majeurs dans la guerre se trouvaient l'asservissement de l'islam en tant que puissance dans le monde, la conquête de Jérusalem et la création en Palestine d'un foyer juif qui désorganiserait constamment le Moyen-Orient musulman et y exercerait une surveillance policière pour le compte de l'Occident. Les dirigeants judéo-sionistes avaient bien sûr un autre objectif. Ils voulaient créer un état d'Israël en Terre Sainte libérée qui serait présenté aux juifs orthodoxes non européens comme le Saint Israël de David et de Salomon (Paix et Bénédiction d'Allah le Plus Haut sur eux). Leur but ultime était que cet Israël devienne l'état dirigeant le monde pour permettre ainsi au Dajjal de prétendre, de façon crédible, être le vrai Messie.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET L'ABOLITION DU CALIFAT OTTOMAN

Du point de vue du monde de l'islam, la première Guerre Mondiale fut bien plus qu'une simple guerre européenne. Cette guerre fut plutôt à l'origine de changements et de bouleversements dans le monde musulman tels qu'il n'en avait jamais connu au cours des mille trois cents ans de son existence.

Tout d'abord, la plus grande puissance musulmane et siège du califat contemporain – l'empire islamique ottoman – entra en guerre aux côtés des puissances centrales. Vu que cette décision soulève encore des controverses – puisque jusqu'au dernier moment le commandement ottoman fut réticent à entrer en guerre et indécis quant au camp qu'il devait soutenir – il devrait être clair que l'alliance sioniste franco-anglaise avait habilement créé un environnement stratégique qui ne laissait d'autre choix à l'empire ottoman que d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne plutôt que des alliés traditionnels des Ottomans, à savoir la Grande-Bretagne et la France. L'alliance franco-anglaise avec la Russie qui fut conclue en 1907 créa précisément cet environnement stratégique qui scella le sort de l'Empire Ottoman. En fait, c'était la raison pour laquelle la Grande-Bre-

tagne et la France rejoignirent la Russie. Elles scellèrent leur union avec un accord secret stipulant que lorsque l'alliance récolterait les fruits qu'elle espérait, la Russie obtiendrait Constantinople. C'est à ce moment précis qu'ils manigancèrent, avec une perfidie typiquement anglo-américaine, un plan pour entraîner un changement de régime en Russie (la Révolution Bolchevique de 1917) qui priverait la Russie du trophée de Constantinople qu'elle convoitait.

Le dirigeant ottoman en temps de guerre, Mehmed Talaat Pasha, était franc dans sa confirmation que cette situation ottomane était délicate quand il écrivit ses mémoires en 1921 (publiées à titre posthume). C'est un document remarquable de sincérité qui donne au lecteur une description frappante de l'environnement stratégique de conception sioniste qui préparait le terrain pour la première Guerre Mondiale et dans lequel il joua, en tant que membre du Comité de l'Union et du Progrès Franc-Maçon, un rôle douteux (*cf.* Annexe I).

Parmi les enjeux politiques et militaires britanniques majeurs dans la guerre se trouvaient l'asservissement de l'islam en tant que puissance dans le monde, la conquête de Jérusalem et la création en Palestine d'un foyer juif qui désorganiserait constamment le Moyen-Orient musulman et y exercerait une surveillance policière pour le compte de l'Occident. Les dirigeants judéo-sionistes avaient bien sûr un autre objectif. Ils voulaient créer un état d'Israël en Terre Sainte libérée qui serait présenté aux juifs orthodoxes non européens comme le Saint Israël de David et de Salomon (paix et bénédictions d'Allah le Plus Haut sur eux). Leur but ultime était que cet Israël devienne l'état dirigeant le monde pour ainsi permettre au Dajjâl de prétendre, de façon crédible, être le vrai Messie.

L'entrée des Ottomans dans la première Guerre Mondiale aux côtés de l'Allemagne était un prérequis essentiel pour que les projets sionistes se réalisent avec succès. Ils avaient fait plusieurs tentatives infructueuses pour tenter de conclure un marché avec le califat ottoman sur un contrôle juif de Jérusalem. Ils proposèrent même d'acheter la ville. Les Ottomans opposèrent un refus constant à un tel marché, et il devint nécessaire de leur prendre Jérusalem par la force des armes. Deuxièmement, afin d'empêcher les Ottomans de se rallier un jour à d'autres musulmans pour récupérer Jérusalem, il était nécessaire de briser l'empire ottoman et de placer

la patrie turque sous une gouvernance qui débarrasserait les musulmans turcs de tout attachement à Jérusalem.

Comme on pouvait s'y attendre, les dirigeants Ottomans tentèrent de mobiliser du soutien pour leur effort de guerre dans tout le monde musulman. À cette fin, le Cheikh al-Islam de l'état islamique ottoman promulgua une fatwa le 23 novembre 1914 et fit une déclaration proclamant le Djihâd et ordonnant à tous les musulmans de combattre les puissances alliées (le texte de la fatwa se trouve à l'Annexe II). La diplomatie britannique réussit cependant, par le biais du premier « Printemps arabe », à promouvoir et à exploiter le nationalisme arabe dans la péninsule arabique comme un moyen efficace d'attaquer et de saper l'extraordinaire force de fraternité islamique universelle. Par conséquent, les Arabes se rebellèrent contre le pouvoir ottoman sur la base d'une proposition britannique de les aider à accéder à l'indépendance nationale. Ce premier « Printemps arabe », comme son successeur cent ans plus tard, révéla un monde arabe docile et malléable qui pouvait être manipulé avec succès par les sionistes.

En moins de deux ans, après le commencement de la guerre, le chérif al-Husseyin, « Roi des Arabes » autoproclamé, fervent allié des Britanniques et arrière-grand-père de feu le roi Husseyin de Jordanie, avait réussi à se rebeller contre l'autorité ottomane et s'était établi en roi du Hidjâz, le berceau de l'islam. Suite à la perte des villes de La Mecque puis finalement de Médine, l'appel panislamique du califat ottoman subit des dommages irréparables.

Les Britanniques confirmèrent leur victoire dans le Hidjâz en installant les fils d'Husseyin comme rois en Iraq ainsi qu'en Transjordanie. Et dès 1919, c'est avec des troupes arabes combattant loyalement à ses côtés qu'Allenby, le général britannique, marcha triomphalement sur Jérusalem et déclara que les croisades étaient enfin terminées. La Palestine demeura un territoire sous mandat britannique (mandat de la Ligue des Nations) jusqu'à ce que les Britanniques se retirent en 1948 et que les juifs sionistes déclarent la création de l'état d'Israël.

Le premier « Printemps arabe » remplit son objectif de faciliter les naissances simultanées de l'état d'Israël et (comme expliqué précédemment) la prise de pouvoir saoudo-wahlâbite sur le Hidjâz, les Haramayn et le Hajj.

Le second « Printemps arabe », qui se déroule encore au moment où

ces lignes sont écrites, est destiné à exploiter les succès du premier « Printemps arabe » afin d'englober le Pakistan et dénucléariser cet état doté de l'arme nucléaire, et ainsi faciliter l'accession d'Israël au statut d'état dirigeant le monde.

La défaite de l'empire islamique ottoman dans la guerre fut cuisante. Les forces alliées associèrent à leur prouesse militaire une arme psychologique aux effets ravageurs pour l'islam. Les Britanniques et les Français parvinrent (par des moyens bien peu avouables) à s'assurer le soutien de forces militaires musulmanes d'Inde, du Maghreb et d'autres régions et c'est ainsi que des musulmans à la fois Arabes et non Arabes combattirent leurs frères musulmans turcs. Le résultat ne fut pas uniquement la défaite de l'empire islamique ottoman : ses fondations islamiques universelles furent détruites.

Sur les cendres de la défaite ottomane durant la première Guerre Mondiale, les forces nationalistes turques laïques, menées par Moustafa Kémal, livrèrent une « guerre après la guerre » avec tant de courage, de brio et de détermination que les puissances européennes, comme par hasard lassées de la guerre et contraintes par leurs opinions publiques nationales, se gardèrent bien commodément d'intervenir et ne purent rien faire pour empêcher les Turcs d'infliger une cuisante défaite aux chrétiens orthodoxes orientaux Grecs (Roum du Coran) et d'obtenir la liberté de la Turquie laïque. Le traité de Lausanne, signé en 1924, reconnut internationalement ce que les Turcs laïcs avaient acquis par les armes sur le champ de bataille. La consécration de Moustafa Kémal, le nouveau héros turc laïc, était désormais totale. La victoire du Dajjâl était totale et parfaite.

LES NATIONALISTES TURCS ET LE CALIFAT

Les forces nationalistes turques avaient été en conflit permanent avec le Sultan Calife pendant plus de cinquante ans, luttant pour limiter ses pouvoirs à travers un ordre constitutionnel qui devait remplacer ce qu'ils considéraient comme une dictature religieuse autocratique. Les forces nationalistes turques étaient essentiellement laïques dans leurs conceptions politiques et profondément impressionnées par ce qu'elles percevaient comme une supériorité évidente de la civilisation occidentale sur le califat

et l'empire islamique ottomans.

Suite à la perte des villes de La Mecque et de Médine, et après avoir été attaqués par leurs frères musulmans durant la guerre, les leaders turcs laïcs se sentaient dégagés de tout lien impérieux envers le monde de l'islam et ils s'attelèrent rapidement à faire évoluer leur ordre politique du vieux modèle de Dâr al-Islam, ou Ordre Public Islamique, vers le modèle occidental d'État-nation moderne et laïc : la République de Turquie.

Au cours d'une telle transformation, il était – et il est encore – inévitable de voir s'opérer une forme de séparation entre la « religion » et la « politique » ou entre l'« Église » et l'« État » car c'était le fondement même du modèle occidental¹. A moins de réaliser une telle séparation, il serait impossible de laïciser l'État. Fidèle au nouveau modèle qu'elle mettait en place, la Grande Assemblée Nationale Turque nomma Abdoul Majîd calife en 1922 afin d'officialiser en tant de chef de l'« Église » islamique. Son califat avait cependant été dépouillé de tout pouvoir temporel. Ce dernier avait été conféré à l'état.

Il était tout aussi inévitable que le nouveau modèle se désagrège dans l'environnement islamique qu'était la Turquie. Il n'était pas – et il n'est toujours pas – possible de faire avec l'islam ce que les Européens avaient fait avec le christianisme après l'éclatement du Saint Empire Romain. Le calife n'était pas – et ne pouvait pas être – l'équivalent du Pape². Il n'était pas possible de s'accommoder d'une sécularisation politique dans le système islamique car l'islam orthodoxe ne reconnaît aucune partition entre l'Église et l'État. Il n'existait rien qui s'apparente à une « Église » islamique.

Rapidement, il fallut se rendre à l'évidence : le nouveau modèle d'État-nation moderne ne pouvait pas voir le jour tant que subsistait l'institution du califat. Les forces nationalistes turques comprirent promptement et clairement que dans un environnement islamique, l'état-nation devait soit

1. Cf. Bey Rustom : *The Future of Islamism* [Ndt : *L'avenir de l'islamisme*], Le 19ème siècle et suivants, Vol. xcii, N° 580, juin 1925, pp. 845-854, où le penseur libéral turc expose ce point de vue dans un article bien pensé.

2. Pour une discussion intéressante sur le sujet, se référer à Toynbee, Ed. *Survey of International Affairs*, 1925, Vol. 1 pp. 51-68 et plus particulièrement la page 55. À voir également le chapitre de conclusion de Sylvia Haim dans Arnold, T : *The Caliphate*. Revised Ed [Ndt : nouvelle édition], imprimerie universitaire d'Oxford, 1965, pp. 205-244.

rassembler son courage pour prendre le contrôle de l'islam et subordonner l'islam à l'état, soit être condamné (selon leur point de vue) à voir l'islam prendre le contrôle de l'état et rétablir Dâr al-Islam.

Ce fut donc sans surprise que la Grande Assemblée Nationale Turque adopta le 3 mars 1924 une autre loi abolissant le califat. L'article premier de la loi stipulait :

« Le calife est destitué. La fonction de califat est abolie puisque le califat est en substance compris dans le sens des mots gouvernement (Houkoumah) et république (Djournhouriyah)³ ».

La promulgation de cette loi marqua un tournant décisif dans l'histoire de la oumma. Après une période de treize siècles durant laquelle l'institution du califat avait été reconnue quasi universellement par les musulmans (sunnites) comme essentielle à leur religion, et ce même lorsque la charge du califat avait été assurée dans des voies contraires aux principes de l'islam, le monde musulman se trouvait dans le quatorzième siècle de son existence sans calife. Le changement fut en fait si définitif et permanent que l'on pourrait peut-être pardonner quiconque conclurait que le monde de l'islam venait d'entrer dans l'ère post-Califat de son existence.

LA RÉACTION DE L'UNIVERSITÉ AL-AZHAR À L'ABOLITION DU CALIFAT OTTOMAN

C'est dès le tout premier article de la loi d'abolition que l'on trouvait le sens de l'abolition du califat, à savoir que le califat était en train d'être supplanté par l'État-nation laïc moderne. Une institution considérée comme partie intégrante de la religion de l'islam était supplantée, sous l'impulsion de la pensée politique et de la civilisation occidentales du Dajjâl, par un système politique appartenant au monde occidental. En outre, la terminologie (Houkoumah et Djournhouriyah) utilisée dans l'ancien modèle orthodoxe était maintenant utilisée avec un nouveau sens adapté au nouveau modèle. Même un penseur de l'envergure du Dr. Muhammad Iqbâl⁴ n'a

3. Texte turc officiel dans Qawanin Majmuasi 1924/1340, N° 431, Ankara. Imprimerie de la Grande Assemblée Nationale de Turquie. Traduction anglaise dans *Survey*, Op. Cit. Annexe 11 (3) p. 575.

4. "Regardons maintenant comment la Grande Assemblée Nationale (Turque) a exercé

pas saisi la véritable nature du changement qui s'opérait et a, par conséquent, commis une erreur colossale.

Dans la mesure où le califat faisait partie intégrante de la religion de l'islam, il est clair qu'une monumentale et (du point de vue religieux) très condamnable Bid'ah [Ndt : innovation] était perpétrée et cela exigeait une réponse religieuse adaptée. Vingt-deux jours après l'adoption de la loi par la Grande Assemblée Nationale Turque, le Recteur de l'Université Al-Azhar au Caire rencontra les principaux oulémas de l'université et d'Égypte, et ils firent la déclaration suivante à propos du califat :

« Le Califat, qui est synonyme d'Imamat, est une direction générale (Ri'âssah) en matière d'al-Dîn [Ndt : de religion] et d'al-Dounyah [Ndt : de vie terrestre]. Sa fonction fondamentale est de veiller aux intérêts de la Millat [Ndt : voie religieuse] et de veiller à l'administration de la oumma. »

La déclaration situe cette « direction générale » dans le bureau de l'Imâm qu'elle définit comme :

« [...] l'adjoint du promulgateur de la loi religieuse pour la défense de la foi, pour l'application de ses préceptes et pour l'administration des affaires terrestres telles que prévues par la Chari'ah. »

« L'Imâm devient Imâm en vertu du serment l'allégeance (Bay'ah) que lui prêtent ceux dotés du pouvoir de « délier et d'attacher » (*Ahl al-Halli wal-'Aqd*⁵) ou bien en étant choisi par son prédécesseur pour lui succéder. »

son pouvoir d'Ijtihâd concernant l'institution du Khilâfah (Califat). D'après la loi sunnite, la nomination d'un Imâm ou Khalîfah (Calife) est absolument indispensable. La première question qui se pose à ce propos est la suivante : le califat devrait-il être conféré à une seule personne ? L'Ijtihâd de la Turquie est que, dans l'esprit de l'islam, le Califat ou Imamat peut être conféré à un groupe de personnes ou une Assemblée élue (par exemple la Grande Assemblée Nationale Turque ou le Parlement). Les docteurs en religion de l'islam en Égypte et en Inde, autant que je sache, ne se sont pas encore exprimés sur ce point. Personnellement je trouve le point de vue turc parfaitement fondé. Il n'est guère nécessaire de discuter ce point. La forme républicaine de gouvernement est non seulement cohérente avec l'esprit de l'islam, mais elle est également devenue une nécessité au vu des nouvelles forces qui ont été libérées dans le monde de l'islam ». [M. Iqbâl. « La Reconstruction de la Pensée religieuse en Islam ». Imprimerie universitaire d'Oxford. Londres. 1934. Chapitre VI. *Le Principe du mouvement dans la structure de l'islam*, p. 149].

5. Ce groupe était censé représenter un collège électoral virtuel dans le modèle classique de l'islam. À travers l'histoire islamique cependant, il n'avait presque toujours été qu'une construction purement théorique et n'avait joué aucun rôle dans le processus

« L'Imamat peut aussi être remporté au combat dans la mesure où si une faction rivale l'emporte sur le calife et s'arroge sa place, le calife perd son fauteuil. Parfois cette accession par le combat est renforcée par un serment d'allégeance ou par la désignation par le précédent calife comme ce fut le cas pour la majorité des califes de par le passé⁶ ».

Face à la situation concrète qu'ils devaient affronter, la déclaration condamna comme Bid'ah sans précédent en islam premièrement la nomination de 'Abdoul Majîd à un poste de califat privé de son pouvoir temporel – ce dernier étant exercé par la Grande Assemblée Nationale Turque – et deuxièmement l'abolition du califat.

Dans la mesure où ces Bid'ah étaient totalement incompatibles avec les principes de la foi, les oulémas conclurent qu'il fallait convoquer un congrès islamique, auquel des représentants de tous les peuples musulmans devaient être invités, afin de décider par quelles épaules la charge du califat islamique devait être portée.

Telle fut donc la première réponse sérieuse du monde de l'islam à l'abolition du califat ottoman. Mais il est important de noter que cette proposition représentait une entorse majeure à la ligne de conduite politique traditionnelle dans le modèle orthodoxe de l'islam. D'aucuns auraient même pu la taxer de Bid'ah. Les oulémas de l'université Al-Azhar étaient en train de proposer d'utiliser un Congrès Islamique – auquel participeraient, il est vrai, des représentants de tous les peuples musulmans – pour désigner un nouveau calife. Jamais, depuis la première moitié du premier siècle de l'histoire islamique, un calife n'avait été librement élu par le peuple. Et jamais dans toute l'histoire de l'islam, n'avait-il été élu par une Assemblée ou un Congrès représentatif de tous les peuples Islamiques.⁷

La proposition se heurta à de telles difficultés que le Comité en charge

suprême de prise de décision.

6. Cette déclaration est très révélatrice dans le contexte actuel des efforts entrepris pour rétablir un Ordre Islamique authentique. Elle illustre les carences flagrantes de ce centre suprême d'enseignement islamique dans la compréhension du système islamique de commandement. Pour le texte complet se référer à *Survey*, Op. Cit., Annexe 111, pp. 576-578.

7. Cette proposition était, en effet, si nouvelle qu'elle fut dénoncée par le Cadi en chef de Transjordanie comme une innovation contraire à la pratique religieuse orthodoxe. *Survey*, Op. Cit., p. 84.

de l'agenda du Congrès remplaça la question explosive de l'élection d'un nouveau calife par le sujet moins polémique et plus pratique de l'analyse de la situation et des réponses possibles. Cependant, il est de la plus haute importance de noter que, pour la première fois depuis les tout débuts de l'histoire des musulmans en tant que communauté politique, un prestigieux corps d'érudits musulmans avançait publiquement l'idée que les affaires les plus importantes de la oumma pouvaient être soumises à débat et des décisions être prises par une assemblée ou un congrès représentatif de tous les peuples musulmans.

Il est extrêmement difficile de dire si cela peut être ou non attribué à l'influence de la civilisation occidentale, comme Toynbee voudrait nous le faire croire⁸. Il n'en demeure pas moins que si le congrès prévu avait eu recours à la Chourah [Ndt : consultation mutuelle] et à l'Ijmâ'ah [Ndt : consensus] il aurait été plus proche de l'islam orthodoxe que ne le fut le califat tel qu'il s'illustra tout au long de son existence, hormis les quelques premières décennies.

8. "Lorsque la Grande Assemblée Nationale d'Angora (Ankara) abolit le Califat Ottoman et que les wahhâbites chassèrent la dynastie Hachémite hors du Hidjâz, l'élan général de l'islam fut de gérer la situation selon la méthode moderne occidentale, en organisant une conférence internationale et non selon la méthode islamique traditionnelle consistant à prêcher une Guerre Sainte." *Survey*, Op. Cit., p. 84.

CHAPITRE TROISIÈME

LA CONFÉRENCE DU CALIFAT DU CAIRE (MAI 1926)

C'est pour défier cette corruption de la religion que le petit-fils du prophète Mohammed (sallAllahou 'alayhi wa sallam), l'Imam Husayn (radhi Allahou 'anhou), entra courageusement en dissidence contre l'exigence illégitime de Bay'ah de Yazid, le fils de l'émir Mou'âwiyah (radhi Allahou 'anhou). Il paya le prix de cette opposition par son martyre sur la plaine de Karbala. Mais un combat révolutionnaire inachevé a été laissé en suspens à Karbala qui se conclura de façon spectaculaire avec l'avènement de l'Imam al-Mahdi ('alayhi as-Salâm). C'est le combat pour la restauration de la religion établie par le prophète béni (sallAllahou 'alayhi wa sallam), qui a été corrompu par les forces de la contre-révolution.

L'eschatologie islamique aurait amené le congrès à réaliser que le monde était désormais sous le contrôle de Gog et Magog, et que, tant que perdurerait l'ordre mondial de Gog et Magog, restaurer le califat authentique demeurerait impossible.

LE PROGRAMME

Le Congrès du Califat, qui eut finalement lieu au Caire en mai 1926, avait l'examen des éléments suivants à son programme :

1. La définition du Califat et des compétences requises pour être calife.
2. Le Califat est-il nécessaire en islam ?
3. Comment le Califat s'acquiert-il ?
4. Est-il possible, à l'heure actuelle, de mettre sur pied un Califat qui réponde à toutes les exigences de la Chari'ah ?
5. À supposer que la réponse au quatrième point soit négative, quelle mesure devrait être prise ?
6. À supposer que le congrès décide qu'il est nécessaire de nom-

mer un calife, quelles démarches devraient être entreprises pour que cette décision prenne effet ?

LES CONGRESSISTES

Les émissaires qui assistèrent au congrès venaient d'Égypte, de Libye, de Tunisie, du Maroc, d'Afrique du Sud, des Indes orientales néerlandaises (l'actuelle Indonésie), du Yémen, du Hidjâz (dans l'actuelle Arabie saoudite), de Palestine, d'Iraq et de Pologne. Brillaient par leur absence les représentants de nombreux pays et communautés islamiques importants – la Turquie, la Perse (l'actuel Iran), l'Afghanistan, le Nadjd (dans l'actuelle Arabie saoudite) et les communautés musulmanes de Russie, de Chine et d'Inde.

La Turquie déclina l'invitation en répondant sèchement que le pays n'avait aucun problème de califat. La Perse, pays chiite, ne manifesta aucun intérêt dans le Congrès du Califat sunnite. Les musulmans de Russie, de Chine et d'Inde, qui étaient autant de minorités vivant dans des environnements hostiles, adoptèrent une position commune. Ils restèrent à l'écart de la Conférence du Caire de mai 1926, la considérant comme un simple exercice académique, un rassemblement dépourvu de tout pouvoir réel et peu susceptible de leur offrir aucune aide ou protection tangibles. Mais ils agirent de la sorte avant tout parce qu'une conférence rivale avait été organisée par quelqu'un qui semblait représenter un vrai pouvoir : 'Abd al 'Azîz Ibn Saoud. En fait, il était lui-même complètement terrifié à l'idée de voir ressurgir le califat puisqu'il venait juste d'arracher le contrôle des villes saintes de La Mecque et de Médine au profit de sa maison royale.

Enfin, était présent parmi les congressistes du Caire le chef de l'Ordre (soufi) Sanussi, al-Sayyed Idris al-Sânussî, nommé en tant qu'émir de Baraka et de Tripoli. Le bruit courait qu'il était fort probable qu'il serait élu calife si le congrès devait décider d'en élire un.¹

1. Sylvia Haim affirme qu'il y avait suffisamment d'éléments pour prouver que le Congrès fut planifié et encouragé à l'initiative du Roi Fouâd qui espérait secrètement hériter du califat. Or cela n'était pas possible au vu de l'opposition en Égypte et hors d'Égypte. Cf. Arnold, *Op. Cit.*, pp. 241-242. Et même si cela pouvait être vrai, l'attitude publique de Fouâd fut le désintérêt à l'égard du califat. Sa'ad Zaghoul, son Premier

LES SÉANCES DU CONGRÈS

Le congrès se réunit au Caire au cours de quatre séances les 13, 15, 18 et 19 mai 1926. Lors de la première séance, le Premier Comité fut chargé « d'examiner les propositions et de les soumettre au congrès ». Le comité proposa immédiatement que les débats du congrès se tiennent « à huis clos ». Grâce au rejet de cette proposition en quatrième séance plénière, nous possédons le texte de la transcription des débats de ce congrès qui est un document public².

Les Second et Troisième Comités furent chargés en deuxième séance plénière d'examiner les points 1, 2 et 3 à l'ordre du jour du congrès pour le Second Comité, et les points 4, 5 et 6 pour le Troisième Comité. Les rapports des Second et Troisième Comités et les discussions et décisions basées sur ces rapports constituent le cœur même du travail du congrès. C'est vers l'analyse de ces rapports que nous nous tournons maintenant.

LE SECOND COMITÉ

Pour définir l'institution du califat, le Second Comité s'appuya sur les travaux d'érudits qui faisaient autorité tels qu'al-Mawardi, Ibn Khaldoun et d'autres. Ils mirent notamment l'accent sur le fait que les fonctions de calife devaient combiner le commandement « temporel » et le commandement « religieux » puisque l'islam ne tolère aucune séparation entre religion et politique ou entre « l'Église » et « l'État ». Deuxièmement, il ne pouvait y avoir qu'un calife à la fois puisque, entre autres choses, le rôle de l'institution du califat était d'unifier la oummah³.

Ministre, s'en tint à la neutralité sur ce sujet.

2. Le texte de la transcription des débats fut traduit en français et publié par A. Sekaly dans la *Revue du Monde Musulman*, Vol.1 XIV, Paris, 1926. C'est ce texte qui est utilisé par l'auteur.

3. En plus de mettre en évidence qu'on ne peut pas se passer de calife pour "rendre des jugements, appliquer des sanctions légales, fermer des ports, lever des armées, etc.", le Comité jugea qu'il était suffisamment important de citer deux Ahadith (paroles du prophète Mohammed (sallAllahou 'alayhi wa sallam)) pour dire que : "Quiconque meurt sans avoir connu le calife de son époque meurt d'une mort de païen" ; et "Quiconque meurt sans avoir prêté la Bay'ah (serment d'allégeance au calife ou à l'émir) meurt d'une mort de païen."

La seconde question soumise au comité – le califat est-il une nécessité en Islam ? – était vraiment incroyable, et c'est peu dire. Il était tout de même question ici d'une institution qui avait toujours eu une importance cruciale pour l'ensemble des administrés musulmans sunnites et qui avait accompagné les musulmans depuis l'époque de la mort du prophète. Tout au long de son histoire, la oummah avait non seulement toujours vécu avec le califat mais, en outre, elle n'avait jamais sérieusement envisagé ne serait-ce que la possibilité de le remplacer.

En effet, quiconque aurait suggéré qu'une alternative au califat était possible se serait exposé à la très grave accusation de verser dans la Bid'ah [Ndt : innovation]. Et pourtant, suite à la décision arbitraire d'un seul homme, Moustafa Kémal de Turquie, voilà que le siège de la connaissance le plus élevé de tout le monde de l'islam soumettait à la réflexion du Congrès du Califat la question : le califat est-il une nécessité en islam ?

Malgré tout, c'était peut-être la question la plus importante à laquelle la oummah n'eût jamais à répondre de toute son histoire. Car il s'avéra, inévitablement, que le Comité confirma que le califat était une nécessité en islam mais qu'il ne pouvait pas, à ce moment de l'histoire, être réalisé⁴. En d'autres termes, Allah avait imposé aux musulmans une obligation qu'ils ne pouvaient pas remplir, à ce moment-là. Mais cette réponse était loin d'être satisfaisante puisqu'Allah, en vertu de Son Omniscience, ne pouvait pas rendre obligatoire à Ses serviteurs ce à quoi ils ne pouvaient pas se conformer.

Ainsi donc, soit le califat n'était pas une nécessité en islam, soit il en était une, mais ne pouvait être réalisé. Auquel cas, échouer à réinstaurer le califat serait un péché collectif pour lequel les croyants seraient punis.

Le Comité n'envisagea jamais la possibilité que les musulmans puissent vivre en 1926 déjà dans Akhirouz-Zamân, que Gog et Magog aient pu dépouiller la oummah de nabi Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam)

Revue, Op. Cit., pp. 74 à 76.

4. Ibid. pp. 75-76. Ce faisant, le Comité montra qu'il faisait peu de cas des points de vue des Mou'tazilites qui considéraient le califat comme un affaire d'opportunité, et des Khawârij qui étaient d'avis qu'il n'y avait nul besoin d'un califat. Le comité fit également le choix de ne pas prendre en compte l'avis exprimé par le cheikh Ali 'Abd al-Râziq, un diplômé de l'université Al-Azhar, qui argua de la non nécessité du califat en islam dans un journal publié en Égypte. Ses points de vue firent grand bruit en Égypte.

de l'État Khilâfah et que le Dajjâl ait pu les tenir en échec pour s'assurer qu'ils ne puissent pas récupérer le califat.

Concernant la troisième question (Comment le califat s'acquiert-il ou se constitue-t-il ?) le comité répondit ainsi :

1. Par nomination par le précédent calife.
2. Par nomination par les catégories de musulmans influents, c'est-à-dire les hommes auxquels on doit obéir tels que les oulémas, les émirs, les notables, les hommes dont on écoute les avis et ceux en fonction dans l'administration.
3. Par la conquête par un autre musulman, même s'il ne satisfait pas aux autres conditions⁵.

La présentation de ce rapport par le Second Comité donna lieu à un débat très important et très intéressant entre 'Abd al 'Azîz al-Effendi, un professeur tunisien qui faisait partie de la délégation irakienne, et le Cheikh Mohammad al-Ahmadi al-Zawâhiri, chef de la délégation égyptienne⁶, sur l'applicabilité des principes islamiques théoriques et la nécessité d'un Ijtihâd* :

Thalibi Effendi :

« Nul ne peut contester que la question du califat est des plus importante et des plus difficile à résoudre. Je propose donc d'ajourner le Congrès jusqu'à l'année prochaine afin de nous permettre d'étudier le problème dans le détail et dans tous ses aspects. Etudier cette question d'un point de vue purement théorique ne sera pas suffisant. Il faut prendre en compte les impératifs des circonstances, des lieux, (et) de l'influence exercée sur les institutions islamiques par les politiques de certaines puissances extérieures. »

5. Revue, Op. Cit., pp. 76-77.

6. Il devint le doyen de l'Université Al-Azhar en 1929.

* Ndt : effort de réflexion que les oulémas, muftis et juristes musulmans entreprennent pour interpréter les textes fondateurs de l'islam et en déduire le droit musulman ou pour informer le musulman de la nature d'une action (licite, illicite, réprouvée...).

Cheikh al-Zawâhiri :

« Au cours de l'examen des questions théologiques qui nous ont été soumises, nous n'avons pas voulu avoir recours à l'Ijtihâd pour établir une nouvelle doctrine. Nous nous sommes restreints à examiner les principes admis par les doctrines reconnues de l'islam. En ce qui concerne l'applicabilité de ces principes, il vous revient de déclarer que c'est au-delà de vos compétences. »

Thalibi Effendi :

« Je ne défends ni nouvelle doctrine ni Ijtihâd. Ce que je recherche c'est votre avis. Si vous affirmez des principes qui ne sont pas susceptibles de s'appliquer à notre époque, quelles seront les conséquences ? »

Cheikh al-Zawâhiri :

« Il est dangereux pour l'islam de soulever la question de l'applicabilité, à une époque plutôt qu'à une autre, des dispositions de la Chari'ah. Notre sentiment est que l'application des principes généraux de la religion ne devrait être sujette à aucune exception, et nous considérons qu'il n'y a aucune raison d'établir de nouvelles conditions pour se plier aux exigences de l'époque.⁷ »

Le Cheikh al-Zawâhiri avait, bien sûr, tout à fait raison d'insister sur le fait que la Chari'ah, ou loi sacrée divinement révélée de l'islam, n'admettait aucune révision pour s'adapter aux différentes situations et aux différentes époques. La Chari'ah devait être maintenue dans sa forme révélée, sans égard pour le fait que les musulmans s'avèrent capables ou non de l'appliquer à une époque particulière. Et donc, pour le Cheikh al-Zawâhiri, la restauration du califat était une obligation religieuse. Il avait tout à fait raison !

En outre Thalibi Effendi avait plus que raison de poser la question, à laquelle il ne reçut aucune réponse ; à savoir, si la restauration du califat est un devoir religieux incombant aux musulmans, quelles seront les conséquences pour les musulmans s'ils échouent dans leur tentative de restauration du califat ?

7. Revue, Op. cit., pp. 77-78.

La carence principale des approches à la fois de Zawâhiri et de Thalibi Effendi réside dans leur incapacité à tenir compte de l'affirmation claire du Coran qui dit qu'Allah a envoyé à chaque communauté religieuse à la fois une Chari'ah et un Minhâj (une libre voie)⁸. Par conséquent, en plus de la loi sacrée éternelle et immuable à laquelle nous devons toujours rester fidèles – Zawâhiri insiste à juste titre sur ce point – existait aussi un Minhâj flexible dans lequel l'intelligence humaine peut s'exprimer pour s'adapter à des situations et des paramètres changeants tout en préservant la Loi sacrée.

La question fondamentale que le Second Comité et le Congrès ne surent ni identifier ni aborder – et qui fit de ce Congrès un échec – était la question du réexamen de l'interprétation traditionnelle et soi-disant orthodoxe de l'Ordre Public islamique (Dâr al-Islam) et de la conception islamique de l'Ordre international. L'institution du califat n'existait pas en dehors de tout, dans le vide. Elle faisait partie de Dâr al-Islam. Dâr al-Islam n'existait plus dans le monde depuis 1924. Même à La Mecque et à Médine. Le monde de l'islam avait été relégué au stade pré-hégirien de son existence.

ESCHATOLOGIE ISLAMIQUE ET ABOLITION DE L'ÉTAT KHILÂFAH

Dans la mesure où le Coran a proclamé qu'« il explique tout⁹ », les savants islamiques auraient dû diriger leur attention vers le Coran pour y trouver ce qui pouvait expliquer la disparition du califat et de Dâr al-Islam. La Conférence aurait pu alors bénéficier d'une telle explication.

En 1926, plus de 30 années s'étaient déjà écoulées depuis l'apparition dans le monde d'un signe eschatologique très important de Âkhirouz-Zamân, situé dans le Coran. C'était la découverte du corps de Pharaon qui était prophétisée dans le Coran, dans la Sourate Younous :

فَالْيَوْمَ نُنَجِّيكَ بِبَدْنِكَ لَتَكُونَ لِمَنْ خَلَقَكَ آيَةً وَإِنَّ كَثِيرًا مِّنَ النَّاسِ عَنْ آيَاتِنَا لَغَفْلُونَ ﴿٩٦﴾

8. (Coran, *al-Mâidah*, 5 : 48)

9. (Coran, *an-Nahl*, 16:89)

[[En effet,] mais aujourd'hui Nous sauverons ton corps (physique) afin que tu (c'est-à-dire ton corps physique) (quand il sera découvert) puisses servir de Signe pour (un peuple) qui viendra après toi : car voilà qu'un grand nombre de gens sont insoucieux de Nos Signes !] (Coran, *Younous*, 10:92).

Cette même prophétie est répétée ailleurs dans le Coran :

وَنَادَى فِرْعَوْنُ فِي قَوْمِهِ قَالَ يَا قَوْمِ أَلَيْسَ لِي مُلْكُ مِصْرَ وَهَذِهِ الْأَنْهَارُ تَجْرِي مِن تَحْتِي أَفَلَا تُبْصِرُونَ ﴿٥١﴾

[Et Pharaon fit une proclamation à son peuple : « Ô mon peuple ! Le territoire d'Égypte ne m'appartient-il pas, puisque toutes ces eaux coulent à mes pieds ? Ne voyez-vous donc pas [que je suis votre suprême seigneur ?]

أَمْ أَنَا خَيْرٌ مِّنْ هَذَا الَّذِي هُوَ مَهِينٌ وَلَا يَكَادُ يُبِينُ ﴿٥٢﴾

[Ne suis-je pas meilleur que cet homme méprisable qui peut à peine se faire comprendre ?]

فَلَوْلَا أَلْقَىٰ عَلَيْهِ آسُورَةٌ مِّنْ ذَهَبٍ أَوْ جَاءَ مَعَهُ الْمَلَأِكَةُ مُقْتَرِنِينَ ﴿٥٣﴾

[Et pourquoi donc ne s'est-il pas vu attribuer de bracelets d'or, ou pourquoi aucun ange ne l'accompagne ?]

فَأَسْتَحَفَّ قَوْمَهُ فَأَطَاعُوهُ إِنَّهُمْ كَانُوا قَوْمًا فَاسِقِينَ ﴿٥٤﴾

[Ainsi incita-t-il son peuple à la désinvolture et ils lui obéirent car, vraiment, ils étaient des gens pervers.]

فَلَمَّا آسَفُونَا انْتَقَمْنَا مِنْهُمْ فَأَغْرَقْنَاهُمْ أَجْمَعِينَ ﴿٥٥﴾

[Mais quand ils continuèrent à Nous défier, Nous leur infligeâmes Notre rétribution et les noyâmes tous.]

فَجَعَلْنَاهُمْ سَلَفًا وَمَثَلًا لِلْآخِرِينَ ﴿٥٦﴾

[et Nous fimes d'eux une chose du passé [un précédent], et un exemple pour ceux qui viendraient après eux.] (Coran, *Al-Zoukhruf*, 43 : 51-56).

Il est quasiment universellement reconnu que le corps du Pharaon qui fut découvert par Loret à Thèbes en 1898 était celui du Pharaon qui fut noyé suite à cette intervention divine. Les seuls à contester ce fait semblent être les sionistes.

Avant d'aller siéger à la conférence du califat en 1926 pour longuement méditer leur réponse à l'abolition du califat ottoman et à la destruction par 'Abd al 'Aziz Ibn Saoud du califat arabe mort-né du chérif Husseyn, les savants musulmans avaient disposé de pas moins de 30 insignes années, suite à la découverte du corps de Pharaon, pour répondre à des questions urgentes et importantes.

Si une méthodologie appropriée à l'étude du Coran avait été appliquée à l'examen de ce signe capital et divinement décrété de Âkhirouz-Zamân (à savoir la découverte du corps de Pharaon), elle aurait mené les savants à l'étude de l'eschatologie islamique, où ils auraient trouvé une explication à la réalité à laquelle le congrès était confronté en 1926.

Quelle était la signification de ce signe historique pour lequel Allah le Plus Haut avait miraculeusement préservé le corps physique de Pharaon pendant quelque 3000 ans ? Qui pouvaient-ils être, ceux-là qui devaient venir ultérieurement et pour qui la réapparition du corps physique de Pharaon constituerait un signe qui serait une suprême mise en garde ?

Nous rejetons sereinement comme manifestement inadéquat le point de vue selon lequel c'était une simple prophétie divine qui, à l'heure de sa réalisation, était destinée à souligner l'origine divine du Coran pour toute l'humanité. Le Coran aborde ce sujet ailleurs et de façon à la fois adéquate et convaincante. Le miracle était donc destiné à transmettre un message différent de celui-là, et d'une plus grande portée !

Notre point de vue est que le miracle est porteur du message qu'un peuple devait venir après Pharaon, c'est-à-dire dans Âkhirouz-Zamân, et

qui, parce qu'il vivrait comme Pharaon a vécu, mourrait par conséquent comme Pharaon mourut. Pharaon est mort suite à une intervention divine, et au moment de sa mort il délaissa ses fausses croyances et embrassa la Vérité de l'islam c'est-à-dire la croyance au Vrai Dieu unique d'Abraham ('alayhi as-Salâm). Bien qu'il acceptât la Vérité à l'heure de son trépas, cela ne lui fut d'aucune aide car il était, malgré tout, destiné au feu de l'Enfer :

وَلَقَدْ أَرْسَلْنَا مُوسَىٰ بِآيَاتِنَا وَسُلْطٰنٍ مُّبِينٍ ﴿٣٦﴾

[Et, vraiment, Nous avons envoyé Moïse avec Nos messages et une autorité manifeste [émanant de Nous]]

إِلَىٰ فِرْعَوْنَ وَمَلَئِيهِ فَاتَّبَعُوا أَمْرَ فِرْعَوْنَ وَمَا أَمْرُ فِرْعَوْنَ بِرَشِيدٍ ﴿٣٧﴾

[à Pharaon et à ses notables : mais ceux-là ne suivirent [que] les ordres de Pharaon et les ordres de Pharaon ne menaient aucunement à ce qui est juste.]

يَقْدُمُ قَوْمَهُ يَوْمَ الْقِيٰمَةِ فَأَوْرَدَهُمُ النَّارَ وَبِئْسَ الْوَرْدُ الْمَوْرُودُ ﴿٣٨﴾

[[et donc] il précèdera son peuple le Jour de la Résurrection, pour les avoir guidés [dans ce monde-ci] vers le feu [de la vie future] ; et quelle détestable destination à laquelle ils étaient menés.] (Coran, *Houd*, 11 : 96-98).

L'avertissement du Coran destiné à un peuple qui viendrait après Pharaon est que puisqu'ils vécurent comme il vécut, ils mourraient également suite à une intervention divine et mourraient comme il mourut – c'est-à-dire qu'ils embrasseraient la Vérité de l'islam au moment de leur mort, mais cette acceptation de la Vérité ne leur serait d'aucun secours et ils seraient aussi punis du feu de l'Enfer. Cette prophétie se réaliserait lorsque le corps de Pharaon serait découvert. Qui ces gens pouvaient-ils bien être ?

La question de l'identité de ce peuple n'est en fait qu'une partie de cet ultime grand chapitre d'histoire sur lequel l'Histoire va se conclure, et la découverte du corps de Pharaon annonçait le début du compte à rebours

d'une époque où se rejouerait la rencontre épique entre Pharaon et Moïse ('alayhi as-Salâm).

Il était déjà bien établi que l'eschatologie islamique reconnaissait le retour miraculeux de Jésus, le vrai Messie, comme l'événement résultant de l'intervention divine qui témoignerait du triomphe final et décisif de la vérité et de la justice sur le mensonge, l'oppression et tous les rivaux de la Vérité. L'intervention divine annonçant le retour de Jésus ('alayhi as-Salâm) devrait, par conséquent, être l'occasion de la destruction d'un peuple d'une façon similaire à la destruction de Pharaon et de ses forces armées, et au moment de leur mort, ces gens devraient également accepter la vérité comme le fit Pharaon avant de mourir. De quel peuple peut-il s'agir ?

Heureusement pour nous, le Coran répond à cette question :

وَقَوْلِهِمْ إِنَّا قَتَلْنَا الْمَسِيحَ عِيسَىٰ ابْنَ مَرْيَمَ رَسُولَ اللَّهِ وَمَا قَتَلُوهُ وَمَا صَلَبُوهُ وَلٰكِن شُبِّهَ لَهُمْ وَإِنَّ الَّذِينَ اخْتَلَفُوا فِيهِ لَفِي شَكٍّ مِّنْهُ مَا لَهُمْ بِهِ مِنْ عِلْمٍ إِلَّا اتِّبَاعَ الظَّنِّ وَمَا قَتَلُوهُ يَقِينًا ﴿١٥٧﴾

[et leur paroles de vantardise «Voyez, nous avons tué le Messie Jésus, fils de Marie, [qui prétendait être] le Messenger d'Allah.» Or, ils ne l'ont pas tué, ni ne l'ont crucifié, mais il leur a semblé [que c'était le cas] et vraiment, ceux qui tiennent des propos contradictoires là-dessus sont en pleine confusion, n'ayant aucune [réelle] connaissance en cela, et suivant de pures conjectures. Car, pour sûr, ils ne l'ont pas tué]

بَلْ رَفَعَهُ اللَّهُ إِلَيْهِ وَكَانَ اللَّهُ عَزِيزًا حَكِيمًا ﴿١٥٨﴾

[mais Allah l'a plutôt élevé vers Lui et Allah est Puissant, Sage.]

وَإِنْ مِّنْ أَهْلِ الْكِتَابِ إِلَّا لَيُؤْمِنَنَّ بِهِ قَبْلَ مَوْتِهِ وَيَوْمَ الْقِيٰمَةِ يَكُونُ عَلَيْهِمْ شَهِيدًا ﴿١٥٩﴾

[Et (sachez que) parmi les gens suivant la précédente révélation, il n'en est pas un qui n'aura d'autre choix, au moment de sa mort, que de déclarer sa foi en la vérité à propos de Jésus (c'est-à-dire au moment de son retour

miraculeux) ; et le Jour de la Résurrection, il [Jésus] témoignera contre eux (ils mourront donc comme Pharaon mourut).]

فَيُظَلِّمُ مِنَ الَّذِينَ هَادُوا حَرَمَنَا عَلَيْهِمْ طَيِّبَتِ أُحِلَّتْ لَهُمْ وَبِصَدِّهِمْ عَنْ سَبِيلِ اللَّهِ كَثِيرًا ﴿١٦١﴾

[Ainsi donc, à cause des injustices commises par ceux qui suivent la foi juive, leur avons-Nous rendu illicites certains des bonnes choses de la vie qui [de par le passé] leur étaient licites ; et [Nous agîmes ainsi] pour s'être si souvent détournés du chemin de Dieu]

وَأَخَذَهُمُ الرِّبَا وَقَدْ نُهُوا عَنْهُ وَأَكْلِهِمْ أَمْوَالِ النَّاسِ بِالْبَاطِلِ وَأَعْتَدْنَا لِلْكَافِرِينَ مِنْهُمْ عَذَابًا أَلِيمًا ﴿١٦٢﴾

[et [pour] avoir pratiqué l'usure, bien que cela leur fût interdit, et pour les biens des gens qu'ils ont dévorés, à tort. Et pour ceux, parmi eux qui [continuent] de nier la vérité, Nous avons préparé un châtement douloureux.] (Coran, *an-Nissâ*, 4 : 157-161).

Le passage du Coran ci-dessus identifie le peuple comme Ahl al-Kitâb, puis continue en les désignant spécifiquement par les juifs. Par conséquent, la découverte du corps de Pharaon en 1898 aurait dû alerter le monde des savants musulmans sur le fait que des événements se dérouleraient désormais dans le monde au cours desquels se rejouerait la rencontre épique entre Pharaon et Moïse ('alayhi as-Salâm) et dont le point culminant serait le retour de Jésus ('alayhi as-Salâm). Les juifs subiront alors le même sort que celui qui échet à Pharaon. Ces événements constituent le cœur de l'eschatologie islamique.

Des événements avaient déjà commencé à se dérouler, un an avant la découverte du corps de Pharaon, et qui auraient dû alerter le monde des oulémas. Le premier Congrès sioniste eut lieu à Bâle, en Suisse, du 29 au 31 août 1897, un congrès convoqué et dirigé par Théodore Herzl, le fondateur du Mouvement sioniste moderne. Les second et troisième congrès se tinrent dans la même ville suisse de Bâle en 1898 et 1899. La

raison du choix de Bâle était que le sionisme rencontra une opposition juive considérable dans toutes les communautés juives établies ailleurs en Europe. Mais en 1900, les sionistes réalisèrent une avancée décisive en réunissant leur quatrième congrès à Londres, ce qui leur permit d'exploiter un début de revirement d'opinion publique en leur faveur parmi les juifs britanniques. Le congrès retrouva Bâle en 1901 (pour sa 5ème édition) et à nouveau en 1903 (6ème édition), date à laquelle Herzl avait déjà rencontré le sultan 'Abdoul Hamîd à Constantinople avec le vain espoir de l'amener à coopérer avec les sionistes dans leur projet d'établissement d'un État juif en Palestine. Les congrès suivants se réunirent à Bâle en 1905 (pour le 7ème), à La Hague en 1907 (le 8ème) et Hambourg en 1909 (le 9ème). Le congrès de Hambourg fut l'occasion de grandes réjouissances car le succès de la révolution des « Jeunes Turcs » laïcs contre le sultan de l'état ottoman faisait progresser la réalisation du rêve sioniste. Deux congrès supplémentaires eurent lieu à Bâle en 1911 (le 10ème) et à Vienne en 1913 (11ème) avant le déclenchement de la première Guerre Mondiale en 1914.

Peu après le début de la guerre, le Chérif Husseyn, qui était devenu un client de la Grande-Bretagne judéo-chrétienne sioniste pour la somme princière de 7 millions de livres par an en dessous-de-table, se rebella contre l'état ottoman et prit le contrôle de La Mecque directement en son nom.

Peu de temps après, le gouvernement britannique fit l'annonce de la déclaration Balfour en 1917, dans laquelle la Grande-Bretagne rendit publique sa politique de soutien à l'établissement d'un État juif en Palestine. Et cette même année, une armée britannique dirigée par le Général Allenby l'emportait sur l'armée ottomane et prenait le contrôle de Jérusalem. La Société des Nations conféra alors à la Grande-Bretagne un mandat pour administrer la Palestine.

La défaite de l'état ottoman durant la première Guerre Mondiale et l'abolition du califat par les « Jeunes Turcs » laïcs qui s'ensuivit n'auraient pas dû beaucoup surprendre les savants musulmans dans la mesure où tous les indices convergeaient de façon cohérente dans une direction que seule l'eschatologie islamique pouvait expliquer. Cette explication était qu'il ne serait pas possible de restaurer le califat avant que ce chapitre de l'histoire des derniers temps ne s'achève et que les juifs ne subissent le

même sort que Pharaon.

[J'invite mes aimables lecteurs à bien vouloir se référer à mes livres intitulés *Jérusalem dans le Coran*, *La Sourate al-Kahf et les Temps modernes et Une vision islamique de Gog et Magog dans le monde moderne* pour de plus amples explications sur ce sujet. Un quatrième livre intitulé *Une vision islamique de Dajjal, le faux Messie ou Antéchrist* est toujours en cours d'écriture.]

L'eschatologie islamique aurait amené le congrès à réaliser que le monde était maintenant sous le contrôle de Gog et Magog, et que tant que perdurerait l'ordre mondial de Gog et Magog, restaurer le califat authentique demeurerait impossible.

La sourate *al-Kahf* du Coran aurait fourni au congrès un Minhâj ou la stratégie d'établissement de micro-califats via lesquels les musulmans auraient créé des multitudes de Jama'ât partout à travers le monde de l'islam, chacune ayant un Emir/Imam, chaque Imam recevant la Bay'ah des membres de la Jamâ'ah et dirigeant les affaires de la Jamâ'ah le plus possible d'une manière conforme à la Chari'ah. Sitôt que se présenterait une occasion de mettre fin au règne saoudo-wahhâbite sur le Hidjâz, et pour les musulmans de rendre son indépendance véritable au Hidjâz, il serait alors possible de restaurer ce Dâr al-Islam que le prophète lui-même avait établi. Un Émir serait nommé à la tête de ce Dâr al-Islam, et tous les autres émirs à la tête de chaque Jamâ'ah dans le monde devrait donner leur Bay'ah à l'Émir de Dâr al-Islam !

Le Prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) ordonna que si deux personnes se déclaraient émirs de la Jamâ'ah des musulmans au même moment (c'est-à-dire dans Dâr al-Islam), le second des deux soit tué.

Il est cependant crucial de noter que le verset du Coran :

يَا أَيُّهَا الَّذِينَ ءَامَنُوا أَطِيعُوا اللَّهَ وَأَطِيعُوا الرَّسُولَ وَأُولِي الْأَمْرِ مِنْكُمْ [...] ﴿٥٩﴾

[Ô vous qui croyez ! Obéissez à Allah et obéissez au Messager (d'Allah), et à ceux d'entre vous qui détiennent une autorité (légalement constituée) [...]] (Coran, *an-Nissâ*, 4 : 59) n'ordonne pas l'obéissance à « celui » qui détient l'autorité (c'est-à-dire à un individu seul). Il requiert plutôt l'obéissance à « ceux » en charge de l'autorité. Le Coran reconnaissait donc expli-

citement la possibilité d'une pluralité (temporaire) de micro-commandements dans la oummah, tant qu'il n'y avait pas de Dâr al-Islam et donc aucune possibilité de nommer un Émir unique à la tête de Dâr al-Islam.

Le Second Comité ne parvint pas à envisager cette possibilité et, par conséquent, le Congrès lui-même se solda par un échec. Le rapport du Second Comité comportait un autre défaut de taille – un défaut appartenant à la théorie politique islamique classique. Selon le rapport, l'accession au poste de calife pouvait se faire par nomination du précédent calife ou par la conquête.

Rien dans le Coran, ni dans la Sounnah du prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) ni dans l'exemple des Khoulafâ ar-Râchidoun n'offre un quelconque fondement à la croyance selon laquelle en islam le commandement peut s'acquérir par la conquête ou par la nomination du précédent calife. Il est pourtant très révélateur de noter qu'à travers la majeure partie de l'histoire islamique et même dans le monde musulman contemporain nous constatons que le commandement s'organise presque invariablement en royautes dynastiques ou au fil des conquêtes (la gouvernance militaire moderne ou loi martiale fait partie des conquêtes).

Les générations successives d'érudits n'ont pas saisi la vraie nature de la prétendue nomination du second calife, Omar, par le premier calife, Abou Bakr (radhi Allahou 'anhouma). En effet, on soupçonne de nombreux oulémas sunnites d'avoir exploité la conception erronée à leur époque d'une théorisation postérieure aux faits pour donner une légitimité doctrinale à des siècles de monarchie dynastique en islam. En fait, le premier calife, Abou Bakr as-Siddîq (radhi Allahou 'anhou) nomma Omar al-Fârouq (radhi Allahou 'anhou) non pas parce que ses fonctions de calife lui donnaient le droit de le faire, mais parce que le peuple, qui possédait le droit de désigner un nouveau calife, lui délégua librement ce droit.

En fait, les oulémas commettaient une erreur monumentale en déclarant que la Chari'ah autorisait le calife en exercice à désigner son successeur, apportant de ce fait leurs cautions, tout au long de l'histoire du califat et jusqu'à nos jours, à des dynasties monarchiques telles que les Omeyyades, les Abbassides, le califat ottoman, la monarchie saoudienne en Arabie saoudite, la monarchie hachémite en Jordanie, la monarchie chérifienne au Maroc et les nombreuses monarchies du Golfe.

Puis, pour embrouiller les choses encore davantage, les oulémas confèrent à Abou Bakr, 'Omar, Othmân et 'Ali (puisse Allah le Plus Haut être Satisfait d'eux) le titre de Khoulafâ ar-Râchidoun (les califes bien guidés) confirmant ainsi que quelque chose n'allait clairement pas dans le califat de Mou'âwiyah et de tous ceux qui lui succédèrent. Et, bien sûr, ce qui était particulièrement frappant à propos du califat des quatre premiers califes était l'absence totale du moindre soupçon de dynastie monarchique ou d'accession à ce poste par la voie des armes. [Nous sommes conscients du fait que certains remettent en question la sagesse des oulémas qui ont baissé le rideau du califat bien guidé à la mort d'Ali. Ils insistent sur la nécessité d'inclure Mou'âwiyah. Ils constituent cependant une minorité non significative et – nous espérons – en voie de disparition au sein des savants islamiques sunnites].

La situation délicate des oulémas au congrès du califat de 1926 était, et devrait toujours être, une source de préoccupations sérieuses. En 1924, ils protestaient contre l'abolition du califat ottoman qui était, en tout état de cause, une dynastie monarchique qui avait emporté le califat hors du monde arabe, et qui préparait ainsi le chemin menant à sa disparition. Et en 1926, ils furent parfaitement incapables, même au niveau de l'analyse conceptuelle, d'apporter une réponse cohérente à la destruction de ce califat soi-disant ottoman d'une façon qui soit conforme aux exigences de la religion.

Le verset fondamental du Coran concernant la dynamique du commandement dans le modèle de l'islam stipule que les musulmans doivent mener leurs affaires sur la base de la consultation mutuelle :

وَالَّذِينَ اسْتَجَابُوا لِرَبِّهِمْ وَأَقَامُوا الصَّلَاةَ وَأَمْرُهُمْ شُورَىٰ بَيْنَهُمْ وَمِمَّا رَزَقْنَاهُمْ يُنفِقُونَ ﴿١٨﴾

[[...] Et ceux qui répondent à l'appel de leur Seigneur-Dieu et sont constants dans leurs prières ; et dont la règle [dans toutes les affaires d'intérêt commun] est la consultation mutuelle (entre eux) ; et qui dépensent pour les autres de la subsistance que Nous leur avons fournie.] (Coran, *ach-Choura*, 42 : 38)

L'implication fondamentale de ce verset est que, dans une communauté islamique, la désignation d'un commandeur et sa destitution en vue de son remplacement (qui est la plus importante de toutes les affaires collectives des croyants) doivent se faire selon un processus de consultation mutuelle de tous les croyants. En reconnaissant le droit du calife en exercice de nommer son successeur ou le droit d'accéder au poste de calife par la conquête, les oulémas¹⁰ étaient en conflit manifeste avec le Coran dans la mesure où ils privaient les croyants d'un droit qu'Allah Lui-même leur avait donné.

D'ailleurs pratiquement tout au long de l'histoire de la oummah, les croyants se virent infliger un préjudice plus grand encore. Sous couvert du devoir religieux de donner la Bay'ah, ils étaient tenus de ratifier des nominations au commandement auxquelles ils n'avaient pris aucune part, au risque d'y laisser leur vie. Car il allait de soi que tout refus de ratifier une nomination était considéré comme un acte de défiance et constituait une menace ostensible vis-à-vis du calife proclamé ipso facto qui ne cherchait qu'à légitimer son pouvoir¹¹. C'est pour défier cette corruption de la religion que le petit-fils du Prophète (sallAllahu 'alayhi wa sallam), l'Imam Hussayn (radhi Allahu 'anhou), entra courageusement en dissidence contre l'exigence illégitime de Bay'ah de Yazid, le fils de l'émir Mou'âwiyah (radhi Allahu 'anhou). Il paya le prix de cette opposition en mourant en martyr sur la plaine de Karbala. Mais un combat révolutionnaire inachevé a été laissé en suspens à Karbala qui devrait se conclure de façon spectaculaire avec l'avènement de l'Imam al-Mahdi ('alayhi as-Salâm). C'est le combat pour la restauration de la religion établie par le prophète béni, qui a été corrompu par les forces de la contre-révolution.

La réponse du Second Comité à la question – comment établit-on le califat ? – était insuffisante à un autre égard. La première et la troisième méthodes (nomination et conquête), comme nous l'avons démontré, étaient

10. Il est fait référence à des autorités telles qu'al-Mawardi (*al-Ahkâm al-Soultâniyyah*), al-Ghazzâli (*Ihya 'ouloum al-Dîn*). Pour de plus amples détails sur les points de vue des oulémas, se reporter à Arnold T., Op. Cit.

11. Le 5ème calife, Mou'âwiyah, désigna son fils, Yazid, pour lui succéder et ce dernier lui succéda. Le petit-fils du prophète, Husseyn, contesta la légitimité du califat de Yazid et il le paya de sa vie. Peu nombreux furent les musulmans qui se soucièrent de suivre l'exemple d'Husseyn au cours des siècles qui suivirent.

en conflit avec le Coran et n'étaient aucunement étayées par l'exemple du prophète Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam) et des Khoulafâ al-Râchidoun. Mais même en ce qui concerne la seconde méthode citée, à savoir « le choix du peuple », le Second Comité ne parvint pas à décrire le dispositif à mettre en place en 1926 pour que cette méthode puisse être appliquée.

Enfin, notons à nouveau que les débats du Second Comité révélèrent clairement que les oulémas d'al-Azhar, qui ne semblaient pas avoir étudié la pensée moderne, n'avaient en fait pas la moindre idée de la véritable nature du système des États modernes qu'on était sur le point d'imposer au monde de l'islam et qui allait littéralement subjuguier et emprisonner les musulmans tout en les dépouillant de leurs droits politiques et de leur liberté.

LE TROISIÈME COMITÉ

Le Troisième Comité fut bien plus direct et réaliste dans ses délibérations et conclut courageusement dans son rapport que :

« [...] le Califat [...] ne peut être réalisé à l'heure actuelle, vu la situation dans laquelle se trouvent les musulmans »¹².

Les raisons à cela étaient :

« [...] tout d'abord, il n'existe pas encore de corps de personnes légalement autorisées à prêter allégeance (Bay'ah) »¹³.

Le Troisième Comité avouait ici que le mécanisme classique (Ahl al-Halli wal-'Aqd) censé être utilisé pour déterminer le choix du peuple était inutilisable en 1926. Il eut été également plus honnête de sa part de rappeler que, tout au long de l'histoire islamique, ce dispositif n'avait en fait jamais vraiment fonctionné correctement. Il eut cependant l'honnêteté d'avouer que :

« [...] le Califat, en accord avec la Loi islamique au sens propre du terme, n'exista que dans les tout premiers temps de l'islam »¹⁴.

Le Comité nota que le Congrès avait tenté de rassembler au Caire les

12. Revue, Op. Cit., p. 103.

13. Ibid. p.108. Le texte du rapport du Troisième Comité se trouve dans Survey, Op. Cit. Annexe 4, pp. 578-581.

14. Ibid. p. 106.

représentants de tous les peuples islamiques et envisagé la possibilité de leur confier la tâche d'élire un nouveau calife. Le comité fit cependant remarquer que le congrès n'était pas représentatif du monde de l'islam dans son ensemble car des pans majeurs de la communauté musulmane mondiale n'avaient pas envoyé de délégués. Nous pouvons noter que cette déclaration sous-entendait implicitement que si le congrès avait pu attirer des représentants de tous les peuples islamiques, il aurait pu élire un calife. Cela en dépit du fait qu'une telle élection aurait été la toute première de son genre dans toute l'histoire de l'islam.

Mais la raison sans doute la plus intéressante avancée par le Troisième Comité pour expliquer l'impossibilité de réaliser le califat à ce moment précis était le fait que :

« [...] un calife, fût-il nommé, ne serait pas en mesure d'assurer sa fonction première de contrôle effectif de Dâr al-Islam. De nombreuses parties de Dâr al-Islam sont sous domination étrangère. Et les rares à être libres et indépendantes ont été prises d'une frénésie nationaliste qui empêche tout groupe d'accepter d'être commandé par un autre, encore moins de lui permettre de s'ingérer dans ses affaires publiques »¹⁵.

Le comité ne semblait pas – même vaguement – conscient du fait que le concept politique même de Dâr al-Islam était en train de subir l'attaque mortelle de la pensée politique laïque occidentale et était à deux doigts de finir aux oubliettes.

Plus intéressant encore était le fait qu'on fit référence à des parties du monde musulman sous occupation étrangère comme Dâr al-Islam. En vertu du fait qu'elles étaient sous domination étrangère, elles ne faisaient plus partie de Dâr al-Islam (car la définition même de Dâr al-Islam impliquait qu'elles fussent des territoires où l'autorité suprême d'Allah prévalait et s'exerçait sur les musulmans). Deuxièmement, il n'y avait assurément rien de nouveau dans le fait qu'un seul calife ne puisse pas exercer de contrôle effectif sur le reste du monde musulman libre. Cela n'empêcha pas le califat de fonctionner ainsi pendant plus de 1300 ans.

En fait, le Troisième Comité aurait dû préciser que les villes de La Mecque et de Médine étaient sous contrôle saoudo-wahlâbite et que, par

15. Revue, Op. Cit., p. 106.

conséquent, tout calife nommé serait extrêmement et constamment handicapé par son incapacité à exercer son contrôle sur les Haramayn et le Hajj. À l'heure où il n'y avait plus de califat et où l'institution elle-même était attaquée, il était impératif – plus encore qu'en temps normal – pour quiconque serait désigné à cette fonction de contrôler les Haramayn et donc le Hajj. Et c'est bien sur cette base que s'était appuyé le Chérif al-Husseyh dans sa tentative de revendication du califat.

Le commandement saoudo-wahhâbite ayant le contrôle des Haramayn et du Hajj avait fait l'ample démonstration du fait qu'il était une puissance avec laquelle il fallait compter mais également qu'il n'était pas intéressé le moins du monde par le califat. C'est essentiellement cela qui mit le Congrès du Califat dans cette situation d'échec.

Ce que le Comité aurait dû faire – et ne fit pas – était de conclure assez simplement qu'aucun calife ne pouvait être nommé et emporter l'adhésion des musulmans tant que le tout-puissant Occident judéo-chrétien sioniste apporterait un soutien politique et militaire au régime saoudo-wahhâbite qui contrôlait les Haramayn et le Hajj.

Par conséquent, l'urgence du moment était de trouver les moyens de contrecarrer la diplomatie britannique dans la péninsule arabe et de se débarrasser de la mainmise saoudo-britannique sur les Haramayn et le Hidjâz. Ce n'est qu'ainsi que les musulmans pouvaient reprendre le contrôle du Hajj (pèlerinage). Le contrôle des Haramayn et du Hajj, à son tour, faciliterait la restauration du califat. L'une des premières choses que l'Imam al-Mahdi accomplira devrait être de libérer les Haramayn et le Hajj de la domination saoudo-wahhâbite sioniste.

Le rapport du Troisième Comité conjurait le congrès de ne pas se laisser décourager par le manque de réussite à résoudre le problème du califat et à désigner un nouveau calife :

« Il est suffisant pour le Congrès de savoir qu'il a rendu un immense service aux musulmans en diagnostiquant pour eux la maladie et en leur indiquant le remède ». ¹⁶

Ce remède consistait en la recommandation suivante :

« [...] les peuples islamiques devraient organiser de concert, dans plu-

16. Revue, Op. Cit., p. 106.

sieurs pays islamiques, des congrès successifs qui seraient pour eux l'occasion d'échanges périodiques de points de vue jusqu'à ce qu'ils réussissent à résoudre le problème du califat en conformité avec les intérêts islamiques ». ¹⁷

LES RÉOLUTIONS DU CONGRÈS

Le pessimisme du rapport du Troisième Comité plongea le Congrès en plein désarroi. En effet, Cheikh al-Zawâhiri le qualifia d'oraison funèbre de l'islam. Les congressistes, qui avaient précédemment ouvert les portes du congrès au public et à la presse ¹⁸ décidèrent alors qu'un passage du rapport ne devrait pas être communiqué à la presse. Cheikh al-Zawâhiri, qui avait pris la tête de l'opposition au rapport du Troisième Comité, soumit un projet de résolution qui fut adopté par le Congrès ¹⁹. La résolution stipulait que le califat pouvait être réalisé. Il suffisait de planifier un autre congrès où tous les peuples islamiques seraient convenablement représentés, et ce congrès prendrait les mesures nécessaires pour établir le califat en répondant à tous les critères prescrits par la Chari'ah. En bref, un tel congrès élirait un nouveau calife.

Ce fut sur cette touche d'optimisme que le Congrès prit fin. Les inquiétudes du Troisième Comité, qui avait été court-circuitées par le Congrès, s'avérèrent finalement fondées puisque le congrès proposé qui aurait dû permettre l'élection d'un nouveau calife n'eut jamais lieu. En fait, le monde de l'islam était en train d'entrer dans la période post-Califat de son existence. Et la principale cause de cela était la gouvernance saoudo-wahhâbite du Hidjâz et des Haramayn, et l'instauration finale de l'État-nation saoudo-wahhâbite d'Arabie saoudite comme État client de l'alliance occidentale judéo-chrétienne sioniste.

Avant que le souffle de l'initiative d'Al-Azhar en réaction à l'abolition du califat ottoman ne fût complètement retombé, il apparaissait clairement que la stratégie judéo-sioniste et britannique hostile s'était

17. Ibid. p. 107.

18. Le paragraphe se trouve dans Revue, Op. Cit., p. 108, "De ce qui procède [...]", et dans the *Survey*, Op. Cit., p. 580, "Il découle de ce qui précède [...]"

19. Texte de la résolution dans Revue, Op. Cit., p. 118; *Survey*, Op. Cit., pp. 89-90.

soldée par un succès retentissant, à savoir la possibilité que le monde musulman fût entré durablement dans une phase post-Califat de son existence !

CHAPITRE QUATRIÈME

LA FRAUDULEUSE ALTERNATIVE SAOUDO-WAHHÂBITE À L'ÉTAT KHILÂFAH DE L'ISLAM

Cela ne leur importait pas le moins du monde que le système d'Etats-nations, qui était la création politique du nouvel Occident laïc, et qui constituait les fondations mêmes du nouveau modèle laïc de société, fût en conflit évident avec les dispositions de l'Ordre Public Islamique prévues par la Chari'ah. Ce qui leur importait était le fait que le système d'Etats-nations Islamiques mettrait la gouvernance saoudo-wahhâbite du Hidjâz dans une position virtuellement imprenable. L'Etat wahhâbite qui avait soulevé les plus vives oppositions aux Bid'ah (les innovations dans la religion) se mettait maintenant lui-même à proposer la pire de toutes les Bid'ah de l'histoire de la Oummah !

LE CONGRÈS MUSULMAN MONDIAL, LA MECQUE, JUIN-JUILLET 1926

Le Congrès Musulman Mondial, qui eut lieu à La Mecque en juillet 1926, trouve son origine dans l'impact de l'abolition du Califat Ottoman sur la péninsule arabique (Djazîratoul 'Arab) et plus particulièrement sur la Maison des Saoud qui avait récemment établi sa domination sur l'Arabie.

'Abd al 'Azîz Ibn Saoud s'était réemparé du Nadjd (une province de l'est de l'Arabie d'où devaient apparaître, d'après une célèbre prophétie du prophète Mohammad « les cornes de Satan ») après une prise initiale de Riyad en 1902 digne d'un roman. Mais en bâtissant la raison d'être politique de la gouvernance de la Maison des Saoud sur les fondations religieuses du mouvement wahhâbite, il était inévitable que le Nadjd wahhâbite défiât le Hidjâz, chaque fois que l'occasion se présenterait, pour forcer le berceau de l'islam à se soumettre à la perception wahhâbite de la vraie foi.

Mais il y avait quelque chose de plus sinistre encore dans les desseins saoudo-wahhâbites concernant le Hidjâz. Le fait de sceller officiellement leur alliance avec la Grande-Bretagne en 1916 dans un traité anglo-saoudien révéla celle-ci au grand jour. Comme tant d'autres à leur suite, les saoudo-wahhâbites réalisèrent que la route menant au succès politique et

militaire en Arabie passait par la ville sioniste de Londres (et ultérieurement Washington). Et ils n'eurent aucune hésitation à enfreindre le commandement d'Allah dans le Coran afin de mettre du « beurre » anglo-sioniste « dans leurs épinards ». Ils étaient prêts et disposés à jouer le rôle que leur attribuaient leurs alliés anglo-sionistes pour prendre le contrôle du Hidjâz dès que l'occasion se présenterait, et pour s'assurer ensuite que personne ne puisse un jour les déloger. Le califat islamique périrait dans la manœuvre. Mais les Britanniques devaient payer un prix aux saoudo-wahhâbites pour gagner leur alliance. Ce prix fut une somme mensuelle de 5000 livres de la part de la Grande-Bretagne.

L'occasion se présenta, pour les saoudo-wahhâbites, quand Husseyn bin Ali (qui avait été nommé chérif de La Mecque par le calife ottoman en 1908) agissant de connivence avec la stratégie des Forces Alliées durant la première Guerre Mondiale, déposséda les Turcs ottomans du Hidjâz en 1916 et y imposa le commandement de la Maison Hachémite des Husseyn. Ce faisant, il interdit aux wahhâbites d'accomplir le Hajj. Par-delà les oppositions théologiques avec les wahhâbites qu'il invoqua pour justifier cette interdiction, il était aussi conscient du fait que le Nadjd wahhâbite était son concurrent le plus dangereux et représentait la plus puissante menace pour son règne sur le Hidjâz.

Husseyn était en pourparlers secrets durant la guerre (la première Guerre Mondiale) avec le gouvernement britannique par l'intermédiaire du Haut-Commissaire britannique en Égypte, McMohan. Il était consterné par les changements provoqués en Turquie ottomane par la montée des Jeunes Turcs impies et laïcs. Il sentit que le temps était enfin venu d'assurer l'indépendance du monde arabe vis-à-vis de la domination ottomane et de restaurer un califat arabe, et il décida de répondre favorablement à la supplication de McMohan pour avoir le soutien des Arabes durant la guerre.

Husseyn bin Ali décida de se révolter et réagit en déclarant son indépendance vis-à-vis du règne ottoman tout en se proclamant Roi des Arabes. Il fit cela dans une proclamation très longue et puissamment écrite qui fut diffusée le 27 juin 1916 (cf. le texte de cet important document dans l'Annexe III). Le document en appelait aux sentiments religieux des musulmans à travers le monde, mais ne faisait absolument aucune mention de la trahison du Coran par Husseyn pour avoir conclu une alliance divi-

nement prohibée avec la Grande-Bretagne (sioniste) judéo-chrétienne (cf. Coran, *al-Mâ'idah*, 5 : 51). Il mentionne bien cependant, pour la postérité, le rôle ouvertement provocateur joué par les nationalistes turcs laïcs (le Comité pour l'Union et le Progrès) qui s'emparèrent du pouvoir dans l'état ottoman en attisant délibérément les sentiments anti-ottomans en Arabie, fournissant ainsi un carburant propice à embraser le premier « Printemps arabe ».

Les étudiants en histoire trouveront beaucoup de matière à réflexion dans ce document ainsi que dans d'autres comme la correspondance entre Husseyn et le gouvernement britannique (via le Haut-Commissaire britannique). Ils y trouveront tout autant de quoi être écœurés en découvrant la tromperie et le mensonge dont les diplomaties britannique et française ont fait preuve au cours de cette page sombre de l'histoire politique, diplomatique et religieuse.

Dans la mesure où Husseyn et Ibn Saoud avaient tous deux conclu des alliances avec les Britanniques durant la guerre, Ibn Saoud ne pouvait pas tenter de prendre le Hidjâz tant que durerait la guerre. Même après qu'elle fut terminée, la sagesse lui commanda la patience pour voir quelles démarches le calife de Constantinople entreprendrait pour reconquérir le Hidjâz.

Ce ne fut que lorsque le califat ottoman fut aboli le 3 mars 1924 que le temps vint enfin où il put marcher contre Husseyn. De toute évidence, Husseyn était bien conscient de cela et ce fut dans une vaine tentative de s'attirer le soutien du monde musulman pour affermir son bras contre Ibn Saoud qu'il revendiqua le califat le 7 mars 1924 (quatre jours après l'abolition à Ankara du califat ottoman).

1924 s'avéra être une année vraiment très riche en événements dans l'histoire de l'islam. En effet, en réponse à la proclamation du califat d'Husseyn, Ibn Saoud partit à l'assaut du Hidjâz. Les forces du Nadjd d'Ibn Saoud s'emparèrent de Taïf le 5 septembre 1924, de La Mecque le 13 octobre, et de Médine le 5 décembre. Un an plus tard, le 19 décembre 1925, Jeddah était prise et le malchanceux « Calife » et « Roi des Arabes » s'exila. Sans surprise, les notables de La Mecque jugèrent opportun de proclamer Ibn Saoud Roi du Hidjâz.

Le premier « Printemps arabe » de conception sioniste remplit donc complètement ses objectifs avec un succès.

Djazîratoul 'Arab, qui était désormais fédérée par un commandement saoudo-wahhâbite, commença presque immédiatement à revendiquer son droit à diriger la oummah et, ce faisant, elle proposa une voie alternative vers l'Unité musulmane autre que celle assurée par le califat – à savoir, la voie de la solidarité islamique « intra-nationale » inscrite dans un système d'états-nations islamiques souverains. Le Dajjâl s'acheminait désormais vers le succès.

Les dirigeants saoudo-wahhâbites du Hidjâz étaient bien conscients du fait que le monde de l'islam n'aurait jamais accepté une direction wahhâbite. Et qu'un califat saoudo-wahhâbite était par conséquent impossible. Par contre, si les musulmans à travers le monde s'entendaient pour désigner un calife, la situation se serait révélée vraiment des plus périlleuse pour le règne saoudo-wahhâbite dans le Hidjâz. Elle aurait pu se solder par la réitération de l'expérience catastrophique vieille de plus d'un siècle au cours de laquelle les wahhâbites s'étaient fait chasser du Hidjâz par une armée venue d'Égypte.

En réponse à la menace imminente que représentait le Congrès du Califat qui devait se tenir au Caire en mai 1926, les Saoudiens se mirent en quête d'un contre forum et d'une institution politique alternative au califat. Ils la trouvèrent dans le système d'états-nations laïcs du Dajjâl et dans la coopération et la solidarité islamiques inter-états¹. Et fort à propos pour les Saoudo-wahhâbites, les bases du nouvel ordre avaient déjà été jetées avec l'établissement de la république de Turquie, par Moustafa Kémal, sur le siège même du califat ottoman.

Il ne leur importait pas le moins du monde que le système d'états-nations, qui était la création politique du nouvel Occident laïc, et qui constituait les fondations mêmes du nouveau modèle laïc de société,

1. Cf. Kamal Faruki : *Approches de l'Unité Musulmane*. Pakistan Horizon. Vol. XXV, n°2, pp. 3-12 dans lesquelles il décrit cette alternative au califat, ou au panislamisme, comme un universalisme islamique, qui pour l'unité s'appuie sur les croyances et les pratiques communes des musulmans. Faruki ignore cependant le fait tout à fait limpide que le Califat se fondait sur et tirait sa légitimité de ces mêmes croyances et pratiques des musulmans.

fût en conflit évident avec les dispositions de l'Ordre Public Islamique prévues par la Chari'ah. Ce qui leur importait était le fait que le système d'états-nations islamiques mettrait la gouvernance saoudo-wahhâbite du Hidjâz dans une position virtuellement imprenable. L'état wahhâbite qui avait soulevé les plus vives oppositions aux Bid'ah (les innovations dans la religion) se mettait maintenant lui-même à proposer la pire de toutes les Bid'ah de l'histoire de la oummah !

La réponse saoudo-wahhâbite à l'annonce du Congrès du Califat du Caire de mai 1926 fut donc d'organiser un congrès concurrent qui le saboterait. Ils nommèrent leur congrès le Mou'tamar al-'Alam al-Islami (le Congrès Musulman Mondial) et l'organisèrent à La Mecque en juillet 1926 à l'occasion du Hajj (pèlerinage). Ils firent preuve d'une intelligence diabolique en planifiant la date de la conférence car les moyens de transport disponibles en 1926 rendaient très difficile la tâche de nombreux congressistes qui auraient voulu assister aux deux conférences. La stratégie saoudienne forçait donc le monde musulman à choisir à laquelle des deux conférences il assisterait, et comme la conférence sponsorisée par les Saoudiens devait se tenir au moment du Hajj, elle avait un net avantage sur sa concurrente.

L'Histoire révélera un jour l'étendue du soutien financier et diplomatique britannique qui fut apporté pour assurer la réussite du plan de sabotage du congrès du Caire.

Le véritable objectif du congrès sponsorisé par les Saoudiens était d'enterrer définitivement l'Ordre Public Islamique de Dâr al-Islam et du califat, tout en introduisant un nouveau système d'états-nations islamiques. Dans le cadre du nouvel Ordre Islamique « intra-national » les Saoudo-wahhâbites chercheraient à faire reconnaître leur règne sur le Hidjâz.

Les travaux préparatoires à la conférence révélèrent que le leader saoudien se mit en avant avec calcul, se présentant à tous les délégués comme un « champion » de l'islam qui promettait de restaurer l'islam authentique dans Djazîratoul 'Arab.

Les wahhâbites, comme nous l'avons fait remarquer précédemment, étaient conscients du fait que le monde de l'islam n'accepterait jamais un calife wahhâbite. Mais longtemps avant cela, Mohammad Abdoul Wahhab avait lui-même été influencé par les pensées d'Ibn Taymiyyah. Sa vision

était que le califat, parce qu'il n'était pas constitué de bon droit, fonctionnait comme un instrument de désunion de la oummah. En tant que tel, le califat ne pouvait pas servir de symbole ni de socle de l'unité musulmane. Ce rôle devait revenir à la Chari'ah.

Il semblait donc naturel que le Hidjâz et le Nadjd wahhâbites eussent gardé leurs distances vis-à-vis du Congrès du Califat du Caire. Et grâce à la position stratégique qu'ils occupaient, du fait de leur contrôle du berceau de l'islam fraîchement acquis, il était prévisible que le commandement saoudo-wahhâbite chercherait à saisir l'occasion fournie par l'abolition du califat ottoman et la défaite du califat chérifien mort-né pour acheminer la oummah sur une nouvelle voie vers l'unité².

Le choix par Ibn Saoud de la date de juin-juillet 1926 pour le Congrès Musulman Mondial (un mois après le Congrès du Califat du Caire) était clairement destiné à montrer qu'il était organisé comme une contre-proposition au congrès du califat.

Il existait en outre une raison supplémentaire d'organiser un Congrès Musulman Mondial à La Mecque. Ibn Saoud était en quête d'une reconnaissance islamique internationale de son autorité sur le berceau de l'islam. Cette question était d'une importance vitale pour les wahhâbites dans la mesure où il existait des différences religieuses considérables entre eux et le reste du monde de l'islam. Ces questions transcendaient le fait que les wahhâbites suivaient l'école Hanbalite de jurisprudence islamique et représentaient une toute petite minorité dans un monde de l'islam dominé par les partisans des écoles Hanafite, Chaféite et Malikite³.

Quand au XVIIIème siècle les wahhâbites s'emparèrent du Hidjâz pour un court règne, ils perpétrèrent, dans leur ferveur fanatique, un terrible bain de sang. Une vague de colère et d'écœurement se propagea dans le monde de l'islam et une armée égyptienne fut envoyée dans le Hidjâz qui les vainquit et les renvoya dans le désert. De retour la deuxième fois, les wahhâbites voulaient donc s'assurer que le monde de l'islam reconnaîtrait leur règne sur le Hidjâz et les Haramayn⁴. C'était le second objectif

2. Faruki, Op. Cit., pp. 3-12.

3. Les sunnites considéraient ces quatre écoles comme également valables.

4. Avant la Révolution Islamique Iranienne, les Saoudo-wahhâbites avaient réussi à gagner la reconnaissance des gouvernements de tous les états-nations islamiques. Parmi

primordial pour lequel le Congrès Musulman Mondial fut organisé.

LES DÉLÉGATIONS ENVOYÉES AU CONGRÈS

Le Congrès Musulman Mondial qui se tint à La Mecque en juin 1926 suite aux efforts d'Ibn Saoud fut salué comme la première réunion du genre dans l'histoire de l'islam. Ibn Saoud lui-même y fit allusion dans son allocution d'ouverture :

« Tant dans sa forme que dans son objectif, votre réunion est sans aucun doute la première en son genre dans les annales de l'islam.⁵ »

Depuis le tout début, il avait vocation à être une organisation permanente :

« Nous prions le Tout-Puissant de faire en sorte que ce congrès puisse se réunir encore et encore chaque année (au moment du Hajj).⁶ »

Contrairement au Congrès du Califat du Caire, la Conférence de La Mecque sut rassembler des délégués représentatifs à la fois par leur nombre et par leurs hautes qualités. Toutes les communautés islamiques importantes et tous les états islamiques indépendants étaient représentés (à l'exception de la Perse). Du sous-continent sud-asiatique vinrent des délégations de haut vol de toutes les organisations islamiques importantes. Par exemple, Sayyed Suleyman Nadvi présidait la délégation représentant le Mouvement du Califat d'Inde. Les trois autres membres de la délégation étaient Maoulânâ Mohammad Ali Jawhar, son frère, Maoulânâ Chaoukat Ali, et son gendre Chou'ayb Qouraychi. Il y avait une délégation dirigée par Sayyed Mohammad KifâyatouLlah représentant l'Association des Oulémas d'Inde et une autre délégation présidée par cheikh Sanaoullah représentant les oulémas Ahl al-Hadith d'Inde.⁷

Le Grand Mufti de Palestine, Sayyed Amîn al-Husseyni, dirigeait la délégation palestinienne, le Général Ghulam Jilani Khan la délégation

les masses populaires musulmanes, en revanche, une rancœur considérable persiste jusqu'à ce jour.

5. Revue, Op. cit., p. 128.

6. Ibid.

7. Il était paradoxal que le Mouvement du Califat d'Inde boycotte le Congrès du Califat au Caire en mai et assiste au Congrès Musulman Mondial à La Mecque en juin alors que la question du califat avait été spécifiquement exclue de son ordre du jour.

afghane, Edib Saroït la délégation turque, cheikh al-Zawâhiri la délégation égyptienne et Réazouddîn Fakhrouddîn la délégation des musulmans russes. Accompagnant Fakhrouddîn dans la délégation se trouvaient des représentants de Oufa, d'Astrakan, de Kazan, de Crimée, de Sibérie et du Turkestan. Des délégués vinrent également de Java, de Syrie, du Soudan, du Nadjd, du Hidjâz, du Yémen, *etc.*

De nombreuses personnes furent tout spécialement invitées au congrès. Parmi elles se trouvaient cheikh Rachîd Ridâ, le célèbre érudit musulman syrien qui était un étudiant de cheikh Mohammad 'Abdou, et Sardâr Iqbâl Ali Shah, le savant Afghan complètement occidentalisé basé à Londres, qui écrivit une série d'articles sur la conférence pour des publications britanniques⁸. Brillèrent par leur absence de la conférence la Perse, la Chine, les Sanussi de Libye et le reste du Maghreb.

Les compositions des conférences du Caire et de La Mecque différaient à un autre important égard. Alors qu'au Caire aucune délégation n'était reconnue comme officielle et que tous les représentants participaient à titre individuel, il n'en allait pas de même à La Mecque. À cette dernière conférence, les pays et communautés islamiques envoyèrent des délégations officielles et, ce faisant, manifestèrent une préférence pour le forum de La Mecque et pour la nouvelle approche de l'unité. Et là réside une explication simple et pourtant fondamentale de l'organisation du monde de l'islam contemporain en un système d'États-nations : en fait, les masses musulmanes optèrent sans réserve pour ce système, et cela pour plusieurs raisons :

- À cause de la situation objectivement déprimante à laquelle était alors confronté le monde musulman et le besoin d'une réponse tangible ;

- Parce que les oulémas ne surent exprimer clairement et effectivement ni les principes de l'Ordre Public Islamique (c'est-à-dire le califat et Dâr al-Islam), ni la conception islamique d'un Ordre International à l'intérieur duquel Dâr al-Islam avait sa place. Ils ne surent pas non plus réfuter la

8. S'ils étaient réédités aujourd'hui, ces articles constitueraient une lecture des plus intéressantes.

prétention mensongère et frauduleuse que l'état républicain moderne ou qu'une oligarchie monarchique puisse se substituer au califat islamique ;

- Parce que les oulémas échouèrent complètement à utiliser le Coran pour pénétrer et comprendre la réalité de l'époque dans laquelle ils vivaient et dans laquelle non seulement la majorité du monde musulman avait été assujettie à la domination coloniale judéo-chrétienne occidentale, mais en outre Jérusalem avait été perdue au profit des sionistes et le califat venait d'être aboli. Cette explication était, bien sûr, située dans l'eschatologie islamique.

LE ROI ET LE CONGRÈS

Le congrès reçut deux messages du roi 'Abd al 'Azîz Ibn Saoud. Dans le premier, l'allocution d'ouverture du congrès, le roi faisait allusion à la triste histoire du Hidjâz se terminant sur le despotisme de Husseyn qui, entre autres péchés, avait mis le Hidjâz sous « influence non musulmane étrangère⁹ ». Cela étant interdit par le prophète (sallAllahu 'alayhi wa sallam), la conquête du Hidjâz par le Nadjd était ainsi présentée comme justifiée. Conséquence de cette conquête, comme le roi se plut à le souligner, la sécurité régnait désormais dans le Hidjâz. Le congrès fut invité à tenir ses séances dans cette atmosphère de sécurité et de totale liberté. Les seules contraintes de la conférence tenaient aux modérations imposées par la Loi islamique et au fait de ne pas se mêler de politique internationale ni des différends pouvant opposer certains peuples musulmans à leurs gouvernements¹⁰. Et pourtant Ibn Saoud était tout sauf honnête dans son allocution d'ouverture vu qu'il était tout autant coupable que Husseyn bin Ali en apportant son concours et son soutien à la pénétration de l'influence britannique sur la péninsule. C'était un client britannique qui avait reçu la somme mensuelle de 5000 livres du gouvernement britannique.

Deux points ressortent de l'allocution du roi. Tout d'abord le gouvernement wahhâbite se montrait sous son meilleur visage afin de courtiser le congrès et s'attirer son soutien – d'où la « sécurité » et la « totale liber-

9. Une référence aux liens d'Husseyn avec les Britanniques.

10. Revue, Op. Cit., pp. 128-131.

té » promises. Mais, deuxième point plus important, l'interdiction d'aborder la politique internationale dans les discussions du congrès impliquait clairement que la sûreté de l'état saoudo-wahhâbite et le maintien de ses relations avec ses alliés (la Grande-Bretagne en particulier) étaient plus importants que les opinions mûrement réfléchies de la oummah, même exprimées après consultation mutuelle – Chourah – dans une conférence islamique « sans précédent » dans l'histoire de l'islam.

Le roi confia au congrès la mission « sans danger » d'examiner les moyens et modalités à mettre en œuvre pour faire des Lieux Saints les meilleurs centres de culture et d'éducation islamiques, les plus hauts lieux en terme de prospérité et d'hygiène, et le pays musulman le plus remarquable pour sa reconnaissance de l'islam.

Il apparaissait très clairement d'après ce discours que le roi tentait d'imposer au congrès une division artificielle entre « religion » et « politique », ainsi qu'une nouvelle théorie selon laquelle le vrai sujet de réflexion des congrès islamiques était le sujet de la « religion » et des « affaires religieuses ». Cela constituait une Bid'ah des plus condamnables puisque cela était manifestement en conflit avec la guidance Coranique, la Sounnah du prophète (sallAllahu 'alayhi wa sallam) et les fondements mêmes de l'Ordre Public Islamique. Le roi tentait, en fait, de séculariser al-Islam, qui était al-Dîn, en une « religion » au sens étriqué et dévoyé du terme tel qu'il était utilisé dans la civilisation occidentale laïque. Autrement dit, il tentait d'imposer au berceau de l'islam le concept occidental de séparation de la religion et de la politique.

Le 2 juillet 1926, à l'occasion de la 15^{ème} séance plénière, le roi adressa un second message au congrès à travers lequel il cherchait à réaliser l'un des principaux objectifs de l'initiative wahhâbite, à savoir la reconnaissance et l'acceptation islamiques internationales de la prise de pouvoir saoudo-wahhâbite sur le Hidjâz.

Le roi exposa sa politique pour le Hidjâz comme suit :

1- Nous n'admettons aucune intervention étrangère dans ce pays sacré, de quelque nature qu'elle soit.

2- Nous n'admettons pas que des privilèges soient réservés à certains et pas d'autres ; quoi qu'il se passe dans ce pays, cela doit se faire en conformité avec la Chari'ah.

3- Le Hidjâz doit bénéficier d'un régime de neutralité spécial. Il ne doit ni entrer en guerre ni être attaqué et cette neutralité doit être garantie par tous les États musulmans indépendants.

4- Il est nécessaire d'examiner la question de l'aide financière envoyée (au Hidjâz) depuis de nombreux pays islamiques, la façon de la redistribuer et (le devoir) d'en faire bénéficier les Lieux Saints¹¹.

Ce que le roi tentait de faire dans ce discours n'était rien de moins que proposer une nouvelle théorie politique islamique. C'était comme si les Saoudo-wahhâbites étaient convaincus qu'ils étaient les seuls musulmans, et donc que le Hidjâz et le Nadjd, qui étaient sous leur contrôle, étaient le véritable Dâr al-Islam. Ainsi tous les territoires à l'extérieur du Hidjâz et du Nadjd (c-à-d. de l'Arabie saoudite moderne) étaient « étrangers ». Et lorsque le roi parlait du besoin de se prémunir contre toute intervention « étrangère » dans le Hidjâz, il faisait spécifiquement allusion au type d'interventions qui avaient permis d'expulser les wahhâbites du Hidjâz plus d'un siècle auparavant. En faisant référence à l'ensemble du monde de l'islam comme étant « l'étranger », le roi était à deux doigts de commettre un acte de koufr.

Le second point évoqué était bien sûr tout à fait admirable, à savoir une application non discriminatoire des injonctions de la Chari'ah. Mais le second point était incompatible avec le premier. Le monde musulman se voyait accorder le statut d'« étrangers » qui, naturellement, n'auraient pas droit à tous les privilèges accessibles aux Saoudo-wahhâbites. Les étrangers, par exemple, auraient besoin d'un visa pour entrer dans le Hidjâz même pour accomplir le Hajj. Les Saoudo-wahhâbites n'auraient pas besoin de visa puisqu'ils étaient citoyens de l'état d'Arabie saoudite en voie de création et que de ce fait le Hidjâz leur appartenait. Désormais, les musulmans non saoudiens pouvaient être emprisonnés s'ils prolongeaient leur séjour dans le Hidjâz après l'expiration de leurs visas, car ils étaient désormais des étrangers et le Hidjâz, qui était Dâr al-Islam, ne leur appartenait plus. Les Saoudo-wahhâbites pouvaient eux rester dans le Hidjâz aussi longtemps qu'il leur plaisait puisque dorénavant le Hidjâz leur appartenait.

11. Revue, Op. cit.

Le roi avait, en fait, démantelé Dâr al-Islam qu'avaient établi, dans le Hidjâz, le prophète lui-même (sallAllahou 'alayhi wa sallam) et ses compagnons, avait dépossédé le monde de l'islam de son centre vital, avait insulté les musulmans et ne devait pas être inquiété pour cet affront pendant, peut-être, près de cent ans.

De nombreuses années durant, les musulmans indiens avaient envoyé de l'argent au Hidjâz pour aider leurs frères hidjâzis dans leurs dépenses. Les gens de La Mecque étaient pauvres et n'avaient pas les moyens à la fois de subvenir à leurs besoins et d'offrir l'hospitalité à ceux qui visitaient la maison d'Allah. L'islam était une famille et ceux qui en avaient les moyens aidaient ceux qui étaient dans le besoin. Néanmoins, suite à la scandaleuse prise en otage par les Saoudo-wahhâbites de la terre appartenant à tous les musulmans, viendrait un jour où les musulmans indiens, pakistanais et bangladais seraient traités en esclaves sur cette terre même.

Le troisième point soulevé par le discours du roi était tout à fait incroyable. Sans le moindre doute possible, il s'agissait d'une affirmation manifeste de Bid'ah. Ni dans le Coran, ni dans la Sounnah du prophète, ni dans tout l'héritage islamique ne figure un quelconque concept de « neutralité » du Hidjâz. En fait, affirmer que le Hidjâz ne devait pas faire la guerre revenait à extirper le berceau même de l'islam du Djihâd, et était donc en contradiction évidente avec les commandements explicites du Coran. Là encore, le roi s'engageait sur le chemin du Koufr.

En ce qui concerne la requête du roi appelant tous les états islamiques indépendants à reconnaître la neutralité de son régime, c'était clairement là une tentative à peine déguisée de faire reconnaître par le monde de l'islam la légitimité du règne saoudo-wahhâbite sur le Hidjâz.

La conférence répondit au discours du roi en disposant librement mais intelligemment de la liberté que leur proposait le roi. Les représentants s'exprimèrent librement et franchement et, tel que le révèle l'examen du rapport retranscrivant la conférence, rien ne semble avoir été orchestré par le régime. D'ailleurs, à certaines occasions, les représentants du Hidjâz furent battus aux voix¹².

12. Par exemple, la conférence approuva le projet de construction de deux voies ferrées de Jeddah à La Mecque et de Yanbu à Médine malgré la forte opposition des représentants Hidjâzis « qui émirent des objections religieuses à la construction de voies ferrées

Dans l'ensemble, la conférence resta dans les limites qui lui avaient été imposées en ne se mêlant pas de politique internationale. La question du Califat en tant que telle ne fut jamais débattue. C'était une victoire majeure pour la nouvelle approche de l'unité musulmane. La conférence s'immisça cependant en politique en ratifiant une résolution¹³ exigeant que Ma'ân et 'Aqaba repassent sous contrôle Hidjâzi dans la mesure où l'annexion britannique de ces territoires à la Transjordanie (sous mandat britannique) avait bafoué ce que Rachîd Ridâ revendiqua être le commandement du prophète Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam) exigeant que la péninsule arabe reste libre de toute influence non islamique¹⁴.

dans un pays où la vie est tributaire du chameau. » Revue, Op. Cit. p. 193.

On eût été en droit d'espérer que les oulémas saoudiens formulent leurs objections au chemin de fer à cause du fait qu'il constituait un substitut qui supplanterait le mode de transport qu'Allah avait créé. Les autorités saoudiennes auraient alors pris conscience du danger que représentait la technologie moderne et auraient pris des dispositions pour préserver le mode de transport naturel parallèlement aux transports motorisés.

13. Texte de la résolution dans Revue, Op. Cit., pp. 207-208. L'Égypte, la Turquie et l'Afghanistan s'abstinrent lors du vote.

14. Selon Toynbee :

« [...] l'une des conséquences de la guerre de 1914-1918 fut d'éliminer les Turcs d'Arabie et d'étendre la sphère d'influence britannique à l'ensemble de la péninsule. » (*Survey*, Op. Cit., p. 272). « Mais il est très important de noter que dans ce succès unique et capital des Britanniques – dans lequel le commandement du prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) fut bafoué pour la première fois en mille trois cent ans – les Britanniques bénéficièrent de l'aide et de la complicité à la fois de Husseyn et d'Ibn Saoud. En effet, tous deux vendirent leurs services aux Britanniques. Les forces arabes d'Husseyn se battirent carrément aux côtés des Britanniques contre les Turcs. La bienveillante neutralité d'Ibn Saoud dans ce combat accentua les chances de succès des Britanniques. Quand en 1920 les Britanniques cessèrent leurs paiements mensuels, Husseyn avait reçu quelque six millions de livres sterling. Ibn Saoud, qui reçut du même gouvernement britannique la somme plus modeste de 350 000 livres sterling à raison de 5000 livres sterling par mois, justifia cela en expliquant d'une façon diabolique que c'était une jizyah (un impôt payé par un sujet non musulman résidant en territoire de Dâr al-Islam). » *Survey*, Op. Cit., p. 273. C'est la Grande-Bretagne (puissance mandataire en Transjordanie) qui annexa Maan et Aqaba à la Transjordanie en 1925. L'ex-roi Husseyn eut beau protester contre l'annexion, depuis son exil à Chypre, et Ibn Saoud eut beau pousser le Congrès Musulman Mondial à adopter une résolution contestant l'annexion, l'action britannique était clairement un fait accompli. Il est intéressant de souligner que si le commandement du prophète Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam) n'avait pas été enfreint par Husseyn et Ibn Saoud, égarés au point de soutenir les Britanniques dans leur tentative pour débarrasser la péninsule de l'influence ottomane, la Déclaration Balfour n'aurait pas pu être honorée ni l'état sioniste établi en Pa-

Quand Ibn Saoud lui-même invita la politique internationale au congrès en exposant sa politique pour le Hidjâz, le congrès débattit sur cette question très longuement puis fit la démonstration de sa sagesse, de son intégrité et de sa fidélité à l'islam authentique en refusant d'accorder au roi la légitimité qu'il cherchait. Le congrès décida de simplement « prendre bonne note » du discours du roi. Ce fut peut-être la seule et la plus importante décision prise par un corps représentatif de la oummah depuis l'abolition du califat ottoman.

La pilule fut particulièrement dure à avaler pour Ibn Saoud. Résultat : le congrès resta en sommeil pendant les vingt années suivantes et ne se réunit jamais plus à La Mecque où il avait pourtant été convenu qu'il se tiendrait annuellement au moment du pèlerinage.

Sur un autre sujet explosif, cependant, le congrès jugea prudent de céder aux desiderata de leur hôte. Ibn Saoud avait porté à l'attention du congrès, en sa qualité de chef d'état musulman, que bien que tous les musulmans étaient libres d'exercer leur culte en Terre Sainte selon les rites de leurs écoles de jurisprudence respectives, l'administration wahhâbite ne tolérerait aucun comportement allant à l'encontre de la Chari'ah. Cette question souleva l'un des débats les plus animés du congrès. Le cheikh al-Zawâhiri évita que cela ne dégénère en proposant un avant-projet de résolution fait de compromis qui se limitait à demander la liberté des rites mais sans entrer dans les questions controversées de la réhabilitation des tombes des compagnons du prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) qui avaient été détruites par les wahhâbites, *etc.*

Cet incident avait frappé les wahhâbites en plein cœur et bien qu'on ne le laissât pas se développer en crise – les congressistes faisant preuve de la plus grande prudence pour ne pas exercer une trop forte pression sur

Ibn Saoud – malgré tout les congressistes indiens partirent avec des sentiments amers. Cela explique en partie pourquoi le congrès ne se réunit plus à La Mecque comme cela avait été convenu.

Nous ne pouvons pas finir ce chapitre sans souligner que 'Abd al 'Azîz Ibn Saoud réussit finalement à obtenir la reconnaissance universelle du règne saoudien sur le Hidjâz qu'il recherchait. Tout ce qu'il eut à faire fut de proclamer l'établissement de l'état d'Arabie saoudite et d'instituer le prérequis légal d'un visa saoudien pour pouvoir entrer sur le territoire de cet état – même si c'était pour accomplir le Hajj.

[L'auteur se trouve quasiment seul à refuser de se soumettre à une telle Bid'ah, et il a donc mis de côté en dinars l'argent nécessaire à l'accomplissement de ce Hajj. S'il meurt avant que le règne saoudien sur le Hidjâz ne soit jeté au rebut de l'histoire, il prie pour que, le jour où [Ndt : on pourra dire] à nouveau « tu es libre dans cette cité [La Mecque] » (Coran, *al-Balad*, 90 : 2), quelqu'un accomplisse le Hajj pour lui. Amîn !]

Le chef des musulmans indiens, Maoulânâ Chaoukat Ali, joua un rôle prépondérant dans l'organisation de la troisième conférence islamique majeure, en 1931, après les deux conférences de 1926. Et il n'hésita pas le moins du monde à contourner La Mecque et à arrêter le choix de Jérusalem pour sa tenue.

Parmi les travaux les plus profitables du congrès de La Mecque figurent l'amélioration des conditions du Hajj, les transports (en particulier les voies ferrées du Hidjâz), les équipements de santé, l'accès à la nourriture et à l'eau, la lutte contre l'exploitation, *etc.* Ces problèmes affectaient les pèlerins chaque année et le congrès délibéra très longuement sur ces questions et adopta de nombreuses résolutions utiles.

lestine musulmane. Il est également intéressant de noter que si Aqaba était restée sous contrôle Hidjâzi, l'Arabie saoudite aurait été en première ligne dans l'actuel conflit au Moyen-Orient. L'Histoire révélera peut-être un jour que l'une des raisons de l'annexion britannique de Maan et Aqaba était de créer une zone tampon entre un berceau de l'islam instable et le foyer national juif en Palestine que prévoyait la déclaration Balfour. Il devrait être clair qu'une confrontation directe entre le Hidjâz (maintenant partie de l'Arabie saoudite) et le Foyer National Juif en Palestine (maintenant état d'Israël) aurait déchaîné des passions islamiques incontrôlables, un facteur qui constitue toujours la seule menace sérieuse à la survie de l'état sioniste.

CHAPITRE CINQUIÈME

LE VIEUX MONDE DE L'ISLAM DANS SA DERNIÈRE TENTATIVE DE REVIVISCENCE

Mais les juifs orthodoxes traditionnels de Jérusalem, qui vivaient et travaillaient bien à l'écart des sionistes, firent d'emblée bon accueil au congrès et ne lui souhaitèrent que du succès. Ils affirmaient que les juifs ne voulaient pas s'accaparer les Lieux Saints et qu'ils n'avaient aucun droit sur eux ; mais ils implorèrent le congrès de ne pas s'opposer à la vieille coutume juive de prier devant le Mur des Lamentations. Malheureusement, c'est exactement ce que fit le congrès !

LE CONGRÈS ISLAMIQUE GÉNÉRAL DE JÉRUSALEM. DÉCEMBRE 1931

Durant les cinq années qui suivirent les deux conférences de 1926, aucune autre action collective significative n'avait été entreprise par le monde de l'Islam en réponse à l'effondrement du califat et aux changements capitaux, provocants et dangereux qui faisaient alors rage dans ce monde. Le tout dernier soubresaut du moribond Dâr al-Islam eut lieu avec la tenue du Congrès Islamique Général à Jérusalem, en décembre 1931, sous l'impulsion d'une initiative indo-palestinienne¹. Il caressait en son sein le désir de rendre un semblant d'intégrité au vieil ordre tombant en ruine légué par le prophète Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam). Mais il ne parvint pas à réaliser quoi que ce soit. Comme les Congrès du Caire et de La Mecque, il semblait mort-né.

1. Il est faux d'affirmer (comme le fait maintenant le Congrès Musulman de Karachi) que la conférence islamique qui se réunit à Jérusalem en 1931 était la seconde édition du Congrès Musulman Mondial (la première ayant eu lieu à La Mecque en 1926). Tout d'abord, le Congrès de Jérusalem choisit un nom différent du « Congrès Musulman Mondial ». L'article premier du statut du congrès le désigne sous le nom de « Congrès Islamique Général » (al-Mou'tamar al-Islami al-'Âm). Deuxièmement, le congrès adopta un statut propre, différent du statut du Congrès Musulman Mondial.

Pour le Grand Mufti de Jérusalem, le Hajj Amîn al-Hussayni, les inquiétantes avancées du sionisme en Palestine musulmane entre 1926 et 1931 représentaient une menace pour l'islam. Nul ne pouvait parer à cette menace excepté le monde de l'islam unifié. Qu'il pût soutenir que la réunion d'une nouvelle conférence islamique dans une Jérusalem occupée par les Britanniques serait la réponse appropriée pour contrer cette menace donnait la pleine mesure de la simplicité, de la naïveté et de l'innocence de la pensée islamique contemporaine. Salahouddin Ayyoubi se retourna sans doute dans sa tombe. Il semblait que le monde des savants islamiques avait perdu de vue le lien fort que le Coran avait établi entre pouvoir, liberté et foi.

En août 1929, il y avait des émeutes entre musulmans et juifs à propos du Mur des Lamentations à Jérusalem. La SDN (Société des Nations) envoya une commission pour enquêter sur le sujet et les conclusions de la commission furent que les musulmans possédaient les droits de propriété sur le Mur des Lamentations mais que les juifs possédaient les droits de prier devant lui. Ce rapport ne plut ni aux musulmans ni aux juifs et on put dire qu'il mena indirectement à la convocation d'une conférence islamique.

Début 1931, à l'occasion de l'enterrement dans les environs du Haram al-Charîf, à Jérusalem, du leader musulman indien Maoulânâ Mohammad Ali Jawhar², un accord fut trouvé entre son frère, Maoulânâ Chaoukat Ali, et le Hajj Amîn al-Hussayni sur la nécessité d'organiser une conférence. Quelques mois plus tard, en juin 1931, le rapport de la commission sur le Mur des Lamentations fut rendu public, et le Conseil Musulman Suprême de Palestine lança alors son appel public pour la tenue de la conférence.

L'annonce formelle de l'accord pour la convocation de la conférence et l'arrêt de sa date fut faite le 4 septembre 1931 par Maoulânâ Chaoukat Ali, dans une allocution après la prière de la mi-journée à la mosquée al-Aqsa, à Jérusalem. Force était de constater que les musulmans indiens avaient

2. Mohammad Ali Jawhar mourut en fait à Londres où il participait à la Conférence de la Table Ronde sur l'Inde. Les Palestiniens intervinrent pour qu'il soit enterré dans le Haram al-Charîf en partie par reconnaissance pour sa grandeur et en partie pour s'attirer un plus grand soutien indien dans la lutte contre le sionisme et la puissance mandataire britannique.

désormais atteint une position d'une importance unique et extraordinaire à la tête du monde musulman.

LA DATE ET LE LIEU

Le Congrès Islamique Général se réunit à Jérusalem du 6 au 16 décembre 1931. Cela correspond au 27 Rajab-7 Cha'bân dans le calendrier islamique. Notons en passant que la référence au calendrier islamique est lourde de sens, de même que le choix de la Mosquée al-Aqsa pour lieu de la séance inaugurale du congrès le 27 Rajab³.

Cependant, alors que le Congrès du Califat avait eu lieu dans une Égypte théoriquement indépendante qui se trouvait dans la sphère d'influence britannique, alors que le Congrès Musulman Mondial s'était tenu dans un Hidjâz théoriquement indépendant qui était également sous forte influence britannique, le Congrès Islamique d'al-Aqsa devait avoir lieu sur un territoire qui était sous mandat britannique direct. Jérusalem n'avait pas ne serait-ce qu'une feuille de vigne pour cacher son statut de territoire occupé. Certains auraient même soutenu qu'un territoire occupé de la sorte avait le statut de Dâr al-Harb !

Cela a vraiment dû être un spectacle des plus extraordinaires que ce monde de l'islam réuni en Congrès Islamique Mondial en plein territoires

3. Il existe un lien important entre le 27 Rajab, la Mosquée al-Aqsa et le Mur des Lamentations, un lien qui suscite de très puissantes émotions dans le monde musulman. L'explication est la suivante : le dix-septième chapitre du Coran, intitulé Sourate *al-Isra*, commence avec un verset qui fait référence au miraculeux voyage nocturne du prophète Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam) de Masjid al-Harâm (la mosquée sacrée, à La Mecque) à Masjid al-Aqsa (la mosquée lointaine, à Jérusalem) dont les alentours, d'après le verset, ont été bénis par Allah le Plus-Haut. Allah lui fit entreprendre ce voyage afin de lui montrer certains de Ses « Signes ».

La littérature des ahadith affirme qu'à son arrivée à la Mosquée al-Aqsa, il dirigea une prière congrégationnelle à laquelle participèrent tous les prophètes. Il fut ensuite transporté dans les cieux et fut honoré de l'expérience d'être en la présence spéciale d'Allah. Le Mur des Lamentations ou Mur Occidental fait partie du Haram al-Charîf qui abrite Masjid al-Aqsa ainsi que le lieu d'où le voyage céleste du prophète débuta. Il est communément admis que ce voyage eut lieu le 27 Rajab. (*Michkat al-Massabih*, traduction anglaise par James Robson, Lahore, Ch. Mohammad Achraf, 1975, vol. 2, Ch. 23, Livre 26, pp. 1264-1270).

occupés et cherchant à renouer avec la Chari'ah dans sa dimension de Loi Publique. À cet égard, le Congrès Islamique Général de Jérusalem était unique et sans précédent dans toute l'histoire de l'islam. En fait, cela révélait l'état pathétique auquel le monde musulman avait été réduit. Le gouvernement britannique fut sûrement des plus surpris par la tournure que prenaient les choses. Pour les Britanniques, le monde islamique s'apprêtait à faire la démonstration publique de son impuissance. C'est avec jubilation que le gouvernement britannique s'en tint à avertir le Hajj Amîn al-Hussayni – via son Haut-Commissaire – que le gouvernement n'autoriserait pas la réunion d'un congrès où des questions affectant les affaires intérieures et extérieures des puissances alliées pourraient être soulevées⁴.

La presse sioniste, pour sa part, réagit avec beaucoup d'appréhension à l'appel pour le congrès, accusant le gouvernement britannique d'autoriser le congrès parce qu'« il tenait vraiment à cette conférence, voire qu'il l'avait provoquée afin de donner satisfaction aux musulmans de Palestine et d'Inde et de contrecarrer le mouvement sioniste⁵. »

Il fallait aussi prendre en considération le sentiment très fort, exprimé par beaucoup, que le congrès tenterait de rétablir Abdoul Majîd comme calife siégeant à Jérusalem. Une telle manœuvre pouvait avoir un effet déstabilisant pour le régime d'Angora (l'actuelle Ankara) et un calife à Jérusalem, soumis à l'autorité de la couronne britannique, aurait été bien accueilli par la Grande-Bretagne qui aurait pu l'exploiter à son plus grand avantage⁶. Par exemple, elle aurait fait de l'islam le sujet de moqueries du reste du monde. [Plus de 80 ans plus tard, un autre Printemps arabe menace de restaurer précisément un tel simulacre de califat.]

4. Gibb, H.A.R., « La Conférence Islamique de Jérusalem de décembre 1931 ». *Survey of International Affairs*, Londres, Imprimerie de l'Université d'Oxford, 1935, p. 103.

5. Nielsen, A. Nielsen, « La Conférence Islamique à Jérusalem ». *Le Monde Musulman*, octobre 1932, vol. 22 p. 348.

6. Le roi Fouad d'Égypte, en particulier, était si alarmé par les rumeurs selon lesquelles la question du Califat serait abordée et un calife proclamé que le Grand Mufti dut se rendre au Caire en personne et donner l'assurance aussi bien verbale qu'écrite que cette question ne serait pas évoquée. Pour Maoulânâ Chaoukat Ali, par contre, il n'y avait aucun débat sur le Califat puisqu'il continuait à reconnaître Abdoul Majîd comme calife. (Arnold T., Op. Cit. pp. 241-244).

LES CONGRESSISTES

Le congrès eut lieu dans une atmosphère relativement dégagée de toute contrainte, et, mise à part l'expulsion de l'Égyptien Abd al-Rahmân 'Az-zam, pour ses critiques sévères à l'encontre de la politique italienne en Libye, les autorités britanniques en Palestine n'interférèrent d'aucune façon avec le congrès, pas plus qu'elles ne mirent de restrictions pour y assister.

Les représentants envoyés au congrès vinrent de Perse (certains oulémas chiïtes), d'Inde (parmi les congressistes indiens se trouvait le grand érudit et penseur musulman, le Dr. Mohammad Iqbâl), de Yougoslavie, du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, de Libye, de Syrie et du Nigéria. Bien que le gouvernement égyptien décidât finalement de ne pas envoyer de délégation officielle, des représentants égyptiens étaient présents pour soutenir le roi. Ils durent faire face à une délégation représentant le parti Wafd d'Égypte. De nombreux autres mouvements islamiques égyptiens étaient également représentés.

Les gouvernements d'Iraq et de Transjordanie envoyèrent des délégations officielles. Le monarque saoudien, 'Abd al 'Azîz Ibn Saoud, hésita quant à l'attitude à adopter vis-à-vis du congrès et envoya finalement – et intelligemment – un représentant qui ne parvint pas à se rendre à Jérusalem à temps pour y participer. La Turquie et l'Afghanistan déclinerent l'invitation à participer au congrès. Donc, en comparaison avec celui de La Mecque de juillet 1926, il y avait une chute vertigineuse dans le taux de participation des délégations gouvernementales officielles au Congrès de Jérusalem.

LES TRAVAUX DU CONGRÈS

Après l'inauguration officielle du congrès dans la mosquée al-Aqsa après la prière du coucher du soleil le 6 décembre (27 Rajab)⁷, huit comités furent constitués pour étudier et fournir des rapports sur les thèmes suivants :

7. Dans le système islamique, le jour commence au coucher du soleil et se termine au coucher du soleil suivant. Ainsi le 27 Rajab (ou laylatoul Mi'raj) ne débuta pas avant le coucher du soleil du 6 décembre.

- Les statuts du congrès,
- La publicité et les publications du congrès,
- Finances et organisation,
- Culture musulmane et proposition d'Université Islamique d'al-Aqsa,
- La voie ferrée du Hidjâz,
- Les Lieux Saints et le Mur des Lamentations,
- Propagande et guidance islamiques,
- Propositions soumises au congrès.

Comme le Congrès de La Mecque de 1926, le Congrès de Jérusalem adopta un statut, une charte. Les statuts de La Mecque prévoyaient des réunions annuelles à La Mecque. Les statuts de Jérusalem prévoyaient des rencontres biennales à Jérusalem. Un petit secrétariat fut également mis en place à Jérusalem (il en avait été fait de même à La Mecque). Le secrétariat de Jérusalem poursuivit ses activités pendant quelques années mais le congrès lui-même ne se réunit jamais plus⁸.

Le congrès décida qu'une Université Islamique devrait être construite à Jérusalem. La décision fut prise, malgré l'immense jalousie qu'elle suscita à l'université Al-Azhar qui ne voyait pas d'un bon œil la création d'une concurrente à son statut unique dans le monde de l'enseignement islamique⁹.

Mais le sujet le plus important qui mobilisa l'attention du congrès était, sans nul doute, la menace sioniste en Palestine. L'attitude et l'approche de la conférence vis-à-vis de ce sujet explosif furent remarquables par leur ouverture d'esprit et leur objectivité. Le président de l'agence juive, M. Sokolow, fut invité à assister au congrès dans le but d'expliquer le point de vue sioniste. L'invitation, transmise par Chaoukat Ali, fut déclinée. Et dans la presse sioniste, le sionisme militant moqua et ridiculisa le Congrès¹⁰.

8. Gibb, H. A. R. Gibb, *Op. Cit.*, p. 105. Le Congrès de Jérusalem fut ressuscité en 1953 et trois conférences eurent lieu en 1953, 1956 et 1960. Il ne s'est jamais plus réuni depuis 1960. Cela s'explique en partie par le fait que le Président du Congrès de Jérusalem, le Hajj Amin al-Hussayni, devint également Président d'un Congrès Musulman Mondial ressuscité. Il préféra travailler avec ce dernier qui appréciait le soutien politique du gouvernement pakistanais et le soutien financier du gouvernement saoudien.

9. Gibb, *Op. Cit.*, p. 102.

10. Nielsen, *Op. cit.*, p. 353.

Il existait une autre branche de sionistes, plus pacifique que le premier groupe, qui avait fondé l'université hébraïque. Ces sionistes parlaient avec plus de dignité du congrès même s'ils critiquaient, eux aussi, la Grande-Bretagne avec autant de véhémence que les autres sionistes pour avoir autorisé le congrès à débattre de la politique britannique en Palestine¹¹.

Mais les juifs orthodoxes traditionnels de Jérusalem, qui vivaient et travaillaient bien à l'écart des sionistes, firent d'emblée bon accueil au congrès et ne lui souhaitèrent que du succès. Ils affirmaient que les juifs ne voulaient pas s'accaparer les Lieux Saints et qu'ils n'avaient aucun droit sur eux ; mais ils implorèrent le congrès de ne pas s'opposer à la vieille coutume juive de prier devant le Mur des Lamentations¹².

Malheureusement, c'est exactement ce que fit le congrès ! Il rejeta le rapport de la commission de la Ligue des Nations sur le Mur des Lamentations qui confirmait la propriété musulmane du Mur des Lamentations mais maintenait le droit des juifs de prier devant¹³. Ce faisant, le congrès s'aliéna les juifs orthodoxes et les affaiblit dans leur lutte contre les sionistes¹⁴.

Le congrès protesta auprès de la Ligue des Nations contre l'empiètement sur ses droits et rappela à la Ligue le soutien fourni par les Arabes aux Alliés durant la première Guerre Mondiale. Personne parmi les présents ne semblait réaliser qu'un tel soutien à la Grande-Bretagne, la France et leurs alliés pendant la première Guerre Mondiale constituait une violation du commandement d'Allah dans le Coran.

Le congrès rappela qu'être « sous mandat » ne signifiait pas assujettir les Arabes et usurper leurs droits. Le congrès ne rejetait pas le principe d'immigration juive vers la Palestine et l'acquisition de terres et de propriétés. Implicitement, le congrès reconnaissait donc aux juifs le droit d'entrer et de vivre en Palestine et d'y être propriétaire. Néanmoins, dans le contexte du plan sioniste de fondation d'un Foyer National Juif en Palestine, le

11. *Ibid.*

12. Nielsen, *Op. cit.*, p. 353.

13. Texte complet du rapport annexé à la Palestine (le Mur des Lamentations ou Mur Occidental), Décret du Conseil de 1931 dans Annexes 1 et 2. Voir Règles statutaires et décrets pour 1931. H M Stationery Office, Londres, 1932, pp. 462-466.

14. Cette attitude se vérifia plus concrètement encore durant la période 1948-1967 lorsque Jérusalem Est était sous contrôle jordanien.

congrès réagit en proposant l'établissement d'une Banque Agricole qui apporterait un soutien financier aux paysans et agriculteurs afin de renforcer la résistance aux efforts sionistes pour acheter leurs terres.

La réaction du congrès à la menace sioniste peut sembler avoir été modérée. Cela contrastait nettement avec la réaction nationaliste Arabe. En fait, le congrès résista à la pression des nationalistes Arabes désirant adopter une position plus militante. Les nationalistes Arabes se réunirent entre eux pendant le congrès et élaborèrent une « Alliance Arabe » qui était une réponse prévisible au nationalisme juif¹⁵ ; ils étaient en fait le pendant l'un de l'autre¹⁶.

Le congrès ne parvint pas cependant à percevoir que la réponse religieuse islamique aurait dû inclure une stratégie active visant à bâtir un front religieux commun avec ces juifs qui s'opposaient au sionisme et qui étaient amicaux envers les musulmans¹⁷. Le Coran n'interdisait d'entretenir des relations d'amitié et d'alliance qu'avec ces juifs et ces chrétiens qui étaient alliés les uns des autres. Il n'interdisait pas l'amitié et l'alliance avec les autres juifs et chrétiens¹⁸.

15. « Les terres arabes sont un tout, complet et indivisible, et les divisions de quelque nature qu'elles soient dont elles ont fait l'objet ne sont ni approuvées ni reconnues par la Nation Arabe. » Gibb, Op. Cit., notes de bas de page 107.

16. Cf. Emile Marmorstein : « L'Opposition religieuse au nationalisme au Moyen-Orient. » *Affaires internationales*, juillet 1952, pp. 344-357.

17. Le Professeur et érudit Jacob de Haan faisait partie des juifs orthodoxes. Il fut tué par les sionistes à cause de sa dénonciation virulente du sionisme. Dans une importante interview au début des années vingt il expliquait son point de vue comme suit : « Pensez-vous que l'histoire n'est rien d'autre qu'une série d'accidents ? Pas moi... Les sionistes souffrent de la même cécité spirituelle qui a causé notre chute. Deux mille ans d'exil et de malheur juifs ne leur ont rien appris. Au lieu de tenter de comprendre les raisons profondes de notre malheur, ils essayent de le contourner, sans y toucher, en construisant un « Foyer national » sur des bases fournies par les puissances politiques occidentales. Et par ce processus de création de « Foyer national » ils commettent le crime de priver un autre peuple de leur foyer. » Mohammad Assad, *Chemin vers La Mecque*, pp. 98-99.

18. **أَوْلِيَاءَ بَعْضٌ وَمَنْ يَتَوَلَّهُمْ مِنكُمْ فَإِنَّهُ مِنَّهُمْ إِنَّ اللَّهَ لَا يَهْدِي الْقَوْمَ الظَّالِمِينَ**
« Ô vous qui croyez, ne prenez pas pour amis et alliés (ces) juifs(-là) et (ces) chrétiens(-là) qui sont (eux-mêmes) amis et alliés les uns des autres. Et quiconque parmi vous se tourne vers eux en vue d'une amitié ou d'une alliance est l'un d'entre eux (et non plus de la communauté musulmane). Certes, Allah ne guide pas les gens injustes. » (Coran, *al-Mâ'idah*, 5 : 51).

Ce qui était particulièrement décevant de la part du congrès, siégeant pourtant dans la ville Sainte de Jérusalem même, était son incapacité à appréhender de façon réaliste la situation objectivement très sombre à laquelle était alors confronté le monde de l'islam, et à formuler avec courage et créativité une stratégie à long terme intelligente et cohérente pour rendre son pouvoir à la oumma.

Au beau milieu des discussions politiques animées et surchauffées du congrès, une voix se distingua comme la voix de l'homme d'état et du sage. Le Dr. Mohammad Iqbâl eut la clairvoyance d'avertir que les pires dangers auxquels l'islam était en proie n'étaient pas les desseins malfaisants du sionisme, l'avidité des puissances impériales, *etc.*, mais plutôt le matérialisme athéiste et le patriotisme territorial. Tant qu'aucune résistance ne leur serait opposée, la décadence s'installerait en islam¹⁹.

Mais, s'il est vrai qu'Iqbâl eut la vision des grands dangers philosophiques – comme le matérialisme – se profilant à l'horizon de la civilisation islamique, il semblerait qu'il fut pourtant incapable de reformuler théoriquement l'Ordre Public Islamique (ou Dâr al-Islam) et la conception de l'ordre international selon l'islam puis de l'exprimer de façon à faire la démonstration convaincante de sa supériorité sur le challenger laïc qui le défiait alors. En vérité, le fait est que Iqbâl ne savait pas quelles démarches entreprendre en 1931 pour rendre son pouvoir à la oumma ! Il était profondément égaré dans sa compréhension de l'eschatologie islamique et, par conséquent, ne pouvait pas pénétrer la réalité à laquelle la oumma était confrontée suite à l'abolition du califat islamique. [cf. ma publication intitulée « Iqbâl et le moment de vérité du Pakistan »].

LES ACTIVITÉS POST-CONGRÈS

Le congrès élit un Comité Exécutif²⁰ qui fonctionna avec zèle pendant un an. Des ramifications de l'organisation furent constituées dans divers pays et les représentants de ces branches se rencontrèrent à Jérusalem en

19. *Le Proche-Orient et l'Inde*. 24 décembre 1931. p. 687.

20. Chaoukat Ali était mécontent de la composition du Comité et il refusa d'y prendre part. Le Hajj Amîn avait usé de sa majorité pour exclure des opposants parmi lesquels se trouvaient des hommes de valeur.

août 1932 pour discuter des moyens à mettre en œuvre pour la collecte des fonds. En 1933, Amîn al-Hussayni et Altabah Pacha partirent en tournée en Iraq et en Inde afin de collecter des fonds. Ils n'y parvinrent pas, aussi ni l'Université ni la Banque Agricole (pour aider les paysans) ne virent-elles le jour.

La deuxième réunion du congrès qui, d'après les statuts, devait se tenir en novembre 1933 n'eut pas lieu. Mis à part un soudain sursaut d'activité du Comité Exécutif dans une « médiation de conflit » en 1934²¹ et une renaissance de courte durée dans les années cinquante, le Congrès Islamique Général de Jérusalem mourut également de mort naturelle.

Le Secrétariat établi par le Congrès en 1931 continua à fonctionner à Jérusalem jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale. Il ne put cependant survivre à l'adversité des circonstances en temps de guerre et à la confrontation directe entre le Hajj Amîn et les Britanniques. Le Hajj Amîn s'enfuit en Égypte au début de la guerre.

Le Congrès Islamique Général de Jérusalem de 1931 échoua pour les mêmes raisons que le Congrès du Califat et le Congrès Musulman Mondial de 1926. Il fut dans l'incapacité d'exprimer théoriquement par quel moyen extraire le monde de l'islam du borbier dans lequel il était tombé. Il fut intellectuellement incapable de réagir au défi posé par la laïcité politique d'une civilisation occidentale arrogante et sûre d'elle qui imposait à un monde musulman en pleine stagnation intellectuelle un système d'états-nations laïcs qui supplanterait Dâr al-Islam du Prophète.

Avec la disparition du califat, on assista à la fin d'un système d'organisation politique, propre à la oumma, qui reconnaissait la suprématie de l'islam dans la vie publique. L'émergence de l'état-nation saoudo-wahlâbite laïc dans le berceau même de l'islam signifiait que ce dernier était sur le point d'être laïcisé. L'islam se cantonnerait désormais à un sujet relevant de la vie privée, et seule une application cosmétique de la Chari'ah serait donc possible. Les Tabligh Djamaat apolitiques et les salafistes saoudiens pro-régimes tenteraient désormais de combler le vide. Et la traduction du Coran « politiquement correcte » de 'Abdoullah Youssouf 'Ali serait popu-

21. Le Comité Exécutif assura avec succès un rôle de médiateur pendant une guerre de sept semaines entre l'Arabie saoudite et le Yémen. Un traité fut finalement signé qui mit fin à la guerre.

larisée au sein d'une génération sans méfiance de musulmans toujours plus ignorants de la conception islamique de l'état et de l'ordre international²².

22. 'Abdoullah Youssouf 'Ali était un génie de littérature et de langue anglaises. Sa traduction du Coran en anglais fut largement basée sur la reproduction en anglais de l'œuvre littéraire formidable des savants exégètes de langue ourdoue. Mais il était fort naïf dans sa compréhension de la guidance politique et économique issue du Coran. Sa loyauté suprême et sans faille au gouvernement britannique le conduisit à un état d'esprit qui le rendit incapable de saisir le fait élémentaire qu'Allah avait envoyé la religion parachevée de l'islam pour être suprême à la fois dans la vie privée et dans la vie publique. Il ne sut pas reconnaître non plus l'intérêt bancaire comme du Ribâ. Voir l'excellente biographie de 'Abdoullah Youssouf 'Ali par M. A. Charif intitulée « En quête de réconfort » [Ndt : titre original : « Searching for Solace »]. *Islamic Book Trust*. Kuala Lumpur. 1994.

CONCLUSION

La destruction de l'État Khilâfah unitaire de l'islam et son remplacement par un assortiment fragmenté d'États laïcs contrôlés par l'Organisation des Nations Unies – qui est une création sioniste – a été l'aboutissement d'une conspiration diabolique ourdie par le Dajjâl et échafaudée par les Britanniques et les juifs sionistes. Les Saoudo-wahhâbites ont agi en complices volontaires de ce crime contre la oummah.

Le califat symbolisait un système d'organisation politique (à savoir Dâr al-Islam) qui reconnaissait la suprématie de l'islam dans la vie publique et dans les relations internationales du monde musulman.

L'apparition des états-nations de Turquie et d'Arabie saoudite, au siège du califat et dans le berceau même de l'islam, ouvrit la voie à la laïcisation du système d'organisation politique du monde musulman. Et puisque le monde de l'islam serait désormais représenté des gouvernements d'états-nations laïcs à l'intérieur du monde musulman, il fallait s'attendre à ce que l'islam ne soit plus suprême dans la vie publique ou dans les relations internationales du monde musulman. Pour tout ce qui relevait de la vie publique dans le monde musulman, Allah ne serait plus Akbar !

Avant même la naissance du Pakistan en 1947, la teinture saoudienne avait déjà pris et l'État Califat musulman était définitivement relégué aux musées d'histoire. Aucun homme d'état, aucun politicien, aucun parti politique ni intellectuel Pakistanais actuel ne pourrait espérer survivre dans la vie politique de la prétendue république islamique s'il devait se lancer dans un combat « ridicule » pour la restauration de l'État Khilâfah.

Aucun musulman ne peut lire ces lignes sans ressentir un sentiment de profonde colère à l'égard de ceux qui ont trahi Allah et le Prophète ! En fait, on peut jauger la qualité de la foi (Imân) d'un musulman à la façon dont il réagit à cette situation pathétique. La destruction de l'État Khilâfah unitaire de l'islam et son remplacement par un assortiment fragmenté d'états laïcs contrôlés par l'Organisation des Nations Unies – qui est une création sioniste – a été l'aboutissement d'une conspiration diabolique ourdie par le Dajjâl et échafaudée par les Britanniques et les juifs

sionistes. Les Saoudo-wahhâbites ont agi en complices volontaires de ce crime contre la oummah.

Le monde musulman est aujourd'hui sans pouvoir. Notre conclusion est que l'institution du califat, qui fait partie de Dâr al-Islam, est indispensable à la restauration du pouvoir. Sans pouvoir, il y aura bien d'autres Bosnie, Kashmir, Algérie, Tchétchénie, Palestine, *etc.* Le seul moyen de changer ce constat déplorable est le rétablissement de la suprématie de l'islam dans la vie publique des musulmans et dans les relations internationales du monde musulman. Cela requiert la restauration de Dâr al-Islam et du califat. Nous devons donc réaffirmer clairement les dispositions de l'Ordre Public Islamique (Dâr al-Islam) et la conception de l'islam d'un Ordre International (Pax Islamica), et démontrer leur claire supériorité sur leurs concurrents laïcs nés de la civilisation occidentale.

Nous devons également reconnaître, comme l'a clairement montré ce livre, qu'il est – et qu'il restera – impossible de restaurer le califat tant que le Hidjâz demeurera sous le contrôle de l'alliance saoudo-wahhâbite. Le pouvoir ne peut pas être rétabli sans la libération des Haramayn et du Hajj de la mainmise de ceux qui ont participé à la destruction du califat.

La libération des Haramayn et du Hajj sera facilitée lorsque l'alliance saoudo-wahhâbite se disloquera. Il existe des signes indiquant que l'alliance est d'ores et déjà soumise à une forte pression et qu'elle peut s'effondrer. Il y a de nombreux oulémas saoudiens qui sont maintenant en prison ou assignés à résidence. L'événement le plus susceptible de disloquer l'alliance serait la « reconnaissance » saoudienne de l'état juif d'Israël – d'où l'importance de notre livre intitulé : « La Religion d'Abraham et l'état d'Israël à la lumière du Coran », dans lequel nous analysons, d'un point de vue strictement religieux et islamique, les implications pour les musulmans de la « reconnaissance » de l'état sioniste d'Israël.

Ceux qui consacrent leur vie à une lutte sincère pour la restauration de l'État Khilâfah de l'islam se distinguent aisément par leur attitude politique. Ils n'apportent pas leur soutien, ni ne signalent leur appartenance aux actuels états membres des Nations Unies qui ont remplacé l'État Khilâfah, en livrant des batailles électorales ou en votant dans les élections de cet état.

Voter lors d'élections dans des états musulmans membres des Nations Unies est un acte qui légitime le modèle d'état de Dajjâl et qui implique l'abandon de l'État Khilâfah. Aussi, faut-il reconnaître les partis politiques prétendument islamiques qui font campagne pour de telles élections, comme Ikhwân al-Mouslimoûn en Égypte, et les savants de l'islam qui président et dirigent ces partis prétendument islamiques comme profondément égarés.

Fin

ANNEXE I

MÉMOIRES DE TALAAT PASHA (1874-1921)
PUBLIÉES EN 1921 À TITRE POSTHUME

« Après les désastres de la Turquie de 1913, elle se retrouvait sans amie parmi les nations européennes.

La Russie débuta alors une série d'exactions, et la Grande-Bretagne nous abandonna à la Russie. Dans cette situation désespérée, l'Allemagne seule nous apporta son soutien, et nous permit grâce à sa protection d'élu-der ou du moins de reporter les exigences russes.

Ces bonnes dispositions de la part de l'Allemagne nous encouragèrent à suggérer à l'ambassadeur allemand à la Porte (c'est-à-dire Constantinople) que nous pourrions conclure une alliance permanente avec l'Allemagne. Mais bien que l'ambassadeur semblât des plus favorable à cela, ce n'était pas le cas du gouvernement de Berlin. Il répondit en effet que la Turquie était trop faible et qu'une alliance à ce moment se ferait au détriment des deux gouvernements.

Cela, en fait, explique notre échec à trouver un allié où que ce soit ailleurs. Les puissances européennes ne voulaient que des alliés puissants, qui pouvaient aider plutôt que d'être des fardeaux.

En juin 1914, cependant, nous fûmes surpris d'un rapprochement du gouvernement allemand qui suggérait de reconsidérer le projet d'alliance. Nous trouvant tout aussi tristement isolés qu'auparavant, il ne semblait y avoir aucune raison de refuser cette proposition.

Les termes de l'alliance furent débattus au cours d'une série de rencontres avec l'ambassadeur allemand, et un accord fut facilement trouvé. Un document préliminaire fut ensuite préparé et signé, soulignant les points principaux de l'alliance qui étaient à la fois militaires et politiques.

Juste après s'ensuivit la série d'événements qui culmina avec la Guerre Mondiale. Nous réalisâmes que le revirement dans l'attitude de l'Allemagne à notre égard devait être dû à son anticipation de cette guerre à

venir ; mais nous pensions malgré tout que l'alliance pouvait nous être bénéfique. Aucune puissance européenne ne nous aurait accueillis sans attendre quelque retour de valeur.

Pendant les tout premiers mois de la guerre, notre position était très difficile. En pratique, nous étions déjà alliés à l'Allemagne, et chaque jour, les ambassadeurs allemand et autrichien venaient me presser d'entrer immédiatement en guerre. Il eut été facile de me dérober en soulignant que l'Italie ne les avait pas rejoints bien qu'étant membre de leur alliance, ou en montrant qu'en envahissant la Belgique, l'Allemagne elle-même avait ignoré sa propre signature d'une alliance.

Mais nous n'étions pas disposés à nous défaire d'un partenariat que nous avions si anxieusement espéré et qui avait tant de valeur pour nous. Nous dûmes donc aux Teutons que nous serions heureux de les rejoindre dès que possible mais que de le faire alors que la Bulgarie restait indécise serait aussi dangereux pour eux que pour nous.

Constantinople n'était en rien protégée contre l'armée bulgare. Comme les Bulgares détestaient les Serbes, l'Allemagne devait pouvoir convaincre la Bulgarie de rejoindre notre alliance. Alors, et alors seulement, la Turquie pourrait-elle honorer son engagement de se battre pour soutenir l'Allemagne.

Cette réponse logique nous permit de repousser notre entrée dans la guerre. Nous attendîmes donc de voir quelle tournure prendraient les événements. L'Allemagne nous poussa ensuite à engager nos propres négociations avec la Bulgarie; et comme nous ne pouvions pas vraiment refuser, Halil Bey et moi-même nous rendîmes en personne à Sofia.

Là-bas, à l'issue de nombreuses conférences avec les dirigeants bulgares, nous réalîsâmes qu'ils n'osaient pas agir par peur de la Roumanie. Si la Roumanie rejoignait la Russie, leurs armées conjointes pouvaient écraser d'un coup la Bulgarie ; aussi cette dernière ne put-elle rien nous promettre tant que nous ne pouvions pas lui garantir qu'elle serait prémunie contre une attaque roumaine. C'est pour cela que nous quittâmes Sofia pour Bucarest.

Là-bas, nous acquîmes la conviction, après de nombreuses conférences, que la Roumanie était réellement déterminée à rester strictement neutre. Radoslavoff, le Premier Ministre bulgare nous demanda d'obtenir

une promesse écrite de cette neutralité ; mais Bratianu, le Premier Ministre roumain, s'y refusa. Il dit qu'un tel contrat écrit serait « non neutre », mais qu'il pouvait m'assurer oralement que même si la Bulgarie attaquait la Serbie, la Roumanie continuerait d'être neutre.

Radoslavoff considérait cette promesse estimable mais insuffisante. Et c'est donc bredouilles que nous retournâmes à Constantinople.

Je ne sais pas à quel point les hommes d'État des pays Alliés étaient au courant de nos démarches à Sofia et Bucarest; toujours est-il qu'après cette expédition, les affaires à Constantinople repartirent à la dérive, aussi confusément qu'avant. Les Allemands et les Autrichiens tentaient toutes les ruses pour nous faire entrer dans la guerre, et les Alliés essayaient d'éviter toute querelle.

Nous ne cherchions que du répit, ce qui devenait de plus en plus difficile. Les marins allemands dans la ville étaient très durs à contrôler ; et le nombre d'officiels allemands croissait chaque jour. L'influence allemande ne cessait de se renforcer.

C'est alors qu'eut lieu l'affaire de la Mer Noire. Notre amiral allemand, Souchon, prit délibérément nos meilleurs bateaux turcs [le Goeben et les autres] et bombardra la flotte russe et certaines des villes russes. On supposait généralement que nous avions sanctionné cela ; durant la guerre, je laissais planer le doute, plutôt que de me quereller avec les Allemands.

Maintenant que je ne suis plus à la tête des affaires, je veux que tout le monde sache, sans ambiguïté, que notre Ministère ne savait rien de l'attaque envisagée. Ni moi, ni aucun autre officiel ne l'autorisa. Au contraire, nous en fûmes très contrariés. Tous les membres du Cabinet étaient très en colère ; nous tîmes une réunion de crise, et plusieurs d'entre eux démissionnèrent en signe de protestation. Le restant d'entre nous se mit d'accord pour tenter d'arrondir les angles.

L'ambassadeur russe nous fit immédiatement part d'une vigoureuse protestation. Les représentants français et britannique en firent de même. Ces deux derniers, cependant, espéraient encore la paix, et nous suggérèrent de prouver notre innocence en révoquant l'amiral et les marins allemands et en s'en tenant à la plus stricte neutralité.

Nous ne pouvions plus faire durer cette situation absurde. Satisfaire les Alliés en destituant l'amiral Souchon aurait signifié la perte de notre

alliance allemande pour toujours. Nous tînmes une autre réunion de Cabinet fébrile, la réunion importante au cours de laquelle la guerre fut décidée.

Ma position personnelle était – bien que très énervé par l'affaire de la Mer Noire – que je continuais néanmoins de croire qu'il nous fallait rejoindre l'Allemagne. Les Alliés ne pouvaient rien nous apporter si ce n'est le renouvellement de promesses, si souvent non tenues, que notre territoire actuel serait préservé. Aussi n'y avait-il rien à gagner à les rejoindre.

En outre, si nous refusions d'aider nos alliés allemands au moment où ils en avaient besoin, ils refuseraient naturellement de nous aider s'ils étaient victorieux. Si nous demeurions neutres, le camp qui l'emporterait, quel qu'il soit, punirait sûrement la Turquie pour ne pas l'avoir rejoint, et satisferait ses ambitions territoriales à nos dépens.

En tant que dirigeant de mon pays, je ne pouvais certainement pas le mettre dans une position si désespérée. Je préférerais donc me battre aux côtés de l'Allemagne. Le moment de notre entrée en guerre est d'une moindre importance, même si j'aurais préféré attendre un moment plus propice.

Pendant nos discussions de Cabinet, des nouvelles nous parvinrent d'un rassemblement accru de troupes russes à notre frontière avec le Caucase. L'antagonisme entre les deux armées y était déjà profond. Je conseillais donc d'accepter l'affaire de la Mer Noire comme de notre fait en faisant aussi bonne figure que possible et de déclarer la guerre aux Alliés.

Une majorité du Cabinet restant me soutint, et les conditions proposées par les ambassadeurs français et britannique furent refusées. La Turquie rejoignit ouvertement la cause teutonne. »

Publié à la page Histoire présente du *New York Times* d'Octobre (1921).

Document appartenant au domaine public.

ANNEXE II

FATWA OTTOMANE DE DJIHÂD PROMULGUÉE PAR ESSAD EFFENDI, CHEIKH-OUL-ISLAM DE L'ÉTAT OTTOMAN, EN NOVEMBRE 1914

FATWA

Si plusieurs ennemis s'unissent contre l'islam, si les pays de l'islam sont saccagés, si les populations musulmanes sont massacrées ou faites captives; et si dans ce cas le Padishah, en conformité avec les paroles sacrées du Coran proclame le Djihâd, la participation à cette guerre est-elle un devoir pour les musulmans, jeunes ou vieux, dans la cavalerie ou dans l'infanterie ? Les musulmans de tous les pays de l'islam doivent-ils se hâter au Djihâd avec leurs personnes et leurs biens ?

Réponse : « Oui »

Les sujets musulmans de Russie, de France, d'Angleterre et de tous les autres pays qui se sont ralliés à eux dans leurs attaques sur terre et sur mer contre le califat dans le but d'annihiler l'islam, ces sujets doivent-ils, eux aussi, prendre part au Djihâd contre les gouvernements respectifs dont ils dépendent ?

Réponse : « Oui »

ANNEXE III

PROCLAMATION DU CHÉRIF HUSSEYN BIN ALI À L'ATTENTION DU MONDE MUSULMAN, LE 27 JUIN 1916

[Avec cette déclaration, il annonçait formellement son indépendance vis-à-vis de l'autorité du Califat Ottoman qui l'avait nommé Chérif de La Mecque, et il préparait le terrain pour sa revendication finale du califat islamique. La perte du contrôle de La Mecque et du Hajj annuel asséna un coup religieux et psychologique fatal à la légitimité du calife ottoman.

Ce que la proclamation ne fait pas, et qu'elle aurait dû faire, était d'informer le monde musulman qu'il – Husseyn bin Ali – avait accepté l'offre de l'ambassadeur britannique en Égypte et avait consenti à devenir un client et un allié de la Grande-Bretagne judéo-chrétienne pour la somme princière de 7 millions de livres de la part du gouvernement britannique. C'est le prix que la Grande-Bretagne judéo-chrétienne dut payer pour en faire leur client.

Ces prétendus moudjâhidîn qui ont accepté l'argent et les armes de l'OTAN sioniste et judéo-chrétien ainsi que l'appui stratégique des avions de chasse de l'OTAN afin de renverser le gouvernement libyen, et qui tentent aussi actuellement de réitérer cette haute trahison en Syrie, sont des gens qui marchent dans les pas damnés de Husseyn bin Ali].

Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux.

Ceci est notre proclamation générale à l'attention de tous nos frères musulmans.

[...]
رَبَّنَا أَفْتَحْ بَيْنَنَا وَبَيْنَ قَوْمِنَا بِالْحَقِّ وَأَنْتَ خَيْرُ الْفَاتِحِينَ ﴿٨٩﴾

[Ô Seigneur Dieu, tranche par la vérité entre nous et notre peuple; car Tu es le meilleur des juges] (Coran, *al-'Araf*, 7 : 89).

De tous les dirigeants et émirs musulmans, les émirs de La Mecque al-Moukarramah furent les premiers à reconnaître le gouvernement Turc.

Ils firent cela afin d'unifier l'opinion musulmane et d'établir fermement leur communauté, en sachant que les grands sultans ottomans (qu'Allah le Plus Haut soit satisfait d'eux) agissaient en accord avec le Coran, le livre d'Allah, et la sounnah du prophète Mohammad (que la Paix soit sur lui), et montraient beaucoup de zèle à faire respecter et à rester continuellement sincères aux décrets de ces deux autorités.

En vue de cet objectif, les émirs cités ci-dessus respectèrent sans cesse ces décrets. J'ai moi-même, en protégeant l'honneur de l'État, amené les Arabes à se dresser contre leurs frères Arabes en 1327 (1909 de l'ère chrétienne) pour lever le siège d'Abha ; et l'année suivante, un mouvement similaire était conduit sous le commandement d'un de mes fils.

Les émirs continuèrent à apporter leur soutien à l'état ottoman jusqu'à ce que la Société pour l'Union et le Progrès (des Turcs nationalistes laïcs) fasse son apparition dans l'état et endosse la pleine responsabilité de l'administration de ses affaires.

Le résultat de cette nouvelle administration fut que l'état perdit de son territoire, ce qui entama sa légitimité et le mit par la suite dans une situation dangereuse dans la guerre qui s'ensuivit.

Cela servit à mettre en œuvre leur plan stratégique sur lequel cet exposé est contraint de s'étendre. Il suffit de dire qu'il mena effectivement l'empire islamique à pleurer (en ces temps de guerre) sur la détresse de ses habitants – musulmans comme non musulmans – concernant leurs personnes et/ou leurs biens – c'est-à-dire soit pour avoir perdu la vie par pendaison, soit pour avoir été poussés à l'exil, ou pour avoir été contraints de vendre des parties de leurs maisons pour faire face à leurs besoins de base.

Il semblerait que ces événements ne furent pas suffisants pour satisfaire les desseins de la Société de l'Union et du Progrès (des Turcs nationalistes laïcs).

La nouvelle administration s'attela ensuite à rompre le lien essentiel unissant le sultanat ottoman à la communauté musulmane dans son ensemble, à savoir l'observance du Coran et de la sounnah.

Sous la juridiction des dirigeants de l'empire ottoman, c'est-à-dire le Grand Vizir, tous les oulémas, les ministres et les nobles, l'un des journaux

de Constantinople, nommé *al-Ijtihâd*, publia un article diffamant la vie du Prophète (Paix d'Allah le Plus Haut sur lui). Il alla plus loin en faisant référence à des modifications dans le texte Coranique – la Parole de Dieu – notamment concernant la Loi d'héritage en octroyant à la femme une part égale à celle de l'homme contrairement à l'homme qui reçoit deux parts, et en déclarant que durant le mois de Ramadân les troupes stationnées à Médine, à La Mecque et à Damas pouvaient remettre à plus tard leur jeûne comme les troupes au combat à la frontière russe, falsifiant ainsi une injonction Coranique claire – « ceux d'entre vous qui sont malades ou en voyage. »

Malgré le fait que le sultan fut rendu impotent dans son pouvoir juridique parce que privé du droit de sélectionner les membres de son Cabinet Impérial, et, d'une importance islamique plus critique, parce que la structure du califat avait été détruite, nous acceptâmes ces innovations afin de ne pas provoquer de dissension pouvant mener à des scissions.

Cependant, le voile fut ôté quand il apparut clairement que l'empire était aux mains d'Enver Pasha, de Djemal Pasha et Talaat Bey, qui l'administraient selon leur bon vouloir.

La preuve la plus frappante de cela est l'ordre envoyé au Cadi du Tribunal de La Mecque, afin qu'il ne rende de jugement que sur la base de preuves écrites dans la cour en sa présence, et qu'il ne tienne aucun compte de preuves écrites par des musulmans entre eux, ignorant ainsi le verset de la sourate *al-Baqarah*.

Une preuve supplémentaire se trouve dans la condamnation à mort par pendaison de 21 éminents Arabes musulmans, qui s'ajoutent à ceux qui avaient précédemment subi le même sort : l'émir Omar al-Djazaïri, l'émir Arif ach-Chihabi, Chéfik Bey al-Moayyad, Choukri Bey al-Assali, Abd al-Wahab, Taoufik Bey al-Basset, Abd al-Hamid al-Zahrawi et Abd al-Ghani al-Arissi.

Une telle cruauté défie tout entendement moral. Décréter la mort d'hommes de valeur est déjà bien assez mauvais, mais rendre les innocents membres de leurs familles vulnérables en les forçant à endurer la difficulté de perdre leur moyen de survie est indéfendable.

Allah dit dans le Coran « Aucune âme ne doit porter le fardeau d'une autre. » Même si nous pouvions nous permettre de passer sur tout cela,

comment pouvons-nous pardonner leur confiscation de la propriété et de l'argent des familles après les avoir privées de leurs êtres chers ?

Leur ultime acte répréhensible fut leur profanation de la tombe de cet homme pieux, dévoué et saint, le Chérif Abd al-Qâdir al-Djazâiri al-Ilasani.

Tout ce qui précède fournit la preuve de la conduite de cette administration et nous pouvons, au mieux, laisser l'humanité en général et les musulmans en particulier rendre leur verdict.

Les atrocités mentionnées ci-dessus donnent la preuve de la façon dont le peuple Arabe était considéré. Mais des preuves supplémentaires apparaurent quand le peuple se leva pour exiger son indépendance (vis-à-vis du règne turc) et ils furent témoins du manque de respect pour leur religion quand d'importants coups de feu furent tirés en direction de la Ka'aba – le Temple de l'Unité Divine et la Qibla de la oummah musulmane, à propos de laquelle est dit, dans les paroles d'Allah, « Purifiez Ma Maison pour ceux qui y en font le tour. » L'une des balles passa à un mètre quarante au-dessus de la Pierre Noire et une autre à deux mètres soixante-dix. Le tissu protégeant la Ka'aba prit feu. Des milliers de musulmans se précipitèrent avec des cris d'alarme et au désespoir d'éteindre les flammes. Ils furent contraints d'ouvrir les portes de la Ka'aba et de grimper sur le toit. L'ennemi ouvrit le feu une troisième fois vers le Makâm Ibrahim [Ndt : station d'Abraham (a.s.)]. Avec trois ou quatre personnes tuées chaque jour à l'intérieur de la Ka'aba, cela créa de grandes difficultés pour assurer un accès sûr au bâtiment sacré.

Nous laissons à toute la communauté musulmane à travers le monde, d'Est en Ouest, le soin de porter un jugement sur ce mépris et cette profanation de la Maison Sacrée. Mais nous sommes déterminés à ne pas laisser nos droits nationaux et religieux servir de jouets aux mains du Parti du Progrès et de l'Union nationaliste, turc et laïc.

Allah le Plus Haut nous a concédé de préserver cette terre – par la résistance à l'oppression – et de connaître finalement la prospérité et la victoire même en ayant été écrasés par la mauvaise gestion des officiels turcs, civils et militaires.

Elle a un statut à part et distinct des autres pays grommelant encore sous le joug du gouvernement du Progrès et de l'Union. Elle est indépen-

dante, dans tous les sens du terme, libérée de la domination des étrangers et expurgée de toute influence étrangère. Ses principes sont de défendre la foi de l'islam ; d'élever le peuple musulman, de fonder sa conduite sur la Sainte Loi, de bâtir le code de la justice sur le même fondement en harmonie avec les principes de la religion, de pratiquer ses rites en accord avec le progrès moderne et d'opérer une authentique révolution en s'assurant qu'il n'y ait aucun obstacle pour accéder à l'éducation parmi toutes les classes.

C'est la politique que nous avons entreprise de suivre afin de remplir notre devoir religieux, en comptant sur le fait que tous nos frères musulmans d'Orient et d'Occident en feront de même afin de remplir leur devoir envers nous, et renforceront ainsi la fraternité islamique.

Nous levons humblement nos mains vers le Seigneur des seigneurs pour l'amour du Prophète du Roi Tout Munificent pour qu'Il puisse nous accorder le succès et nous guider vers tout ce qui peut être bénéfique à l'islam et aux musulmans. Nous nous en remettons à Allah Tout Puissant, qui est notre Suffisance pour nos besoins et le meilleur des Protecteurs.

Le Chérif et Émir de La Mecque, Al Husseyn Ibn Ali,
25 Cha'bân 1334 (27 Juin 1916).

Source : Documents sources de la Grande Guerre, Vol. IV, ed. Charles F. Horne, National Alumni 1923. Document appartenant au domaine public.

**MÉDINE REPREND SA PLACE CENTRALE
DANS ÂKHIROUZ-ZAMÂN**

IMRAN N. HOSEIN

MÉDINE, 1343 (H) :
TIRÉE HORS DE LA POÊLE DU DAJJÂL ET JETÉE
DANS SON BRASIER SAOUDO-WAHHÂBITE

Dans seulement 10 ans à compter d'aujourd'hui, le mois de Rabî al-Thâni marquera pour le monde de l'islam le 100ème anniversaire du transfert de pouvoir, à La Mecque, des Turcs ottomans au Sultan 'Abd al 'Azîz Ibn Saoud. Des troupes fidèles au sultan du Nadjd conquièrent La Mecque au cours du mois de Rabî al-Thâni en 1343 (soit le 30 octobre 1924 dans le calendrier catholique chrétien occidental du pape Grégoire) en conséquence de quoi 'Abd al 'Azîz s'autoproclama finalement sultan du Nadjd et roi du Hidjâz.

Dans 10 ans à compter d'aujourd'hui, cent ans se seront écoulés depuis que La Mecque et Médine furent retirées de la poêle du Dajjâl pour mieux être jetées dans le brasier saoudo-wahhâbite du Dajjâl. Que le lecteur ne se fasse aucune illusion : après avoir, sans vergogne, rangé l'Arabie saoudite aux côtés de l'alliance judéo-chrétienne anglo-américaine sioniste, les dirigeants de l'Arabie saoudite ont maintenant fait de cet état un allié stratégique de l'état d'Israël. Il est donc clair qu'ils travaillent pour al-Massîh ad-Dajjâl, c'est-à-dire Dajjâl, le faux messie ou l'Antéchrist. C'est peut-être ce qu'impliquait la vision dans laquelle le prophète Mohammad (sallAllahu 'alayhi wa sallam) vit le Dajjâl effectuer le Tawâf autour de la Ka'aba. Il existe également une somme conséquente de preuves indiquant que les Ottomans agirent, consciemment ou inconsciemment, pour le compte du Dajjâl en fournissant une aide considérable au christianisme occidental. C'est ce qu'ils firent en plongeant et en remuant dans la plaie un poignard malfaisant et empoisonné pendant quelque 600 ans dans le cœur de son

rival, c'est-à-dire le christianisme oriental ou Roûm. Cela s'accordait avec les plans du Dajjâl puisque c'étaient les chrétiens occidentaux qui s'allièrent aux juifs, et c'est cette alliance qui donna naissance à Israël. Roûm ne conclut jamais une telle alliance avec les juifs !

L'issue prévisible fut une haine intense à l'encontre de l'islam et une hostilité envers les musulmans nourries par ceux, d'entre Roûm, qui souffrirent si injustement et si longtemps.

L'état ottoman ainsi que l'Arabie saoudite traitèrent tous deux – énigmatiquement et diaboliquement – avec mépris la prophétie du prophète béni selon laquelle les musulmans concluraient une alliance à la fin des temps avec le christianisme oriental ou Roûm. C'est pourquoi ils apportèrent tous deux, les Ottomans aussi bien que les Saoudo-wahhâbites, une aide stratégique au Dajjâl.

L'empire ottoman conquiert et occupa la majorité du monde arabe – y compris le Hidjâz – et parvint à transférer la capitale du califat, pour la toute première fois, hors du monde arabe dans la ville jadis chrétienne byzantine de Constantinople en Eurasie. Les Ottomans ne présentaient quasiment aucun titre de compétence pour gouverner le berceau de l'islam. Néanmoins, en concordance avec les plans du Dajjâl, c'est ce qu'ils firent pendant plus de 400 ans, jusqu'à ce qu'un Printemps Arabe de conception européenne démantelât le pouvoir ottoman, détruisît l'institution du Khilâfah, et mit en place des dirigeants pro-occidentaux à la tête des Arabes (y compris dans le Hidjâz). La destruction du Khilâfah et le transfert de pouvoir au bénéfice de dirigeants Arabes pro-occidentaux ouvrirent la voie à l'établissement réussi d'un état d'Israël situé en plein cœur du monde arabe. Sans ces 400 ans de règne de l'empire ottoman sur les Arabes, suivis par ce « Printemps Arabe », l'état sioniste d'Israël n'aurait jamais pu voir le jour.

Le chérif al-Husseyn, le chérif Arabe de La Mecque nommé par les Ottomans, tenta bien de revendiquer le califat, suite à l'abolition du Khilâfah par les Turcs, mais il était déjà trop tard pour qu'un Khilâfah arabe puisse être restauré. La Grande-Bretagne utilisa 'Abd al-'Aziz Ibn Saoud pour couper court à ce bref califat et pour s'assurer ensuite que le Khilâfah de l'islam ne puisse jamais plus être rétabli, tant que les Saoudo-wahhâbites contrôlèrent le Hidjâz. Husseyn dut fuir et le règne saoudo-wahhâbite

qui lui succéda apporta la garantie (d'un point de vue britannique) que le Khilâfah demeurerait définitivement enterré, qu'il ne se relèverait jamais.

Pendant un peu plus de 400 ans de règne ottoman, La Mecque et Médine furent intelligemment étouffées et brillamment cantonnées à des lieux de grands pèlerinages annuels, sans même qu'un indice ne laisse penser que ces cités désormais lointaines aient pu jouer un quelconque autre rôle dans les affaires islamiques. Cependant, quand les Saoudo-wahhâbites s'emparèrent des Haramayn al-Charifayn, ils s'engagèrent dans une tentative pernicieuse d'instrumentalisation du Hajj de 1344 afin que soit reconnue dans le monde de l'islam la légitimité politique et religieuse de leur gouvernance du Hidjâz et des Haramayn. La tentative échoua. Ils s'évertuèrent alors à utiliser la ville du Prophète (sallAllahu 'alayhi wa sallam) pour propager une croyance islamique dotée d'une épistémologie borgne qui déposséda l'érudition islamique arabe de sa clairvoyance spirituelle (firâssah al-Mou'min). Médine devint une ville universitaire ayant pour ambition de remodeler la pensée islamique aussi bien arabe que non arabe de telle sorte que des savants pourraient assurer que la version la plus pure de l'islam prévaudrait à Médine. Mais loin d'être « la plus pure », cette version saoudienne de l'islam produit des savants musulmans désormais incapables de faire la part des choses entre l'apparence et la réalité dans tout ce qui a trait au Dajjâl. C'est ainsi que l'Arabie saoudite put enterrer le Khilâfah et continuer à maintenir des liens fraternels avec l'Occident sioniste sans susciter d'opposition religieuse significative de la part des savants. En fait, les étudiants et les savants universitaires osant défier le programme saoudo-wahhâbite qui a maintenant atteint son paroxysme avec une alliance secrète avec Israël pouvaient même y laisser leur tête.

JÉRUSALEM SE DÉPLACE VERS LE CENTRE DE LA SCÈNE

Pendant ces plus de six siècles, alors que Médine était reléguée au second plan et par la suite devenait une ville universitaire à la vision borgne et lugubrement silencieuse, une alliance judéo-chrétienne anglo-américaine (qui a nourri le mouvement sioniste depuis ses toutes premières heures) s'employa progressivement et avec succès à mettre Jérusalem au centre de la scène des affaires mondiales. C'est ce que prophétisa le prophète

Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam) quand il prédit :

عَنْ مُعَاذِ بْنِ جَبَلٍ قَالَ قَالَ رَسُولُ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ عُمَرَانُ بَيْتَ الْمُقَدِّسِ حَرَابٌ يَثْرَبُ
وَحَرَابٌ يَثْرَبُ حُرُوجُ الْمَلْحَمَةِ وَحُرُوجُ الْمَلْحَمَةِ فَتُخَفُّ الْقُسْطَنْطِينِيَّةَ وَتُخَفُّ الْقُسْطَنْطِينِيَّةَ حُرُوجُ
الدَّجَالِ ثُمَّ صَرَبَ بِيَدِهِ عَلَى فَخِذِ الذِّي حَدَّثَهُ أَوْ مَنْكِبِهِ ثُمَّ قَالَ إِنَّ هَذَا لِحَقٌّ كَمَا أَنَّكَ هَاهُنَا أَوْ
كَمَا أَنَّكَ قَاعِدٌ يَعْنِي مُعَاذُ بْنُ جَبَلٍ. (سنن أبي داود)

Rapporté par Mou'aadh ibn Jabal. Le Prophète dit (sallAllahou 'alayhi wa sallam) : Jérusalem sera dans un état florissant lorsque Yathrib (c'est-à-dire la ville de Médine) sera en proie à la désolation. Yathrib sera en proie à la désolation lorsqu'éclatera la grande guerre ; le déclenchement de la grande guerre sera (suivi par) la conquête de Constantinople ; et la conquête de Constantinople sera (suivi par) l'arrivée (l'apparition, l'avènement) du Dajjâl (de l'Antéchrist). Puis il (le Prophète) tapa, avec sa main, sa cuisse ou l'épaule de celui à qui il s'adressait et dit : cela est certainement aussi véridique que le fait que tu es (assis) ici (il parlait de Mou'aadh ibn Jabal). (Source : *Sounan* de Abî Daouûd).

LES GRANDES GUERRES MÈNERONT BIENTÔT À LA CONQUÊTE DE CONSTANTINOPLE

Le propos du présent essai est que nous sommes situés à ce moment de l'histoire où Jérusalem est florissante alors que Médine, comparée à Jérusalem, est dans un état de triste et silencieuse désolation – ne jouant absolument plus aucun rôle ni dans les affaires du monde de l'islam ni dans celles du monde en général. Si ce point de vue est correct, cela impliquerait que l'on peut s'attendre à ce que les grandes guerres prophétisées dans le hadîth ci-dessus commencent bientôt. L'auteur s'attend à ce que ces guerres commencent dans les prochains mois suivants la publication de cet essai. Ces guerres provoqueront, à terme, une guerre civile en Turquie qui, à son tour, débouchera sur la conquête de Constantinople prophétisée pour la fin de l'Histoire – contrairement à la conquête ottomane barbare de la ville qui est une source de déshonneur et de honte pour l'islam. Ce n'est qu'après la conquête islamique de Constantinople à venir, à l'occasion de laquelle la cathédrale de Hagia Sophia sera restituée aux

chrétiens orientaux avec nos excuses, et après que la ville aura recouvré le nom de Constantinople qu'« un jour comme une semaine » prendra fin (cf. *Jérusalem dans le Coran*) et que le Dajjâl apparaîtra en personne tentant alors de diriger le monde depuis Jérusalem (cf. le hadîth ci-dessus).

Il est difficile de prévoir comment la guerre civile turque surviendra. Mais il est tout à fait possible qu'une aventure militaire turque en Syrie pour amener un changement de régime qui fasse avancer l'échiquier sioniste pousse les musulmans turcs à se lancer dans une tentative pour libérer la Turquie de l'emprise maléfique de l'OTAN. Ces efforts peuvent être appuyés par des combattants arabes affluant en masse vers la Turquie en provenance de tout le monde arabe. Le monde peut également s'attendre à voir déferler en Turquie des vagues de combattants en provenance d'Albanie, de Bosnie, d'Azerbaïdjan et d'autres territoires proches.

Nombreux sont ceux qui soutiennent que la prophétie concernant Constantinople a déjà été réalisée, et par conséquent il nous faut nous étendre quelque peu sur le sujet.

LA CONQUÊTE DE CONSTANTINOPLE A-T-ELLE DÉJÀ EU LIEU ?

Le Prophète béni était très élogieux à l'égard de l'armée qui réaliserait cette conquête et de l'émîr qui serait à la tête de cette armée :

قال رسول الله صلى الله عليه وسلم : لتفتحن القسطنطينية فلنعم الأمير أميرها ولنعم الجيش ذلك الجيش. (رواه الإمام أحمد في مسنده)

« En toute vérité vous conquerrerez Constantinople. Quel chef magnifique sera son chef et quelle armée magnifique sera cette armée ! » (Source : *Mousnad*, Imam Ahmad).

Lorsque les nationalistes Turcs laïcs conquièrent la ville et entreprirent de mettre en place la république laïque de Turquie en 1923, ils choisirent Istanbul comme nom officiel de la ville et interdirent l'usage du ou des précédents noms ; par conséquent le nom de « Constantinople » est tombé en désuétude dans le vocabulaire courant. Il semble même qu'il ait aujourd'hui toute sa place dans les muséums d'histoire.

Istanbul n'était pas un nom nouveau. C'était l'un des nombreux noms précédemment utilisés pour désigner la ville. Cependant le nom sous lequel la ville était le mieux connue était incontestablement celui de Constantinople. Et l'interdiction de l'utilisation de tout autre nom semble avoir été dirigée en tout premier lieu contre l'utilisation du nom le plus connu et usité. Il y a une raison à ce changement de nom de ville et à l'interdiction des autres noms et le présent essai s'emploie à l'expliquer.

On croit communément que cette prophétie du prophète Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam) s'est réalisée en 1453 quand les Turcs ottomans, sous le commandement du jeune sultan Mohammad (Mehmet) Fatih, s'emparèrent de Constantinople. Cependant le hadîth cité ci-dessous est des plus clairs sur le fait que cette conquête se réalisera dans Âkhirouz-Zamân juste avant que l'Antéchrist n'apparaisse en personne (c'est-à-dire sous la forme d'un être humain qui se présentera comme étant le Messie) :

Rapporté par Mou'adh ibn Jabal : le Prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) dit [...] le déclenchement de la grande guerre sera (suivi par) la conquête de Constantinople ; et la conquête de Constantinople sera (suivie par) la venue du Dajjâl (l'Antéchrist) (i.e. par son apparition, son arrivée) [...] (Source : *Souman*, Abî Daoûd).

Les nationalistes Turcs foncièrement laïcs et impies ne voulaient pas que les musulmans réalisent un jour que la conquête de Constantinople prophétisée par le prophète Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam) ne s'était pas encore produite et restait encore à venir ; et il semble que ce fut au moins l'une des raisons pour lesquelles ils changèrent le nom de la ville. Le Prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) employa le nom Constantinople (al-Koustantaniyah en arabe) quand il fit sa prophétie à propos de la ville. Il n'employa pas d'autre nom. Aussi, si ce nom devait être jeté aux oubliettes, il était fort probable que l'attention des Musulmans serait détournée des implications de la prophétie.

Nous avons souligné plus tôt que nous sommes situés à ce moment de l'histoire où Jérusalem est florissante alors que Médine est dans un état de désolation. Aussi, est-il clair que le monde se trouve aujourd'hui à l'orée de guerres majeures qui, à leur tour, provoqueront la conquête musulmane de Constantinople de la prophétie. Cette conquête musulmane non seulement libèrera la ville de la domination turque nationaliste impie, mais

extirpera et délivrera également la ville de l'étreinte sioniste malfaisante de l'OTAN.

Dans l'éventualité – improbable – où davantage de preuves seraient nécessaires pour étayer notre thèse, nous exposons maintenant des preuves supplémentaires confirmant sans l'ombre d'un doute que la conquête Ottomane de Constantinople de 1453 ne pouvait pas être la conquête prophétisée par le prophète Mohammad (sallAllahou 'alayhi wa sallam).

Considérez ceci :

L'armée qui conquiert Constantinople était composée de sept unités. Certaines de volontaires attirés par la perspective du pillage de la ville. D'autres formées de troupes régulières bien entraînées issues des quatre coins de l'empire ottoman. Mais l'unité d'élite extrêmement bien entraînée des janissaires constituait le cœur de cette armée ottomane. Celle-ci comprenait des enfants chrétiens qui avaient été enlevés à leurs parents de force (en territoires conquis par les Ottomans), puis avaient été convertis à l'islam sous la contrainte et qui avaient reçu la meilleure des formations militaires possibles. Tous consacraient personnellement leur loyauté au sultan. Jamais, dans son histoire, l'islam ne fut à ce point déshonoré par des musulmans s'emparant d'enfants chrétiens et les convertissant de force à l'islam, puis les utilisant comme une force d'attaque d'élite combattant prétendument au nom de l'islam. C'était un péché manifeste, une source de honte monstrueuse et une violation directe du commandement d'Allah dans le Coran qui interdit la conversion à l'islam sous la contrainte. La conséquence prévisible fut de faire naître une inimitié et une haine éternelles à l'égard de l'islam et des musulmans dans les territoires où avaient été enlevés ces enfants chrétiens. Ces territoires chrétiens orientaux étaient précisément Roûm avec qui le Prophète prédit que les musulmans concluraient une alliance des Derniers Temps.

Quand les Ottomans percèrent les défenses de la ville et réussirent finalement à entrer dans la cité en vainqueurs, s'ensuivirent « tueries, pillages, viols, incendies et mise en esclavage ». C'était peut-être la façon dont se comportaient – et se comportent encore aujourd'hui – les armées lors de la conquête d'une ville, mais ce n'est pas la façon de faire de l'islam qui nous enjoint le respect et la protection de la vie et de l'honneur des femmes, des enfants, des personnes âgées et de ceux – tels les prêtres –

qui consacrent leur vie à la religion. En fait, des preuves attestent que même les églises et monastères chrétiens furent profanés par le saccage de l'armée soi-disant islamique qui y entra et se livra à des viols, des pillages et à des meurtres à l'intérieur même des églises. Le sultan donna son aval pour que cela se poursuive, sans qu'aucune norme d'éthique de guerre n'y apporte de restriction, pendant trois jours. Peu importait aux Ottomans que Constantinople fût la capitale de la chrétienté byzantine (ou Roûm). Un tel comportement de la part de l'armée ottomane valut à l'islam la haine éternelle de Byzance.

Mais le comportement du sultan en personne, dès qu'il entra dans la ville, fut déplorable. Il donna l'ordre indigne et impie de transformer en masjid [Ndt : mosquée] la grande cathédrale byzantine de Sainte Sophie, Hagia Sophia, qui avait été construite 1000 ans plus tôt par l'empereur Justinien. Lorsque les musulmans conquièrent Jérusalem sous le Khilâfah de Omar bin al-Khattab, le patriarche de Jérusalem, Sophronius, ne voulut remettre la cité à nul autre qu'au Khalifah lui-même [Ndt : calife]. Omar dut se rendre de Médine à Jérusalem pour recevoir les clefs de la ville. Alors qu'on lui faisait faire le tour des églises saintes de Jérusalem, le temps de la prière arriva et le patriarche invita gracieusement Omar à faire sa salât (prière) sur place, dans l'église de la Résurrection. Omar déclina l'offre car il craignait que cela puisse jeter les bases d'un précédent permettant aux musulmans de convertir l'église en masjid. La conversion ottomane de Hagia Sophia en mosquée n'était pas un événement anodin. Elle était la plus grande et la plus somptueuse église de tout le monde chrétien. Elle conserva ce statut pendant 1000 ans. En transformant cette église en masjid, le sultan non seulement mettait le monde musulman dans l'embarras, mais il plantait également dans le cœur même de la chrétienté byzantine orientale un couteau empoisonné qui n'aurait jamais aucune chance d'être oublié. Passe encore que d'autres convertissent des églises, des monastères et même des massâjid [Ndt : mosquées] (comme Cordoue par exemple) ; on ne saurait s'attendre à ce qu'un émîr, dont le Prophète lui-même fit personnellement l'éloge, s'abaissât à ce niveau indigne de comportement.

Notons enfin que les sultans ottomans ne se mariaient jamais – parce qu'ils ne voulaient pas s'embarrasser du respect des droits légaux que l'islam donnait aux épouses et aux frères de sang (en matière de succession

au commandement dans un système héréditaire de gouvernement). Et ils se contentaient donc de coucher avec des esclaves. L'islam restreignait à quatre le nombre d'épouses pour un homme, mais ne restreignait pas le nombre de femmes esclaves qu'il pouvait posséder et avec qui il pouvait coucher. Aussi les sultans ottomans possédaient-ils une étable d'esclaves que l'on désignait sous le terme de Harem. Ces femmes provenaient quasi exclusivement de territoires chrétiens conquis. Elles n'avaient aucun droit. Le Prophète de l'islam a ordonné : donnez à vos esclaves à manger la nourriture que vous mangez, et donnez leur à porter les vêtements que vous portez. Ainsi, l'islam rendait-il aux esclaves leur humanité et leur donnait-il des droits. Le sultan ottoman, quant à lui, couchait avec une esclave et si elle tombait enceinte et donnait naissance à un fils, il mettait fin à tout rapport sexuel avec elle. Il faisait cela pour s'assurer qu'elle n'aurait pas d'autre enfant et donc pas de rival pour son fils s'il advenait qu'il devînt un jour sultan lui-même. Le Prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) déclara que « le mariage est la moitié de la foi ». Il n'est pas du tout possible que le Prophète béni pût faire l'apologie d'un tel comportement de la part des sultans ottomans.

Il est clair pour l'auteur que le sultan Mohammad Fatih ne pouvait pas prétendre être l'émîr du hadîth ; pas plus que l'armée ottomane n'avait l'étoffe de l'armée mentionnée dans le hadîth. Il en découle que la conquête musulmane d'Istanbul ou Constantinople est un événement qui reste encore à venir.

Nous encourageons le lecteur à approfondir l'étude du sujet et à en tirer ses propres conclusions.

MÉDINE REVIENT SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE

Cet essai avance des arguments et des preuves attestant que Médine sera bientôt libérée de son statut de ville universitaire saoudo-wahhâbite de second ordre et réduite au silence pour retrouver celui de cité qui occupera le devant de la scène dans les affaires du monde de façon spectaculaire ; et cela devrait donner du baume au cœur des musulmans à travers le monde.

Au cœur de cette thèse se trouve la prophétie des Derniers Temps selon laquelle les Arabes seront détruits par des épidémies (autrefois connues

sous le terme de plaies) :

عن عَوْفِ بْنِ مَالِكٍ قَالَ أَتَيْتُ النَّبِيَّ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ فِي غَزْوَةِ تَبُوكَ وَهُوَ فِي قُبَّةٍ مِنْ أَدَمٍ فَقَالَ اعْدُدْ سِتًّا بَيْنَ يَدَيْ السَّاعَةِ مَوْتِي ثُمَّ فَتَحَ بَيْتَ الْمَقْدِسِ ثُمَّ مَوْتَانُ يَأْخُذُ فِيكُمْ كَفْعَاصِ الْعَنَمِ ثُمَّ اسْتِفَاصَةُ الْمَالِ حَتَّى يُعْطَى الرَّجُلُ مِائَةَ دِينَارٍ فَيَظَلُّ سَاحِطًا ثُمَّ فِتْنَةٌ لَا يَبْقَى بَيْتٌ مِنَ الْعَرَبِ إِلَّا دَخَلَتْهُ ثُمَّ هُدْنَةٌ تَكُونُ بَيْنَكُمْ وَبَيْنَ بَنِي الْأَصْفَرِ فَيَعْدِرُونَ فَيَأْتُونَكُمْ تَحْتَ ثَمَانِينَ غَايَةً تَحْتَ كُلِّ غَايَةٍ اثْنَا عَشَرَ أَلْفًا. (صحيح البخارى)

Rapporté par 'Aouf bin Malik : je me rendais chez le Prophète durant le Ghazwa de Tabouk alors qu'il était assis sous une tente de cuir. Il me dit « Compte six signes qui indiquent l'approche de l'Heure : ma mort, la conquête de Jérusalem, une plaie qui vous atteindra (et vous tuera en grand nombre) telle la plaie qui touche les moutons, l'augmentation des richesses à tel point que si quelqu'un reçoit cent dinars il ne sera pas satisfait ; puis une affliction à laquelle aucune maison arabe n'échappera, puis une trêve entre vous et les Banou Al-Asfar qui vous trahiront et vous attaqueront sous quatre-vingts bannières. Sous chaque bannière se trouveront douze mille soldats. (Source : *Sahîb Boukhârî*).

عَنْ عَبْدِ اللَّهِ بْنِ عَمْرٍو قَالَ قَالَ رَسُولُ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ تَكُونُ فِتْنَةٌ تَسْتَنْظِفُ الْعَرَبُ قَتْلَاهَا فِي النَّارِ اللَّيْسَانُ فِيهَا أَشَدُّ مِنَ السَّيْفِ (سنن الترمذى وسنن ابن ماجه)

Abdoullah bin 'Amr rapporta que le Messager d'Allah dit : « Viendra une calamité qui baliera les Arabes. Leurs morts seront en enfer. Les langues y seront plus dangereuses que les coups d'une épée ». (Source : Tirmîdhi, Ibn Mâjah).

Il existe des preuves que l'actuel « Printemps Arabe » qui a débuté il y a plus d'un an, de même que celui qui l'a précédé cent ans auparavant, est de fabrication judéo-chrétienne européenne et qu'il est destiné à préparer le terrain pour un massacre des Arabes qui facilitera l'imposition d'une domination économique et politique israélienne sur les Arabes.

Il est quasiment certain que les sionistes livreront bientôt aux Arabes une guerre biologique (pour le compte du Dajjal), comme l'a prédit le

Prophète, qui entraînera une réduction substantielle de la population arabe dans le monde.

De nombreux ahadîth nous informent que ni épidémie ni le Dajjal ne peuvent entrer à La Mecque et à Médine :

عَنْ أَبِي هُرَيْرَةَ رَضِيَ اللَّهُ قَالَ قَالَ رَسُولُ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ عَلَى أَنْقَابِ الْمَدِينَةِ مَلَائِكَةٌ لَا يَدْخُلُهَا الظَّاعُونَ وَلَا الدَّجَالُ. (صحيح البخارى)

Abou Hourayra (radhiAllahou 'anhou) dit : le Messager d'Allah (sal-lAllahou 'alayhi wa sallam) dit : il y a des anges aux portes de Médine. Ni épidémie ni le Dajjal ne peuvent y entrer. (Source : *Sahîb Boukhârî*).

Notre avis – et Allah est Le mieux informé – est que cette prophétie a trait à l'attaque biologique contre les Arabes qui serait lancée pour le compte du Dajjal (d'où la juxtaposition d'épidémie et de Dajjal dans le Hadîth). Aussi notre conclusion est que La Mecque et Médine sont destinées à reprendre une place centrale de façon spectaculaire dans les affaires islamiques et mondiales quand ces deux cités apporteront une sécurité extraordinaire et providentielle au moment du déclenchement de cette attaque contre les Arabes.

Mais Médine, ville universitaire dont l'islam est la plus pure expression du saoudo-wahhâbisme, est même destinée à jouer un rôle encore plus grandiose et plus extraordinaire dans l'Histoire – un rôle qui sera profondément embarrassant pour la version saoudo-wahhâbite de l'islam.

MÉDINE ÉCLIPSE LA MECQUE AU CENTRE DE LA SCÈNE

Il n'est pas du tout difficile pour nous d'anticiper des mouvements à grande échelle d'Arabes de La Mecque vers Médine sitôt qu'Israël commencera ses guerres majeures. On pourrait même s'attendre à ce que cet essai fasse potentiellement débiter ce mouvement avant même que ne commencent les guerres. Les Arabes agiront de la sorte dans la mesure où ils seront dans l'expectative des épidémies qui ont été prophétisées comme devant décimer ou balayer les Arabes. Quand La Mecque et Médine seront submergées d'Arabes en quête de sûreté et de refuge contre la mort par épidémie, cet immense rassemblement provoquera à coup sûr un com-

bustion spontanée et explosive entre d'une part ceux ayant dans le cœur l'alchimie de la foi en islam et ceux qui servent le Dajjâl d'autre part.

Il est facile de reconnaître ces Arabes qui servent le Dajjâl car ce sont ceux qui se sont rendus coupables de soutenir sans honte le récent renversement injuste du régime Libyen par l'OTAN et qui, maintenant, font l'apologie du soutien à une guerre, tout aussi injuste, d'Israël/de la Turquie/de l'OTAN en Syrie et en Iran. Ils ont oublié que le Coran a interdit aux musulmans d'être les amis et alliés de l'alliance judéo-chrétienne (*Al-Maïda*, 5 : 51) et leur a aussi interdit de mener une guerre injuste tout en leur enjoignant la justice absolue !

L'embrasement spontané à Médine est voué à déboucher sur des événements spectaculaires ayant le potentiel pour mettre sérieusement dans l'embarras cette version saoudienne de l'islam « le plus pur ». Le Prophète a prédit la chose suivante :

عن أَنَسِ بْنِ مَالِكٍ رَضِيَ اللَّهُ عَنْ النَّبِيِّ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ قَالَ لَيْسَ مِنْ بَلَدٍ إِلَّا سَيَطُوهُ الدَّجَالُ إِلَّا مَكَّةَ وَالْمَدِينَةَ لَيْسَ لَهُ مِنْ نِقَابِهَا نَقْبٌ إِلَّا عَلَيْهِ الْمَلَائِكَةُ صَافِينَ يَحْرُسُونَهَا ثُمَّ تَرْجُفُ الْمَدِينَةُ بِأَهْلِهَا ثَلَاثَ رَجَفَاتٍ فَيُخْرِجُ اللَّهُ كُلَّ كَافِرٍ وَمُنَافِقٍ. (صحيح البخاري)

Anas Ibn Malik (radhiAllahou 'anhou) dit : le Prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) dit : il n'y a aucune ville dans laquelle le Dajjâl n'entrera pas, à l'exception de La Mecque et Médine. Il n'existe pas d'entrée parmi leurs entrées qui ne soit gardée par des anges en rangs. Puis, Médine tremblera à trois reprises, et ensuite Allah en fera sortir tout kâfir et tout mounâfiq (hypocrite). (Source : *Sabîh Boukbarî*).

قَالَ أَنَسُ بْنُ مَالِكٍ قَالَ رَسُولُ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ لَيْسَ مِنْ بَلَدٍ إِلَّا سَيَطُوهُ الدَّجَالُ إِلَّا مَكَّةَ وَالْمَدِينَةَ وَلَيْسَ نَقْبٌ مِنْ أَنْقَابِهَا إِلَّا عَلَيْهِ الْمَلَائِكَةُ صَافِينَ تَحْرُسُهَا فَيَنْزِلُ بِالسَّبْحَةِ فَتَرْجُفُ الْمَدِينَةُ ثَلَاثَ رَجَفَاتٍ يَخْرُجُ إِلَيْهِ مِنْهَا كُلُّ كَافِرٍ وَمُنَافِقٍ. وَرَوَايَةٌ مِثْلُهَا بِنَفْسِ الْإِسْنَادِ غَيْرَ أَنَّهُ قَالَ فَيَأْتِي سِبْحَةَ الْجُرُفِ فَيَضْرِبُ رِوَاقَهُ وَقَالَ فَيُخْرِجُ إِلَيْهِ كُلُّ مُنَافِقٍ وَمُنَافِقَةٍ. (صحيح مسلم)

Anas Ibn Malik dit : le Messager d'Allah (sallAllahou 'alayhi wa sallam) dit : il n'existe aucune ville dans laquelle le Dajjâl n'entrera pas excepté La Mecque et Médine. Il n'existe pas d'entrée parmi ses entrées qui ne soit gardée par des anges en rangs. Le Dajjâl campera près d'une aire salée et

désertique, puis Médine tremblera à trois reprises, et alors tout kâfir et tout mounâfiq (hypocrite) en sortira pour le rejoindre. Dans une narration similaire avec une chaîne de transmission finale identique il dit plutôt : Il se rendra à l'aire salée désertique de Jourouf et établira son camp. Et il dit aussi : alors tous les hypocrites, hommes ou femmes, sortiront le rejoindre. (Source : *Sabîh Muslim*).

عَنْ أَبِي هُرَيْرَةَ أَنَّ رَسُولَ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ قَالَ يَأْتِي الْمَسِيحُ مِنْ قِبَلِ الْمَشْرِقِ هِمَّتُهُ الْمَدِينَةَ حَتَّى يَنْزِلَ دُبُرَ أَحَدٍ ثُمَّ تَصْرِفُ الْمَلَائِكَةُ وَجْهَهُ قِبَلَ الشَّامِ وَهَذَا كَيْهْلِكَ. (صحيح مسلم)

Abou Hourayra dit : le Messager d'Allah (sallAllahou 'alayhi wa sallam) dit : le faux Messie viendra de l'est, avec l'intention de se rendre à Médine, jusqu'à ce qu'il dresse le camp derrière Ouhoud. Alors des anges dévieront son visage (sa direction) vers Châm (le Nord, c'est-à-dire la Grande Syrie) et c'est là qu'il mourra. (Source : *Sabîh Muslim*).

Ces ahadîth indiquent qu'Israël attaquera finalement le Hidjâz. À ce moment-là, le Dajjâl sera le chef de l'état Juif. Peut-être les forces israéliennes lanceront-elles cette attaque pour avoir cru que Médine est une partie de la Terre Sainte (dans la mesure où les juifs y ont vécu longtemps).

Quand les forces israéliennes atterriront à l'extérieur de Médine, tout partisan des sionistes quittera la ville pour rejoindre les Israéliens. Les trois occurrences au cours desquelles Médine tremblera (et qui conduiront la ville à se vider de tous les Kouffâr ou incroyants et Mounâfiqouïn ou hypocrites) pourraient, peut-être, représenter trois soulèvements islamiques révolutionnaires qui enverront des ondes de choc à travers le monde.

De surcroît, il faut bien sûr compter sur le fameux phénomène des « rats quittant le navire ». Mais ce navire-là ne sombrera pas. Les anges dévieront plutôt l'attaque israélienne vers Damas et c'est à ce moment-là que Nabi 'Issa ('alayhi as-Salâm), le vrai Messie, descendra de façon spectaculaire pour tuer Dajjâl, le faux Messie.

Cela devrait ravir le cœur de tout musulman sincère que la ville du Prophète (sallAllahou 'alayhi wa sallam) soit prédestinée à jouer un rôle si stratégique et si extraordinaire dans Âkhirouz-Zamân lorsqu'elle retrouvera sa place centrale tant sur la scène internationale que dans les affaires

islamiques afin de séparer ceux qui demeurent fidèles à l'islam de ceux qui sont devenus Kouffâr et Mounâfiquûn en se mettant au service de l'alliance sioniste judéo-chrétienne et anglo-américaine. Quel spectacle sublime auquel le monde assistera que celui des anges purifiant et défendant la cité du Prophète Béni (sallAllahou 'alayhi wa sallam) et détournant l'attaque israélienne vers Damas. Reste juste à savoir combien d'érudits – si tant est qu'il en reste – seront encore dans l'Université Islamique de Médine sous contrôle saoudien après que Médine aura tremblé trois fois ! Puisse Allah guider et donner aux sincères oulémas en Arabie saoudite la force de se dresser avant que ne tremble à trois reprises Médine. Amîn !

(L'auteur reconnaît avec gratitude avoir bénéficié de l'expertise du Dr. Tammam 'Adi pour la traduction en anglais de certains ahadîth ci-dessus. Il est également redevable à son cher ami et frère Mohammad Alamgir de Sydney qui a lu le premier jet de cet essai et l'a alerté sur la connection entre les Ottomans et la stratégie de destruction du Khilâfah du Dajjâl).

TABLE DES MATIÈRES

SÉRIE COMMÉMORATIVE ANSARI.....	11
PRÉFACE À LA SECONDE VERSION	17
PRÉFACE À LA PREMIÈRE VERSION	19
INTRODUCTION	
L'ÉTAT KHILÂFAH ISLAMIQUE ET SON SUBSTITUT FACTICE	21
DE L'EURO CHRÉTIENTÉ À LA CIVILISATION OCCIDENTALE MODERNE DU DAJJÂL	29
DE L'EMPIRE OTTOMAN PRO OCCIDENTAL À L'ÉTAT SAOUDIEN PRO OCCIDENTAL.....	32
DE LA DESTRUCTION DE L'ÉTAT KHILÂFAH À LA DESTRUCTION DU HAJJ.....	35
CHAPITRE PREMIER	
LA DIPLOMATIE BRITANNIQUE ET L'ATTAQUE DU CALIFAT.....	37
CHAPITRE SECOND	
L'EFFONDREMENT DU CALIFAT OTTOMAN ET L'ÉMERGENCE DE L'ÉTAT-NATION SAOUDO-WAHHÂBITE.....	53
LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET L'ABOLITION DU CALIFAT OTTOMAN.....	53
LES NATIONALISTES TURCS ET LE CALIFAT.....	56
LA RÉACTION DE L'UNIVERSITÉ AL-AZHAR À L'ABOLITION DU CALIFAT OTTOMAN.....	58
CHAPITRE TROISIÈME	
LA CONFÉRENCE DU CALIFAT DU CAIRE (MAI 1926).....	63
LE PROGRAMME.....	63
LES CONGRESSISTES.....	64
LES SÉANCES DU CONGRÈS.....	65
LE SECOND COMITÉ.....	65
ESCHATOLOGIE ISLAMIQUE ET ABOLITION DE L'ÉTAT KHILÂFAH	69
LE TROISIÈME COMITÉ.....	80
LES RÉOLUTIONS DU CONGRÈS.....	83
CHAPITRE QUATRIÈME	
LA FRAUDULEUSE ALTERNATIVE SAOUDO-WAHHÂBITE À L'ÉTAT KHILÂFAH DE L'ISLAM.....	85
LE CONGRÈS MUSULMAN MONDIAL. LA MECQUE. JUIN JUILLET 1926.....	85

LES DÉLÉGATIONS ENVOYÉES AU CONGRÈS.....	91
LE ROI ET LE CONGRÈS.....	93
CHAPITRE CINQUIÈME	
LE VIEUX MONDE DE L'ISLAM DANS SA DERNIÈRE TENTATIVE.....	101
LE CONGRÈS ISLAMIQUE GÉNÉRAL DE JÉRUSALEM. DÉCEMBRE 1931.....	101
LA DATE ET LE LIEU.....	103
LES CONGRESSISTES.....	105
LES TRAVAUX DU CONGRÈS.....	105
LES ACTIVITÉS POST CONGRÈS.....	109
CONCLUSION	113
ANNEXE I	
MÉMOIRES DE TALAAT PASHA (1874-1921) PUBLIÉES EN 1921 À TITRE POSTHUME.....	117
ANNEXE II	
FATWA OTTOMANE DE DJIHÂDPROMULGUÉE PAR ESSAD EFFENDI, CHEIKH-OUL-ISLAM DE L'ÉTAT OTTOMAN, EN NOVEMBRE 1914 FATWA.....	121
ANNEXE III	
PROCLAMATION DU CHÉRIF HUSSEYN BIN ALI À L'ATTENTION DU MONDE MUSULMAN, LE 27 JUIN 1916.....	123
MÉDINE REPREND SA PLACE CENTRALE DANS ÂKHIROUZ ZAMAN.....	129
INDEX.....	145
TABLE DES MATIÈRES	
GLOSSAIRE	

GLOSSAIRE

- Bay'ah : allégeance à une autorité religieuse et temporelle (le calife).
- Bid'ah : innovation religieuse qui constitue un grand blasphème contre l'autorité divine.
- Califat : autorité spirituelle et temporelle de la communauté musulmane. Synonyme d'Imamat. Ce mot dérive d'imam, la personne qui se met au devant et que l'on doit suivre comme exemple pour la communauté par son savoir et son intégrité, totalement soumis au Très Haut.
- Châm : ou Bilad el-Cham, zone géographique qui serait l'équivalent des États actuels de Syrie, Jordanie, Liban et Palestine et une partie sud de la Turquie.
- Charia'ah : voie et Loi de Dieu pour Ses serviteurs.
- Chirk : associationnisme, seul péché irrémissible..
- Chourah : consultation d'un comité de savants et responsables dans l'objectif de prendre la meilleure décision pour la communauté musulmane.
- Dajjâl : Antichrist ou Faux Messie.
- Dhikr : rappel des noms (99 attributs) divins.
- Djâhiliyah : période anté-islamique (gentilité), d'obscurantisme.
- Djannah : Paradis.
- Eschatologie : science religieuse de l'étude des signes de la Fin des Temps.
- Fikr : réflexion.
- Fitna (pl. Fitan) : sens général actuel de guerre civile mais qui signifie réellement « épreuve » à surmonter.
- Hadith (pl. Ahadith) : paroles prophétiques (cf. Qoudsi).
- Halâl : licite.
- Haqiqah : Vérité d'inspiration divine.
- Harâm : illicite.
- Haramayn : les 2 Lieux Saints de la Mecque et de Médine. Ajouter à ces derniers Jérusalem (ou Al-Qouds) qui fut la première Qibla. C'est aussi le lieu de l'Israa (Ascension ou le Miracle du Voyage Nocturne).
- Hidjâz : région ouest de l'Arabie saoudite, comprenant les villes de Médine, La Mecque et Djeddah.
- Ihsân : perfection et excellence dans l'Iman (dans la pratique).
- Imân : foi, croyance en Dieu.
- Ijtihâd : effort de réflexion et de recherche dans la voie divine.

- Jama'ah : (cf. Chourah) groupe qui doit prendre une décision avec consensus.
- Ka'aba : (cf. Qibla) Temple de Dieu, cubique, sis à La Mecque, représentant la direction mondiale, ou qibla, de la prière ainsi que le lieu du pèlerinage sacré annuel.
- Kafir : (pl. kouffar), celui qui cache, qui refuse et rejette la Vérité divine.
- Ma'rifa : Connaissance d'inspiration divine.
- Mounâfiq : (pl. Mounâfiqouîn) hypocrite.
- Nabi (ou Rassoul) : prophète respectivement sans/avec message écrit divin.
- Nadjd : (ou Nejd) hauts plateaux de la région du centre de l'Arabie saoudite.
- Nour : Lumière divine, science juste et pure.
- Oulémas : (pl. de 'Alim) érudits et savants musulmans, seuls autorisés à émettre des fatwas et autres jurisprudences.
- Qibla : ou direction de la prière vers la Mecque.
- Qiyâmah : jour du jugement dernier.
- Qoudsi : se dit d'une parole prophétique d'inspiration divine.
- Riyad : capitale de l'Arabie saoudite.
- Sounna : tradition prophétique comme exemple à suivre.
- Tariqah : voie de guidance à suivre.
- Tawaf : Circumambulation autour de la Ka'aba lors du pèlerinage.
- Yathrib : ancien nom de Médine.

Dans la collection *Principes* :

- *Nietzsche. Ce qu'il n'est pas , ce qu'il découvre.* Pierre Dortiguiet. N° 1.
- *La crise du monde moderne,* René Guénon. N° 2.
- *Le Califat, Le Hidjâz et l'État Nation saoudo-wabbâbite.* Cheikh Imran N. Hosain. N°3.

Au catalogue des éditions Fiat Lux [www.editionsfiatlux.com] :

- *Biologie et pathologie de la fonction religieuse.* Dr André Gernez. Janvier 2015.
- *Vitamine C liposomale et cancer.* Drs Laïbi Idir & Salim. Décembre 2014.
- *La faillite du monde moderne. Aux premières loges d'un chaos planifié.* Salim Laïbi. Décembre 2012.
- *La dérive Skyrock. Danse avec Bellanger.* Salim Laïbi. Juin 2013.
- *Supra-négritude.* Kemi Seba. Avril 2013.

Autres éditions disponibles :

Livres rares du Dr Hamza Benaïssa (Traditionnalisme guénonien) :

- *L'Émir Abdelkader et la maçonnerie.*
- *Les fondements idéologiques de l'anthropologie moderne.*
- *Tradition et modernité.*
- *L'opium de l'Humanité.*

Mais également :

- *Le 11 septembre n'a pas eu lieu.* Ouvrage collectif.
- *Shoah Hebdo.* Joe Lecorbeau. Décembre 2012.
- Les livres du Dr H. Makow, de Laurent Glauzy...

Livres disponibles ici
www.editionsfiatlux.com



Série commémorative Ansari

Le califat du Hedjaz Et l'Arabie Saoudite
Wahhabite État - Nation

Imran N. Hosein

Traduit en français

Masjid Coran Darul, Long Island, NEW YORK

Copyright réservés par l'auteur
D'abord publié en 1996 par
Masjid Coran Darul,
1514, avenue Est Troisièmement,
Bayshore, NY 11760
USA

Dédié à mon cher frère
Abid Siddiqui
du Centre islamique de New York

TABLE DES MATIÈRES

Préface

Introduction

Chapitre 1 diplomatie britannique et l'attaque contre le califat.

Chapitre 2 L'effondrement du califat ottoman et la montée de l'Arabie wahhabite Nation-État.

- a) La Première Guerre mondiale et l'abolition du califat ottoman.
- b) Les nationalistes turcs et le califat.
- c) La réponse de l'Université Al-Azhar à l'abolition du califat ottoman.

Chapitre 3 La Conférence califat, Le Caire. Mai 1926.

Chapitre 4 L'Arabie wahhabite Alternative au Califat - Congrès du monde musulman, La Mecque. Juin-Juillet 1926.

Chapitre 5 Le vieux monde de l'islam une tentative de résurrection : Le Congrès islamique générale. Jérusalem. Décembre 1931.

Conclusion

Notes

PRÉFACE

Il s'agit d'une troisième publication dans la série Ansari mémoire, publié en l'honneur de mon maître et le cheikh de mémoire bénie, Maulana Muhammad Dr Rahman Fadlur Ansari (1914 - 1974). Les deux précédentes publications ont été intitulée: «La religion d'Abraham et de l'État d'Israël - Un point de vue du Coran», et «l'importance de l'interdiction de la Riba en Islam».

Une grande partie des travaux de recherche pour ce livre a été fait pendant les périodes 1975-1979 ans à la Bibliothèque des Nations Unies au Palais des Nations, à Genève, alors que j'étais étudiant au doctorat en relations internationales à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève.

Nous vivons, au moment de la rédaction d'une situation qui se détériore rapidement dans les pays musulmans d'aujourd'hui du monde avec des conflits sanglants infliger des souffrances inimaginables sur les musulmans innocents en Bosnie, au Cachemire, l'Algérie, Palestine, Tchétchénie, etc Hier, c'était cinquante mille femmes musulmanes violées en Bosnie, et des histoires d'horreur d'aujourd'hui sont d'un fils qui a été forcé de mordre les testicules de son père musulman de Bosnie, et les innocents aveugles musulmans cheikh Omar Abdul Rahman, qui a été condamné à la prison à vie aux Etats-Unis (parce qu'il représentait une trop grande menace pour la pro régime-ouest séculaire dont les règles Egypte), et qui est sexuellement humiliés par les gardiens de prison quand il a un visiteur à la prison.

Je suis maintenant convaincu que le moment est enfin venu pour ce travail pour atteindre le public musulman qui peut maintenant être suffisamment secoué à examiner sérieusement les causes de notre impuissance. Ils peuvent, en conséquence, prendre ce travail au sérieux et broser les manifestations attendues de chercheurs mise en place, et les gouvernements qu'ils soutiennent, dans le monde musulman!

Je prie pour que Dieu peut accepter et de bénir cet effort humble dans la cause de la vérité. impact peut-il si les musulmans que leurs yeux s'ouvriront sur le fait que le régime saoudien wahhabite, qui contrôle désormais l'Haramain et le Hedjaz a joué un rôle actif dans la destruction du califat islamique et ont depuis constitué un obstacle à la restauration d'énergie de la Ummah. Ameen!

I. N. H.

Dar Masjid al-Qur'an,
Novembre 1996. Jumadi 1417 al-Thani

Le Califat le Hedjaz et l'Arabie Saoudite wahhabite - NATION – ETAT

INTRODUCTION

L'une des caractéristiques essentielles de la religion de l'Islam est son insistance pour que quand un peuple reconnaît Allah le Très-Haut comme «souverain» (al-Malik), ils doivent veiller à ce que l'État et toutes ses institutions soumettent à l'autorité suprême d'Allah et la loi suprême. Si l'État, au lieu d'Allah, est reconnu comme souverain, et qui est l'essence même de la laïcité, l'Islam déclare devant être Shirk (blasphème) et qui est le plus grand péché possible.

Partout dans le monde d'aujourd'hui l'État moderne et laïque est universellement reconnu comme souverain. Son autorité est reconnue comme souveraine, et donc aussi sa loi. Et alors, l'humanité d'aujourd'hui à travers le monde est maintenant adoptée par un universel Shirk politique (le blasphème). Il s'agit, en fait, l'un des signes majeurs que nous vivons maintenant dans l'âge de Dajjal, le faux Messie ou Anti-Christ, l'humanité qui trompe en adorant autre qu'Allah le Très-Haut. Il, Dajjal, est le cerveau derrière l'ordre mondial actuel sur lequel le Hadith déclare que 999 sur 1000 entrera dans le feu de l'enfer. Mais même les musulmans semblent pas au courant de cela.

Depuis musulmans reconnus Allah comme souverain, ils n'ont jamais reconnu la Constitution, le Parlement, la Cour suprême, gouvernement, etc, comme souverain. La souveraineté d'Allah implique la suprématie de la religion de l'Islam et, en particulier, la loi sacrée ou charia. L'institution du califat symbolisait la suprématie de l'Islam sur l'État et sur la vie publique. Le calife, qui était connu sous le nom Ameer ou Imam, était à la tête de la Jamaah ou de la communauté des musulmans. Ils se sont engagés allégeance à lui à travers l'institution de baiy'ah. Le territoire sur lequel cette Jama'a se trouvait a été désigné Dar al-Islam. Il en est ainsi désigné parce que l'émir avait la liberté et le pouvoir de faire appliquer le droit sacré d'Allah dans ce territoire. civilisation euro-chrétienne a également été fondée sur la reconnaissance de la souveraineté divine. Dans cette civilisation, cependant, c'est l'Eglise qui a été

reconnu comme représentant de Dieu sur la terre, et l'État est donc subordonnée à l'Eglise.

Mais l'Europe a connu un conflit entre la religion et l'État qui a abouti à la défaite de l'Eglise. La conséquence fut que l'Europe a connu une telle transformation révolutionnaire des fondements mêmes de la civilisation que l'État et la politique ont été sécularisés. Le dernier chapitre du conflit, qui a scellé le sort de la religion en Europe, et a présenté une civilisation essentiellement athée en cours, a été l'américaine, française et bolchevique révolutions. La sphère de la religion a été réduite à chaque groupe et de culte, et le pape et l'Euro-christianisme ont été exclus en tant qu'acteurs dans la conduite de l'Etat. Dieu n'était plus reconnu comme souverain (al-Akbar). Au lieu de cela ce sont les gens qui sont souverains, ils ont été acquis et que la souveraineté dans le nouveau modèle d'un État laïque. L'État est désormais al-Akbar. Pour l'Europe qui a été la laïcité. Pour l'islam, la religion, il a été Shirk, le plus grand de tous les péchés!

Il est étrange que les non-christianisme européen n'a pas mis en place une grande lutte contre cette destruction du modèle sacrés d'un Etat créé par les prophètes David et Salomon (la paix soit sur eux).

Godless la civilisation européenne a lancé une croisade pour transformer le monde entier et de le remodeler après le nouveau modèle européen de la laïcité de l'État et la société sans Dieu. Le reste du monde a été colonisée ou avait sa liberté essentielle enlevé. Et si le monde non-européen également, a finalement été sécularisé et est rapide d'être réduit à une société sans Dieu. Cela comprenait le monde de l'Islam. En fait, le monde de l'Islam a été la cible privilégiée de la civilisation européenne sans Dieu.

Le processus de réduire le monde de l'islam à une société sans Dieu a commencé avec la sécularisation de la vie publique. L'Empire ottoman a été visé. Il a dû être détruits. Mais il ne pouvait pas être détruit tant que le Califat est resté une institution puissante de l'unité pour les musulmans. Et si le califat devait être détruit.

La destruction de l'Empire ottoman, qui a été effectué dans la Première Guerre

mondiale, a abouti à l'émergence de l'Etat laïque de la Turquie. Le gouvernement a été constitué de sécularisée occidentalisés nationalistes turcs qui ont travaillé main dans la main avec un sous-sol mouvement juif. Ils ont d'abord réduit le califat à un bureau qui ressemblait à celle du pape, puis supprimé. Mais le processus de sécularisation dans le monde de l'Islam a été scellé lorsque le Hedjaz, en vertu de la règle d'Abdul Aziz ibn Saoud, a également rejoint Mustafa Kamal (Ataturk) dans le rejet de la suprématie de l'Islam sur l'État. Et si saoudite, bastion de l'islam, également adopté le modèle d'un État laïque. La naissance de l'État de l'Arabie saoudite a coïncidé avec la destruction de la Dar al-Islam qui avait été établie par le Prophète (paix et bénédictions d'Allah soient sur lui).

Alors que le Hedjaz était Dar al-Islam tous les musulmans avaient le droit d'entrer sur ce territoire, - il n'a pas besoin d'un visa. Il n'y avait pas une telle chose que la souveraineté saoudienne. Il n'y avait pas une telle chose comme la citoyenneté saoudienne. Le droit d'entrée dans toute partie du Dar al-Islam a été l'un de plusieurs droits que les musulmans avaient, comme le droit de résider dans le Dar al-Islam, - ils n'ont pas besoin de permis de résidence, le droit de chercher des moyens de subsistance dans une partie de Dar al-Islam, ils n'ont pas besoin d'un permis de travail, etc La naissance de l'État de l'Arabie saoudite a abouti à la négation et l'élimination éventuelle de tous ces droits des musulmans. La destruction du califat et l'émergence de l'État de l'Arabie saoudite ont été les événements qui ont changé la face même du monde de l'Islam de telle manière qu'elles se traduisent par un retour à la phase de pré-Hijri de la civilisation islamique. aujourd'hui Nulle part dans le monde ne Dar al-Islam existent. Il serait, croyons-nous, être correct d'affirmer que la différence fondamentale qui existe entre pré-et post-Hijri Hijri l'Islam a été la création par le Prophète (sallallahu sallam wa alahi) de Dar al-Islam (l'Islam de l'ordre public) en Madina. Mais le monde de l'Islam, comme le reste du monde non-européen, a aujourd'hui été intégrées dans un système constitué laïque et matérialiste de l'organisation politique de l'unité de la nation moderne et l'état laïque. En conséquence, Dar al-Islam n'existe plus aujourd'hui, pas même à La Mecque et Médine. Nous sommes donc en droit de conclure que le monde de l'Islam a en effet retourné, dans son existence collective en tant que Ummah, de pré-Hijri Islam. la civilisation islamique semble désormais entrés dans l'ère post-califat de son histoire. Et, comme il était à la Mecque il y a quatorze siècles, de même

aujourd'hui, - la communauté musulmane dans le monde entier est soumise à un ensemble global Jahiliyah qui domine le monde. C'est Jahiliyah est, bien sûr, moderne post-chrétienne occidentale la civilisation laïque et matérialiste occidental.

Il a été, peut-être, avec une référence particulière à cet âge, que le Prophète de l'Islam (sallallahu sallam wa sallam) aurait dit: « *Quiconque meurt sans avoir vu (de son vivant) (l'institution d') Baiy'ah (le serment d'allégeance par le peuple à travers laquelle un rendez-vous à la position de leadership au cours de la Ummah est légitimée) a certainement une mort de jahiliyah (c.-à-un décès dans une époque qui a vu le retour à la jahiliyah pré-Hijri) ».*

Ce hadith du Prophète (sallallahu sallam wa sallam) a été considéré comme de l'authenticité et l'importance primordiale qu'il a été utilisé par Al-Azhar pour justifier l'appel à une conférence internationale au Caire califat islamique qui répondrait de manière appropriée à la décision de la Grande Assemblée nationale turque, en Mars 1924, d'abolir le califat.

La Conférence elle-même, qui a eu lieu en 1926, a adopté des résolutions qui intègre cette déclaration du Prophète (sallallahu sallam wa sallam) et affirmé la nécessité de l'établissement du Califat, et par conséquent, la République islamique de l'ordre public, pour le monde de l'Islam .

Le défi à relever aujourd'hui la Oumma est clair et net. Il est d'essayer de répéter le mouvement original de la Oumma et, par conséquent, de Voyage de La Mecque à Médine une fois de plus. En faisant la Oummah re-réaliser la mise en place de Dar al-Islam (Islamic l'ordre public). Si cette Ummah est toujours de réussir à rétablir la suprématie de l'Islam sur l'État dans le monde de l'Islam, il est impératif que les musulmans soient au courant de l'histoire de l'effondrement du califat et de son remplacement, dans le cœur de l'Islam, par le profane Arabie wahhabite État-nation.

Cette étude est de même importance plus stratégique parce que l'ennemi qui a détruit le califat ont désormais leur yeux rivés sur le Hajj. Le Hajj a été effectué sans interruption depuis qu'il a été établi par le Prophète Abraham ('alayhi al-

Salam), des milliers d'années. Le pèlerinage a continué même quand saoudite avait embrassé l'idolâtrie. Les ennemis de l'Islam ont désormais comme un de leurs suprême objectifs à long terme, la fin du pèlerinage à La Mecque.

Abou Saïd al-Khoudri a rapporté un hadith du Prophète (sallallahu sallam wa alahi) dans lequel il, le Prophète, a déclaré ce qui suit:

« Les gens vont continuer à accomplir le Hadj et la Omra à la Ka'aba, même après l'apparition de Y'ajūj (Gog) et M'ajūj (Magog). " Shu'ba rapporté, en plus: L'heure (dernier) ne sera pas établie jusqu'à ce que le pèlerinage à la Ka'ba est abandonné. »

(Bukhari)

Notre étude sur le sujet nous a amenés à conclure que l'objectif d'arrêter le Hajj est désormais à la portée des ennemis de l'Islam. Tout ce qui est nécessaire pour que le but à atteindre est que Masjid al-Aqsa être détruits. L'État juif d'Israël peut le faire à tout moment. C'est juste une question de choisir le moment opportun. Le régime actuel a été l'Arabie habilement entraînés dans une position de non-réversible vis-à-vis de l'État juif. La destruction de la mosquée al-Aqsa se traduira par une plus grande opposition pour les Saoudiens. Ils ne seront pas en mesure de contrôler la rage que les musulmans vont exprimer à la fois du Hajj. Et pourtant, si elles sont considérées comme incapables de contrôler le Hadj, puis l'opposition interne au sein de l'Arabie saoudite va mettre le Hajj à l'utilisation efficace de déstabiliser le régime. C'est le scénario qui mènera probablement les Saoudiens pour arrêter le pèlerinage afin de préserver leur domination.

Si le monde de l'Islam venaient à perdre le Hajj, après avoir perdu le califat, il constituerait une nouvelle étape massive Retour à la jâhilîya de pré-Hijri Mecque. Notre situation de sécurité va devenir tout aussi précaire que c'est en pré-Hijri Mecque. Seuls les plus forts survivront Iman possible cette épreuve terrible! Que pouvons-nous faire? La première étape qui doit être pris dans un possible contre-stratégie doit être d'étudier et d'évaluer de façon critique l'histoire de cette période où le califat a été perdu. C'est ce que nous essayons de faire dans ce livre.

CHAPITRE PREMIER

La diplomatie britannique et l'attaque du Califat

Allah, le Tout-Puissant, transmis à la religion de l'Islam au point avec le Prophète Muhammad (sallam sallallahu 'wa alahi) qu'elle pourrait établir sa suprématie sur tous ses rivaux. Cela a nécessité la présentation préalable de la Oumma, à la suprématie de l'Islam, tant dans la vie privée et publique des musulmans.

Le siège du califat (Califat) a fonctionné comme le symbole ultime de l'Islam comme une force dominante dans la vie publique. Sans le califat dans le monde de l'Islam n'aurait jamais le pouvoir. Il y avait, cependant, un lien permanent entre le califat et le contrôle des Haramain, c'est à dire, les territoires sacrés de la Mecque et Médine. Toute personne qui pouvait réussir à rompre ce lien de paralyser l'institution du califat et, à terme, rendre le monde de l'Islam impuissants!

Tout au long des années 1400 années de l'histoire de la Oumma du Prophète Muhammad, personne n'a jamais pu être nommé à la Califat, et a eu sa nomination légitimée par la Baiy'ah, ou serment d'allégeance des musulmans, sans une telle personne soit avoir eu le contrôle effectif ou la capacité d'exercer un contrôle, sur le Hedjaz en général et la Haramain en particulier. Le siège du Califat, et l'autorité au cours de la Haramain, ont toujours été indissociables dans la conscience politico-religieux de la Oumma.

Le lien indissociable avait aussi un fondement dans la charia dans la mesure où le pèlerinage était une institution également obligatoire à tous les membres de la Oumma, et le Hajj impliqués Voyage physique au Hedjaz. Personne, il peut donc être reconnu pour être le chef suprême des musulmans qui n'ont pas l'autorité et les moyens d'exercer la responsabilité de l'organisation et l'administration du Hajj. Et cela, bien entendu, compris la liberté et la sécurité des pèlerins et, par conséquent, nécessaire de contrôle sur le Hedjaz. En conséquence, même lorsque le siège du califat a été transférée du Hedjaz à Koufa (Irak), Damas, Bagdad, Le Caire et même d'Istanbul, le khulafa (c.-à-Califes) a toujours pris le plus grand soin à maintenir leur autorité et leur contrôle sur le Hedjaz. Ce principe a continué sans interruption jusqu'à la chute de l'Empire ottoman islamique dans la Première Guerre mondiale. Maintenant, les ennemis de l'Islam payé très grande attention à l'étude et la compréhension du lien entre le califat, le pouvoir de l'Islam comme une force dans le monde entier, et le contrôle des Haramain, puis planifié leur stratégie

diabolique pour rendre l'islam impuissants, et de le limiter à une foi personnelle privée avec aucune autorité sur la vie publique. En d'autres termes, ils ont planifié leur stratégie de séculariser l'islam et de réduire ainsi les musulmans à la manière athée de vie européen.

Si la civilisation occidentale n'a jamais été de réussir à enfin vaincre et de contrôle de l'islam, et en intégrant l'ensemble du monde de l'Islam dans le nouvel ordre laïc international qui avait été créé par l'Occident, la stratégie exige que Hedjaz doivent être soumis à l'influence occidentale, afin que le califat pourrait être affaibli et finalement éliminé. Tant que le califat survécu restera toujours un mal aux yeux de l'Occident, une manifestation de l'autorité de l'islam sur la vie publique, un puissant symbole de l'Ordre islamique Theo centrée Publique et de la Pax Islamica, et un point de ralliement par que le monde de l'Islam pourrait toujours être mobilisé dans une force de combat efficace. Il y avait un lien indissociable entre «pouvoir» et le califat de l'Islam!

Les Britanniques, conscients de l'importance primordiale du Hedjaz et de l'Haramain de la légitimité et même la survie du califat ottoman, ont concentré leur diplomatie de la Première Guerre mondiale sur les arracher du Hedjaz à partir du contrôle du calife ottoman. Ceci a été réalisé lors de Sharif Hussein, le chérif ottoman nommé de La Mecque et arrière grand-père de l'actuel roi de Jordanie Hussein, a été induite avec succès par les Britanniques à se rebeller contre le calife ottoman et d'établir sa propre autorité sur le Hedjaz en vertu de l'alliance britannique bénigne et de protection.

En 1916, et au milieu même de la Première Guerre mondiale, le calife ottoman avait perdu le contrôle de La Mecque et à Djedda, à savoir, réduire le Hedjaz. Son contrôle sur Madina a été maintenue pendant toute la guerre et ne prit fin en 1919 lorsque certaines troupes ottomanes dans la ville de Médine ont été amenés à se rebeller contre leur chef héroïque, Fakhri Pacha <1>.

Après le calife ottoman avait perdu le contrôle de l'Hedjaz, le califat a été tellement mutilés qu'il s'attardait à Istanbul pour une juste quelques années de plus avant qu'elle ne s'effondre complètement. Et ce fut un succès vraiment remarquable de la diplomatie britannique. L'affaiblissement du califat déstabilisé toute la structure de l'Empire ottoman islamique. Il a fini par s'effondrer. En 1919, les troupes britanniques, sous le commandement du général Allenby, s'emparèrent de Jérusalem. Il est significatif que Allenby, à l'entrée de la ville sainte, a proclamé que "*les croisades sont finalement plus*". S'il y avait le moindre doute de l'extrême danger de l'Islam posés par la diplomatie britannique dans la péninsule arabique, cette déclaration d'Allenby aurait dû mettre ces doutes se reposer.

Qu'est-ce Allenby voulait dire que l'Islam était devenu un tigre sans dents. Son destin était de rester en permanence impuissants et, par conséquent, incapables de répondre à la perte de Jérusalem dans la manière dont Salahuddin Ayyoubi (Saladin) avait répondu quand Jérusalem était perdue pour les croisés.

Les Arabes avaient combattu avec Allenby à Jérusalem arracher à la règle du calife ottoman. Les Arabes attendent maintenant de ravager la carcasse gauche par la victoire britannique sur Istanbul. Ils règle convoité locales sur le Hedjaz, mais il était encore nécessaire d'attendre et de voir si le calife ottoman serait jamais capable de retrouver la force nécessaire de chercher à réimposer son autorité sur le Hedjaz. Lorsque, le 3 Mars 1924, le califat ottoman a été aboli, il est devenu évident qu'aucune menace n'existait pas. Et c'est précisément ce jour-là que les clients de la Grande-Bretagne ont commencé leur lutte sur la carcasse gauche par leur trahison de l'Empire ottoman islamique.

Le 7 Mars 1924, Sharif al-Hussein pré-emptively revendiqué pour lui-même le califat. Son titre le plus important était qu'il exerçait de facto un contrôle local sur le Hedjaz. Il peut aussi se vanter d'être à savoir hachémite, appartenant au même clan - Banu Hashim, de la tribu des Quraysh à laquelle le Prophète lui-même appartenait. En fait, ce pesait si lourdement parmi les Ulama que le Cadi de Transjordanie rapidement accepté la revendication et reconnu comme calife Hussein.

Ses titres de compétences d'autres, qui a été d'une valeur douteuse parmi les masses musulmanes, mais qui a pesé lourd dans la puissance politique de la péninsule, était que le Chérif a été un allié de la Grande-Bretagne, la super-puissance de la journée, et avait reçu financier considérable, un soutien diplomatique et militaire de la Grande-Bretagne dans sa révolte contre l'autorité ottomane dans le Hedjaz.

En revendiquant pour lui-même le califat chérif Hussein a commis l'erreur monstrueuse de ne pas d'abord obtenir l'autorisation de la Colombie d'agir comme il le faisait. Il est l'essence de l'état du client-Etat que la liberté est effectivement réduite. Chérif Hussein avait violé la règle de conduite de base pour le client-Unis. Comment la Colombie-elle réagir ?

Maintenant, la diplomatie britannique dans Jaziratul arabes (par exemple, la péninsule arabique) est multi-dimensionnelle et encore intégrés. Il y avait, tout d'abord, l'objectif d'arracher le contrôle de la Haramain du calife. Le but était d'affaiblir sa légitimité, et donc son influence et son contrôle sur le reste du monde de l'Islam, et ainsi de faciliter la défaite des Ottomans dans la guerre

mondiale. En second lieu la Grande-Bretagne voulait un régime ami au contrôle du Hedjaz de sorte qu'il pourrait être mieux en mesure de manipuler la politique de la péninsule. Enfin, la politique de la péninsule et la défaite des Ottomans ont été stratégiquement liées aux efforts du sionisme de forger un consensus diabolique avec l'Angleterre dans la poursuite de la création d'un Foyer national juif en Palestine. Et cette diplomatie intégrée a finalement été clair avec l'accord Sykes-Picot de 1916 et la Déclaration Balfour de 1917.

Les «super-puissance» (du jour) et la soi-disant «peuple élu» serait donc enfermé dans embrasser une des conséquences véritablement capitale pour eux et pour le reste de l'humanité.

L'objectif de la diplomatie intégrée a été de démanteler l'ensemble de l'ordre public islamique de manière à rendre l'Islam impuissante à empêcher le sionisme d'atteindre son but. Déjà les institutions islamiques sont intrinsèquement liées à l'ordre public islamique, Ahl al-Dhimmah et d'al-Jizyah, <2> a été aboli dans l'Empire ottoman islamique en 1855 comme une conséquence directe de la pression européenne. Mais tant que l'institution du califat est resté il est toujours possible de l'Ordre islamique publique de s'attarder sur et, éventuellement, être ressuscitée. L'attaque contre l'institution du califat a été, par conséquent, un besoin vital si l'objectif ultime euro-juive n'a jamais été d'être atteint.

Il a également été très clair pour les Britanniques et les sionistes d'un Foyer national juif, - l'État juif d'Israël, ne pouvait être établie dans la région musulmane de Palestine, et ne pourrait jamais espérer survivre aussi longtemps que le monde de l'islam avait un pouvoir de calife la mobilisation de ses formidables ressources et de ferveur religieuse et de la diriger à des fins militaires. Et si le contrôle de l'Hedjaz, qui a été d'une importance primordiale dans la politique de la péninsule, était une question à laquelle la diplomatie britannique a attiré l'attention suprême.

Mais la revendication du califat par le hachémite, Sharif al-Husseïn, était incompatible avec la Colombie objectifs diplomatiques, car il est toujours possible que la demande aurait pu réussir. Sharif al-Husseïn aurait alors pu mobiliser le monde de l'islam à un point tel que de rétablir la République islamique de l'ordre public et Pax Islamica dans le cœur symbolique puissante de l'Islam, et ainsi de constituer une menace pour l'influence britannique et le contrôle sur de grandes parties de Dar al-Islam. Un monde revitalisée de l'islam aurait également fait le contrôle juif sur la Palestine et de Jérusalem tout à fait impossible.

Et si la Grande-Bretagne a donné sa bénédiction à l'autre client britannique dans

la péninsule, Abd al-Aziz Ibn Saoud, à agir contre Hussein et d'arracher le contrôle du Hedjaz de lui. Il s'agissait de la perfection de l'art de la double traversée et de l'hypocrisie. Un client a été utilisé pour éliminer un autre client. Grande-Bretagne avait cultivé l'amitié Ibn Saoud et de l'alliance pendant la guerre et, comme d'habitude, avait employé la diplomatie financière (à savoir, la corruption). Ibn Saoud a reçu une somme mensuelle de 5000 livres sterling par le Trésor britannique en échange de sa neutralité bienveillante dans la rébellion Husain contre le calife, l'imposition de l'état hachémite sur le Hedjaz, et les efforts diplomatiques et militaires de Grande-Bretagne dans la péninsule à l'encontre de la République islamique ottoman État. Il diaboliquement rationalisé cette violation manifeste de l'ordre d'Allah le Très-Haut et de Son Prophète, en expliquant l'écart de la corruption comme Jizyah. <3> (Coran 5:51)

Mais la diplomatie britannique à l'égard d'Ibn Saoud a été réalisé à des fins d'une importance stratégique beaucoup plus grande que la simple neutralité bienveillante dans la guerre et la disposition de l'imprudent Husain Sharif. Ibn Saoud avait un potentiel bien plus grand que la Grande-Bretagne propose maintenant d'exploiter, à la suite de réclamation chérif Hussein pour le califat.

Le pouvoir saoudien dans le Nedjd, qui a resurgi avec la prise de Riyad en 1902, a été le produit d'une ancienne alliance entre un chef de tribu et le chef religieux de la secte wahhabite puritaine fanatique religieux. Cette alliance assurée que si les descendants du chef tribaux exercent le pouvoir politique sur le territoire régi par l'alliance, les affaires religieuses seraient soumis à l'autorité des descendants du chef religieux. En conséquence, il était inévitable que les Saoudiens Najdi serait sous la pression des wahhabites de chercher à la force la soumission du cœur, la terre de l'Islam (le Hedjaz) à la perception wahhabite de la vraie foi.

Grande-Bretagne n'était que trop heureux de donner le feu vert à Ibn Saud de déplacer ses forces contre Husain quatre jours après la hachémite avait réclamé pour lui-même le califat. Ibn Saoud était impatient de se retourner contre Husain, car, aussi étrange que cela puisse paraître, à la fois le contrôle juif sur Jérusalem et le contrôle wahhabites plus Hedjaz face à une menace similaire. Ni pourrait être soit atteint ou ne peut espérer survivre que si le monde de l'islam avait un calife.

En soutenant Ibn Saud les Britanniques étaient maintenant veiller à ce que tant que les wahhabites saoudiens, a régné sur le Hedjaz le califat ne pourrait jamais être repris. Les Britanniques en outre calculé que sans le califat islamique de l'ordre public ne pourrait pas survivre et le monde de l'Islam serait alors tellement affaibli qu'il ne pourrait jamais être mobilisés pour empêcher la création de l'État juif d'Israël. La Grande Bretagne savait aussi que les

Wahhabites, eux-mêmes, ne pourrait revendiquer le califat depuis un calife wahhabite serait toujours totalement inacceptable pour l'écrasante majorité des musulmans du monde entier. Et si, par le retrait de l'appui de Husain et le soutien Ibn Saoud, la Grande-Bretagne était en fait la poursuite de ses attaques incessantes contre l'institution du califat islamique et les théocentrique de l'ordre public.

En quelques mois, Ibn Saoud a réussi à conquérir la Mecque, et Hussein ont fui vers Jeddah. Les Britanniques finalement intervenu pour lui retirer physiquement de la péninsule en lui offrant un confortable exil à Chypre. Et bientôt Madina et à Jeddah ont également été sous la domination Arabie wahhabite.

Plus d'un siècle plus tôt, cependant, l'alliance saoudo-wahhabite avait réussi à surmonter les défenses de Taëf et à La Mecque et il s'ensuivit un bain de sang des proportions étonnantes. Les wahhabites, dans leur zèle fanatique, considéré comme le résident des musulmans dans le Hedjaz à Mushriqoon (c.-à-un peuple coupable du crime de blasphème) et, en conséquence, a jugé qu'il était permis de les tuer. Le Calife à Istanbul obtenu le Khédive d'Égypte mamelouke, Muhammad Ali, d'envoyer une armée pour le Hedjaz, sous la direction de son fils Ismail. Les guerriers wahhabites saoudiens ont rapidement été chassés du Hedjaz et dans le désert. Un siècle plus tard, cependant, il n'y avait pas calife et tous les puissants communautés musulmanes ont été sous la domination coloniale occidentale. En outre, Ibn Saoud joui de l'amitié la protection de la Grande-Bretagne, la super-puissance de la journée. Il n'y avait donc aucune possibilité immédiate que ce soit, de déloger les forces Arabie wahhabite de l'Haramain et du Hedjaz.

Bien que Ibn Saoud a été en toute sécurité dans le contrôle du Hedjaz, il était encore confronté à un problème vraiment formidable au début de son règne sur le Hedjaz en 1924. Notamment, il a dû élaborer une certaine stratégie qui pourrait permettre d'éviter la possibilité à long terme d'une répétition de la catastrophe qui s'est rendue dans la règle précédente Arabie wahhabite sur le Hedjaz. Il semblerait qu'il a d'abord pensé à une politique de conciliation avec les non-musulmans wahhabites et de l'utilisation de son contrôle sur le Hedjaz faire avancer la cause de l'unité de la Oumma. Ainsi, peu de temps après la mainmise sur la Mecque et la réception de ses habitants de leur reconnaissance de lui en tant que sultan du Hedjaz, il a émis une proclamation à l'ensemble du monde de l'Islam à l'effet que le Hedjaz, avec ses Haramain, appartenait à tout le monde de l'Islam et que lui, Ibn Saoud, qui s'est tenue le contrôle sur le Hedjaz comme une fiduciaire seulement, et au nom de l'ensemble du monde de l'Islam.

<4> Il a ensuite poursuivi en invitant tout le monde de l'islam d'envoyer ses

représentants à la Mecque alors que, sur la base de la consultation (shura) et Ijma (consensus), une société juste, une administration efficace et représentatif pourrait être établie dans le Hedjaz .

Cette annonce importante a été entièrement compatibles avec les dispositions de l'Ordre islamique publique. Le Hedjaz était encore le Dar al-Islam qui avait été établie par le Prophète. Il n'y avait encore aucune indication d'un État qui prétend l'Arabie «souveraineté territoriale» sur le Hedjaz. Les droits des musulmans sur le territoire de Dar al-Islam ont été publiquement reconnus et respectés.

Mais malheureusement, ce souci de l'unité du monde de l'Islam et cette déclaration fervente concernant le statut du Hedjaz ne représentent pas les desseins réels Arabie wahhabite sur le Hedjaz. Il s'agissait simplement d'un cas de «la politique de l'opportunisme et a été conçu pour protéger l'Arabie-wahhabites dans le sillage d'une initiative importante menée par Al-Azhar au Caire peu de temps après l'abolition du califat ottoman. En effet, l'initiative Azhar avait des implications dangereuses pour les Ibn Saud et de l'État Arabie wahhabite sur le Hedjaz. Il constitue également une problématique «ombre au tableau pour les sionistes victorieuse et la Colombie. Al-Azhar a proposé de convoquer un Congrès international califat islamique (al-Mutamar Khilafah) au Caire qui, entre autres, tenter de nommer un nouveau Calife dans le monde de l'Islam.

Si les wahhabites été véritablement consacré à l'islam qu'ils ont salué cet effort d'Al-Azhar pour assurer la conformité avec une exigence essentielle de la charia, à savoir, l'établissement d'un califat authentique. Les wahhabites ont longtemps soutenu que le califat post-Rashidoon était invalide parce que, entre autres choses, le Califat n'était pas constituée d'une manière qui est conforme aux exigences de la charia. Maintenant que le califat valide a été abolie et le premier centre d'enseignement islamique a été la convocation d'un congrès islamique international pour discuter de la question du califat et de l'effet de la nomination d'un nouveau calife, les wahhabites ne doit pas seulement se sont félicités de cette initiative, mais devrait également ont étendu les possibilités de coopération et de tous les aurait participé de façon sérieuse au sein du Congrès afin de s'assurer que le califat véritable a été rétabli.

Mais les wahhabites n'avait pas un tel dévouement sincère à l'islam. Leur attitude était essentiellement une question de religiosité sélective, l'opportunisme, l'opportunisme et l'esprit de clocher. Les Wahhabites savaient que le monde de l'Islam n'aurait jamais accepté un calife wahhabite et, en conséquence, ils ont trouvé opportun de répudier une exigence essentielle de

l'Ordre islamique public. Ils mobilisé toutes leurs énergies à saboter le califat du Caire Congrès. Leur stratégie consistait à organiser un congrès rival à La Mecque au moment du pèlerinage de 1926. Cela signifie que le Congrès Mecque aurait lieu dans un mois du Caire Congrès, ce qui rend difficile pour les délégués d'assister aux deux conférences. Depuis la Conférence de La Mecque a été programmée pour coïncider avec le pèlerinage, et qu'il avait le soutien actif des Britanniques, il a un net avantage sur la Conférence du Caire.

Deuxièmement, elles sont expressément exclues de l'ordre du jour du Congrès la question de la Mecque du califat. Cette tentative transparente de saboter la Conférence du Caire et d'enterrer le califat a été plus que suffisamment de preuves pour exposer les pouvoirs creux de la wahhabites comme soi-disant défenseurs de la charia et de l'Islam.

La réponse du monde de l'Islam à cette rivalité, à savoir le Caire califat Congrès de Mai / Juin 1926 et le rival Mecque Congrès du monde islamique de Juillet 1926, est un sujet qui mérite une recherche sérieuse. Combien la diplomatie britannique a participé à garantir, par exemple, que l'importante communauté musulmane de l'Inde qui avaient soutenu le califat ottoman à tel point qu'ils avaient créé le Califat formidable mouvement, veux rester à l'écart du Congrès califat du Caire et, au lieu, assister à la Mecque rivale du Congrès de l'ordre du jour de où la question du califat a été spécifiquement exclus? Très peu de recherches ont été faites sur ce sujet.

Ce qui était clair, toutefois, c'est que dans cette rivalité du Congrès Mecque remporté une victoire tactique sur Le Caire, - une victoire qui a des implications énormes pour la survie même de l'institution du califat et l'islam orthodoxe de l'ordre public (par exemple, Dar al- l'Islam). Ceux qui ont organisé le Congrès du Caire tient à assurer la conformité avec le système de l'islam orthodoxe de l'organisation politique. Mais ils étaient intellectuellement incapables d'articuler une conception de l'Ordre islamique public (Dar al-Islam) et la conception islamique d'un ordre international qui pourrait convaincre un monde sceptique de l'Islam.

Ceux qui ont organisé le Congrès à La Mecque, d'autre part, ne voulaient pas, parce que des groupes d'intérêts, de rester fidèle à l'orthodoxie islamique ordre public avec son califat, Dar al-Islam, etc Au lieu de cela ils ont choisi d'accepter le système rival de l'organisation politique qui a émergé dans la civilisation occidentale moderne, et qui venait de pénétrer au siège même de le califat ottoman, - à savoir le système laïque État-nation. Et ils l'ont fait parce que c'est seulement dans le système de l'État-nation que l'Arabie-Wahhabites pourraient réalistement poursuivre un effort pour gagner la reconnaissance et la légitimité

de leur domination sur le Hedjaz et d'assurer ainsi la survie de l'Etat saoudien. Ils camouflé leurs véritables desseins et fait une tentative d'élaborer pour duper le monde de l'Islam. Et leur succès dans ce jeu de tromperie a été amplement démontré dans le caractère représentatif du Congrès de La Mecque.

La victoire tactique du Congrès de la Mecque dans sa rivalité avec le Congrès du Caire a joué un rôle important en ouvrant la voie pour le reste du monde de l'Islam, y compris le cœur des terres de l'islam, pour finalement suivre l'exemple de Mustafa Kemal et ses modèles de l'Etat laïque de la Turquie. L'histoire du monde de l'Islam depuis 1924, d'une part, les maux qui ont été injecté en continu dans le corps de la Ummah à travers ce système d'organisation politique étrangère et, d'autre part, les naïfs, les tentatives confuses et superficielles des modernes des bourses d'études islamiques de reconstruire une nouvelle islamique de l'ordre public sur les fondements laïques du système État-nation. Ce qui est ressorti de ces efforts a été l'objectif de «l'islamisation» et d'établir «l'État islamique» au sein du système d'Etats-nations. Mais ces deux objectifs ont été vaines car il était, et est encore, impossible pour eux de se faire sans d'abord le retrait de l'essentiel de l'appareil de l'État-nation, - essentielle, qui est, pour sa survie en tant qu'institution laïque.

Les Dr Muhammad Iqbal et Maulana Abul Ala Maududi aventuré dans l'Ijtihad (c.-à-raisonnement indépendant) pour reconstruire un Etat islamique sur l'ordre public dans l'après-califat Islam. Leurs efforts ont abouti à la notion de «l'État islamique». Malheureusement, les efforts pour établir l'État islamique a entraîné dans le système de l'islam orthodoxe de l'organisation politique de la Oummah islamique ou de l'ordre public (c.-à-Pax Islamica et Dar al-Islam) étant relégué à l'obscurité totale. Comme conséquence une pensée politique dans le monde de l'Islam a été gravement mal, et l'immense confusion ainsi créée persiste jusqu'à nos jours.

CHAPITRE DEUX

L'effondrement du califat ottoman et la montée de l'Arabie wahhabite Nation-État.

a) La Première Guerre mondiale et l'abolition du califat ottoman

Dans la mesure où le monde musulman était préoccupé de la première guerre mondiale a été beaucoup plus qu'une simple guerre européenne. Il a été, plutôt, une guerre qui a provoqué des bouleversements et des changements dans le monde musulman qui ont été sans précédent dans ses treize cents ans d'existence.

Tout d'abord, la plus grande puissance musulmane et le siège du califat contemporaine, l'Ottoman Empire Islamique, l'entrée en guerre du côté des puissances centrales. Bien que cette décision est encore soulève quelques controverses car, jusqu'à la dernière minute, les dirigeants ottomans n'ont pas encore décidé s'il allait entrer en guerre ou non, et si oui, de quel côté à l'appui, il y avait des motifs pour spéculer sur un possible Colombie rôle sioniste dans l'affaire.

Les dirigeants juifs-sionistes avaient fait un certain nombre d'efforts infructueux à un accord avec le Calife pour le contrôle juif sur Jérusalem. Ils sont même proposé d'acheter la ville sainte. La Grande-Bretagne avait soutenu ces efforts juive et sioniste.

Parmi la Grande-Bretagne grands objectifs politiques et militaires dans la guerre ont été l'assujettissement de l'islam en tant que puissance dans le monde, la conquête de Jérusalem, et la création en Palestine d'un foyer national juif qui cesse de perturber et de la police des musulmans du Moyen-Orient au nom de l'Ouest.

Les dirigeants ottomans prévisible tenté de mobiliser un appui pour son effort de guerre de l'ensemble du monde musulman. À cet égard, le 23 Novembre 1914, le cheikh al-Islam de l'État ottoman islamique a émis une fatwa et une proclamation déclarant le djihad et le commandant de tous les musulmans à lutter contre les puissances alliées. la diplomatie britannique, toutefois, réussi à promouvoir et exploiter le nationalisme arabe dans la péninsule arabique comme un moyen efficace d'attaquer et d'affaiblir la puissance formidable de la fraternité islamique universel. En conséquence, les Arabes se révoltèrent contre

la domination ottomane sur la base d'une offre britannique d'aide pour réaliser l'indépendance nationale.

En moins de deux ans après le début de la guerre Sharif al-Husseïn, soi-disant «*roi des Arabes*», ferme allié des Britanniques, et grand-père du roi de Jordanie Hussein, avait réussi à se révolta contre l'autorité ottomane et a été installé en tant que roi du Hedjaz, le cœur des terres de l'Islam. Et comme une conséquence de la perte des villes de La Mecque et, éventuellement, Madina, l'appel pan-islamique du calife ottoman subi des dommages irréparables.

Les Britanniques suivi leur succès dans le Hedjaz en installant le fils de Hussein comme roi en Irak et la Transjordanie ainsi. Et 1919 par le général britannique, Allenby, avec les troupes arabes combats loyalement avec lui, marcha triomphalement dans Jérusalem et a déclaré que les croisades avaient finalement pris fin. Palestine resta un territoire sous mandat britannique (mandatée par la Société des Nations) jusqu'à ce que la Colombie a retiré en 1948 et les Juifs sionistes déclaré la création de l'Etat d'Israël.

L'Empire Ottoman Islamique a été gravement battu dans la guerre. Les Puissances alliées ont combiné leurs prouesses militaires avec une arme psychologique qui a eu des effets considérables pour l'Islam. Les Britanniques et les Français a réussi à gagner le soutien militaire islamique (par des moyens plus mauvais que juste) de l'Inde, le Maghreb et d'autres régions et ainsi à la fois arabes et musulmans non-arabes se sont battus contre leur Turcs frère musulman. Le résultat fut que l'Empire Ottoman Islamique a été non seulement défait, mais sa universelle des fondations islamiques ont été détruits.

Sur les cendres de la défaite ottomane dans la Première Guerre mondiale les forces laïques nationalistes turcs, dirigée par Mustafa Kamal, a mené une guerre "après la guerre" avec tant de courage, de la brillance et la détermination que les pouvoirs las de la guerre européenne, empêché d'intervenir par leur propre opinion publique intérieure, ne pouvait rien faire pour empêcher les Turcs d'infliger une cuisante défaite aux Grecs, et à gagner la liberté turque. Le Traité de Lausanne, signé en 1924, a donné une reconnaissance internationale à celui qui avait été gagné par les armes turques sur le champ de bataille.

b) Les nationalistes turcs et le califat.

Les forces nationalistes turcs avaient été en conflit constant avec le sultan-calife pendant plus de cinquante ans, luttent pour limiter ses pouvoirs grâce à un ordre constitutionnel qui remplacerait ce qu'ils considéraient être une dictature

autocratique. Les forces nationalistes turcs ont été essentiellement laïque dans leurs perspectives politiques et ont été très impressionnés par ce qu'ils percevaient à l'évidente supériorité de la civilisation occidentale au cours du califat ottoman et islamique Empire.

Dans le sillage de la perte des villes de La Mecque et Médine, et après beau-frère, les musulmans avaient combattu contre eux dans la guerre, qu'ils se sentaient se libérer de tout attachement qui poussent dans le monde de l'Islam. Et ils pas tardé à transformer l'ordre politique de l'ancien modèle de Dar al-Islam, ou la République islamique de l'ordre public, à l'ouest d'un modèle moderne et laïque État-nation, la République de Turquie.

Dans une telle transformation qu'elle a été et est encore, inévitable qu'il y ait une certaine forme de séparation de l'église »« de »l'Etat» - ce fut le fondement même du modèle occidental. <5> La nouvelle Grande Assemblée nationale turque, fidèles au nouveau modèle il a été l'introduction, nommé Abdul Mageed comme calife en 1922 pour servir en tant que chef de l'Eglise »islamique. Son califat, cependant, a été dépouillé de tout pouvoir temporel. Ils ont été dévolus à l'État.

Il est tout aussi inévitable que le nouveau modèle devrait se décomposer dans le milieu islamique de la Turquie. Il n'a pas été, et n'est toujours pas possible de faire avec l'islam ce que les Européens avaient fait avec le christianisme, après l'éclatement du Saint Empire romain germanique. Le Calife n'a pas été, et ne pouvait être, soit l'équivalent du pape. <6> Il pourrait y avoir pas de logement de la laïcité politique dans le système islamique depuis l'islam orthodoxe ne reconnaissait pas la division entre l'Église et l'État. En effet il n'y avait pas une telle chose comme un Etat islamique «*Eglise*».

Il est vite devenu évident que le nouveau modèle d'un État-nation moderne ne pouvait pas sortir alors que l'institution du califat est resté. Il est également apparu des signes (comme le soutien britannique pour le Mouvement califat en Inde) que les ennemis de la République kémaliste ne cherchent à utiliser le calife à déstabiliser la République et, éventuellement, de supprimer Mustafa Kamal. Les forces nationalistes turques rapidement et clairement entendu que l'État-nation dans le milieu islamique soit dû trouver le courage de prendre le contrôle de l'islam et l'islam subordonnée à l'État ou subir le sort (par exemple, de leur point de vue) d'avoir l'islam de prendre le contrôle de l'État et de restauration de Dar al-Islam.

Il n'est pas surprenant, donc, lorsque la Grande Assemblée nationale turque a

adopté, le 3 Mars 1924, une autre loi abolissant le califat. L'article 1 de la loi prévoyait:

«Le calife est déposé. Le bureau du califat est aboli, depuis le Califat est essentiellement composé dans le sens et la signification des mots Gouvernement (Hukumah) et République (Jumhuriyyah) » <7>.

L'adoption de cette loi a marqué un moment décisif dans l'histoire de la Oumma. Après une période de treize cents ans durant laquelle l'institution du califat a été presque universellement reconnu par les musulmans (par exemple, les musulmans sunnites) comme essentielle à leur religion, même lorsque le siège du califat a été rempli par des moyens qui sont contraires aux principes de l'islam, le monde de l'Islam se trouve au XIV^e siècle de son existence sans un calife. En effet, si nette et permanente a été le changement que l'on pourrait peut-être pardonné pour conclure que le monde de l'Islam se sont écoulées dans la période post-califat de son existence.

c) La réponse de l'Université Al-Azhar à l'abolition du califat ottoman.

L'importance de l'abolition du califat se trouvait dans le même article premier de la loi d'abolition, à savoir, le califat a été remplacé par le moderne et laïque État-nation. Une institution considérée comme une partie de la religion de l'Islam a été remplacée, sous l'impact de la pensée politique occidentale et la civilisation, par un système politique qui appartenait au monde occidental, et la terminologie (Hukumah et Jumhuriyyah) utilisés dans l'ancien modèle orthodoxe sont maintenant utilisées dans un sens nouveau pour s'adapter au nouveau modèle. Un aussi grand penseur que le Dr Muhammad Iqbal ne semble pas avoir bien compris la vraie nature du changement qui s'opérait. <8>

Dans la mesure où le califat faisait partie de la religion de l'Islam, il était très clair que la propagation massive et (du point de vue religieux) tout à fait à des innovations blâmables a été perpétré ce qui suppose une réponse appropriée religieux. Vingt-deux jours après le passage de la loi dans la Grande Assemblée nationale turque, le recteur de l'Université Al-Azhar au Caire a rencontré le leader oulémas de l'Université et la déclaration suivante concernant le califat a été émis:

« Le Califat, qui est synonyme de l'imamat, est une direction générale (ri'asah)

en matière d'al-Din et d'al-Duniya. Sa fonction fondamentale est de veiller aux intérêts de la Millat et plus l'administration de la Oumma . »

La déclaration générale «situé ce leadership» dans le bureau de l'imam qui a été défini comme suit :

« ... L'adjoint du promulgateur de la loi religieuse pour la défense de la foi, pour l'application de ses préceptes et pour l'administration des affaires banales comme le prévoit la Charia. »

«L'Imam est l'Imam, en vertu du paiement d'allégeance (serment d'allégeance) de la part de ceux qui ont le pouvoir de« lâche et se lient »(ahl al-Halli Wal-AQD) <9>, ou bien être choisi par son prédécesseur pour lui succéder. »

«L'imamat peut également être acquis par la conquête dans le sens où si une autre partie maîtrise du calife et usurpe sa place, le calife aurait perdu son mandat. Parfois, l'acquisition par la conquête est renforcée par le paiement d'allégeance ou par le choix du précédent calife comme cela a été le cas avec la majorité des Califes du passé. » <10>

Passant à la situation concrète face à eux, la déclaration condamnée comme hérétiques sans précédent dans l'islam, en premier lieu la nomination d'Abdul Majeed est un califat dépouillé de son pouvoir temporel, - que cela soit pris en charge par la Grande Assemblée nationale turque, et d'autre part l'abolition du califat.

Étant donné que ces hérétiques sont totalement incompatibles avec les préceptes de la foi, les oulémas ont conclu que d'un Congrès islamique doit être convoquée, à laquelle des représentants de tous les peuples musulmans devraient être invités, afin d'examiner sur les épaules desquels le califat islamique devrait être placé.

Telle était donc la première réponse sérieuse du monde de l'Islam à l'abolition du

califat ottoman. Mais il est important de noter que la proposition constitue un changement important du comportement politique traditionnelle dans le modèle orthodoxe de l'islam. On pourrait même la décrire comme une innovation. Les oulémas propose d'utiliser un Congrès islamique, quoique avec des représentants de tous les peuples musulmans qui participent, de nommer un nouveau calife. Jamais, depuis la première moitié du premier siècle de l'histoire islamique avait été un calife élu par le peuple. Et jamais dans toute l'histoire de l'Islam avait-il jamais été élu par une assemblée ou d'un représentant du Congrès de tous les peuples islamiques. <11>

La proposition s'est heurtée à des difficultés telles que le Comité chargé de la planification pour le Congrès substitué la question explosive de l'élection d'un nouveau Calife pour le moins controversée et plus pratique l'objet d'une analyse de la situation et les réponses possibles. Quelle est la plus grande importance, cependant, c'est que pour la première fois depuis la période plus tôt de l'histoire du système politique musulman l'idée a été avancée publiquement par un organisme prestigieux a appris aux musulmans que les affaires importantes de la Oumma pourraient être examinées et les décisions prises par une assemblée ou un congrès représentatif de tous les peuples musulmans.

Il est extrêmement difficile de déterminer si cela peut être attribuée à l'influence de la civilisation occidentale, que Toynbee voudrait nous faire croire. <12> Il n'en reste pas moins vrai que dans la mesure où la proposition du Congrès aurait utilisé la Choura et ijma il aurait été plus proche de l'islam orthodoxe que le califat, mais que toutes les premières décennies de son existence qu'il décrivait.

CHAPITRE TROIS

La Conférence califat, Le Caire. Mai 1926.

Ordre du jour

Le Congrès califat, qui a finalement eu lieu au Caire en mai 1926, avait inscrit à son ordre du jour l'examen des éléments suivants :

1. "La définition du califat et des qualifications requises dans le Calife.
2. Le califat une nécessité dans l'Islam ?
3. Comment est le califat contrat ?
4. Est-il possible à l'heure actuelle pour constituer un califat qui remplit toutes les exigences de la Charia?
5. En supposant que la réponse à la quatrième point est négative, quelles mesures devraient être prises ?
6. En supposant que le Congrès décide qu'il est nécessaire de nommer un calife, quelles mesures devraient être prises pour donner effet à cette décision ? "

Les délégués

Les délégués qui ont assisté au Congrès venus d'Egypte, Libye, Tunisie, Maroc, Afrique du Sud, Indes néerlandaises (aujourd'hui l'Indonésie), du Yémen, du Hedjaz (aujourd'hui en Arabie Saoudite), en Palestine, en Irak et en Pologne. Brillent par leur absence ont été les délégués de nombreux pays et les communautés islamique, - la Turquie, la Perse (aujourd'hui l'Iran), en Afghanistan, le Nejd (aujourd'hui en Arabie Saoudite) et les communautés musulmanes de la Russie, la Chine et l'Inde.

La Turquie a décliné l'invitation à participer à la réponse à froid que le pays n'avait pas de problème de califat. La Perse, un pays chiite, n'a manifesté aucun intérêt pour le Congrès sunnite Califat. Les musulmans de Russie, la Chine et l'Inde toutes les minorités vivant dans des milieux hostiles, a adopté une position commune. Ils sont restés loin de la conférence du Caire de mai 1926, qu'il considère comme un simple exercice académique, un rassemblement dépourvu de tout pouvoir réel et peu susceptibles de leur offrir une aide concrète et de protection. Mais ils l'ont fait principalement en raison d'une conférence de rival avait été organisée par un homme qui semblait être une véritable puissance, 'Abd al-Aziz ibn Saoud. En fait, il a été, lui-même, dans la crainte mortelle de la ré-émergence du califat car il venait d'arracher le contrôle des villes saintes de La Mecque et Médine pour sa maison royale.

Enfin, parmi les délégués présents au Caire, a été le chef de la Sanusi (soufi) Commander, al-Sayyed Idris al-Sanusi, désigné comme émir de Barka et de Tripoli. On disait qu'il y avait une forte possibilité de lui d'être élu Calife si le Congrès décidait d'élire un. <13>

Sessions du Congrès

Le Congrès s'est réuni en quatre sessions sur les 13e, 15e, 18e et 19e mai 1926. À la première session de la Première Commission a été nommé «*pour examiner les propositions et de les traduire devant le Congrès*». Le Comité a immédiatement proposé que les travaux du Congrès se tiendra «*dans le secret*». Cette proposition a été rejetée à la quatrième session plénière avec le résultat que nous possédons, comme un document public, l'ensemble du compte rendu de ce congrès. <14>

Les Deuxième et Troisième Commissions ont été nommés dans la deuxième séance plénière, la Deuxième Commission à examiner les articles 1, 2 et 3 de l'ordre du jour du Congrès et la Troisième Commission d'examiner les points 4, 5 et 6. Les rapports de la Deuxième et Troisième Commissions et des discussions et des décisions fondées sur ces rapports ont constitué la base même du travail du Congrès. Et c'est à l'analyse de ces rapports que nous avons maintenant.

La Deuxième Commission

Dans la définition de l'institution du califat la Deuxième Commission s'est fondée sur les écrits font autorité des savants comme Al-Mawardi, d'Ibn Khaldoun et d'autres. En particulier, ils ont mis l'accent sur le fait que le calife doit combiner dans son bureau «*temporelle*» ainsi que «*religieux*» de leadership. Deuxièmement, il ne peut y avoir qu'un seul calife à la fois, puisque, entre autres, le rôle de l'institution du califat est d'unifier la Oumma. <15>

La deuxième question devant le Comité (c'est le califat une nécessité dans l'Islam?) A été, pour dire le moins, assez incroyable. Il y avait là une institution qui a toujours été d'une importance cruciale pour sunnite vie politique et qui avait été avec les musulmans de l'époque de la mort du Prophète. Dans toute son histoire de la Oumma a non seulement vécu avec le califat, mais, en outre, n'avait jamais sérieusement envisagé la possibilité d'une alternative.

En effet, dans l'acte de penser qu'une alternative au califat a été possible, on aurait été soi-même d'exposer à l'accusation très grave de se livrer à une

innovation. Et pourtant, à la suite de la Fiat d'un seul homme, Mustafa Kamal de la Turquie, ici a été le siège principal de l'apprentissage dans le monde entier de l'Islam présenter à l'examen du Congrès la question Califat - c'est le califat une nécessité dans l'Islam ?

Et pourtant, peut-être, c'était la question la plus importante de la Oumma jamais eu à répondre de toute son histoire. Car il s'est avéré, inévitablement, que le Comité a confirmé que le califat était une nécessité dans l'Islam, mais qu'elle ne pouvait pas, à ce moment-là, être réalisé. <16> En d'autres termes, Dieu avait mis sur les musulmans une obligation qu'ils ne pouvaient pas, à ce moment-là, remplir. Mais ce n'était guère une réponse satisfaisante à la question puisque Allah, en vertu d'être omniscient, n'a pu placer sur Ses serviteurs une obligation qu'ils ne pouvaient pas satisfaire.

Soit, alors, le Califat n'était pas une nécessité dans l'Islam, ou était-ce une nécessité et n'a pas pu être réalisé. Dans quel cas l'échec de rétablir le califat serait un péché collectif pour lequel les croyants seraient punis.

En ce qui concerne la troisième question (Comment le Califat atteint ou constituée?), Le Comité de répondre comme suit:

1. « Nommé par le précédent calife »
2. « Sur rendez-vous par les classes des musulmans influents, à savoir, les hommes que le public doit obéir comme oulémas, émirs, des notables, des hommes d'opinion et d'administration. »
3. « Par la conquête par un musulman, même s'il ne remplit pas les conditions des autres. » <17>

La présentation de ce rapport par la Deuxième Commission ont conduit à un débat très important et intéressant entre Abd al-Aziz al-Effendi, un professeur tunisien qui a été l'un des délégués irakiens, et Cheikh Muhammad al-Ahmadi Al-Zawahiri, chef de la délégation égyptienne, <18> sur l'applicabilité de principes théoriques islamique et la nécessité de l'ijtihad:

Thalibi Effendi:

«Nul ne peut contester le fait que la question du califat est le plus important et le plus difficile à résoudre. Je propose donc l'ajournement du Congrès avant l'année prochaine afin que nous puissions être en mesure d'étudier le problème en détail et dans tous ses aspects. Il ne suffit pas d'examiner le problème du point de vue purement théorique. Certains doit être tenu compte de la nécessité des circonstances et des lieux, (et) de l'influence exercée sur les institutions

islamiques par les politiques de certaines puissances étrangères. »

Shaikh Al-Zawahiri:

«Dans l'examen des questions théologiques qui nous ont été soumis, nous ne voulions pas avoir recours à l'ijtihad et à établir une nouvelle doctrine. Nous nous sommes bornés à examiner les principes admis par la doctrine reconnue de l'islam. En ce qui concerne l'applicabilité de ces principes , c'est à vous de déclarer que ce n'est pas de notre compétence. »

Thalibi Effendi:

«Je préconise ni une doctrine nouvelle, ni l'ijtihad. Ce que je cherche est votre opinion. Si vous affirmer des principes qui ne sont pas susceptibles d'application à notre époque, ce sera le cas ? »

Shaikh Al-Zawahiri:

«Il est dangereux pour l'islam de soulever la question de l'applicabilité, à une époque plutôt qu'une autre, des dispositions de la charia. Nous pensons que l'application des principes généraux de la religion doit être l'objet d'aucune exception, et nous considérons qu'il n'ya pas de condition d'établir de nouvelles conditions, par déférence pour les exigences de l'âge. » <19>

Cheikh al-Zawahiri était, bien entendu, parfaitement raison d'insister pour que la charia, ou loi divinement révélée sacré de l'islam, n'admettait pas de révisions en fonction de différentes situations et les âges. La charia a dû être maintenu sous sa forme a révélé que ce soit ou non les musulmans se sont trouvés compétente ou non de l'appliquer à un âge donné. Ainsi, pour Cheikh Zawahiri, le rétablissement du Califat est une obligation religieuse. Il était tout à fait exact!

Et Thalibi Effendi était plus que justifiée en posant la question, pour laquelle il n'a reçu aucune réponse, - à savoir, si la restauration du califat est un devoir religieux qui lui incombent musulmans, ce que seront les conséquences pour les musulmans s'ils ne parvenaient pas à l'effort de restaurer le califat ?

Le déficit de base dans l'approche des deux Zawahiri et Thalibi Effendi était leur incapacité à tenir compte de la déclaration claire du Coran à l'effet que Allah a envoyé à chaque communauté religieuse à la fois une charia et un Minhaj (ou d'une manière ouverte). <20> En conséquence, en plus de la loi éternelle sacré immuable à laquelle Zawahiri insiste à juste titre, nous devons toujours être fidèle, il y avait aussi le génie de l'homme flexible Minhaj où pouvait s'exprimer

dans l'adaptation à l'évolution des situations et des conditions tout en conservant néanmoins le droit .

Le problème fondamental que la Deuxième Commission et le Congrès n'a pas à reconnaître et à traiter et, par conséquent, qui a conduit à l'échec du Congrès, a été le problème de la ré-examen de la traditionnelle interprétation dite orthodoxe de l'ordre islamique public (Dar al-Islam) et la conception islamique de l'ordre international. L'institution du califat n'existait pas dans le vide. Il faisait partie du Dar al-Islam. Dar al-Islam n'existait plus dans le monde en 1924. Il n'existait pas encore à la Mecque et Médine. Le monde de l'Islam était retourné à son stade pré-Hijri de l'existence.

La solution au problème serait l'établissement d'une multiplicité de Jama'at dans toutes les régions du monde de l'Islam, chacun avec ses propres Ameer / Imam, à chaque réception de l'imam Baiy'ah des membres de la Jamaah et attentivement la conduite des affaires de la Jama'a, dans la mesure du possible, d'une manière qui est conforme à la charia. Chaque fois que l'occasion s'est présentée pour la règle de l'Arabie wahhabite, au cours de la Hedjaz être terminé, et pour les musulmans de rétablir une véritable indépendance à l'Hedjaz, il serait alors possible de Dar al-Islam d'être restauré. Il y aurait alors un émir sur Dar al-Islam, et tous les autres sur tous les Ameer Jama'ah dans le monde serait de donner les Baiy'ah à l'émir de Dar al-Islam!

Il a été l'ordre du Prophète(s) que si il y avait deux personnes qui prétendent être Ameer au cours de la Jama'a des musulmans à une seule et même temps (par exemple, à Dar al-Islam), puis la seconde des deux devrait être tués.

Il est d'une importance cruciale de noter que le verset du Coran :

«Oh vous qui croyez, obéissez à Allah et obéissez au Messager (d'Allah), et obéir à ceux de (légalement constitués) autorité parmi vous. »

(Coran, al-Nisa, 4:59)

n'a pas l'obéissance du «il» (ie, une seule personne) qui était en situation d'autorité. Il doit plutôt l'obéissance de «ceux» de l'autorité. Le Coran ainsi explicitement reconnu la possibilité d'une pluralité (temporaire) de leadership dans la Oummah tant qu'il n'y avait pas de Dar al-Islam.

Dans les premiers temps de l'histoire de l'Islam après la mort du Prophète, la Oumma autorité investie au cours de la communauté tout entière en une seule personne. Cela a été et est encore, indispensable pour la consolidation du régime islamique. En effet, il a en outre été jugé nécessaire, et pour la même raison, de

limiter le choix du chef de la tribu de Quraysh, la tribu à laquelle appartenait le Prophète.

leadership unitaire, cependant, a duré à peine un siècle avant la pluralité se manifeste. Et puis, pour le reste de son histoire de la Oumma jamais récupérée direction unitaire. Il a cependant continué d'exister comme une construction théologique pour laquelle la Oummah devait aspirer.

Il faut toutefois reconnaître que le Coran, en admettant la possibilité d'une pluralité de leadership, ont permis à la Oumma pour restaurer le système de direction unique sur Dar al-Islam, à travers un processus graduel qui serait temporairement admettre une pluralité de leadership sur une multitude de Jama'at tant que Dar al-Islam n'existait pas.

La Deuxième Commission a omis d'examiner cette possibilité et, en conséquence, le Congrès lui-même terminé par un échec. Le rapport de la Deuxième Commission a présenté un autre défaut important, - un défaut qui appartenait à la théorie classique de politique islamique. Selon le rapport du bureau du calife pourrait être comblé par la «nomination» de l'ancien calife, ou il pourrait être saisi par la conquête.

Ni dans le Coran, ni dans la Sunna du Prophète, ni dans l'exemple de la khulafa al-Rashidun était là de tout fondement que ce soit pour la croyance que le leadership dans l'Islam pourrait être acquis par conquête ou par la nomination de l'ancien calife . Et pourtant, il est instructif de noter que pendant la majeure partie de l'histoire islamique et même dans le monde musulman contemporain, nous trouvons le leadership constitue presque toujours comme royautes dynastiques ou par le biais des conquêtes (aujourd'hui le régime militaire fait désormais partie des «conquêtes»).

Les générations successives d'érudits islamiques mal compris la véritable nature de la nomination alléguée de la deuxième calife, Umar, par le premier calife, Abou Bakr (« *anhu radiullahu* »). En effet, on soupçonne que beaucoup de sunnites Ulama exploité l'idée fautive dans leurs siècles de théorisation a posteriori à fournir une légitimité doctrinale des siècles de la monarchie dynastique en islam. En effet, Abou Bakr (radiullah 'anhu) désigné Omar (anhu radiullahu »), non pas parce que le bureau du calife lui donnait le droit de le faire, mais parce que le peuple, qui possédait le droit de nommer le nouveau Calife, librement délégué cette droit à Abu Bakr (anhu radiullahu)

En fait, les oulémas ont été colossale erreur en déclarant que la charia interdit le titulaire calife de nommer son successeur et, par conséquent, à soutenir tout au long de l'histoire du califat, et même à ce jour, ces monarchies dynastiques que

les Omeyyades , les Abbassides, le califat ottoman, la monarchie saoudienne, en Arabie saoudite, la monarchie hachémite en Jordanie, la monarchie chérifienne au Maroc et les monarchies du Golfe nombreuses.

Et puis, aux questions confondre encore plus, les oulémas conférées à Abou Bakr, Omar, Othman et Ali (qu'Allah soit satisfait d'eux) le titre de khulafa al-Rashidoon (les califes bien guidés), confirmant ainsi qu'il n'y avait quelque chose de beaucoup de mal à califat Muawiya et avec tous ceux qui l'ont suivi. Et, bien sûr, ce qui est particulièrement frappant dans le Califat des quatre premiers califes était l'absence totale de même la moindre suspicion de la monarchie dynastique ou l'acquisition de l'Office par la conquête. [Nous sommes conscients qu'il ya certains qui s'interrogent sur la sagesse des oulémas à faire baisser le rideau de Califat bien guidé sur la mort d'Ali. Ils insistent pour que Muawiyah également être incluses. Ils constituent cependant une minorité insignifiante dans les rangs de sunnites érudition islamique.

Le sort des oulémas au Congrès califat de 1926 a été, et devrait toujours être, source de grave préoccupation. En 1924, ils ont protesté à l'abolition du califat ottoman qui a été, en fait, une monarchie dynastique. Et en 1926 ils étaient tout à fait incapable, même au niveau de l'analyse conceptuelle, de remplacer le système non islamique de la monarchie dynastique avec un ordre public qui est conforme aux exigences de la religion.

Le verset fondamental du Coran concernant la dynamique de leadership dans le modèle de l'Islam a déclaré que les musulmans doivent mener leurs affaires sur la base de consultations mutuelles:

« *Et leurs affaires sont (menée) sur la base de la consultation mutuelle (entre eux).* »

(Coran, une Shura-, 42:58)

L'implication de base de ce verset est que, dans une communauté islamique de la nomination du chef et de son enlèvement et le remplacement par un autre (qui est la plus importante de toutes les affaires collectives des croyants), doit être effectuée par un processus de consultation mutuelle entre tous les croyants. En reconnaissant le droit de l'opérateur historique calife de nommer son successeur ou du bureau du calife en cours d'acquisition par la conquête, le <Ulama 21> ont été en conflit manifeste avec le Coran depuis les croyants se sont vu refuser un droit qui leur est donné par Allah Lui-même.

En effet, les croyants, pour presque toute l'histoire de la Oumma, avaient été infligées par une blessure encore plus grande. Ils ont été appelés à ratifier

(comme un devoir religieux à travers le Baiy'ah) au péril de leur vie, rendez-vous à la direction qu'ils n'avaient aucune part que ce soit à faire. Car il était tout à fait clair que le refus de ratifier la nomination a été considérée comme un acte de défi et constitue une menace visible pour le calife de facto qui cherchait simplement à légitimer son régime. <22>

La réponse de la Deuxième Commission à la question - Comment est constitué le Califat? - Des lacunes en ce qui concerne une autre. Les méthodes premier et le troisième (de mise en candidature et de la conquête), comme nous l'avons démontré, étaient en conflit avec le Coran et n'a trouvé aucun soutien de l'exemple du Prophète et de l'khulafa al-Rashidoon. Mais même en ce qui concerne la seconde méthode mentionnée, à savoir - le «choix du peuple», la Deuxième Commission n'a pas démontré la machine qui aurait pu être utilisé en 1926 pour que cette méthode à appliquer.

Enfin on peut encore noter que les délibérations de la Deuxième Commission a clairement montré que les ouléma Azhar, qui ne semble pas avoir fait une étude de la pensée moderne, ont été effectivement pas au courant de la véritable nature du système étatique moderne qui était sur le point d'être imposées sur le monde de l'islam et à presque captiver et d'emprisonner les musulmans conscience politique.

La Troisième Commission

La Troisième Commission a été beaucoup plus direct et réaliste dans ses délibérations et courageusement conclu dans son rapport à l'effet que :

"... Le califat... Est incapable de se réaliser à l'heure actuelle compte tenu de la situation dans laquelle les musulmans se trouvent <23>.

Les raisons de cette été :

« ... En premier lieu, il n'existe pas encore un corps de personnes autorisées légalement le droit d'effectuer le paiement d'allégeance (baiy'ah) ». <24>

La Troisième Commission a été ici avouer que les machines classiques (Ahl al-Halli Wal-'Aqd), censé être utilisé pour déterminer le choix du peuple, était hors service en 1926. Il aurait été plus honnête si elle avait également rappelé que ce mécanisme n'a jamais, en fait, utilisé correctement dans l'histoire islamique. Il a toutefois été assez honnête pour reconnaître que :

« ... Le califat, conformément à la loi islamique dans le vrai sens du terme, n'existait que dans l'Islam primitif. » <25>

Le Comité a noté que le Congrès a essayé de recueillir au Caire des représentants de tous les peuples islamiques et d'envisager la possibilité de confier à eux la tâche d'élire un nouveau khalife. La commission a souligné, toutefois, que le Congrès n'était pas représentatif de tout le monde de l'islam depuis de nombreuses sections importantes de la communauté musulmane mondiale, n'a pas envoyé de représentants. Implicite dans cette déclaration, il convient de noter, a été l'implication que si le Congrès pourrait avoir attiré des représentants de tous les peuples islamiques, il aurait pu choisir un calife. Ce, en dépit du fait qu'une telle élection aurait été le tout premier de son genre dans toute l'histoire de l'Islam.

Mais peut-être la plus intéressante de toutes les raisons avancées par la Troisième Commission pour expliquer l'impossibilité de réaliser le califat à ce moment était le fait que :

« Un calife, s'il est nommé, ne serait pas en mesure de s'acquitter de son obligation fondamentale d'exercer un contrôle effectif sur Dar al-Islam. De nombreuses pièces de Dar al-Islam étaient sous contrôle étranger. Et ceux qui ont été peu libre et indépendante ont été possédés par une agitation nationaliste qui empêche un groupe d'accepter la direction d'un autre, de ne pas parler de lui permettant de s'ingérer dans ses affaires publiques. » <26>

La commission ne semble pas être encore vaguement conscient du fait que le concept politique de Dar al-Islam lui-même a été l'objet d'attaques mortelles de la pensée politique occidentale laïque et était sur le point de passer dans l'oubli. Ce qui était encore plus intéressant est le fait que certaines parties du monde musulman qui ont été sous occupation étrangère doit être qualifié de Dar al-Islam. En vertu d'être sous contrôle étranger, ils ne faisaient plus partie du Dar al-Islam (parce que la définition même de Dar al-Islam exige que ce soit le territoire dans lequel l'autorité suprême de Dieu l'emporte sur les croyants).

Deuxièmement, si un seul calife ne pouvait pas exercer un contrôle efficace sur le reste du monde musulman sans ce n'était certainement pas quelque chose de nouveau dans l'Islam. Et cela n'a pas empêché le califat de si bon fonctionnement pendant plus de treize cents ans.

En fait, la Troisième Commission devrait avoir souligné que les villes de La Mecque et Médine étaient sous le contrôle de l'Arabie-wahhabite et, en tant que

conséquent, toute calife qui a été nommé aurait à souffrir de la responsabilité incalculable de ne pas avoir la capacité d'exercer un contrôle sur l'Haramain. À une époque où il n'y avait pas calife et l'institution elle-même a été l'objet d'attaques, d'autant plus qu'en temps normal, il est impératif que toute personne nommée à l'Office de contrôle de la Haramain et, par conséquent, le Hajj. Et ce, en effet, avait été la base de l'effort de Sharif al-Hussein de réclamer pour lui-même le califat.

Le souverain saoudien wahhabite-qui exerçait un contrôle sur l'Haramain avait donné amplement la démonstration du fait qu'il était une puissance à laquelle il faut compter et, en outre, qu'il n'était pas le moins du monde intéressés par le califat. C'est là que résidait la situation la plus fondamentale du Congrès califat.

Ce que la commission aurait dû le faire, et ne pas faire, était de parvenir à la conclusion assez simple qui ne pourrait être nommé calife et de gagner la reconnaissance des musulmans aussi longtemps que l'Occident contrôlait la Haramain et le Hajj. Et l'Occident continuera à exercer ce contrôle politique aussi longtemps que les wahhabites étaient en contrôle de la Haramain. En conséquence, l'impératif de l'heure a été de trouver les voies et moyens de contrecarrer la diplomatie britannique dans la péninsule et évincer le contrôle Arabie-britannique sur le Haramain et reprendre le contrôle de l'Haramain pour la Oummah.

Le rapport de la Troisième Commission imploré le Congrès de ne pas être découragés par le manque de succès dans la résolution du problème du califat et la nomination d'un nouveau calife :

« Il suffit pour le Congrès de savoir qu'il a rendu un immense service aux musulmans dans le diagnostic de la maladie pour eux et leur indiquant le remède. » <27>

Ce recours a été la recommandation suivante :

« ... Les peuples islamiques d'organiser en concert dans plusieurs pays islamiques, Congrès successifs qui leur donnera l'occasion d'échanges de vues périodiques jusqu'à ce qu'ils réussissent à résoudre la question du califat, en conformité avec les intérêts islamiques. » <28>

Résolutions du Congrès

Le Congrès a été consterné par le pessimisme du rapport de la Troisième Commission. En effet, Cheikh al-Zawahiri a surnommée «l'oraison funèbre de l'Islam". Les délégués, qui avait auparavant ouvert le Congrès pour le public et la presse, a décidé que désormais un passage du rapport doivent être privés de la presse. <29> Cheikh Zawahiri, qui avait mené l'opposition au rapport de la Troisième Commission, a présenté un projet de résolution qui a été adopté par le Congrès. <30> La résolution affirme que le califat était susceptible d'être réalisé. Un autre congrès devrait être convoquée dans lequel tous les peuples islamiques seraient représentés de manière adéquate et que le Congrès prenne les mesures nécessaires pour établir le califat qui remplissent toutes les conditions prescrites par la charia. En bref, un tel Congrès d'élire un nouveau khalife.

Sur cette note optimiste, le Congrès s'est achevé. La Troisième Commission, renversées par le Congrès, ont trouvé leur inquiétude finalement donné raison depuis le congrès proposé, qui devait élire un nouveau khalife, n'a jamais eu lieu. Le monde de l'Islam a été, en effet, entrer dans la période post-califat de son existence. Et la cause fondamentale de cette règle a été Arabie wahhabite sur le Hedjaz et le Haramain, et la mise en place éventuelle de l'Arabie wahhabite État-nation de l'Arabie saoudite comme un État client de l'Occident impie.

Au moment où la poussière retombée sur l'initiative d'Al-Azhar pour répondre à l'abolition du califat ottoman, il était clair que la stratégie hostile britanniques et sionistes juifs ont abouti à une réalisation remarquable, à savoir: l'après-califat Islam !

CHAPITRE QUATRE

L'Arabie wahhabite Alternative au Califat

Le Congrès du monde islamique, La Mecque Juin-Juillet 1926

Le Congrès du monde islamique, qui s'est tenue à La Mecque en Juillet 1926, avait son origine dans l'impact de l'abolition du califat ottoman sur la péninsule arabe (arabe jaziratul) et, en particulier, sur la Maison des Saoud qui a récemment créé sa régner sur l'Arabie.

Abdul Aziz Ibn Saoud avait repris le Nejd après la capture de son livre d'histoire initiale de Riyad en 1902. Mais dans la construction de la raison politique d'être de la règle de la Maison des Saoud sur le fondement religieux du mouvement wahhabite, il était inévitable que le Nejd wahhabite devrait remettre en question le Hedjaz, chaque fois que l'occasion se présentait, pour forcer la présentation de le cœur des terres de l'Islam à la perception (de la foi wahhabite) vrai.

Cette occasion s'est présentée lorsque Sharif al-Hussein (le chérif ottoman nommé de La Mecque), agissant de concert avec la stratégie des puissances alliées pendant la première guerre mondiale, a saisi le Hedjaz par les Turcs ottomans en 1916 et imposées sur elle de l'état de la Chambre hachémite de Husain. Ce faisant, il interdit les wahhabites d'accomplir le Hadj. Outre les conflits théologiques avec les Wahhabites qu'il a utilisé pour justifier l'interdiction, il était également conscient du fait que les wahhabites Nejd constituait la menace la plus puissante de son règne sur le Hedjaz.

Husain Ibn Saoud conclu des alliances avec les Britanniques pendant la guerre et, en conséquence, Ibn Séoud ne pouvait tenter de prendre le Hedjaz alors que la guerre a duré. Même après la conclusion de la sagesse de guerre dicté qu'il devrait attendre de voir quelles mesures le calife à Istanbul faudrait pour reprendre le contrôle du Hedjaz.

Ce n'est que lorsque le califat fut aboli que le moment était enfin venu où il pouvait mars contre Husain. Husain, bien sûr, était bien conscient de cela, et il était dans une vaine tentative de réunir monde musulman un soutien pour

renforcer ses mains contre Ibn Saoud qui, selon lui le Califat pour lui-même sur le 7 Mars 1924 (quatre jours après l'abolition de la califat ottoman).

1924 s'est avéré être une année plus mouvementée en effet dans l'histoire de l'Islam. Pour Ibn Saoud a répondu à l'annonce du califat Husain en attaquant le Hedjaz. Les forces Najdi d'Ibn Séoud conquis Taëf le 5 Septembre 1924, La Mecque le 13 Octobre et Décembre Madina sur 5. Un an plus tard, le 19 Décembre 1925, Jeddah a été capturé et le malheureux «calife» et «roi des Arabes» en exil. Il n'est pas surprenant, les notables de La Mecque jugé opportun de proclamer que le roi Ibn Saoud du Hedjaz.

Jaziratul arabes, qui était unie sous la domination Arabie wahhabite, presque immédiatement commencé à faire valoir ses prétentions au leadership de la Oumma et, dans le processus, il a fourni une solution de rechange à l'unité musulmane autre que celle du califat, - à savoir, la route de « *la solidarité islamique intra-nationale* » dans un système de souverains islamiques des États-nations.

Les dirigeants saoudiens wahhabites du Hedjaz étaient bien conscients que le monde de l'Islam n'aurait jamais accepté le leadership wahhabite. Et donc une Arabie wahhabite califat était impossible. D'autre part, si les musulmans du monde entier se sont réunis et ont nommé un calife, qui aurait été une question lourde de danger grave en fait, pour la règle Arabie wahhabite sur le Hedjaz. Il aurait pu aboutir à une répétition de l'expérience catastrophique de plus d'un siècle plus tôt, quand les Wahhabites ont été chassés du Hedjaz par une armée envoyée en provenance d'Égypte.

En conséquence de la menace imminente que pose par le Congrès califat tenue au Caire en mai 1926, les Saoudiens ont commencé la recherche d'une institution alternative politique et un forum pour le califat. Ils l'ont trouvée dans le système d'Etats-nations islamiques et internationales de coopération inter-islamique État et de la solidarité. <31> Les bases du nouvel ordre avait déjà, et très facilement afin de la Saudi-wahhabites, été portée à la création, par Mustafa Kamal, de la République de Turquie dans le siège même du califat.

Il importait rien à dire que le système d'Etats-nations, qui a été la formation politique de l'Occident de nouveaux laïque, et qui constitue le fondement même du nouveau modèle laïque de la société, est en conflit manifeste avec les dispositions islamique de l'ordre public de la charia. Ce qui était important pour eux est le fait que le système d'Etats-nations islamiques placerait la règle Arabie

wahhabite sur le Hedjaz dans une position quasi inexpugnable. L'État wahhabite qui a suscité le plus d'objections à une innovation (par exemple, l'innovation dans la religion) est désormais, lui-même, propose le plus grand de tous les hérétiques dans l'histoire de la Oumma!

La stratégie de l'Arabie wahhabite, a été, par conséquent, d'organiser un congrès rival au Congrès califat de mai 1926. Ils ont appelé leur congrès Mu'tamar al-Alam al-Islami (Congrès du monde islamique) et elle a réuni à La Mecque en Juillet 1926 sur l'occasion du Hajj. En raison du mode de transport disponibles en 1926, il aurait été très difficile pour les délégués d'assister aux deux conférences. Les Saoudiens ont donc été prise d'une initiative calculée et la ruse politique qui force le monde musulman de choisir d'assister à l'une ou l'autre des deux conférences.

L'objet même de l'Arabie Congrès parrainé était de jeter les classiques Islam publique afin de se reposer, et inaugurer le nouveau système d'Etats-nations islamiques. Dans le cadre de la nouvelle «intra-national» l'ordre islamique de l'Arabie-wahhabites serait d'obtenir une reconnaissance de leur domination sur le Hedjaz.

Le PREPARATOIRE travaux du Congrès révèle, cependant, que le chef lui-même l'Arabie sournoisement projeté à tous les invités comme un champion »de l'islam et il a promis de rétablir l'islam authentique à Jaziratul arabes.

Les wahhabites, comme nous l'avons mentionné précédemment, étaient conscients que le monde de l'Islam n'aurait jamais accepter un calife wahhabite. Mais bien avant cette Wahhab Abdul avait été lui-même influencé par les opinions de ce penseur aiguë de l'Islam, Taimiya ibn Imam. Leur position était que le califat véritable, parce qu'il n'était pas bien constitué, a fonctionné comme un instrument de la désunion de la Oumma. En tant que tel, le califat ne pouvait être le symbole et le fondement de l'unité musulmane. Ce rôle doit être donnée à la charia.

Il semblait donc naturel que le Nejd et du Hedjaz wahhabite devraient rester à l'écart du Congrès califat du Caire. Et à cause de la position stratégique qu'ils occupent dans le respect de leur contrôle nouvellement conquis le cœur des terres de l'islam, il était prévisible que les dirigeants saoudiens wahhabites chercherait à saisir l'opportunité offerte par l'abolition du califat ottoman et la défaite de l'éphémère califat chérifienne de mener la Oumma le long d'une nouvelle approche à l'unité. <32>

Le fait que la date fixée par Ibn Saoud pour le Congrès du monde islamique a

été Juin-Juillet 1926 (un mois après le Congrès du Caire califat) a été clairement pour but de démontrer qu'il a été organisée comme une alternative au Congrès califat.

Il y avait encore une autre raison pour la décision de convoquer un Congrès du monde islamique à La Mecque. Ibn Séoud voulait reconnaissance internationale islamique de son autorité sur la terre sainte. Cela a été une question d'importance vitale pour les wahhabites car il y avait d'importantes différences religieuses entre eux et le reste du monde de l'Islam. Pas moins d'entre eux était le fait que les wahhabites suivent l'école hanbalite de la loi islamique et sont une infime minorité dans un monde de l'Islam dominée par les partisans du Hanafi, Maliki Shafei et les écoles de droit. <33>

Lorsque, dans le 18^{ème} siècle, les wahhabites ont remporté une commande de courte durée sur la terre sainte, ils ont commis, dans leur zèle fanatique, un sang énorme baaignoire. Il avait de la colère largement répandue et de répulsion dans le monde de l'Islam et l'armée égyptienne qui a été envoyée au Hedjaz les vaincus et les chassa dans le désert. La deuxième fois, donc, les Wahhabites veulent s'assurer que le monde de l'Islam serait reconnaître leur domination sur la terre sainte. <34> C'est le deuxième objectif principal pour lequel le Congrès du monde islamique a été convoquée.

Les délégués au Congrès

Le Congrès du monde islamique qui s'est réuni à La Mecque en Juin 1926, à la suite des efforts d'Ibn Saoud, a été saluée comme la première réunion du genre dans l'histoire de l'Islam. Ibn Saoud lui-même fait allusion dans son discours d'ouverture:

"En ce qui concerne sa forme et son objectif, votre réunion est sans doute le premier du genre dans les annales de l'Islam." <35>

Dès le début, il était envisagé de manière permanente organisation :

"Nous prions le Tout-Puissant que ce congrès peut se réunir à nouveau et à nouveau chaque année (à l'époque du Hajj)." <36>

Contrairement au Congrès califat du Caire, la Conférence a attiré la Mecque à la fois un rassemblement représentatif et une grande qualité de la représentation. Tous les importantes communautés islamiques et tous les États indépendants islamique (Sauf la Perse) étaient représentés. De l'Asie du Sud sous-continent, a eu une représentation de haut niveau de toutes les organisations islamiques important. Par exemple, Sayyed Sulaiman Nadvi a dirigé la délégation

représentant le Mouvement califat de l'Inde. <37> Les trois autres membres de la délégation ont été Maulana Muhammad Ali Jauhar, son frère, Maulana Shaukat Ali, et son beau-fils, Shoaib Quraishi. Il y avait une délégation dirigée par Muhammad Sayyed Kifayatullah représentant l'Association des oulémas de l'Inde et une autre délégation dirigée par le cheikh Sanaullah représentant les Ulama Ahl al-Hadith de l'Inde.

Le Grand Mufti de Palestine, Sayyed Amin al-Husseini, chef de la délégation palestinienne, le général Ghulam Jilani Khan, - la délégation afghane, Edib Saroit, - la délégation turque, Cheikh al-Zawahiri, - la délégation égyptienne et Reazuddin Fakhruddin, - l' délégation de musulmans de Russie. Avec Fakhruddin de cette délégation ont été délégués de Oufa, Astrakan, Kazan, en Crimée, en Sibérie et au Turkestan. Les délégués ont également venu de Java, la Syrie, le Soudan, Najd, Hedjaz, du Yémen, etc

Un certain nombre d'individus ont été spécialement invités au Congrès. Dans ce groupe ont été Shaikh Rashid Rida le célèbre savant syrien islamique qui était un étudiant de Shaikh Muhammad Abdu, et Sardar Iqbal Ali Shah, le savant, basé à Londres en Afghanistan, qui a écrit une série d'articles sur la Conférence pour les publications britanniques. <38> Les absents importants de la Conférence ont été la Perse, la Chine, Sanusi de la Libye et le reste du Maghreb.

La composition de la Conférence du Caire et la Mecque différente dans un autre point important. Considérant qu'aucune délégation au Caire a été reconnu comme étant officiel et tous les délégués ont participé à titre individuel, ce n'était pas le cas à la Mecque. Pour cette dernière conférence des pays islamiques et les collectivités ont envoyé des délégations officielles et, ce faisant, ont démontré une préférence pour le forum La Mecque et à la nouvelle approche à l'unité. Et c'est là une explication simple mais fondamentale pour l'organisation du monde contemporain de l'islam comme un système d'Etats-nations, à savoir: les masses musulmanes sans critique il a opté pour deux raisons :

- en raison de la triste situation objective puis face au monde musulman,
- parce que les oulémas ne pouvait articuler efficacement les bases de l'Ordre islamique publique (Dar al-Islam) et la conception islamique de l'ordre international dans lequel Dar al-Islam a été localisé.

Le roi et le Congrès

Le Congrès a reçu deux messages du roi Abdul Aziz ibn Saoud. Dans le premier, le discours d'ouverture du Congrès, le roi a fait référence à la triste

histoire du Hedjaz se terminant par le despotisme de Husain qui, parmi ses autres péchés, placé sous le Hedjaz "influence non-musulmans étrangers». <39> Ceci étant interdite par le Prophète, une justification a donc été présentée pour la conquête du Hedjaz Najdi. À la suite de cette conquête, le roi était heureux de souligner, il n'y avait plus de sécurité dans le Hedjaz. Le Congrès a été invité à tenir ses sessions dans cette atmosphère de sécurité et de liberté totale. La seule contrainte sur la conférence ont été les contraintes de la loi islamique et de " *non-ingérence dans les marchés internationaux, la politique, ni dans les différences qui séparent certains peuples musulmans de leurs gouvernements.*" <40> Et pourtant, Ibn Saoud a été moins honnête dans son allocution d'ouverture car il était aussi coupable que le Husain dans la complicité de la pénétration de l'influence britannique dans le péninsulaire.

Deux points ressortent de l'adresse du roi. Tout d'abord les dirigeants wahhabites montrait son meilleur visage possible pour la cour du soutien du Congrès, - donc la sécurité »et« liberté totale »promise. Mais ensuite, et plus important encore, l'interdiction de la politique internationale dans les discussions du Congrès clairement laissé entendre que la sécurité de l'Etat saoudien wahhabite et le maintien de ses relations avec ses alliés (Grande-Bretagne en particulier) l'emportent sur les opinions considérées comme des la Oummah, même lorsqu'elle est exprimée par le biais d'une shura Conférence islamique « *sans précédent* » dans l'histoire de l'Islam.

Le roi a donné au Congrès de la « *sécurité* » soin d'examiner «les voies et moyens nécessaires pour rendre le lieux saints les meilleurs centres de la culture islamique et de l'éducation, la région la plus parfaite en termes de prospérité et de l'hygiène, et le pays musulman qui est les plus remarquables de sa reconnaissance de l'islam. " <41>

Il était très clair à cette adresse que le roi a tenté de refiler le Congrès une division artificielle entre « *religion* » et « *politique* », et d'une nouvelle théorie à l'effet que l'objet même de l'examen du Congrès islamique a fait l'objet question de « *religion* » et « *affaires religieuses* ». Et ce fut une innovation de nature répréhensible vraiment car il était en conflit manifeste avec ces orientations coraniques, de la Sunna du Prophète et les fondements mêmes de l'héritage islamique. Le roi était, en effet, faire une tentative de transformer al-Islam, qui a été al-Din, en «religion» au sens étroit et déformée dans laquelle le terme a été utilisé dans la civilisation occidentale laïque.

Le 2 Juillet., 1926, à l'occasion de la 15e session plénière, le Roi a adressé un deuxième message au Congrès, à travers laquelle il cherche à atteindre l'un des principaux objectifs de l'initiative wahhabite, à savoir, la reconnaissance

internationale islamique et l'acceptation du contrôle de l'Arabie wahhabite-dessus du Hedjaz.

Le roi exposa sa Politique pour le Hedjaz comme suit :

1. *« Nous n'admettons pas toute intervention étrangère dans ce pays sacré - quelle que soit sa nature. »*
2. *« Nous n'admettons pas de privilèges ouverte pour certains et refusée à d'autres, tout ce qui se passe dans ce pays doivent être conformes à la charia. »*
3. *« Le Hedjaz doit avoir un régime spécial neutre. Il ne doit pas faire la guerre, ni être attaqués, et tous les Etats musulmans indépendants doivent garantir cette neutralité. »*
4. *« Il est nécessaire d'examiner la question de l'aide financière qui vient (à l'Hedjaz) de nombreux pays islamiques, les modalités de répartition et de la nécessité (pour assurer la prestation) aux lieux saints. » <42>*

Ce que le roi a tenté de faire dans cette adresse a été rien de moins que propounding une nouvelle théorie politique islamique. C'était comme si l'Arabie - Wahhabites étaient convaincus qu'ils étaient les seuls musulmans, et donc du Hedjaz et de Najd, qui étaient sous leur contrôle, a été le réel Dar al-Islam. Ainsi, tous les territoires situés hors du Hedjaz et Najd (Arabie Saoudite ou moderne) sont « *étrangères* ». Et quand le roi a parlé de la nécessité de prévenir toute «étrangers» d'intervention dans le Hedjaz, il faisait référence spécifiquement à la nature de l'intervention qui avait évincé les Wahhabites du Hedjaz plus d'un siècle plus tôt. En se référant à l'ensemble du monde de l'Islam comme «étrangers», le roi était tout près de commettre un acte de mécréance.

Le deuxième point a été fait, bien sûr, tout à fait admirable exemple, une application non discriminatoire des injonctions de la charia. Mais le deuxième point est incompatible avec la première. Le monde de l'islam avait été accordé le statut d '«étrangers» qui, naturellement, ne seraient pas admissibles à tous les privilèges ouvert à l'Arabie-wahhabites. Les étrangers, par exemple, aurait besoin d'un visa pour entrer dans le Hedjaz, même pour effectuer le Hajj.

L'Arabie - Wahhabites ne serait pas besoin d'un visa, car ils étaient des citoyens de l'État nouveau-né de l'Arabie saoudite et donc le Hedjaz leur appartenait. Non-musulmans en Arabie pourrait maintenant être emprisonnés s'ils ont prolongé leur séjour au Hedjaz après l'expiration de leurs visas, - car ils étaient maintenant des étrangers et du Hedjaz, qui n'était plus Dar al-Islam, ne leur

appartiennent pas. Arabie-Wahhabites pourraient rester dans le Hedjaz aussi longtemps qu'ils le souhaitaient depuis le Hedjaz appartenait désormais à leur disposition.

Le roi avait, en effet, démantelé le Dar al-Islam qui avait été établie par le Prophète lui-même, et par ses compagnons, dans le Hedjaz, avait dépossédé le monde de l'Islam de son cœur même, avait insulté les Musulmans, et était destiné à sortir avec ce comportement audacieux pour plus de six décennies.

Le troisième point soulevé dans le discours du roi était tout à fait remarquable. Il pourrait y avoir aucun doute à tous que c'était une déclaration manifeste d'une innovation. Ni dans le Coran, ni dans la Sunna du Prophète, ni dans l'héritage islamique tout entier est là toute notion de la neutralité »de l'Hedjaz. En effet, la déclaration selon laquelle le Hedjaz ne doit pas faire la guerre revenait à prendre le cœur même de l'islam sur le djihad, et est donc en conflit manifeste avec des commandes explicites du Coran. Ici encore, le roi se promenait le chemin de Kufr.

En ce qui concerne la demande du roi que tous les États indépendants islamique doit reconnaître la neutralité »de son régime, il était clair qu'il s'agissait d'une tentative à peine déguisée de gagner la reconnaissance du monde de l'islam wahhabite d'Arabie-domination sur le Hedjaz.

La conférence a répondu à l'adresse du roi en faisant usage libre, mais intelligente de la liberté que le roi offrait. Les délégués ont parlé librement et franchement et, comme la lecture du compte rendu in extenso de la conférence révèle, rien ne semble avoir été «en scène de» par le régime. En effet, à maintes reprises les délégués du Hedjaz se sont retrouvés en minorité. <43>

En gros, la conférence est resté dans les limites qui lui sont imposées de ne pas s'ingérer dans la politique internationale. En tant que tel la question califat n'a jamais été examinée. Ce fut une grande victoire pour la nouvelle approche de l'unité musulmane. La conférence n'a toutefois entrer en politique en approuvant une résolution <44> exigeant la restitution de Maan et Aqaba pour contrôler Hejazi depuis l'annexion de ces territoires à la Transjordanie (sur laquelle la Grande-Bretagne était la puissance mandat) a violé ce Rashid Rida prétendu la commande du Prophète que la péninsule Arabique doit rester libre de toute influence non-islamique. <45>

Quand Ibn Saoud lui-même introduit dans la politique internationale du congrès avec l'exposé de sa Politique pour le Hedjaz, le Congrès a débattu de la question en détail et ensuite affiché sa sagesse, l'intégrité et la fidélité à l'islam

authentique, en refusant le roi de la reconnaissance qu'il cherchait. Le Congrès a décidé de tout simplement « *prendre note* » de la déclaration du roi. Et ce fut peut-être la décision la plus importante prise par un organe représentatif de la Oummah au cours des soixante dernières années.

Il a été un coup dur en fait, pour Ibn Saoud et le résultat a été que le Congrès est resté en sommeil pendant les vingt prochaines années et n'a jamais été à nouveau se réunir à La Mecque où, il a été convenu, il se réunira chaque année au moment du pèlerinage.

Sur un autre point instable, cependant, le Congrès a jugé prudent de céder aux désirs de leurs hôtes. Ibn Saoud avait attiré l'attention du Congrès, en sa qualité comme l'un des chefs musulmans de l'Etat, que, bien que tous les musulmans étaient libres de culte en Terre Sainte en fonction des droits de leurs écoles juridiques, l'administration ne serait pas wahhabite tolérera aucun comportement qui a été en conflit avec la charia. Ce problème a provoqué l'une des discussions les plus vives au sein du Congrès.

Cheikh al-Zawahiri a sauvé la journée en présentant un projet de résolution de compromis qui se borne à réclamer la liberté des rites, mais n'entrait pas dans le domaine controversé de la réparation des tombes des compagnons du Prophète qui avait été détruite par les Wahhabites, etc

La question avait frappé au cœur des wahhabites et bien qu'il n'ait pas été autorisé à se transformer en crise, les délégués d'exercer la plus grande prudence à ne pas appuyer sur Ibn Saoud trop dur, tout de même les délégués indienne et a laissé avec des sentiments d'amertume. Cela explique en partie pourquoi le Congrès n'a pas réunir de nouveau à La Mecque, comme cela avait été convenu. En fait, il était le chef des Indiens musulmans, Maulana Shaukat Ali, qui a joué le rôle de premier plan dans l'organisation de la troisième grande conférence islamique, en 1931, après les deux conférences en 1926. Et il n'a pas hésité que ce soit et sans passer par la Mecque et de s'entendre sur Jérusalem comme lieu de réunion.

Certains des travaux les plus bénéfiques du Congrès Mecque porté sur l'amélioration des conditions pour le Hajj, le transport (en particulier la voie ferrée du Hedjaz), les installations médicales, la disponibilité de nourriture et d'eau, protection contre l'exploitation, etc Ce sont des questions qui pèlerins touché tous les année et sur ces questions le Congrès a examiné en détail et a adopté de nombreuses résolutions utiles.

CHAPITRE CINQ

L'ancien monde de l'Islam - une dernière tentative de résurrection

Le général Décembre islamique de Jérusalem Congrès 1931

Pendant cinq longues années après les deux conférences de 1926 aucune autre tentative collective significative a été faite par le monde de l'Islam pour répondre à l'effondrement du califat et à d'autres capitales, des changements difficiles et dangereuses qui balayaient ce monde. Le GASP dernière finale de la mort de Dar al-Islam s'est produite lors du Congrès islamique générale qui s'est tenue à Jérusalem en 1931 Décembre, sur la base d'un effort indo-palestinien. <46> Il a eu en son sein le désir de rétablir chéri un semblant d'intégrité à l'ordre ancien s'effondre laissées par le Prophète. Mais il a omis de réaliser quelque chose. Comme le Congrès du Caire et la Mecque il semble avoir été mort-né.

Pour le Grand Mufti de Jérusalem, Hajj Amin al-Husseini, le progrès inquiétants du sionisme en Palestine musulmane entre 1926 et 1931 représentait une menace pour l'Islam. Cette menace ne pouvait être satisfait que par le monde de l'Islam-Unis. Et il s'agissait d'une mesure de la simplicité, la naïveté et l'innocence de la pensée islamique contemporain qu'il pourrait faire valoir qu'une autre conférence islamique qui se tiendra en Colombie-Jérusalem occupée serait la façon appropriée de répondre à la menace. Salahuddin Ayyoubi doit avoir roulé dans sa tombe. Il semblait que le monde de l'érudition islamique avait perdu de vue la relation entreprise que le Coran avait établie entre « pouvoir », « liberté » et de « foi ».

En août 1929, il y eut des émeutes entre musulmans et Juifs sur le Mur des Lamentations à Jérusalem. La Société des Nations a envoyé une commission pour enquêter sur l'affaire et les conclusions de la Commission étaient que les musulmans possédaient des droits de propriété « *sur le Mur des Lamentations, mais que les Juifs avaient le droit d'adorer* » avant d'être. Ce rapport heureux ni les musulmans ni les juifs et pourrait être aurait conduit indirectement à la convocation d'une conférence islamique.

En début de 1931, à l'occasion de l'inhumation dans l'enceinte du Haram al-Sharif, Jérusalem, de l'Indien dirigeant musulman Maulana Muhammad Ali <Jawhar 47>, un accord a été conclu entre son frère, Maulana Shaukat Ali, et le Hajj Amin al Hussaini sur la nécessité de convoquer une conférence. Quelques mois plus tard, en Juin 1931, le rapport de la Commission Mur des Lamentations

a été rendu public, et le Conseil suprême musulman de la Palestine a ensuite fait l'appel public à la conférence.

L'annonce officielle sur l'accord de convoquer la conférence et la décision sur la date de la conférence a été faite le 4 Septembre 1931, par Maulana Shaukat Ali, dans un discours prononcé après la prière de midi dans la mosquée al-Aqsa, à Jérusalem. Les musulmans indiens peuvent désormais être considérés comme ayant atteint une position d'importance unique et extraordinaire et son leadership dans le monde de l'Islam.

Date et le lieu

Le Congrès islamique générale a eu lieu à Jérusalem du 6. au 16. Décembre 1931. Cela correspond le 27. Rajab - 7. Shaban dans le calendrier islamique. On peut noter en passant que la référence au calendrier islamique est importante comme ce fut le choix de la mosquée al-Aqsa pour la tenue de la séance d'ouverture du Congrès le 27. Rajab. <48>

Maintenant, alors que le Congrès califat s'est déroulée dans une nominalement indépendants l'Egypte qui a été dans la sphère d'influence britannique, et le Congrès du monde islamique a été convoquée dans un nominalement indépendante du Hedjaz, qui fut aussi fermement dans la sphère d'influence britannique, le Congrès islamique Aqsa était de avoir lieu dans un territoire qui était sous la domination directe mandat britannique. Jérusalem n'avait pas autant comme une feuille »figure pour couvrir son statut de territoire occupé. Certains prétendent même que les territoires occupés auraient le statut de Dar al-Harb!

Il doit avoir été un spectacle des plus extraordinaires même pour le monde de l'Islam à se rassembler dans un monde Congrès islamique dans les territoires occupés de chercher à rétablir la dimension de droit public de la charia. À cet égard, l'Assemblée générale du Congrès islamique de Jérusalem était unique et sans précédent dans toute l'histoire de l'Islam. En fait, cette révéla l'état pitoyable dans laquelle le monde de l'islam a été réduit. Le gouvernement britannique a probablement été le plus surpris de tous à cette évolution. Dans la mesure où les Britanniques étaient préoccupés par le monde de l'Islam serait mettre son impuissance sur l'affichage public. Un gouvernement britannique joyeuse simplement se limiter à avoir son Haut Commissaire pour mettre en garde Hajj Amin al-Husseini que le gouvernement ne permettrait pas à la convocation d'un Congrès au cours de laquelle des questions pourraient être soulevées concernant les affaires internes et externes des puissances amies.

<49>

La presse sioniste, d'autre part, a réagi avec beaucoup d'inquiétude à l'appel du Congrès, accusant le gouvernement britannique d'autoriser le Congrès parce que « *elle voulait vraiment la conférence, et même, elle a provoqué dans le but de satisfaire les musulmans de Palestine et l'Inde et de lutter contre le mouvement sioniste.* »<50>

On a eu aussi à prendre en considération le sentiment très fort exprimé par de nombreux que le Congrès tente de rétablir Abdul Majeed comme calife avec son siège à Jérusalem. Une telle mesure pourrait avoir un effet déstabilisateur sur l'Angora (maintenant Ankara) régime, - et un calife à Jérusalem, sous réserve de l'autorité britannique, serait aussi quelque chose qui la Grande-Bretagne serait la bienvenue et pourrait exploiter à son avantage énorme. <51>

Les délégués

Le Congrès a eu lieu dans une atmosphère relativement libre des restrictions, et en dehors de l'expulsion de l'Egypte, Abd al-Rahman Azzam, en raison de sa critique sévère de la politique italienne en Libye, les autorités britanniques en Palestine ne s'immiscer en aucune cours avec le Congrès n'a pas non plus qu'ils mettent des restrictions sur la fréquentation.

Les délégués au Congrès venaient de Perse (certains oulémas chiites), Inde (parmi les délégués, dont a été le grand savant et penseur musulman, le Dr Muhammad Iqbal), Yougoslavie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Syrie et le Nigeria. Bien que le gouvernement égyptien a finalement décidé de ne pas envoyer de délégation officielle, il y avait des délégués égyptiens présents pour soutenir le roi. Ils ont été contrés par une délégation représentant le parti Wafd de l'Egypte. Un certain nombre d'autres mouvements islamiques en Egypte étaient également représentés.

Les gouvernements de l'Irak et la Transjordanie envoyé des délégations officielles. Le monarque saoudien, Abdul Aziz ibn Saoud, vacillait dans son attitude envers le Congrès et, enfin, et habilement envoyé un représentant qui n'était pas en mesure d'arriver à Jérusalem dans le temps de participer au Congrès. La Turquie et l'Afghanistan a refusé de prendre part au Congrès. En comparaison, donc, avec le Congrès de La Mecque de Juillet 1926, il y avait une forte baisse de la participation des officiels des délégations gouvernementales lors du Congrès de Jérusalem.

Les travaux du Congrès

Après l'ouverture officielle du Congrès à la mosquée al-Aqsa après les prières du coucher de soleil sur 6 Décembre (27ème Rajab), <52> huit comités ont été constitués pour étudier et faire rapport sur les points suivants :

- Le Statut du Congrès
- Congrès de la propagande et des publications
- Finances et de l'organisation
- la culture musulmane et le projet de l'Université islamique d'al-Aqsa
- Le chemin de fer du Hedjaz
- Les lieux saints et le Mur des Lamentations
- la propagande islamique et d'orientation
- Propositions présentées devant le Congrès.

Comme le Congrès Mecque de 1926, le Congrès a adopté un statut de Jérusalem ou de la Charte. Le Statut de la Mecque avait appelé à des réunions annuelles à La Mecque. Le statut de Jérusalem, a appelé à des réunions semestrielles de Jérusalem. Un petit secrétariat a également été établie à Jérusalem (comme l'a fait à La Mecque). Le Secrétariat de Jérusalem ont continué à fonctionner pendant quelques années mais le Congrès lui-même jamais rencontré de nouveau. <53>

Le Congrès a décidé que l'Université islamique devrait être construit à Jérusalem. La décision a été prise malgré la jalousie considérable suscité par al-Azhar, qui n'ont pas accueilli favorablement la création d'un concurrent à sa position unique dans le monde du savoir islamique. <54>

Mais la question la plus importante que retenu l'attention du Congrès a été, sans doute, la menace sioniste en Palestine. L'attitude et l'approche de la Conférence au sujet volatile était remarquablement large d'esprit et l'objectif. Le président de l'Agence Juive, M. Sokolow, a été invité à assister au Congrès dans le but d'expliquer le point de vue sioniste. L'invitation, par la Shaukat Ali, a été refusée. Et dans la presse sioniste sionisme militant et de railler le Congrès. <55>

Il y avait une autre section de sionistes, plus pacifique que le premier groupe, qui avait mis en place l'Université hébraïque. Ces sionistes parlé avec plus de dignité sur le Congrès, bien, eux aussi, critiqué la Grande-Bretagne, les sionistes voulaient avoir le permis du Congrès pour discuter de la politique britannique en Palestine. <56>

Mais le vieux juifs orthodoxes de Jérusalem, qui a vécu et travaillé en dehors

des sionistes, a accueilli le Congrès au début et il a souhaité tout le succès possible. Ils ont déclaré que les Juifs ne voulaient pas les lieux saints et n'avait pas le droit, mais ils suppliaient le Congrès de ne pas s'opposer à la vieille coutume juive de prier au Mur des Lamentations. <57>

Le Congrès a fait exactement cela! Il a rejeté la Société des Nations par rapport au Mur des Lamentations. La Commission, qui a confirmé la propriété musulmane du Mur des Lamentations, mais a confirmé le droit des Juifs à prier au Mur. <58> Ce faisant, le Congrès a aliéné les juifs orthodoxes et affaibli leurs mains (c.-à-Juifs orthodoxes) dans leur lutte à nouveau les sionistes. <59>

Le Congrès a protesté auprès de la Société des Nations l'empiètement des droits et a rappelé la Société de l'aide fournie par les Arabes pour les Alliés pendant la première guerre mondiale. Le Congrès a averti que «le mandat» ne signifie pas la soumission des Arabes et l'usurpation de leurs droits. Le Congrès n'a pas rejeté le principe de l'immigration juive en Palestine et l'achat de terres et de biens. Implicitement donc, le Congrès a reconnu le droit des Juifs d'entrer et de vivre en Palestine et à la propriété là-bas. Dans le contexte, toutefois, du plan sioniste de création d'un Foyer national juif en Palestine, le Congrès a répondu en proposant la création d'une banque agricole qui rendrait un soutien financier pour les paysans et les agriculteurs débarqués en vue de renforcer la résistance aux efforts sionistes d'acheter leurs terres.

La réponse du Congrès à la menace sioniste peut être considérée comme ayant été modérée. Cette situation contrastait fortement à la réponse nationaliste arabe. En effet, le Congrès résistait à la pression des nationalistes arabes à adopter une position plus militante. Les nationalistes arabes se sont réunis séparément pendant le Congrès et a formulé un «Pacte arabes qui a été une réaction prévisible au nationalisme juif. <60> L'une, en effet, est la contrepartie de l'autre. <61>

Le Congrès n'a pas vu, cependant, que la réponse religieuse islamique aurait dû inclure une stratégie active pour construire un front commun avec les juifs religieux qui se sont opposés sionisme et qui a été amical envers les musulmans. <62> Bien que le Coran n'a interdite l'établissement de telles relations avec les Juifs (et d'autres non-musulmans) comme ce serait le lieu des musulmans dans un état de dépendance ou de subordination, il n'interdit pas une alliance ou front commun libérer de la dépendance. <63>

Quelle a été particulièrement décevant a été l'échec du Congrès, assis là dans la ville sainte de Jérusalem, de faire une évaluation réaliste de la situation très sombre objectif puis face au monde de l'Islam, et avec courage et créativité

formuler une longue cohérente et intelligente stratégie de long terme pour restaurer le pouvoir de la Oumma.

Au milieu de tous les excités et des discussions animées politique du Congrès, une voix s'est imposé comme la voix de l'homme d'État et de la sauge. Dr Muhammad Iqbal a eu la vision d'avertir que les pires dangers qui menacent l'Islam ne sont pas les noirs desseins du sionisme, de l'avidité de l'Impériale de compétences, et ainsi de suite, mais le matérialisme athée et le patriotisme territorial. Moins qu'elle n'ait été résisté, la pourriture de l'Islam serait mis.<64>

Mais s'il est vrai que Iqbal a eu la vision des grands dangers philosophiques, telles que le matérialisme, profilait à l'horizon de la civilisation islamique, il semble qu'il était encore incapable de reformuler la théorie islamique de l'ordre public (ou Dar al-Islam) et Islam Conception d'un ordre international et l'exprimer de telle manière que de manière convaincante la preuve de sa supériorité sur son rival séculaire qui est maintenant le contester. La vérité est que Iqbal ne sais pas quelles sont les mesures qui auraient dû être prises en 1931 pour rétablir le courant à la Oumma!

Activités post-congrès

Le Congrès a élu un Comité exécutif de 65 <> qui a fonctionné avec diligence pendant un an. Branches de l'Organisation ont été formés dans les différents pays et des représentants de ces branches se sont rencontrés à Jérusalem en août 1932 pour discuter des voies et moyens pour la collecte de fonds. En 1933, Amin al-Husseini et Altabah Pacha a fait une tournée de l'Irak et l'Inde dans le but de recueillir des fonds. Ils n'ont pas réussi et si ni l'université, ni la Banque agricole (pour aider les paysans) ont été établis.

La deuxième réunion du Congrès qui, selon le Statut, aurait dû avoir lieu en Novembre 1933, n'a pas eu lieu. Sauf pour un éperon soudaine de l'activité par le Comité exécutif de « *conflit de médiation* » en 1934 <66> et une reprise de courte durée dans les années cinquante, le général Congrès islamique de Jérusalem est également décédé d'une mort naturelle.

Le Secrétariat a mis en place par le Congrès en 1931 a continué à fonctionner à Jérusalem jusqu'à la seconde guerre mondiale. Il ne pouvait pas, toutefois, de survivre aux conditions défavorables de guerre et de confrontation directe entre le Hajj Amin et les Britanniques. Hadj Amin a fui en Egypte au début de la guerre.

Le général Congrès islamique de Jérusalem de 1931 a échoué pour les mêmes

raisons que le Congrès et le califat Congrès du monde islamique de 1926. Il a été incapable de formuler théoriquement un moyen de sortir du borbier dans lequel le monde de l'Islam était tombée. Il était intellectuellement incapable de répondre au défi de la laïcité politique d'une civilisation arrogant et sûr de l'Ouest qui a été refileant sur une stagnation intellectuelle mondiale de l'Islam un système de laïque Etats-nations pour remplacer Dar al-Islam.

La disparition du califat assisté à la fin d'un système d'organisation politique indigène à la Oumma, et qui a reconnu la suprématie de l'Islam dans la vie publique. L'émergence de la nation Arabie wahhabite laïque d'État dans le cœur des terres de l'Islam signifie que l'Islam allait maintenant être sécularisée. Il serait maintenant relégué à être une question de vie privée. La non-politique Tableeg Jamaat et les pro-régime saoudien salafistes serait maintenant tenter de combler le vide. Et Abdullah Yusuf Ali «politiquement correct» de traduction du Coran serait popularisé parmi une génération sans méfiance des musulmans politiquement en sommeil. <67>

CONCLUSION

La destruction du califat de l'Islam a été le résultat d'un complot diabolique ourdi par les Britanniques, les Juifs sionistes. Les Saoudiens ont agi comme des complices prêts à ce crime contre la Oumma. Le califat symbolisé un système d'organisation politique (c.-à-Dar al-Islam) qui a reconnu la suprématie de l'islam dans la vie publique et dans les relations internationales du monde musulman.

L'émergence de la laïcité des Etats-nations de la Turquie et l'Arabie saoudite, au siège du califat et dans le cœur des terres de l'islam, a ouvert la voie à la sécularisation du système d'organisation politique du monde musulman. Et puisque ce sont les gouvernements des Etats-nations laïques dans le monde musulman qui représentent aujourd'hui le monde de l'Islam, l'implication est que l'islam ne serait plus en maître sur la vie publique ou sur les relations internationales du monde musulman.

Un moyen plus direct de dire la même chose serait de dire que dans la mesure où la vie publique comme dans le monde musulman était en cause, Allah ne serait plus Akbar! Aucun musulman ne peut lire ces lignes sans se sentir une grande colère contre ceux qui ont trahi Allah et le Prophète! La qualité de la foi (iman) d'un musulman peut se mesurer par la manière dont il répond à cette situation pathétique.

Le Monde de l'Islam est aujourd'hui sans pouvoir. Notre conclusion est que l'institution du califat, qui fait partie du Dar al-Islam, est indispensable pour la restauration du pouvoir. Sans pouvoir, il y aura beaucoup plus de Bosnies, Kashmirs, Algéries, Tchétchéniés, et Palestines etc. La seule façon de ce déplorable état de choses peut être changé, c'est grâce à la restauration de la suprématie de l'Islam dans la vie publique des musulmans et dans les relations internationales du monde musulman. Cela exige la restauration de Dar al-Islam et le califat. Nous devons, par conséquent, de formuler à nouveau les dispositions de l'arrêté islamique publique (Dar al-Islam) et la conception de l'islam d'un ordre international, et de démontrer leur nette supériorité sur son rival séculaire qui a émergé de la civilisation occidentale.

Nous devons aussi reconnaître, comme ce livret a clairement fait savoir, qu'il est impossible, et restera impossible, de rétablir le califat, tant que le Hedjaz reste sous le contrôle de l'alliance saoudo-wahhabite. Alimentation ne peut pas être rétablie sans la libération des Haramain et le Hajj à partir du contrôle de ceux qui ont participé à la destruction du califat.

La libération des Haramain et le Hajj sera possible lors de la rupture d'alliance saoudo-wahhabite vers le bas. Il ya des indications que l'Alliance est sous

pression et peuvent se désagréger. Il ya beaucoup d'Arabie Ulama, qui aujourd'hui emprisonnés ou assignés à résidence. La question qui est le plus susceptible de diviser l'Alliance serait Arabie «reconnaissance» de l'État juif d'Israël, - d'où l'importance de notre récent ouvrage intitulé: «La religion d'Abraham et de l'État d'Israël», dans laquelle nous analysons , à partir d'un point de vue purement religieux islamique, les implications pour les musulmans de la «reconnaissance» de l'État juif d'Israël.

FIN

Internet Edition - <http://imranhosein.org>

Notes

1. Elie Kedourie, dans un chapitre intitulé « *La Chute de Madina - Janvier 1919* » (l'islam dans le monde moderne, Holt Rinehart and Winston, NY. 1980 pp 277-96) donne une description vivante et excellente analyse de la défense héroïque de Madina par le commandant ottoman, Fakhri Pacha, jusqu'à Janvier 1919, quand il a été trahi par certains de ses troupes.
2. Ahl al-Dhimmah sont un peuple protégé non-musulmans autorisés à résider dans le Dar al-Islam. Jizyah est une taxe punitive imposée par le Coran à un peuple qui ont été défaits au djihad, et qui souhaitent continuer à résider dans leur ancien territoire. Le paiement de la taxe punitive a pour but de symboliser leur soumission à la règle de l'islam dans ce territoire.
3. « Oh vous qui croyez (dans le Coran), ne prenez pas les juifs et les chrétiens comme la protection de vos amis (autrement dit, ne pas entrer dans une relation d'alliance et de dépendance avec les juifs et les chrétiens dans lequel vous comptez sur eux pour votre sécurité) , le Coran (5:51)
4. Toynbee Ed., Enquête sur les affaires internationales, 1925.
5. Cf. Bey, Rustom: « *L'avenir de l'islamisme* », le 19e siècle et après, Vol.cxxii, n ° 580 p. Juin 1925, 845-54, où le penseur libéral turc fait valoir le point dans un article bien argumenté.
6. Pour une discussion intéressante sur le sujet, voir Toynbee, Ed. Enquête sur les affaires internationales, 1925, Vol 1, p. 51-68, notamment p. 55. Voir aussi chapitre de conclusion de Sylvia Haim dans Arnold, T. Le califat. Édition révisée, Oxford Univ. Press, 1965 pp 205-44.
7. Le texte officiel turc Qawanin 1924/1340 Majmuasi, n ° 431, Ankara. De presse de la Grande Assemblée Nationale de Turquie. traduction anglaise dans l'enquête, op cit, Annexe 11 (3) p 575.
8. « *Selon la loi sunnite la nomination d'un imam ou calife est absolument indispensable... Turquie ijtehad, c'est que selon l'esprit de l'islam le Califat ou imamat peut être confiée à un groupe de personnes, ou une assemblée élue (par exemple, la Grande Assemblée nationale turque ou le Parlement).* »
Personnellement, je crois que le point de vue turc est parfaitement saine.
« *Iqbal* », M. La reconstruction de la pensée religieuse en Islam. Oxford University Press. Londres. 1934, chap. vi « *le principe du mouvement dans la*

structure de l'Islam, » p. 149

9. Ce groupe était censé constituer un collège électoral virtuel dans le modèle classique de l'Islam. Tout au long de l'histoire islamique, cependant, il reste presque toujours une construction purement théorique et n'a joué aucun rôle dans le processus de décision suprême.

10. Cette déclaration est très importante dans le contexte des efforts actuels pour rétablir un ordre foi islamique. Il représente des défauts évidents, dans la compréhension du système islamique de leadership par ce centre suprême du savoir islamique. Enquête Texte intégral, op. cit., annexe 111, p. 576-8.

11. Ainsi roman, en effet, était la proposition qu'elle a été dénoncée par le Cadi de Transjordanie comme une innovation qui est contraire à la pratique religieuse orthodoxe. Enquête, op. cit., p 84.

12. « *Lorsque la Grande Assemblée Nationale d'Angora (Ankara) a aboli le califat Ottoman et quand les Wahhabites conduit la dynastie Hashimi sur le Hedjaz, l'impulsion générale de l'islam a été pour faire face à la situation par la méthode moderne de l'Ouest .* » cit. de la convocation d'une conférence internationale et non par la méthode traditionnelle de la prédication islamique une guerre sainte. Enquête, op., p 24.

13. Sylvia Haim fait valoir qu'il y avait suffisamment de preuves pour prouver que le Congrès a été planifié et encouragé par l'instigation du roi Fouad, qui a été le secret espoir de gagner le califat pour lui-même. Mais ce n'était pas faisable en raison de l'opposition dans et hors de l'Egypte. Cf. Arnold, op. cit .. p. 241-2. Bien que cela puisse être vrai, la position publique de Fouad a été désintéressé dans le Califat. Sa'ad Zaghloul, son Premier ministre, une neutralité sur le sujet étudié.

14. Le compte rendu de la conférence a été traduit en français et publié par A. Sekaly dans la Revue du Monde Musulman, Vol 1 XIV, Paris, 1926. C'est ce texte qui est utilisé par l'écrivain.

15. En plus de remarquer que le calife était nécessaire pour «exécuter les jugements, appliquer des sanctions légales, à proximité des ports, élever des armées, etc", le Comité a estimé suffisamment important de citer deux hadiths (paroles du Prophète) à l'effet ce qui suit :

« *Celui qui meurt sans avoir connu le Calife de son temps meurt d'une mort païenne, et* « *Celui qui meurt sans avoir pris les baiy'ah (serment d'allégeance au calife ou Amir) meurt d'une mort païenne.* »Revue, op. Cit., p. 74-6

16. Ibid. p. 75-6. Ce faisant, la commission a méconnu le point de vue de Mu'tazilites qui considéraient le califat comme une question d'opportunité, et les Khawarij qui ont adopté la position selon laquelle il n'était pas nécessaire pour le califat. Le Comité a également décidé de passer outre l'avis exprimé par Cheikh Ali Abd al-Raziq, un diplômé d'Al-Azhar, qui a fait valoir, dans un document qui a été publié en Egypte, que le califat n'est pas une nécessité dans l'Islam. Son point de vue créé tout un émoi en Egypte.

17. Revue, op. cit., p. 76-7

18. Il est devenu le recteur d'Al-Azhar en 1929

19. Revue, op. cit., p. 77-8

20. (Coran 5:48)

21. Il est fait référence à des autorités telles que Al-Mawardi (al-Ahkam al-Sultaniyyah), al-Ghazali (Ihya Uloom al-Din.) Pour un exposé détaillé de l'avis des oulémas voir Arnold, T. op. cit ..

22. Le cinquième calife, Muawiyah, a nommé son fils, Yazid, comme son successeur et a été remplacé par lui. Le petit-fils du Prophète, Husain, contesté la légitimité du califat de Yazid et l'a payé de sa vie. Pas beaucoup de musulmans se souciait de suivre l'exemple Husain, dans les siècles qui suivirent.

23. Revue, op. cit .. p 103

24. Ibid. p 108. Le texte du rapport de la Troisième Commission se trouve dans l'Étude op. cit .. Annexe 4, p. 578-81

25. Ibid .. p 106

26. Revue, op cit, p 106

27. Revue, op. cit., p 106

28. Ibid .. P 107

29. Le paragraphe se trouve dans la Revue, op. cit., p 108, « *Qui De procéder CE...* » , Et dans l'Enquête, op. cit., p 580, « *Il résulte de ce qui précède...* »

30. Texte de la résolution dans la Revue, op. cit., p 118; Enquête, op. cit, pp 89-90

31. Cf.. Faruki, Kamal: « *Approches de l'unité musulmane* ». Horizon Pakistan. Vol XXV, n ° 2, pp 3-12 dans lequel il décrit cette alternative au califat, ou pan-islamisme, que l'universalisme islamique - qui repose pour l'unité des croyances et des pratiques communes de musulmans. Faruqi ignore, cependant, le fait tout à fait transparente que le califat a été fondée sur et tire sa légitimité des croyances très et les pratiques des musulmans.

32. Faruki, op. cit., pp 3-12

33. sunnites reconnu les quatre écoles comme également valables.

34. jusqu'à la révolution islamique iranienne de l'Arabie-Wahhabites avaient réussi à gagner cette reconnaissance de tous les gouvernements de la République islamique d'États-nations. Parmi les masses musulmanes, cependant, un ressentiment considérable existe encore.

35. Revue, op. cit .. p.128

36. Ibid.

37. Il est paradoxal que le Mouvement califat de l'Inde devraient boycotter le Congrès califat du Caire en mai et assister à la Congrès du monde islamique de La Mecque en Juin de l'ordre du jour de laquelle la question du califat a été spécifiquement exclus.

38. Ces articles rendrait très intéressant à lire si elle est publiée aujourd'hui.

39. Une référence aux liens Husain avec les Britanniques.

40. Revue, op. cit .. pp. 128-131.

41. Revue, op. cit .. pp 128-31

42. Revue, op. cit ..

43. Par exemple, la Conférence a approuvé le projet de construction de deux lignes de chemin de fer de Djeddah à La Mecque et à Médine de Yanbu, malgré la forte opposition des délégués Hejazi « *qui ont des objections religieuses à la*

construction des chemins de fer dans un pays où la vie dépend de la chameau. » Revue, op. cit .. p.193. Comment on veut que les oulémas saoudiens auraient exprimé leur opposition à la voie ferrée dans le cadre de celui-ci constituant un substitut qui écarterait le mode de transport que Allah a créé. Les autorités saoudiennes auraient alors pris conscience du danger que posent les technologies modernes et qui ont pris des dispositions pour préserver le transport naturel, aux côtés de transport mécanisé.

44. Texte de la résolution dans la Revue, op. cit .. p. 207-8. Egypte, la Turquie et l'Afghanistan se sont abstenus lors du vote.

45. Selon Toynbee:

« ... L'un des effets de la guerre de 1914-18 était d'éliminer les Turcs de l'Arabie et d'étendre la sphère d'influence britannique sur toute la péninsule » (Enquête, op. Cit .. p 272)

« Mais il est très important de noter que dans cette réalisation unique et mémorable de la Colombie où la commande du Prophète a été compromise pour la première fois en treize cents ans, les Britanniques ont aidé et encouragé à la fois par Husain et Ibn Saoud. En effet, tant pour un prix de leurs services en Grande-Bretagne. Les forces arabes de Husain effectivement combattu aux côtés des Britanniques contre les Turcs. neutralité bienveillante Ibn Saoud dans cette lutte qui accroît les chances de succès de Grande-Bretagne. Jusqu'à 1920, lorsque ses paiements mensuels de la Colombie ont été arrêtés, Husain avait reçu environ six millions de livres sterling. Ibn Saoud, qui a reçu du gouvernement britannique une même 350.000 livres plus modeste au taux de 5000 livres par mois, diaboliquement il expliqué comme jizyah (un impôt payé par un résident sous réserve des non-musulmans sur le territoire de Dar al-Islam). » Enquête, op. cit .. p. 273.

Il a été la Grande-Bretagne (la puissance mandat en Transjordanie), qui avait annexé Maan et Aqaba à la Transjordanie en 1925. Bien que l'ex-roi Hussein a protesté contre l'annexion rom son exil à Chypre et Ibn Saud ému le monde musulman au Congrès d'adopter une résolution protestant contre l'annexion, l'action de la Colombie a été clairement un fait accompli.

Il est intéressant de noter que si l'ordre du Prophète (sallallahu sallam wa alahi) n'avait pas été compromise par Husain Ibn Saoud et dans leur aide au peu judicieux de la Colombie et la tentative de débarrasser la péninsule de l'influence ottomane, il ne serait pas ont été possibles pour la Déclaration Balfour à remplir et pour l'État sioniste d'être mis en place dans les pays musulmans en Palestine. Il est également intéressant de noter que si Aqaba était resté sous le contrôle de Hejazi, l'Arabie saoudite aurait été un État de première ligne dans le conflit

actuel au Moyen-Orient. Histoire pourrait un jour révéler que l'une des raisons pour l'annexion de la Colombie-Ma'an et d'Aqaba a été de créer une zone tampon entre le cœur de la volatilité de l'islam et le foyer national juif en Palestine que la Déclaration Balfour envisagées. Il doit être clair que la confrontation directe entre le Hedjaz (qui fait maintenant partie de l'Arabie saoudite) et le Foyer national juif en Palestine (aujourd'hui l'État d'Israël) susciterait incontrôlables passions islamique, un facteur qui constitue aujourd'hui encore la seule menace sérieuse pour la survie de l'État sioniste.

46. Il est faux de prétendre (comme le Congrès du monde islamique de Karachi fait maintenant) que la Conférence islamique, tenue à Jérusalem en 1931 était la deuxième session du Congrès du monde islamique (la première ayant eu lieu à La Mecque en 1926). Premièrement, le Congrès de Jérusalem a choisi un nom pour elle-même différente de «Congrès du monde islamique». Un article du Statut du Congrès lui donna le nom de « *général du Congrès islamique* » (al-Mutamar al-Islami al-'Am). Deuxièmement, le Congrès a adopté un statut qui lui est propre - différent du statut de la Congrès du monde islamique.

47. Muhammad Ali Jauhar avait effectivement mort à Londres où il participait à la Table ronde sur l'Inde. Les Palestiniens déplacés pour lui d'être enterré dans le Haram Al-Sharif en partie par la reconnaissance de sa grandeur et en partie pour gagner un plus grand soutien des Indiens dans la lutte contre le sionisme et les Britanniques »puissance mandataire.

48. Il est un lien important entre le 27 Rajab, al-Aqsa et du Mur des Lamentations, un lien qui se déplace émotions très puissante dans le monde de l'Islam. L'explication est la suivante: Le dix-septième chapitre du Coran, intitulé « *Bani Israël* », commence par un verset qui se réfère à la nuit, voyage miraculeux du prophète Mahomet de la mosquée al-Haram (la mosquée sacrée, la Mecque) à la mosquée al-Aqsa (la mosquée lointaine, Jérusalem) de l'enceinte de ce qui, selon le verset, ont été bénis par Dieu le prit sur le voyage afin qu'il pouvait lui montrer certains de ses « *signes* ».

Les États hadith rapporte que dès leur arrivée dans al-Aqsa, il a dirigé une prière en commun dans lequel tous les prophètes ont participé. Par la suite il a été transporté dans le ciel et a été honoré avec une expérience d'entrée dans la présence spéciale de Dieu. Le Mur des Lamentations ou Mur occidental fait partie du Haram al-Sharif, qui abrite masjid al-Aqsa, ainsi que l'endroit d'où voyage céleste du Prophète commencé. Il est généralement admis que ce voyage a eu lieu le 27 Rajab. (Mishkat al-Masabih), traduction en anglais par James Robson, Lahore, Sh. Muhammad Ashraf, 1975, vol.2, Ch. 23, livre 26 pp. L264-70.

49. Gibb, HAR, « *La Conférence islamique à Jérusalem en 1931 Décembre.* » Enquête sur les affaires internationales, Londres, Oxford University Press, 1935. p. 103.

50. Nielsen, A. «La Conférence islamique à Jérusalem. » Le monde musulman, Octobre 1932, vol 22 p 348.

51. le roi Fouad d'Égypte, en particulier, était tellement perturbé au cours des rumeurs que la question serait discutée califat et proclamé calife que le Grand Mufti a dû se rendre au Caire en personne et donner à la fois verbales et écrites des assurances que la question ne serait pas examinée . Pour Maulana Shaukat Ali, d'autre part, il n'était pas question califat puisqu'il a continué à reconnaître comme calife Abdul Majeed. (Arnold, T. op. Cit .. pp.241-4).

52. Dans le système islamique, la journée commence au coucher du soleil et se termine au coucher du soleil suivant. Ainsi Rajab 27 (ou Lailatul Miraj) n'a pas commencé avant le coucher du soleil sur Décembre 6.

53. Gibb, H.A.R., op. cit .. p.105. Le Congrès de Jérusalem a été relancé en 1953 et trois conférences ont été organisées en 1953, 1956 et 1960. Il n'a jamais rencontré de nouveau depuis 1960. Cela s'explique en partie parce que le président du Congrès de Jérusalem, Hajj Amin al-Husseini, est devenu le président d'une reprise Congrès du monde islamique ainsi. Il a préféré travailler avec cette organisation car il bénéficie de l'appui politique du Gouvernement du Pakistan et de l'appui financier du gouvernement saoudien.

54. Gibb, op. cit., p 102.

55. Nielsen, op. cit .. p. 353

56. Ibid ..

57. Nielsen, op. cit .. p 353

58. Le texte intégral du rapport annexé à la Palestine (occidentaux ou Mur des Lamentations), le décret 1931, les annexes 1 et 2. Voir les règles statutaires et commandes pour 1931. H Bureau Papeterie M, Londres. 1932. pp. 462-6

59. Cette attitude a en outre été concrètement exprimées au cours de la période 1948-1967 lors de Jérusalem-Est était sous contrôle jordanien. Juifs ont été interdit de prier au Mur des Lamentations.

60. « *Les pays arabes sont un tout complet et indivisible, et les divisions de toute nature auxquelles ils ont été soumis ne sont ni approuvés ni reconnus par la nation arabe ...* » Gibb, op. cit. p.107 fn.

61. Cf.. Marmorstein, Emile: «l'opposition religieuse au nationalisme dans le Moyen-Orient." *Affaires internationales*, Juillet 1952, pp. 344-357.

62. Parmi les juifs orthodoxes a été le savant, le professeur Jacob de Haan. Il a été tué par les sionistes en raison de sa dénonciation cinglante du sionisme. Dans un entretien important dans le début de la vingtaine, il a expliqué son point de vue comme suit :

« Pensez-vous que l'histoire n'est qu'une série d'accidents? Je n'aime pas.... Les sionistes souffrent de la cécité spirituelle même qui a causé notre perte. Les deux mille ans d'exil juif et le malheur leur ont enseigné rien. Au lieu de faire une tentative de comprendre les causes les plus intimes de notre malheur, ils tentent de le contourner, pour ainsi dire, par la construction d'un «Foyer national» sur des bases fournies par la politique des puissances occidentales. Et dans le processus de construction nationale que « Home », ils sont commis le crime de priver un autre peuple de leur maison. » Asad, Muhammad, chemin de la Mecque. pp. 98-9.

63. « *Oh vous qui croyez, ne prenez pas les juifs et les chrétiens comme la protection de vos amis (autrement dit, ne pas se tourner vers eux pour une alliance de sécurité, et de ne pas établir une relation avec eux de la dépendance et la soumission.* »Coran (5: 51)

64. *Le Proche-Orient et en Inde*. 24 décembre 1931. p 687

65. Shaukat Ali a été malheureux sur la composition du Comité et a refusé d'y siéger. Hadj Amin avait utilisé sa majorité d'exclure les opposants parmi lesquels se trouvaient des hommes capables.

66. Le Comité exécutif avec succès la médiation une guerre de sept semaines entre l'Arabie saoudite et le Yémen. Un traité a finalement été signé fin à la guerre.

67. Abdullah Yusuf Ali était un génie littéraire. Sa traduction du Coran a été une réalisation magnifique littéraire. Mais il était un peu naïf dans sa compréhension de l'orientation politique et économique dans le Coran. Son suprême et une loyauté inébranlable envers le gouvernement britannique a

conduit à un état d'esprit qui le rendait incapable de saisir le fait élémentaire que Allah a envoyé la religion de l'Islam au point d'être suprême sur les deux vie privée et publique. Il a également omis de reconnaître que les intérêts bancaires Riba. excellente biographie Voir MA Sharif d'Abdullah Yusuf Ali intitulé : « *cherchant la consolation.* » Book Trust islamique. Kuala Lumpur. 1994. Trust [Livre islamique, 3 1A/71G Lorang, Carey Jalan, 46000 Petaling Jaya,] la Malaisie

A propos de l'Auteur

Imran Hosein N. est originaire de Trinidad, Antilles. Il a étudié l'Islam sous la direction du spécialiste de l'islam soufi et Shaikh, Maulana Muhammad Dr

Rahman Fadlur Ansari, à l'Institut d'études islamiques Aleemiyah, Karachi, et a aussi passé une année universitaire à l'Université Al-Azhar, au Caire. Il a fait des études supérieures en philosophie à l'Université de Karachi et dans les relations internationales à l'Université des Indes occidentales et l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève.

Un ancien agent du service extérieur dans la Trinité et Tobago du service extérieur, il a démissionné de son poste en 1985 pour consacrer sa vie à la cause de l'Islam, au service premier directeur de l'Institut d'études islamiques Aleemiyah jusqu'en 1988 quand il a commencé sa tournée de conférences islamiques du Sud Asie de l'Est, du Nord et Amérique du Sud et les Caraïbes. Depuis 1991, il a servi la cause de l'Islam à New York alors qu'il est fixé à Masjid Darul Coran à Long Island.

Comme un auteur dans les religions comparées, il a produit un ouvrage de référence sur « *l'islam et le bouddhisme* », publié au Pakistan en 1972. Ses ouvrages sur l'Islam et des relations internationales comprennent la « diplomatie de l'Islam - Une analyse du traité de Hudaibiyah », « Guerre et paix en Islam », « *Islam et le Nouvel Ordre Mondial* », « *Le Prophète de l'Islam à Jérusalem - l'importance stratégique de l'Isra et Miraj, etc Une collection de ses écrits qui portent sur des sujets tels que "Dreams in Islam* », « *De la Mecque à Médine Once Again* », nos troupes occidentales en Arabie - Un vue islamique, etc a également été publié à Singapour en 1991 sous le titre « *L'islam et l'évolution du World Order* ».

La présente série de ses écrits dans la série Ansari monument est constitué des trois titres suivants: la religion d'Abraham et de l'État d'Israël - Un point de vue du Coran, Le Califat Le Hedjaz et l'Arabie wahhabite Etat-nation; L' Importance de l'interdiction de Riba de l'Islam